

## Une victoire pour le colonel Kadhafi

C'est avec un embarras évident que les autorités françaises ont accueilli, le samedi 29 août, la reprise de la palmeraie d'Aozou par l'armée libyenne. Certes, Paris avait déconseillé à M. Hissène Habré de régler par la force le sort de cette bande de terre annexée par le colonel Kadhafi il y a plus de dix ans, en vertu d'un accord signé jadis par Mussolini et Laval, mais qui n'avait jamais été ratifié. Il n'en demeure pas moins que le revers infligé aux troupes tchadiennes, dépourvues de toute couverture aérienne, risque de ternir la réputation et la crédibilité françaises dans toute une partie de l'Afrique.

Ce nouvel épisode de la crise tchadienne illustre une nouvelle fois les ambiguïtés des liens qui existent entre Paris et N'Djaména : les autorités françaises — et, sur ce sujet, M. Mitterrand et M. Chirac sont bien sur la même longueur d'ondes — ont du mal à cacher leurs réticences à l'égard de la personnalité de M. Hissène Habré, tandis que ce dernier accepte mal les éternels conseils de prudence qui lui sont prodigués.

Jusqu'à présent, les « désobéissances » de M. Habré lui avaient réussi. C'est ainsi qu'il a pu chasser les Libyens des territoires du Nord et infliger une défaite mémorable à l'armée du colonel Kadhafi. Tant d'audace avait fait frémir à Paris. La France, cependant, n'avait pas désavoué le chef d'Etat tchadien dans cette affaire, comme elle devait le faire, il y a quinze jours, lors de l'offensive lancée contre Aozou.

La position française a-t-elle encouragé le colonel Kadhafi à lancer sa contre-offensive ? On le pense, sans trop le dire, à N'Djaména. Il est sûr en tout cas que l'aviation libyenne a fait la différence à Aozou, même si, au sol, les hommes du colonel Kadhafi ont également changé de tactique, abandonnant notamment les lourds blindés au profit d'engins sans doute moins orthodoxes, mais bien plus légers et maniables.

Et maintenant ? La défaite d'Aozou constitue indéniablement un rude coup pour M. Habré, dont les ressources en combattants de valeur ne sont pas inépuisables. Elle va également remettre au goût du jour les critiques de ceux qui reprochent au chef d'Etat tchadien de n'être qu'un homme de guerre et de négliger la reconstruction et la gestion de son pays — l'un des plus pauvres de l'Afrique — au profit d'un règlement de comptes frontalier qui n'intéresserait que les tribus du Nord. De nouvelles frictions sont aussi à attendre avec Paris, qui va s'entendre réclamer de nouvelles livraisons d'armes pour remplacer celles perdues à Aozou, des missiles anti-chars Milan en particulier.

Le grand vainqueur du jour, bien sûr, c'est le colonel Kadhafi. Coûteuse victoire, certes, mais supportable dans un régime totalitaire et qui permettra à l'homme de Tripoli de se lancer une nouvelle fois dans une des activités qu'il affectionne : la palabre en forme de négociation. Il est douteux, en effet, qu'il ait pour l'instant la volonté de pousser son avantage dans le nord du Tchad et de risquer une confrontation avec la France, qui a fait connaître récemment que le 16<sup>e</sup> parallèle ne constituait plus une limite à son intervention. Le colonel préférait sans doute se présenter en homme ayant lutté pour son droit, prêt à négocier, quitte à préciser par la suite que son annexion de la bande d'Aozou n'est pas négociable. C'est cette attitude qui limite considérablement la prise de position française en faveur d'un arbitrage international de cette question.

(Lire nos informations page 3.)

## Rupture de la trêve dans le Golfe

Après les bombardements irakiens contre ses installations pétrolières, l'Iran attaque un navire koweïtien

Après une pause de six semaines, la guerre du Golfe se rallume. Alors que l'aviation irakienne avait repris, le samedi 29 et le dimanche 30 août, ses attaques contre des pétroliers et des installations pétrolières de l'Iran, une vedette iranienne a attaqué, lundi, un porte-conteneurs koweïtien au large de Dubaï, en lançant deux roquettes. Le bâtiment a été touché, mais il n'y a pas de victimes. Un nouveau convoi de pétroliers koweïtiens battant pavillon américain est, d'autre part, entré dans le Golfe sous la protection de l'US Navy.

WASHINGTON  
correspondance

La rupture de la trêve de fait dans le Golfe préoccupe les milieux officiels américains, qui craignent une escalade et le risque accru d'un affrontement entre l'Iran et les Etats-Unis. Mais la reprise des attaques aériennes irakiennes n'a pas surpris dans la mesure où M. Hamdoun, ambassadeur d'Irak à Washington, avait, la veille même, déclaré que son pays avait perdu patience et que sa stratégie était « de continuer à tirer sur les navires iraniens jusqu'à l'acceptation par Téhéran du cessez-le-feu recommandé le 20 juillet par le Conseil de sécurité ».

Les premières réactions du département d'Etat ont été réservées, affichant sympathie et com-

préhension à l'égard de l'initiative militaire de Bagdad. Les dernières attaques visaient essentiellement les installations terrestres et le tanker touché n'était pas l'objectif des Irakiens, disaient certains officiels, laissant entendre que la trêve maritime n'avait pas été délibérément violée.

Ainsi, les ambiguïtés et les tergiversations de Téhéran provoquent la même impatience, mais on regrette que l'Irak ait repris ses opérations aériennes avant de connaître la réponse « définitive » promise par Téhéran à la fin de cette semaine au sujet du cessez-le-feu.

L'impatience de l'Irak est expliquée ici par l'augmentation sensible, pendant la période de trêve, des exportations pétrolières de l'Iran, qui auraient atteint jusqu'à 25 millions de dollars par

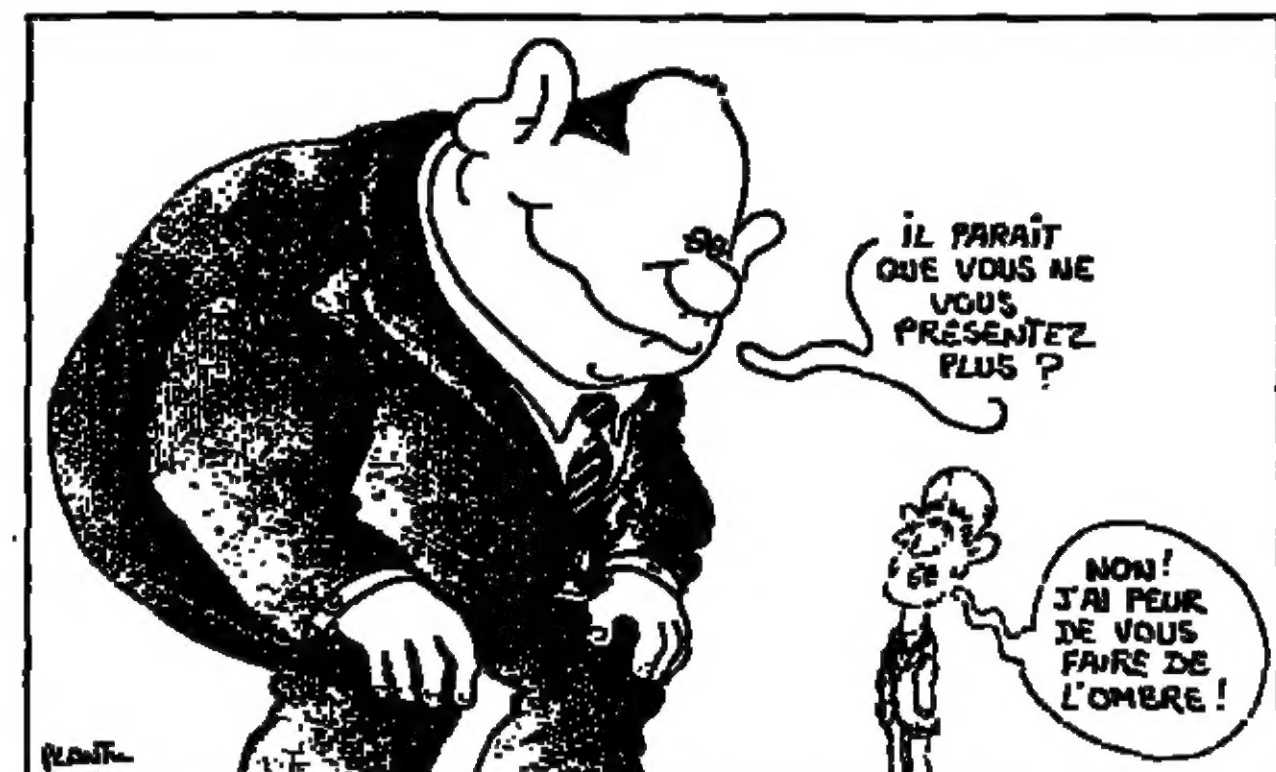
jours. Néanmoins, on estime que la démarche militaire de l'Irak complique la tâche déjà difficile de Washington d'obtenir des Nations unies une seconde résolution infligeant des sanctions, et notamment un embargo sur les livraisons d'armes en cas de rejet définitif par Téhéran du cessez-le-feu.

A dire vrai, le gouvernement Reagan craint qu'une escalade de la tension ne ravive les doutes de l'opposition au Congrès à l'opération d'escorte. Une opposition déjà renforcée par l'ampleur de la mobilisation aéronavale rassemblant une trentaine de navires les plus modernes et 20 000 hommes, et représentant une dépense évaluée à un million de dollars par jour.

HENRI PIERRE.

(Lire la suite page 4.)

## L'élection présidentielle



La recherche de l'unité au PS et dans la majorité.  
PAGES 7 et 8

## La fin de la grève en Afrique du Sud

Ni vainqueurs, ni vaincus...  
PAGE 3

## Privatisations : un bilan

Les cours des sociétés industrielles ont plus grimpé que ceux des banques.  
PAGE 34

## Concordances des temps

Amnisties.  
PAGE 2

Le sommaire complet se trouve page 38

Violences, incidents, injures, ostracisme...

## Chronique du racisme ordinaire

M. Dubernard, député RPR du Rhin, vient de porter plainte pour « propos racistes » contre le propriétaire et les « vendeurs » d'une boîte de nuit de Lyon qui avaient refusé de laisser entrer ses enfants en compagnie d'une amie ivoirienne. Cet ostracisme illustre le climat de racisme ordinaire qui s'est développé en France ces dernières années (lire page 38).

La France, c'est acquis, n'est pas raciste. L'histoire en est témoin. La pays de l'égalité et de la fraternité, des valeurs que le monde nous envie, ne saurait être devenu petit et xénophobe. Non,

la France est vaccinée contre le racisme. Tombée dans la marmitte, en 1789. Ceux qui en doutent, à la lumière des ratonnades de l'été, sont invités à regarder au-delà des « péripiétés ».

La France, donc, n'est pas raciste. Il fut un temps pourtant, on s'en souvient à peine, où ceux qui « n'aimaient pas les Arabes » se bornaient à le penser. Il fut un temps, aussi, où la justice était plus vigilante. Parler d'« invasion étrangère » à propos de l'immigration tombait sous le coup de la loi de 1972 contre la discrimination raciale. Les magistrats ne voient plus, aujourd'hui dans « l'envahis-

sement de la France » qu'une expression « polémique » d'un niveau « admissible ».

Il fut un temps où la presse ne mentionnait pas, par pudeur, l'origine ethnique des suspects. Elle s'en fait, désormais, un devoir pour ne pas avoir l'air de cacher quelque chose. Il fut un temps, encore, où les racistes les plus audacieux affirmaient tout au plus qu'ils ne l'étaient pas, « mais... ». En toute franchise, on s'efforce, aujourd'hui, de se maintenir dans une honnête moyenne. Début mars, un ministre, M. Charles Pasqua, eut ces mots flatteurs à propos d'un de ses collègues, M. Robert Pandraud : « Il

n'est pas plus raciste que n'importe quel autre membre du gouvernement ». Bref, il fut un temps — pas si lointain, celui-là — où l'autocensure limitait les embaardées verbales, où le pays des droits de l'homme n'avait pas encore cédé en partie au « dévergondage idéologique » que dénonce Harlem Désir, le président de SOS-Racisme. Où la France, dans son langage sur l'immigration, n'était pas encore « libérée ».

LAURENT GRELSAMER  
et CORINE LESNES.

(Lire la suite page 9.)

Record du monde du 100 mètres à Rome

## Ben Johnson, le colosse volant

Fantastique exploit athlétique, le dimanche 30 août, à Rome : le Canadien Ben Johnson est devenu champion du monde du 100 mètres en améliorant le record de la distance d'un dixième de seconde. Chronométré sur la piste du stade olympique devant 64 500 spectateurs en 9 s 83, il a précédé l'Américain Carl Lewis, tenant du titre et champion olympique, qui a pourtant égalé l'ancien record de son compatriote Calvin Smith.

ROME  
de notre envoyé spécial

Ben Johnson, ce Canadien né à la Jamaïque il y a vingt-six ans est entré tout debout dans la légende du sprint. Pour dix petits centièmes de secondes. D'importance, l'affaire mérite bien d'être contée par le menu.

Les personnages d'abord. Il n'y a pas de truand comme dans le western de Sergio Leone. Mais il y a un bon et une brute. Dans une distribution assez surprenante : Carl Lewis en gentil, Ben Johnson en méchant. Et oui, le Carl sulfureux des Jeux de Los Angeles se présentait ici en victime. Ce gros balourd de Ben voulait être Calife du 100 mètres à la place du

Calife. Cela faisait un moment qu'il manigançait son coup. Depuis précisément qu'il avait terminé sur les talons de Lewis à Los Angeles. Depuis, le roi s'était un peu reposé sur ses lauriers. Moins de piste. Plus de théâtre et de music-hall. Le Canadien en avait profité pour faire exploser quelques « chronos » dans les stades qu'il visitait. Cette sorte de terrorisme semblait viser le record du monde du 100 mètres. En réalité c'était bien Lewis, l'arrogant champion du monde et champion olympique, qui était la cible.

Même le réalisateur le plus nul de Cinecitta aurait pu tirer de cela un péplum extravagant. Car il y a là un modèle de situation : le talent contre l'obstination.

Lewis n'est pas une star à laquelle une firme japonaise a offert un contrat mirifique par caprice. Certes, il sait paraître à merveille. Il aime être vu et se faire voir. Mais il est avant tout bourré de talent. Il a la vitesse dans le sang comme on le dit d'un cheval de race. Tout dès le berceau. Une enfance facile. Une réussite rapide. Gloire et dollars vont très bien ensemble aux Etats-Unis.

Né seulement quelques mois avant Johnson, Lewis a connu les deux des vingt-deux ans. Le Cana-

dien a dû patienter quatre ans de plus en suant sous des barres de fonte pour pouvoir acheter une voiture neuve et habiter dans une maison confortable. Au total, dix ans d'entraînement quasi quotidien. Un véritable travail de forçat. Pour oublier au bout du compte que, jusqu'à quatorze ans, il n'a pas mangé tous les jours sa faim dans son village natal de la Jamaïque.

Pour finalement ne plus se souvenir que jusqu'à vingt-cinq ans il n'a pas osé répondre aux questions des journalistes par incompréhension d'abord, ensuite par honte de son accent des Caraïbes et d'un bégaiement tenace. Avec ses épaules de démenageur et ses cuisses énormes, Ben n'était pas bien dans sa peau.

Lewis et Johnson. Johnson et Lewis : une maille à l'endroit, une maille à l'envers, et voilà tricoté une petite pièce de théâtre classique. Unité de temps : 10 secondes. Unité de lieu : le stade olympique à Rome. Unité d'action : les championnats du monde.

Premier acte donc : Lewis, qui a d'abord opté pour le 200 mètres, décide de relever le défi de Johnson sur 100 mètres.

ALAIN GRAUDO.

(Lire la suite page 10.)

EN LIBRAIRIE  
LE 22 SEPTEMBRE

### François WEYERGANS

Je suis écrivain

roman

GALLIMARD *rf*



# Concordances des temps

Chroniques sur l'actualité du passé

## Amnisties

Trois amnisties : celle des généraux d'Algérie, celle des faits et méfaits liés à l'affaire Dreyfus, celle des communards. Les temps sont différents et pourtant ces amnisties permettent de mettre au jour le mécanisme de l'oubli pour raison d'Etat.

par Jean-Noël Jeanneney

**A**U moment où courent vers leur fin ces chroniques qui plaident pour la mémoire, en voici une sur l'oubli... Faux paradoxe ! Car il s'agit de se ressouvenir des obliterations calculées du passé que décida l'Etat, jadis et naguère : pour comparaison.

Les traces de « l'affaire des généraux d'Algérie », en octobre et novembre 1982, sont restées profondes, chez les socialistes surtout, parce qu'elle fut pour eux douloureuse : seule occasion durant le quinquennat 1981-1986 où grippèrent sérieusement les mécanismes de concertation qui fonctionnaient d'ordinaire convenablement entre le pouvoir exécutif d'un côté et, de l'autre, le parti et les députés. Le conflit qui surgit alors fut porté sur la place publique, et la blessure en resta quelque temps ouverte (1).

L'occasion du litige est créée par le projet de loi « relatif à la révision des carrières à la suite des événements d'Afrique du Nord » : c'est, en termes politiques, sinon strictement juridiques (2), une amnistie portée à l'extrême : il s'agit d'effacer tous les effets des condamnations des militaires qui ont mené des actions factieuses contre la République durant la guerre d'Algérie, et en particulier lors du putsch manqué du 22 avril 1961, puis au temps de l'OAS. Avec notamment cette conséquence : huit officiers généraux seront réintégrés dans le cadre de la deuxième réserve. Le propos est de réaliser complètement l'une des promesses du candidat François Mitterrand lors de sa campagne présidentielle, telle qu'il l'avait explicitement formulée à Avignon, le 4 avril 1981, et de sceller une grande réconciliation historique.

Or le groupe socialiste résiste. Un amendement Jospin-Joxe-Forni (3) qui exclut les officiers généraux du bénéfice de la loi est adopté le 21 octobre par l'Assemblée, avec les voix des quarante-quatre députés communistes et des deux cent soixante-dix députés socialistes (plus, à droite, celle du seul Raymond Barre). Selon les témoignages, la réaction du chef de l'Etat est vive, et il ne songe pas à accepter cette indiscipline. Dès lors, et selon la logique des institutions de la V<sup>e</sup> République, le groupe doit s'incliner. Une seule concession lui est faite : le premier ministre Pierre Mauroy est autorisé en conseil à utiliser la procédure de l'article 49-3, qui évite aux socialistes de se déjuger trop spectaculairement en votant positivement le texte. Demeure un désaccord qui est important, car il touche non pas des intérêts matériels, toujours voués au compromis, mais des choix à valeur symbolique.

**AMNISTIES** : les précédents abondent. Le mien tiens à la III<sup>e</sup> République en laissant de côté le cas de la dernière guerre, qui est sui generis, et j'incline à considérer surtout deux faits précédents majeurs : d'une part, l'amnistie des faits et méfaits liés à l'affaire Dreyfus, que Waldeck-Rousseau fit adopter par le Parlement en 1900, parce qu'elle visait elle aussi à effacer l'effet d'événements qui avaient créé une atmosphère de quasi-guerre civile, et, d'autre part, l'amnistie des communards votée en deux temps, en 1879 et 1880 (4), parce que celle-ci fonctionna à fronts renversés par rapport aux amnisties de la guerre d'Algérie : ici c'est la droite et le centre droit qui la gauche dut convaincre d'amnistier des militants de l'extrême gauche, et cette symétrie, terme à terme, aide à dénuder l'essentiel du mécanisme psychologique et politique de l'oubli pour raison d'Etat, et à se consacrer sur cette seule question : la gestion politique du temps qui passe.

Dédaignons l'éclairage étroitement électoraliste. Certes, on note qu'en mai 1876, lorsque la Chambre rejeta la première proposition de loi d'amnistie des communards, celle de Raspail, sur les 50 députés qui votèrent pour (en face de 392 hostiles), la Seine pesa lourd puisqu'on y trouva quinze de ses vingt-cinq représentants. Certes, en 1982, les députés PS du Midi animèrent la minorité hostile à l'amendement du groupe et favorable à l'intégralité du projet

gouvernemental : les dix-sept représentants qui votèrent contre l'amendement Jospin-Joxe-Forni étaient, pour la plupart, élus au sud de la Loire. Mais ces calculs-là sont assez courts et l'on ne vit guère les effets de la loi, lors des élections municipales de mars 1983, dans les villes du Midi, où le Front national réussit sa première percée. Surtout, l'intérêt historique durable est ailleurs. On trouve profit, en ces affaires de conscience et de doctrine, à créditer les acteurs de la sincérité et à considérer les choses à la hauteur qu'elles méritent : élevée.

raison de son intérêt et de son utilité. Et alors on reconnaît aisément qu'il peut arriver des heures où ce même intérêt, cette même utilité sont au contraire de ne pas punir et de pardonner (7).

**O**R c'est l'intérêt du pays qui prescrit, après une crise profonde, de provoquer un apaisement national. Le sénatus-consulte du VI<sup>e</sup> floréal an X (26 avril 1801) l'exprimait ainsi dans son préambule : « Attendu que la paix ayant été faite au-dehors, il importe de la cimenter à l'intérieur par tout ce qui peut rallier les Français, tranquilliser les familles et faire oublier les maux inséparables d'une longue révolution... » Et Napoléon disait quelques mois plus tôt à un groupe d'officiers, lors de la bataille de Marengo : « Messieurs, tout m'a réussi. Savez-vous pourquoi ? Parce que je suis pour tout le monde une amnistie vivante (8). » Gambetta, enfin, dans son discours du 21 juin 1880 sur l'amnistie des communards, parle de faire disparaître ces « haillons de guerre civile que l'on promène encore dans les rues », affirmant : « Dans un pays de démocratie, dans un pays de suffrage universel, de disputes ardentes dans les comices électoraux, il y a un moment où, coûte que coûte, il faut jeter le voile sur les crimes, les défaillances, les lâchetés et les excès communs (9). »

Une condition indispensable est celle-ci : que, par rapport aux amnisties,

pour soustraire aux rigueurs de la justice ceux auxquels s'attache un intérêt particulier, ceux par exemple qui auraient subi les entraînements de la passion, et qui trouveraient dans les circonstances de l'acte, non pas seulement des circonstances atténuantes, mais je dirais volontiers des circonstances de clémence. L'amnistie n'est pas faite pour ceux-là : elle est faite pour les coupables (mouvements divers), quels qu'ils puissent être, à une seule condition, c'est que l'intérêt public et l'intérêt général l'exigent... Ou, selon une formulation plus ramassée encore : « L'amnistie ne juge pas, elle n'accuse pas, elle n'innocente pas, elle ignore (12). »

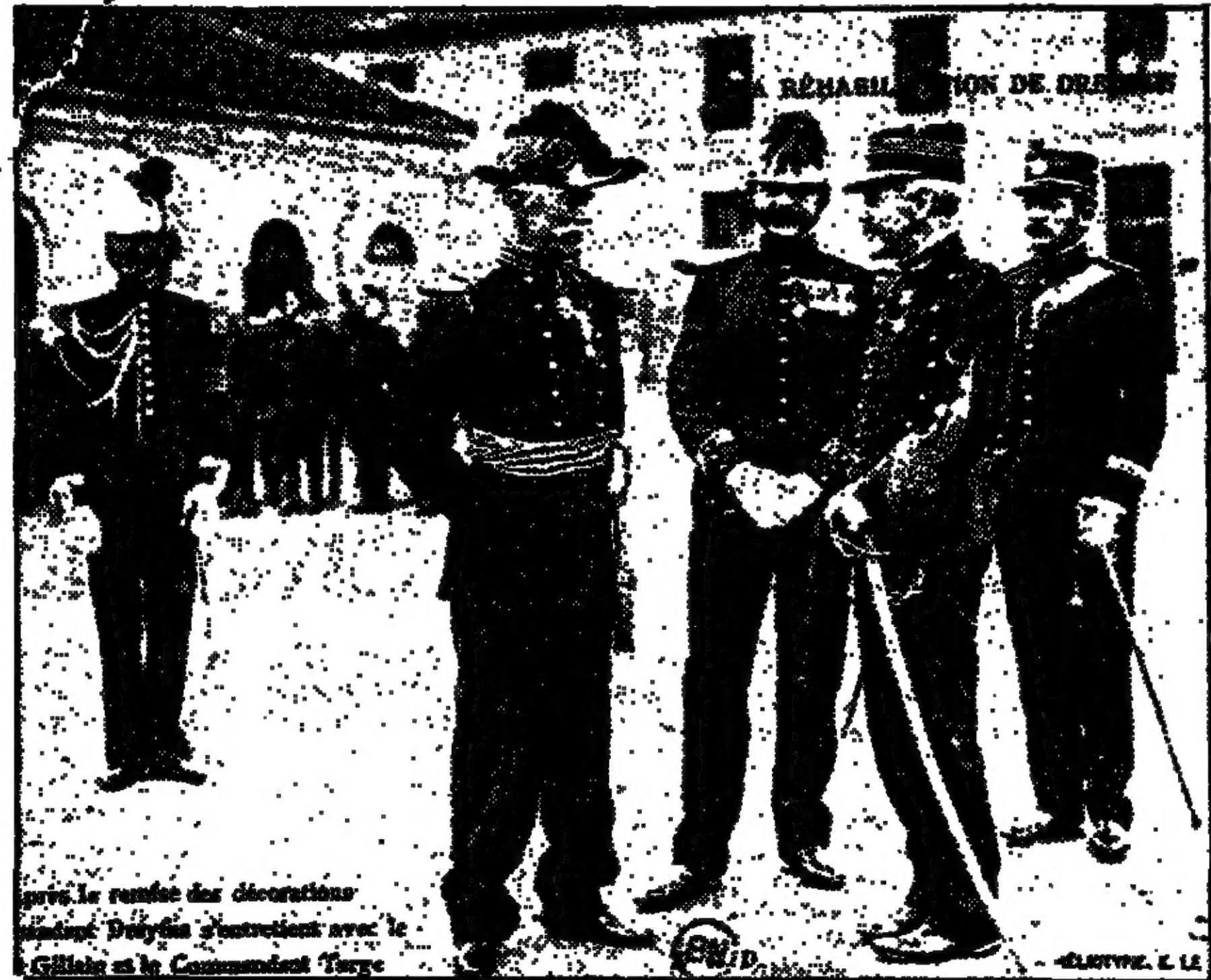
**L**e mécanisme fonctionne d'ailleurs dans les deux sens : la fierté des condamnés a, quelquefois, l'autre bord, pesé en faveur du refus. L'amnistie, telle que définie par Waldeck-Rousseau, peut leur « venir », à défaut d'une réhabilitation proprement dite, parce qu'elle laisse intacte leur conviction et leur fierté d'avoir agi juste et droit. Ils n'en verraient pas si elle était comprise comme une grâce — car l'accepter signifierait alors admettre la faute commise (on est tout près du fameux débat qui divisa les partisans du capitaine Dreyfus sur le point de savoir s'il avait eu raison d'accepter en 1899 la grâce qu'on lui offrait). Tout au long des années 1870, la presse d'extrême gauche est parcourue par cette affirma-

concernés, au mieux de pardon, au pis de réhabilitation. Les députés pouvaient d'ailleurs trouver argument dans les déclarations du général Jouhaud, qui était avec Salan l'un des deux survivants du « quateron », disant à TF1 : « Le projet parle de réparation. C'est pour nous extrêmement important (...), c'est une sorte de réhabilitation de notre histoire de pieds-noirs (15). » Lionel Jospin fait remarquer ce jour-là, pour tenir sa ligne de défense, que respecter la volonté de réconciliation nationale du président de la République et du gouvernement, n'imposait pas de « réécrire l'histoire ».

Réécrire l'histoire... S'agissait-il bien de cela ? Pierre Joxe, président du groupe socialiste, parait n'en pas douter pour sa part. Et, aussi douloureux que lui puisse être, visiblement, son désaccord public avec François Mitterrand, l'intervention grave qu'il fit devant le groupe, le 20 octobre, définit clairement les racines de son attitude. Il y parla en termes de générations : « J'étais jeune fonctionnaire au moment du putsch. Et des fonctionnaires, des officiers, des civils se sont dressés contre les décisions du pouvoir d'Etat, les armes à la main pour certains. Ils ont retourné contre la République des armes confiées par la République. Il y a eu beaucoup de morts (...), une quinzaine sont tombés sous mes yeux, tués par des fonctionnaires d'Etat, des officiers (...). Après si peu d'années, le criminel pourrait regarder sa victime du haut de



Le retour d'exil (en Nouvelle-Calédonie) de Louise Michel en 1880.



La réhabilitation de Dreyfus (deuxième en partant de la droite) en 1906.

Depuis longtemps s'impose une distinction entre l'amnistie et la grâce. Le comte de Peyronnet, ministre de l'Intérieur de Charles X, lors du fatal gouvernement Polignac de 1830, condamné après la révolution de Juillet à la détention perpétuelle et à la dégradation civique, grâcié en 1834, écrivait dans ses *Pensées d'un prisonnier* (1831) : « Amnistie, c'est abolition et oubli ; grâce, ce n'est que pitié et pardon... L'amnistie ne remet point, elle efface. La grâce n'efface rien, elle abandonne et remet. La grâce suppose le crime et la condamnation, une certaine régularité dans la condamnation et une certaine justice. L'amnistie ne suppose rien, si ce n'est pourtant l'accusation. On reçoit plus et on est moins redevable dans une amnistie. Dans une grâce, on reçoit moins et on est plus redevable (5). »

L'amnistie se fonde sur des critères politiques et ne se conçoit que collective, la grâce s'appuie sur des critères humains, et sa logique est individuelle. D'où découle, quant à la première, la philosophie des grands ancêtres républicains. L'idée centrale ? Le seul critère de décision qui vaille est l'intérêt du pays. « La clémence des princes, disait déjà La Rochefoucauld, n'est souvent qu'une politique pour gagner l'affection des peuples (6). »

Charles de Freycinet, président du conseil lors de l'amnistie complète des communards, est explicite en février 1880 (à un moment où il refuse encore ce qu'il considéra en juillet suivant) : « L'amnistie n'est pas une mesure de commutation, de bienfaisance ou d'humanité ; elle est essentiellement et exclusivement une mesure politique : elle n'est pas faite dans l'intérêt des individus, elle est faite dans l'intérêt de la société. » Et Waldeck-Rousseau opine semblablement, vingt ans plus tard, au sortir de l'affaire Dreyfus : « On a beaucoup écrit sur l'amnistie et le droit de punir, et la thèse qui m'a toujours paru la plus logique, c'est que ce droit n'appartient à la société qu'en

l'Etat soit en position de force, qu'il n'y ait pas concession de la faiblesse à la culpabilité, mais amon accordé par le vainqueur au vaincu. Clemenceau avança cet argument à la Chambre, en mai 1876 : trop tôt pour qu'il portât. C'est seulement lorsque la République parut solidement installée, après sa victoire du 16 mai 1877, par l'entrée d'une majorité républicaine au Sénat et l'élection de Jules Grévy à l'Elysée, que le gouvernement se jugea apte à faire voter l'amnistie pour les communards : « L'amnistie, dit alors le sénateur Tressau, est un jugement sur l'Etat social d'un pays et sur la fiabilité, le respect acquis par l'autorité souveraine (10). »

A vrai dire, il n'est rien jusqu'ici qui éclaire le déchirement des socialistes en octobre 1982 : nul ne songeait alors à dire que les anciens de l'OAS, avec le « quateron » des généraux félons, avec leur cortège de colonels « au savoir-faire expéditif et limité », comme avait dit de Gaulle à l'époque, pussent constituer encore un péril pour la République. Pour toucher au fond des choses, il faut relever cet autre caractère de l'amnistie défini par les républicains de jadis : elle n'est pas, elle ne peut pas être une abolition, encore moins une réhabilitation. L'exposé des motifs de la loi de juillet 1880 est explicite : « Nos sentiments sont connus (...), jamais nous ne réhabiliterons des crimes qui ont soulevé toutes les consciences, et dont l'énormité ne peut s'expliquer que par les effroyables circonstances qui les ont vu naître. Ce n'est pas à votre justice que nous nous adressons, mais à votre clémence... »

« La société peut oublier, elle peut amnistier, dit à l'époque Freycinet, mais elle ne peut pas réhabiliter, elle ne peut pas changer la moralité des événements (11). » Waldeck-Rousseau le rejoint vingt ans plus tard : « On ne donne pas l'amnistie à ceux qui l'attendent comme des excuses. » Et il précise : « L'amnistie n'est pas faite pour les innocents, elle n'est même pas faite

pour la grâce au lieu de la réparation serait déshonoré à jamais parmi les siens. Le journal *Droits de l'homme*, où s'expriment les plus célèbres exilés de la Commune, est particulièrement clair à cet égard, en mai 1876, lorsque court le bruit, d'ailleurs infondé, que le géographe Elisée Reclus pourrait bénéficier d'une semblable mesure (13).

La même démonstration est fournie par le maigre succès qu'eurent dans le milieu politique ceux qui réclamèrent l'amnistie, en la définissant comme une révision des procès de 1871. Victor Hugo lui-même y brisa sa générosité quand il se battit, comme sénateur, en 1876, pour la libération des prisonniers déportés en Nouvelle-Calédonie. Lui qui avait dit un jour : « La clémence, c'est la justice plus juste », fonda son argumentation sur une défense de la Commune : « Quand les Prussiens étaient entrés dans Paris, ils croyaient rencontrer Sodome, et c'est Spartakus qu'ils trouvèrent (14). » Le 22 mai 1876, le Sénat écroula son discours dans un silence respectueux, puis sa proposition de loi ne recueillit que douze voix parmi les pères conscrits...

Sous cette lumière historique, l'affaire de 1982 prend un relief nouveau. Au fond, la divergence ne portait pas alors sur l'idée d'amnistie, mais sur l'interprétation du geste. Pour le chef de l'Etat, celui-ci ne prenait toute sa portée que si l'on alliait, sans la moindre réticence, jusqu'au bout de la générosité, aux yeux du groupe socialiste, les dimensions du projet de loi, tel que présenté par Raymond Courrière, secrétaire d'Etat aux rapatriés, le 5 octobre, lui donnant figure, parce qu'il reconstruisait les carrières des officiers

sa réhabilitation ? C'est presque incroyable. La seule décision possible, dans l'intérêt de la République, c'est qu'il ne soit pas dit que des chefs militaires seront non pas amnistiés (ils le sont déjà), non pas pardonnés (cela ne relève pas de la loi), mais réintégrés dans des conditions d'honneur... (16) »

(1) Cf. le récit de Claude Estier et Véronique Neiertz, *Vérité historique d'un septennat peu ordinaire*, Paris, Grasset, pp. 133-142.

(2) Des amnisties pénales, au sens propre, ont déjà été votées successivement en 1964, 1966, 1968, 1974 et 1981.

(3) A noter que Lionel Jospin fit savoir ensuite que c'est par « une erreur de transmission » que son nom figurait le premier sur l'amendement du groupe (le *Monde*, 28 octobre 1982) ; il ne l'en vota pas moins, et l'histoire peut conserver son initiale originale à ce document.

(4) Cf. Jean T. Joughin, *The Paris Commune in French politics, 1871-1880*, Baltimore, The Johns Hopkins Press, JHT, 1955, 2 vol., 530 p. et Jean-Pierre Azéma et Michel Winock, *Les Communards*, Paris, Le Seuil, coll. Le Temps qui court, 1964.

(5) Cité par Joseph-Barthélemy, « L'amnistie », *Revue de droit public et de sciences politiques*, avril-juin 1920, p. 262.

(6) Cité par Henri Cromette, *De l'amnistie spécialement dans ses effets au point de vue pénal et au point de vue civil*, thèse de droit, Paris, 1898, p. 44.

(7) Le 12 février 1880, à la Chambre (cité par André Daniel, *L'Année politique 1880*, Paris, p. 55), et le 13 décembre 1900, *JO*, Débats de la Chambre, p. 2679.

(8) Citations de Joseph-Barthélemy, art. cité, pp. 263 et 265.

(9) André Daniel, op. cit., p. 247.

(10) *JO*, Débats du Sénat, 28 février 1879, p. 1541.

(11) Dans son discours du 12 février, André Daniel, op. cit., p. 57.

(12) *JO*, Débats de la Chambre, 13 décembre 1900, 2679, et Débats du Sénat, 2 juin 1900, p. 517.

(13) Jean T. Joughin, op. cit., p. 111 et passim.

(14) Lettres de Victor Hugo, le député de Paris aux députés des trente six-mille communes de France, Paris, 1876, pp. 13-15.

(15) *Le Monde*, 2 novembre 1982 (la citation remonte au 29 septembre précédent).

(16) Claude Estier et Véronique Neiertz, op. cit., pp. 134-136 et 142.

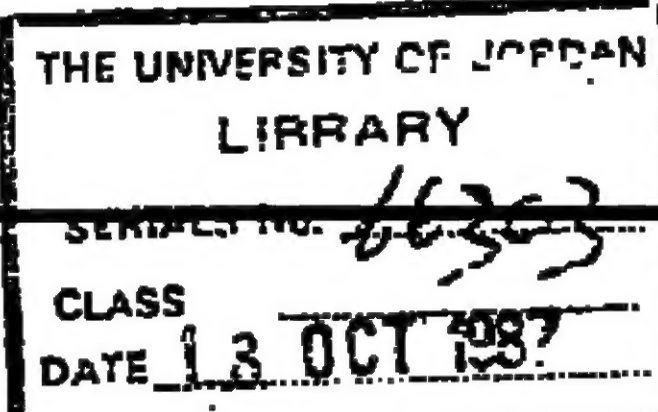
Demain :  
Les commémorations de 1789

هنا من لاجل



# Etranger

Le Monde • Mardi 1<sup>er</sup> septembre 1987 3



## TCHAD : après la reconquête de l'oasis d'Aozou

### Visite dans le « couloir de la mort »

Six journalistes occidentaux ont pu visiter la localité d'Aozou, reconquise par l'armée libyenne. Voici le récit de l'envoyé spécial de l'AFP.

Aozou (AFP). — Des cadavres calcinés, gisant sur la route à bord de carcasses de véhicules blindés immatriculés au Tchad, un important lot de matériel militaire occidental détruit ou abandonné : l'étroit passage de 12 kilomètres qui donne accès à la palmeraie d'Aozou offrait, samedi 29 août, l'aspect d'un « couloir de la mort ».

Au lendemain de l'annonce par Tripoli de la reprise de la localité aux forces gouvernementales tchadiennes, un groupe de six journalistes occidentaux a effectué une visite dans la zone des combats en compagnie du colonel Ali Chérif Rifi, commandant du secteur d'Aozou, parcourant pendant quatre heures à bord de Toyota libyennes la palmeraie et ses environs. Partout, le même spectacle de dévastation et de destruction s'offrait à eux.

Sur une des deux pistes menant à Aozou, les cadavres carbonisés d'une trentaine de soldats tchadiens ont été dénombrés, certains à bord de leur véhicule, d'autres gisant à même le sol, comme foudroyés par la soudaineté de l'intervention de l'aviation libyenne.

Selon les indications fournies par les officiers libyens qui accompagnaient les journalistes et les recensements faits sur le terrain, il semble que les Tchadiens ont été attaqués par surprise.

Un jeu complet de lance-missiles antichars Milan, de fabrication française, a ainsi été récupéré par les Libyens. Outre les Milan, dont les Tchadiens avaient fait usage avec succès lors des précédentes batailles contre les soldats du colonel Kadhaï à Fada, à Ouadi-Doum et à Faya-Largeau, les Libyens se sont emparés de missiles antichars américains Redeye, de missiles soviétiques SAM-7, d'une grande quantité de mortiers ainsi que de munitions de fabrication égyptienne.

L'important lot découvert sur le terrain donne à penser que les Tchadiens, pris de court, n'ont pas eu le temps de rassembler leurs forces pour livrer bataille, préférant trouver le salut dans la fuite en direction du Sud. Samedi

après-midi, alors qu'un millier de soldats libyens se déployaient dans et autour d'Aozou, l'armée libyenne, soutenue par l'aviation, poursuivait ses opérations de ratissage.

Six soldats tchadiens qui s'étaient réfugiés dans les collines surplombant Aozou se sont rendus, samedi, aux forces de Tripoli. Hégérés, épuisés par la chaleur, la faim et la soif, ils ont été présentés, samedi après-midi, aux journalistes dans la cour de l'école d'Aozou, à proximité du local où, symboliquement, les forces tchadiennes avaient marqué leur bref passage dans la zone en inscrivant en gros caractères sur les murs de la bâtisse : « Les forces tchadiennes ont pris Aozou le 8 août 1987 ».

### La tactique de l'adversaire

Selon le colonel Rifi, quinze autres soldats tchadiens ont été capturés, ce qui porte à vingt et un le nombre de prisonniers tchadiens. Les Libyens ont annoncé, quant à eux, trois morts et cinq blessés dans leurs rangs. Le chiffre peu élevé des pertes libyennes — s'il est confirmé — pourrait s'expliquer par la nouvelle tactique adoptée par l'état-major de Tripoli, tactique empruntée d'ailleurs à ses adversaires.

Délaissant les lourds tanks soviétiques, difficilement maniables dans un terrain tantôt rocailleux, tantôt sablonneux, les Libyens sont partis à l'assaut d'Aozou, vendredi matin, à bord de Toyota équipées de mitrailleuses lourdes ou de mortiers. Précédées d'un tir d'artillerie visant à déloger les Tchadiens des collines surplombant les passages menant à Aozou, la progression libyenne a été couverte par l'aviation.

Une colonne tchadienne d'une dizaine de Toyota a ainsi été touchée par l'aviation libyenne à 3 kilomètres d'Aozou, ont constaté les observateurs. Le choc frontal a duré quelques minutes ; ensuite, tout s'est vite passé. Nous avons avancé, les Tchadiens ont fui et nous les avons poursuivis », a expliqué le colonel Rifi. « Aozou est une terre libyenne. Si le président Habré récidive, nous serons amenés à prendre des mesures radicales », a-t-il averti.

## Les forces libyennes n'auraient pas l'intention de poursuivre leur offensive vers le sud

Le drapeau libyen flotte de nouveau sur Aozou. Annoncée le samedi 29 août par Tripoli, la reprise de l'oasis, située aux confins tchadolibyens, a été confirmée sur place par les témoignages d'un groupe de journalistes occidentaux (voir ci-dessous le reportage de l'envoyé spécial de l'AFP). Les circonstances de la bataille d'Aozou ont donné lieu toutefois au cours du week-end à une controverse entre Tripoli et N'Djaména, les Libyens affirmant avoir conquis la localité de haute lutte et les Tchadiens se bornant à indiquer que seule l'une de leurs positions était tombée.

Pour Tripoli qui tenait depuis longtemps à laver l'affront de l'agression du 8 août, date à laquelle les Tchadiens s'étaient emparés de la localité, la victoire est totale. Quatre cent soixante Tchadiens ont été tués et huit cent soixante-dix autres blessés.

D'importantes quantités d'armement et de munitions ont été détruites ou récupérées, affirme-t-on dans la capitale libyenne. Un autre bilan libyen fait état de six cents morts tchadiens.

L'armée libyenne, ajoute-t-on à Tripoli, qui n'a enregistré que dix tués et dix-huit blessés, a continué pendant le week-end ses opérations de ratissage dans la région, cependant que l'aviation bombardait les troupes tchadiennes en fuite « jusqu'à l'intérieur du territoire tchadien pour les anéantir complètement ».

La radio officielle de Tripoli s'est naturellement fait largement l'écho de la reprise d'Aozou « territoire libyen » qui intervient, quatre jours avant la célébration du dix-huitième anniversaire de la révolution libyenne.

Indication importante : Tripoli a fait savoir clairement que ses forces se contenteraient de leur victoire à Aozou et ne « descendraient » pas plus au sud. Selon un haut responsable libyen cité par le quotidien *Al Ittihad* d'Abou Dhabi, la Libye a informé plusieurs capitales occidentales, dont Paris, que les forces libyennes n'avaient pas au-delà de la bande frontalière d'Aozou et qu'elles ne poursuivraient pas leurs opérations militaires vers Faya-Largeau.

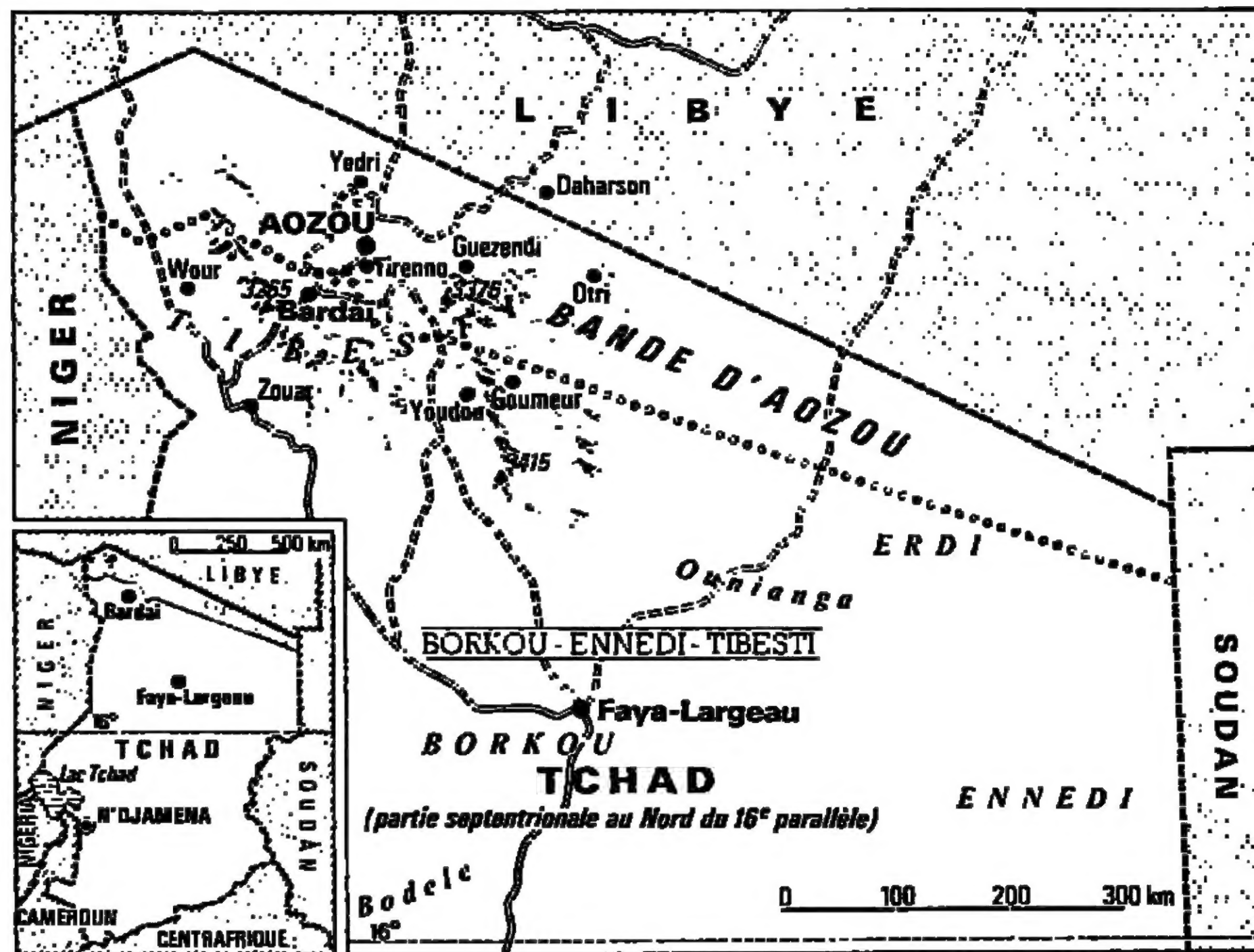
Le journal, citant ce responsable dont l'identité n'est pas révélée, ajoute que « Tripoli a aussi fait part samedi au président zambien, M. Kenneth Kaunda, également président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), de sa disposition à négocier avec le prés-

dent tchadien, M. Hissène Habré, afin d'aboutir à un accord sur un tracé de ses frontières avec le Tchad et de parvenir à un règlement des différends tchadolibyens dans le cadre de l'OUA ».

N'Djaména, la capitale du Tchad, semblait vivre dimanche dans l'attente de la plus totale. Tout le

totalité de la région. Les troupes tchadiennes n'étaient du reste pas installées au centre d'Aozou. Nous sommes tout autour, il ne suffit pas de prendre une position pour déclarer contrôler la région. Dans les milieux tchadiens de Paris, on affirmait dimanche que les attaques aériennes libyennes effectuées à basse altitude ont été d'une grande

France, a-t-il déclaré, sera toujours prête à apporter au Tchad, s'il le demande, toute l'aide indispensable pour son gouvernement et pour faire respecter son intégrité et son unité territoriales. Il n'y a aucun changement dans l'attitude de la France. Nous avons toujours souhaité qu'une solution soit recherchée et trouvée dans le cadre d'une concen-



monde faisait semblant d'ignorer la reconquête d'Aozou, samedi, par l'armée libyenne.

Alors que toutes les radios internationales diffusaient, depuis samedi soir, les reportages des journalistes occidentaux sur la reconquête de l'oasis par les soldats du colonel Kadhaï, la radio officielle tchadienne affirmait imperturbablement dimanche : « C'est faux. Les FANT (Forces armées nationales tchadiennes) sont toujours à Aozou ».

La seule réaction officielle notable, côté tchadien, est venue de l'ambassade à Paris. Dans un communiqué minimisant la portée de la reprise d'Aozou, l'ambassadeur soulignait dimanche que « les forces tchadiennes tiennent toujours leurs positions autour de la localité ». « Les Libyens sont dans un secteur, ajoutait-on à l'ambassade, cela ne veut pas dire qu'ils contrôlent la

précision, ce qui indiquerait selon eux, que les pilotes pourraient ne pas être uniquement de nationalité libyenne.

### La position de la France

A Paris, dès l'annonce par Tripoli de la reprise d'Aozou, M. François Mitterrand s'était entretenu samedi de la situation avec M. Edouard Balladur, premier ministre par intérim. Selon un communiqué de l'Elysée, le général Fleury, chef de l'état-major particulier, a participé à l'entretien.

Le texte ajoute que « le président de la République est également resté en liaison avec le ministre de la défense et l'état-major des armées ».

A Ottawa, où il se trouve en visite officielle, M. Jacques Chirac a réaffirmé la position traditionnelle de Paris dans le conflit tchadien. « La

tation politique ou d'un appel à des juridictions compétentes ».

M. André Giraud, ministre de la défense, réaffirmant la position traditionnelle de la France, a déclaré que celle-ci n'interviendrait pas militairement dans la bande d'Aozou. La reprise d'Aozou par la Libye, a ajouté M. Giraud, « est évidemment une nouvelle qui doit particulièrement attirer le gouvernement du Tchad ». « Les troupes françaises, a souligné le ministre, n'ont pris aucune part au conflit dans la région d'Aozou ».

Pour sa part, M. Balladur, invité du « Club de la presse » d'Europe 1, a indiqué dimanche que la France pourrait être militairement impliquée, au Tchad dans l'hypothèse où les forces libyennes poursuivraient leur descente au sud d'Aozou.

A la question : « Qu'est-ce qui serait susceptible de nous impliquer sur le plan militaire ? Il faudrait que, à ce moment-là, les Libyens descendent en dessous d'Aozou ? » M. Balladur a simplement répondu : « Par exemple. Nous avons très clairement fait savoir ce que nous avions dans l'esprit et ce que nous n'accepterions pas, et les intérêts le savent », a poursuivi M. Balladur.

Après avoir rappelé la position française préconisant la soumission du litige frontalier d'Aozou à l'arbitrage international, M. Balladur a observé que la France « fera donc ce qu'elle estimera devoir faire pour aider à ce que l'intégrité du Tchad soit maintenue ». Le Tchad, a dit le ministre, a demandé le renforcement de l'aide accordée par la France. « Nous y répondrons dans la mesure à la fois de nos moyens et du jugement que nous porterons sur la situation », a-t-il ajouté. — (AFP, AP, Reuter.)

## RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : les mineurs ont repris le travail après trois semaines de grève

### Ni vainqueurs, ni vaincus

A quelques heures seulement de son entrée dans sa quatrième semaine, le conflit des mineurs noirs s'est achevé, le dimanche après-midi 30 août. La Chambre des mines et le syndicat, la NUM (National Union of Mineworkers) sont finalement parvenus à un accord après trois heures de discussions. La NUM a accepté les deux propositions faites mardi dernier par l'organisation patronale sans rien obtenir de plus, notamment sur la question centrale des salaires, qui n'a d'ailleurs même pas été abordée au cours de la réunion finale. Au contraire, les acquis sont légèrement inférieurs à ceux qui avaient pourtant été massivement rejetés par les grévistes mercredi.

JOHANNESBURG de notre correspondant

Quatre jours de trop pour un malgre résultat ? Trois semaines pour peu de chose ? L'équation n'est pas simple. Sur les cinq revendications, la NUM n'a obtenu satisfaction que sur l'une d'elles, et de façon partielle, à savoir le capital alloué à la famille du mineur décédé accidentellement. Celui-ci passe de deux à trois ans de salaire alors que la Chambre des mines était prête à en accorder quatre. Mais, pour cela, la cotisation de chaque employé à ce fonds de garantie aurait dû être augmentée. Or, comme l'a dit M. Cyril Ramaphosa « un cent est un cent ». Donc pas question de réduire les gains des mineurs, surtout quand l'objet de la grève est d'obtenir un minimum vital.

Deuxième acquis, une revalorisation de dix points de la somme versée pour les congés annuels, qui passe de 55 % minimum à 65 % du salaire mensuel. Une concession qui ne faisait pas partie des demandes de la NUM. Sur le reste, la prime de risque, les 27 % d'augmentation salariale au lieu des 15 % à 23,4 % offerts, trente jours de congé annuel, le 16 juin (anniversaire des émeutes de Soweto) jour férié et payé, et l'équivalent de cinq années de salaire de capital-début, la Chambre des mines s'en est tenue à son « non » initial. Ce qui prouve, comme l'a souligné M. Naas Steenkamp, président de cette fédération patronale, « que nous sommes capables de nous fixer des limites et de nous y tenir ». Une démonstration

parfaitement réussie, mais qui a coûté « très cher » aux compagnies minières, comme il l'a reconnu.

Quel est le prix de cette grève historique de vingt et un jours ? Le plus long conflit social dans ce secteur depuis le célèbre mouvement des mineurs blancs en 1922, qui avait duré deux mois et fait deux cent dix morts. Les sociétés minières se refusent toujours à donner un chiffre, se bornant à réfuter celui avancé par M. Cyril Ramaphosa : 107,5 millions de dollars. M. Johann Liebenberg, responsable des relations industrielles de la Chambre, a indiqué que les stocks avaient permis de continuer à raffiner l'or et qu'il restait encore « une quantité non négligeable » de réserves. Il a ajouté que la perte de salaire pour les grévistes, dont le nombre est estimé à deux cent trente mille, se montait à 5,5 millions de rands par jour soit un total de 348 millions de francs.

10 morts, 350 blessés  
40 000 licenciés

Au-delà des calculs, toujours sujets à caution, le mouvement s'est soldé par dix morts, trois cent cinquante blessés, autant d'arrestations et environ quarante mille licenciés. Un prix élevé, compte tenu de ce qui a été obtenu. L'Anglo American, la principale firme et celle qui a mis à pied la presque totalité des quarante mille mineurs licenciés a affirmé qu'elle allait s'efforcer d'en réembaucher le plus grand nombre possible, mais sans garantie que ce soit à 100 %. Deux puits au total

(6 000 personnes) sont définitivement fermés, et les dirigeants du consortium n'ont pas exclu que certains emplois marginaux puissent être supprimés.

Laquelle des deux parties a le plus perdu dans ce « bras de fer » ? M. Steenkamp et Liebenberg pour la Chambre des mines, et M. Bobby Godsell, responsable des relations industrielles de l'Anglo American, se sont bien gardés de parler de « victoire ».

M. Steenkamp a même rendu un hommage appuyé à la NUM et à ses dirigeants, saluant « leur extraordinaire capacité de négociation ». Il a estimé que le règlement finalement intervenu était porteur d'« ingrédients pour une coopération bénéfique » et a constaté qu'au terme de cette épreuve de force chacun avait probablement « une perception plus réaliste de l'autre ». Une leçon de pragmatisme, l'apprentissage douloureux des rapports de forces entre un patronat puissant et un syndicat qui a fait une démonstration de combativité, ce test est riche d'enseignements pour les uns comme pour les autres.

Pour le dirigeant syndical, M. Ramaphosa, « la Chambre des mines n'a pas gagné et nous n'avons pas perdu ». Il a réitéré les termes de « défaite » et encore plus de « capitulation ». « Ce n'est pas une retraite, seulement un pas de côté tactique, une répétition pour l'an prochain, une expérience pour le futur ». M. Ramaphosa a expliqué qu'il était plus important de préserver l'unité du syndicat et de garder intacte sa force. Nul doute que le risque d'effritement du mouvement et la menace d'autres licenciements massifs n'aient pesé lourd dans la décision de la NUM d'accepter des propositions que la base avait même refusé de « considérer » mercredi dernier.

Néanmoins, la NUM a fait la preuve indéniable qu'elle était capable de tenir tête à l'industrie minière, et cela d'une façon qui ne souffre pas de contestation. Du jamais vu dans l'histoire syndicale du pays. M. Ramaphosa estime que ces trois semaines ont permis de

« renforcer les fondations de la NUM » et « permettre d'obtenir plus à l'avenir ».

Un galop d'essai ? Le patron de la NUM depuis sa création en 1982 a clairement laissé entendre qu'une partie seulement des travailleurs noirs sud-africains s'étaient engagés dans la bataille et qu'à l'avenir il faudrait s'attendre à des conflits généralisés.

### Une vague de revendications

M. Jay Naidoo, secrétaire général de la COSATU, Confédération des syndicats noirs, a qualifié cette grève de « tremplin », indiquant que « la bataille pour un minimum vital sera menée sur tous les fronts », dans tous les secteurs industriels. Légalisés depuis 1979, les syndicats noirs jouent un rôle de plus en plus important dans la contestation d'un système social où le capitalisme et l'apartheid ne sont que « les deux faces d'une même pièce ». Les grèves se sont multipliées à un degré jamais atteint cette année. Celle des mineurs n'a été que le point culminant d'une vague de revendications qui ont pour objet essentiel un salaire décent et une parité avec celui des Blancs.

Ce conflit, qui a débuté le dimanche 9 août au soir, a, de l'avis de tous, et notamment des dirigeants des sociétés minières, été une illustration de « la transition douloureuse vers une société industrielle non raciale », selon les termes du communiqué de l'Anglo American.

Le patron de l'Anglo American, M. Gavin Reilly, reconnaît que « l'industrie minière est toujours dans un processus de transition du paternalisme vers un syndicalisme moderne ». Mais, pour lui, ce conflit est « une indication du progrès de la société sud-africaine vers la normalisation ». Et, de fait, il y a eu progrès. Fidèle à sa parole, le gouvernement n'est pas intervenu dans ce litige qu'il considérait comme d'ordre privé, même s'il touchait le cœur de l'économie du pays. Les forces de l'ordre n'ont pas envahi

massivement les mines. L'accord final s'est réalisé autour d'une table de négociations. La victoire n'était pas au bout pour la NUM, mais elle a fait la preuve de son audace (340 000 grévistes) et de sa faculté d'organisation et de contrôle d'un mouvement qui n'a que très rarement basculé dans les affrontements violents. Ce syndicat a finalement su s'imposer comme une force avec laquelle il fallait compter dans le futur.

MICHEL BOLE-RICHARD.

La vie glisse entre les mots, les gens nous filent entre les doigts ; chacun, le jour venu, disparaît comme ces rivières des Causses qui, plus loin, plus tard, vont ressurgir, enfin je le crois.

ANNE WALTER  
LES RELATIONS D'INCERTITUDE

UN ROMAN PORTÉ PAR LA RUMEUR

ACTES SUD

DIFFUSION RUE



## Proche-Orient

## La guerre du Golfe

## La reprise par l'Irak des bombardements sur les installations pétrolières iraniennes préoccupe Washington

Après six semaines de trêve de facto, la guerre s'est rallumée dans le Golfe, où les Irakiens ont repris, le samedi 29 et le dimanche 30 août, leurs bombardements contre des pétroliers ainsi que des installations pétrolières iraniennes dans le Golfe même.

La reprise des raids de l'aviation irakienne, coïncidant avec le passage du détroit d'Ormuz par un nouveau convoi de pétroliers iraniens réarmés, a été perçue par la marine américaine, a provoqué de vives réactions de la part des Irakiens, qui ont promis des représailles. Dès dimanche, Bagdad annonçait le bombardement par l'artillerie irakienne de villages dans le nord de l'Irak, ainsi que de zones résidentielles de Bassorah (sud du pays). Un porte-conteneurs irakien de 20 000 tonnes a, en outre, été touché lundi matin par deux roquettes lancées à partir d'une vedette rapide manifestement iranienne au large de Dubaï, a-t-on appris de sources maritimes.

Si l'Irak avait effectué des raids contre des installations industrielles iraniennes le 10 août, Bagdad s'était abstenu, jusqu'à samedi, de bombarder des terminaux ou des pétroliers

dans le Golfe, et ce depuis le 15 juillet. Samedi, peu après la reprise des attaques, le président irakien, M. Saddam Hussein, affirmait que son pays poursuivait « la destruction des moyens d'exportation du pétrole iranien dans le Golfe jusqu'à ce que Téhéran accepte de mettre fin à l'état de guerre et de rétablir la paix ».

Parmi les cibles de l'aviation irakienne figure le principal terminal pétrolier dans le Golfe, celui de l'île de Kharg. Un pétrolier iranien a, en outre, été touché près de l'île de Sirri, dans le sud du Golfe.

Malgré ce nouvel embrasement, deux pétroliers américains, le *Surf-City* et le *Chesapeake-City*, ont passé dimanche à l'anse du détroit d'Ormuz sous l'escorte de six navires de guerre américains, d'une importance sans précédent depuis le début, le 22 juillet, des opérations de convoiage menées par l'US Navy dans le Golfe.

La Grande-Bretagne, en même temps que les États-Unis, a fait connaître dimanche son inquiétude devant la « dangereuse escalade » que représentent les attaques irakiennes. — (AFP, Reuters.)

## Rupture de la trêve

(Suite de la première page.)

Une centaine de parlementaires essaient toujours d'obtenir du président qu'il invoque le War Powers Act, qui permettrait au Congrès de mettre éventuellement fin à l'opération au bout de soixante jours.

D'autre part, les chefs de l'US Navy, ayant ressenti les critiques sur leur état d'impréparation face au défi des mines et des vedettes rapides iraniennes, acceptent mal une présence indéfinie dans le Golfe. L'amiral Tost, chef des opérations navales, a exprimé la frustration de ses hommes, placés sur la défensive face à un ennemi imprévisible dans ses réactions. M. Lehman, ancien ministre de la marine, craint que les mastodontes navals américains ne conviennent pas pour cette forme de guérilla maritime que les Irakiens pourraient engager. Quant à M. Webb, ministre de la marine en exercice, il pense qu'une trop longue mission affectera le moral et la vigilance des marins et des aviateurs.

## L'opération escortée

Malgré les critiques du Congrès et les inquiétudes des

militaires, le gouvernement est décidé à maintenir la présence navale américaine dans le Golfe pour une période illimitée. Les milieux officiels soulignent que l'opération d'escorte a déjà eu l'effet politique de rassurer les États arabes modérés sur la fermeté de l'engagement américain. Certains ont accueilli leur coopération discrète, et notamment l'Arabie saoudite, qui a accordé des droits d'atterrissage à l'US Navy. L'administration espère en retour que le Congrès, passant outre aux objections du lobby pro-Israël, approuvera maintenant la vente à l'Arabie saoudite d'un milliard de dollars de nouveaux armements, y compris des appareils modernes F-15.

Comme le gouvernement, beaucoup de parlementaires s'inquiètent du caractère imprévisible de la riposte irakienne. Cependant, on pense que, malgré leurs outrances verbales, les dirigeants iraniens continueront d'être prudents et ne s'engageront pas dans une provocation qui les exposerait à un affrontement avec l'armée américaine.

HENRI PIERRE.

## Le gouvernement enterre le projet d'avion de combat Lavi

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

En principe, cette fois, c'est bien fini. Le gouvernement israélien a enterré, le dimanche 30 août, le projet qui devait doter le pays d'un chasseur bombardier national, le Lavi, destiné à être, à l'horizon 90, la pièce maîtresse de ses forces aériennes. Le programme Lavi (le « lion ») a été jugé économiquement et militairement irréalisable, et c'est un peu un rêve qui s'effondre dans l'amertume et la déception. Car fabriquer le Lavi c'était, pour Israël, à la fois une importante performance technologique et une tentative pour se dégager quelque peu de sa dépendance militaire à l'égard des États-Unis.

Il a fallu des mois d'un incessant débat, frisant parfois la tragédie et le psychodrame national, pour en arriver à la décision de dimanche, acquiescée à une voix de majorité. Par douze voix contre onze, en effet, le cabinet a adopté un dispositif en trois volets, suggéré par M. Shimon Peres, ministre des affaires étrangères (travailliste) : le projet Lavi est arrêté, « il n'y a pas au stade de la production » ; la recherche technologique sur ce que doit être le chasseur bombardier du futur se poursuivra néanmoins ; enfin, sur proposition de Washington, les États-Unis et Israël vont étudier dans quelle mesure l'État hébreu pourrait participer à la production du prochain modèle de chasseur F-16 américain.

Le programme Lavi, lancé au tout début des années 80, en restera donc au niveau du prototype : seuls deux appareils ont déjà été construits et ont effectué des vols d'essai. Le programme n'aura pas surmonté le triple et impressionnant barrage que lui ont opposé le ministre de la défense, celui des finances et, enfin, les États-Unis.

Les arguments de M. Moshe Nissim (Likoud, droite), ministre des finances, et ceux de son collègue de la défense, le travailliste Itzhak Rabin, appuyés par tout l'état-major tiennent en peu de mots : le projet était trop lourd pour les capacités financières du pays, sauf à mettre en péril le plan de redressement économique ; il aurait été réalisé aux dépens de ressources que l'armée entend consacrer à de futurs armements jugés prioritaires pour la sécurité d'Israël ; enfin, le F-16 américain offre d'ores et déjà des performances équivalentes à un coût moindre (certains experts affirment que le Lavi aurait été de près de 60 % plus onéreux que l'appareil américain).

## Un programme financièrement irréalisable

Le programme représentait une dépense de plus de 500 millions de dollars par an (dont 300 millions fournis par les États-Unis) ; il a déjà englouti près de 1,5 milliard de dollars d'aide militaire américaine et aurait représenté quelque 20 % du budget de la défense pendant les années à venir. « C'est triste, mais

c'était économiquement irréalisable », a commenté M. Nissim à la sortie du conseil des ministres.

Pour des raisons similaires, les États-Unis, principaux bailleurs de fonds et dont les industriels fournissent près de la moitié des composants de l'appareil, étaient, depuis plus d'un an et demi, résolument hostiles au Lavi. Ils l'ont à nouveau et pesamment fait savoir ces derniers semaines.

La décision de dimanche introduit un élément supplémentaire de conflit au sein du gouvernement d'union nationale (Likoud et travaillistes) à la tête du pays depuis l'été

1984. Au fil des semaines, une ligne de fracture s'était dessinée : la droite (le Likoud), à l'exception notable de M. Nissim, voulait poursuivre le programme Lavi ; les travaillistes, en revanche, étaient majoritairement hostiles. Le Lavi est un projet né alors que le Likoud était majoritaire, et le premier ministre, M. Itzhak Shamir, y voyait une affaire où l'honneur national et la réputation de son parti étaient en jeu. Dès la décision acquiescée, un des principaux dirigeants du Likoud, M. Moshe Arens, ministre sans portefeuille et farouche défenseur du Lavi, a fait part de son intention de démissionner.

Par ailleurs, les quelque cinq mille à six mille travailleurs du consortium des industries aéronautiques israéliennes (IAI) concernés par le projet craignent maintenant pour leur emploi. Leur syndicat, affilié à la centrale Histadrout qui domine le Parti travailliste, appelle à des manifestations de masse. Dès dimanche après-midi, des employés du groupe ont manifesté devant la direction travailliste à Tel-Aviv, ont brièvement bloqué une autoroute et menacé de fermer l'aéroport Ben-Gourion.

A. F.

## Le procès de Mordechai Vanunu s'est ouvert à Jérusalem

## Huis clos pour un tabou

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Le prévenu est arrivé de très bonne heure dans un fourgon aux vitres peintes en blanc qui s'est immédiatement enfoncé dans la cour du tribunal. À l'intérieur du bâtiment, un jeu de parois en contreplaqué s'est soulevé à tout regard indiscret. Son avocat n'a été autorisé qu'à quelques commentaires de pure forme. Ni photos ni films, des journalistes se trouvaient tenus à distance et pas le moindre public : le procès de Mordechai Vanunu s'est ouvert, le dimanche 30 août, devant le tribunal du district de Jérusalem dans le huis clos le plus total.

Si le secret entoure cette affaire, c'est que cet homme de trente-trois ans a violé un véritable tabou israélien en livrant l'an passé au Sunday Times de Londres deux rouleaux de photos et des plans du centre atomique de Dimona (dans le Néguev, au sud du pays) où il fut employé de 1976 à décembre 1985.

Le nucléaire militaire et l'éventuelle capacité d'Israël à produire des armes atomiques sont ici un sujet dont on ne parle jamais. Assurément et tenu au secret en tant que technicien à Dimona, Mordechai Vanunu n'a pas seulement gravement enfreint la loi, il a violé une des règles les mieux observées de la société israélienne. Il est poursuivi pour trahison et espionnage, deux chefs d'accusation qui peuvent lui valoir la prison à vie et qui lui avaient été présentés lors d'une première comparution devant le tribunal en décembre dernier (le Monde du 24 décembre 1986).

La première demande de la défense, assurée par M. Avigdor Feldman, sera de solliciter du tribunal qu'il lève une partie du huis clos. La deuxième intervention de M. Feldman, membre de l'Association pour la défense des libertés publiques, sera plus délicate. L'avocat entend aborder les conditions apparemment rocambolesques dans lesquelles Vanunu a été arrêté.

Licencié de Dimona, pour raisons économiques, en 1985, Vanunu quitta Israël le 19 janvier 1986. Il a en poche ces deux fameux rouleaux de photos et une indemnité de licenciement qu'il entend dépenser en faisant le tour du monde. Il se rend en Australie et c'est de Sydney qu'il gagnera Londres pour s'y entretenir, au cours de l'été 1986, avec des membres de la rédaction de l'hebdomadaire britannique. Le 30 septembre, il informe le Sunday Times qu'il quitte Londres pour quelques jours ; le 9 octobre, les autorités de Jérusalem annoncent que Vanunu est détenu en Israël. Comment, dans quelles conditions, à la suite de quel transfert ? Mystère.

Il faudra attendre le 21 décembre 1986 pour en savoir un peu plus. Conduit au tribunal de district, l'ancien technicien de Dimona parvient ce jour-là à tromper la vigilance de ses gardiens et plaque la paume d'une de ses mains contre la vitre du « panier à salade ». Un message en cinq lignes figure dans la paume de l'inculpé : « Mordechai Vanunu, peut-on lire, a été enlevé à Rome (Italie) le 30 septembre 1985 à 21 heures. Il est arrivé à Rome sur le vol British Airways 504. Les autorités ne feront pas de commentaires. »

## Piège par le Mossad

Ces dernières semaines, M. Meïr Vanunu, un des frères de l'inculpé, qui avait pu s'entretenir avec lui dans sa cellule, à la condition de ne rien révéler de ces conversations, s'est à son tour confié à la presse britannique, relatant ce qu'il appelle l'« enlèvement de son frère ». Ce dernier, selon M. Meïr Vanunu, a été « piégé » en septembre par une jeune femme du Mossad — l'énigmatique « Cindy » — qui l'a conduit à Rome où il aurait été drogué dans un appartement avant d'être embarqué pour Israël, toujours selon ces sources, à bord d'un cargo, le *Tapuz*, baptisé pavillon israélien. Depuis,

M. Meïr Vanunu fait l'objet d'un mandat d'arrêt pour n'avoir pas respecté sa parole (le Monde du 26 août).

Pour M. Feldman, cet épisode est important. Son client, dit-il, a agi par idéalisme, pour des motifs politiques, par conviction pacifiste, sans avoir, affirme l'avocat, touché d'argent du Sunday Times. Jamais, dans ces conditions, selon M. Feldman, ni la Grande-Bretagne ni l'Italie n'auraient autorisé son extradition. D'autant, poursuit M. Feldman, qu'aucune des révélations de son client n'a pu vraiment mettre en péril la sécurité d'Israël : il s'agissait, selon la défense, d'une description du réacteur de Dimona et des différents étages souterrains du centre atomique.

Aucun expert ne conteste qu'Israël a la capacité de produire des armes atomiques. L'université américaine de Georgetown et la revue britannique *Jane's Weekly*, ont déjà publié des études à ce sujet, sans toutefois avancer les chiffres cités par le Sunday Times. A chaque fois, le seul commentaire formulé par les autorités israéliennes a tenu en une phrase, encore répétée il y a quelques jours par le ministre des affaires étrangères, M. Shimon Peres : « Nous ne serons pas les premiers à introduire l'arme atomique au Proche-Orient. »

Au-delà de la personnalité de l'inculpé — un déçu du modeste israélien, un « peumé », un cynique ou un idéaliste sincère ? — cette question du mystère entourant les capacités nucléaires du pays sera sans doute aussi le centre du procès (il pourrait ne durer qu'une dizaine de jours). Il est temps, estime M. Feldman, qu'il y ait un véritable débat politique sur le nucléaire militaire en Israël. C'était aussi l'opinion des seuls manifestants présents à l'entrée du tribunal, trois jeunes filles, vêtues de noir, déclarant appartenir au mouvement anarchiste de l'université de Jérusalem (dix membres, de tendance écologiste-situationniste) venues « renverser » Vanunu pour avoir enfin lancé le débat nucléaire.

ALAIN FRACHON.

## Asie

## PHILIPPINES : les leçons du putsch avorté

L'autorité de M<sup>me</sup> Aquino est gravement entamée

MANILLE  
de notre envoyé spécial

La leçon est amère pour M<sup>me</sup> Aquino. Si elle avait pu croire que doter les Philippines d'une nouvelle Constitution et d'institutions démocratiques suffirait à stabiliser le pays, le dernier putsch militaire qui, contrairement aux quatre précédents, a bien failli, cette fois, renverser son gouvernement, a démontré la vanité de telles illusions. Cette nouvelle tentative, vraisemblablement loin d'être la dernière, a surtout mis en lumière la vulnérabilité et la faiblesse d'un pouvoir dont les lenteurs à donner des débuts de solutions aux problèmes du pays sont masquées par la popularité de la présidente.

L'optimisme des déclarations de bonne intention, le mysticisme de la réconciliation nationale, une croyance quelque peu angélique dans des institutions à l'américaine comme réponse aux espoirs d'une population qui, depuis dix-huit mois que M<sup>me</sup> Aquino est au pouvoir, veut toujours croire au miracle, et le triomphalisme qui a suivi les élections du 11 mai ne sont plus de mise. Cette fois, la mutinerie des militaires a fait 55 morts et 263 blessés à Manille et elle conduit à poser la question des responsabilités : ce qui, hier, pouvait encore passer pour du laxisme est aujourd'hui assimilé à de la faiblesse.

Dimanche 30 août, au cours des cérémonies marquant la Journée des héros nationaux, M<sup>me</sup> Aquino a déclaré que les rebelles avaient en pour objectif de « tuer la présidente et sa famille » et que « ces traitres à la nation devaient être châtiés ». Un langage inhabituel chez la présidente, destinée sans doute à répondre aux critiques qui lui sont adressées d'avoir été trop faible avec les auteurs des précédentes rébellions : ceux du Manila Hotel (juillet 1986) s'en sortirent avec trente « pompes », et 68 des 150 militaires arrêtés à la suite de raids sur des chaînes de télévision en janvier dernier avaient été libérés. Ils ont participé d'ailleurs à la tentative de putsch de vendredi.

## Le mystère Enrile

Alors que, cette fois, quelque huit cents soldats rebelles arrêtés vendredi ont été entassés sur deux navires de guerre ancrés dans la baie de Manille (faute, apparemment, de lieu assez sûr dans les camps militaires : une bonne centaine se sont d'ailleurs « évaporés » quelques heures après leur arrestation), des rumeurs circulent, lundi, à Manille, selon lesquelles leurs chefs, une dizaine d'officiers, dont le colonel Honasan qui dirigeait la rébellion, chercheraient à regrouper leurs forces dans le centre de Luçon.

Il semble cependant que la tentative de vendredi ait bien échoué :

non seulement l'ordre semble avoir été rétabli en province, mais encore M. Enrile, ancien ministre de la défense, dont le colonel Honasan était le bras droit, est sorti dimanche de son silence pour appeler les rebelles à se rendre. Cette déclaration de l'homme, dont l'ombre se profile derrière toutes les tentatives de coups d'État contre le gouvernement Aquino, ne dissipe pas le mystère qui plane sur son rôle cette fois-ci.

Si l'ordre a été rétabli, la corruption, le chantage, le contrôle oligarchique de l'économie, la misère des campagnes, les insurrections communistes et musulmanes — autant de maux que M<sup>me</sup> Aquino a reçus en héritage, — demeurent après dix-huit mois de pouvoir, sans solution. Des rumeurs de plus en plus insistantes circulent en outre sur les « indélicatesses » auxquelles se livreraient certaines personnalités de l'entourage de la présidente : non seulement son propre frère, Peppin Cojuangco (qui contrôle les jeux et le port de Manille, et serait impliqué dans bien des affaires lucratives), mais aussi le secrétaire exécutif du gouvernement, M. Joker Arroyo, celui qu'on appelle le « petit président » et qui gouverne dans l'ombre de M<sup>me</sup> Aquino.

Le putsch de vendredi n'avait rien de commun avec les coups d'État d'opérette qui l'ont précédé. Il est symptomatique du malaise croissant dans l'armée et de la fragilité de

l'État. Dans ses habits neufs (Constitution et Parlement), l'État philippin n'en a pas moins été paralysé pendant une douzaine d'heures à la suite du putsch. Non seulement l'état-major et le ministre de la défense n'avaient pas été informés par leurs services de renseignements que onze bataillons faisaient mouvement autour de Manille dans la nuit de jeudi à vendredi (le général Ramos, chef d'état-major, a été prévenu alors que les rebelles attaquaient le palais présidentiel), mais encore le gouvernement a tardé à réagir : ce n'est que dix heures plus tard que le général Ramos a été en mesure de faire dégager son quartier général occupé, tandis que quelques membres du Congrès, sortes de fantômes dans une salle quasiment vide, découpaient la marine, mais devaient armer les huisiers, car il n'y avait, semble-t-il, pas de troupes pour les défendre.

## Interrogations américaines

Quant aux soldats rebelles, ils étaient entrés sans difficulté dans le camp Aguinaldo, où se trouvent le ministère de la défense et le quartier général. Les quelque deux mille hommes stationnés dans le camp manifestant à leur égard une bienveillante neutralité. C'est sur la gendarmerie et les fusiliers marins, commandés par un fidèle de

M<sup>me</sup> Aquino, le général Bison, que le général Ramos a finalement pu compter pour renverser en sa faveur une situation qui, alors, semblait très compromise.

En fin de matinée, vendredi, bien qu'il affirmait contrôler la situation, le chef d'état-major était toujours coupé des commandements en province et en quête de renforts. Malgré les tirs nourris qui, pendant cinq heures, précéderont la capitulation des rebelles, ni d'un côté ni de l'autre, les soldats ne tenaient apparemment à se battre : il n'y eut d'ailleurs qu'une douzaine de morts, en dépit des moyens déployés.

L'ordre a été temporairement rétabli, mais le malaise dans l'armée risque d'être accentué par la fermeté qu'entend manifester cette fois le gouvernement à l'égard des mutins. Ces derniers, dans une déclaration aux termes mesurés, avaient affirmé qu'ils n'avaient aucune ambition politique, mais étaient animés de la volonté d'envoyer la démission de la sécurité nationale, une situation à laquelle le gouvernement Aquino semblait incapable de remédier. Cette fois, le putsch a été mené par une brochette d'officiers, dirigeants du Mouvement de réforme dans les forces armées (RAM), qui sont loin d'être des amateurs ou des idéalistes, même si leur chef, le colonel Honasan, dit « Gringo », avec son côté « macho » et baroudeur, peut paraître quelque peu folklorique. Il

est clair qu'ils bénéficient d'une certaine influence parmi les militaires.

Sans doute, les putschistes n'ont pas eu le soutien populaire qu'ils attendaient. Leur opération n'en est pas moins un signal d'alarme : pour la première fois peut-être, la présidente Aquino doit faire face à une véritable crise de confiance.

Les premières conséquences risquent de se faire sentir sur une économie qui commençait à donner des signes de reprise, mais n'en a pas moins un impérieux besoin de la confiance des investisseurs étrangers et des industriels locaux. La période d'instabilité accrue qui s'annonce pourrait, en outre, inciter les Américains à se poser des questions : M<sup>me</sup> Aquino ne semble capable ni de stabiliser le pays ni de défendre leurs intérêts en contrôlant un Sénat prêt à voter une loi anti-médecins risquant de compromettre le système de défense des États-Unis dans la région. Alors que vendredi paraît de Washington le message de soutien du président Reagan à M<sup>me</sup> Aquino, l'ambassade américaine à Manille cherchait à connaître, de manière informelle — par l'entremise de l'Eglise, — l'opinion de la présidente sur la formation d'une sorte de « gouvernement de crise » pour faire face à la situation.

PHILIPPE PONS.



## Amériques

Qui remplacera le président de La Madrid en 1988 ?

### Succession à la mexicaine

MEXICO  
de notre envoyé spécial

En dépit de l'urgence des problèmes économiques en suspens, la classe politique mexicaine n'a d'yeux que pour la prochaine succession présidentielle. A moins d'une année du scrutin de juillet 1988, une prolifération de livres de circonstance et un foisonnement d'articles dans la presse contribuent à entretenir l'expectative. En fait, comme à l'accoutumée, l'intérêt se porte davantage sur le choix du candidat officiel, prévu pour le début de l'automne, que sur l'élection proprement dite, traditionnellement réduite à une simple formalité. D'ailleurs, le système mis en place au lendemain de la révolution mexicaine est ainsi fait que personne ne doute de l'issue de la consultation. A commencer par le président sortant lui-même.

Lorsque nous avons évoqué devant lui l'hypothèse — toute théorique — d'imaginer un jour une éventuelle alternance au Mexique, M. Miguel de La Madrid nous a répondu avec un sourire entendu : « Je crois que chaque pays a son propre système politique en fonction de son évolution historique, de l'étape de son développement, de ses traditions. Pour l'heure, le Parti de la révolution mexicaine a été capable de maintenir les principes fondamentaux de la doctrine de la révolution tout en faisant preuve d'un grand pragmatisme pour s'adapter aux conditions nouvelles. Tant que cela durera, je crois qu'on ne saurait envisager de changement radical dans le système politique du Mexique ou dans son orientation essentielle ».

Le président feint d'ignorer l'effervescence feutrée qui règne dans son entourage. Malgré quelques grincements dans les rouages de la machine, il se veut au-dessus de la mêlée et envisage sa succession avec sérénité. Lui-même connaît sans doute déjà le nom de son dauphin, mais le secret sera jalousement gardé jusqu'au *départ*, c'est-à-dire l'instant où le voile sera publiquement levé.

#### Un empereur azèque

Les pouvoirs du président mexicain sont parfois comparés à ceux d'un empereur azèque dont le règne serait cependant limité à six ans — non renouvelables. L'une de ses prérogatives essentielles, bien que non écrite, est de désigner son successeur. Aussitôt rendu public, ce choix est ratifié par le congrès du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis soixante ans. Sa puissante machine électorale n'a plus qu'à se mettre en marche pour propulser l'image du candidat aux quatre coins du pays. Comme le veut la coutume, l'étoile du futur président montera à mesure que pâlira celle de son prédécesseur.

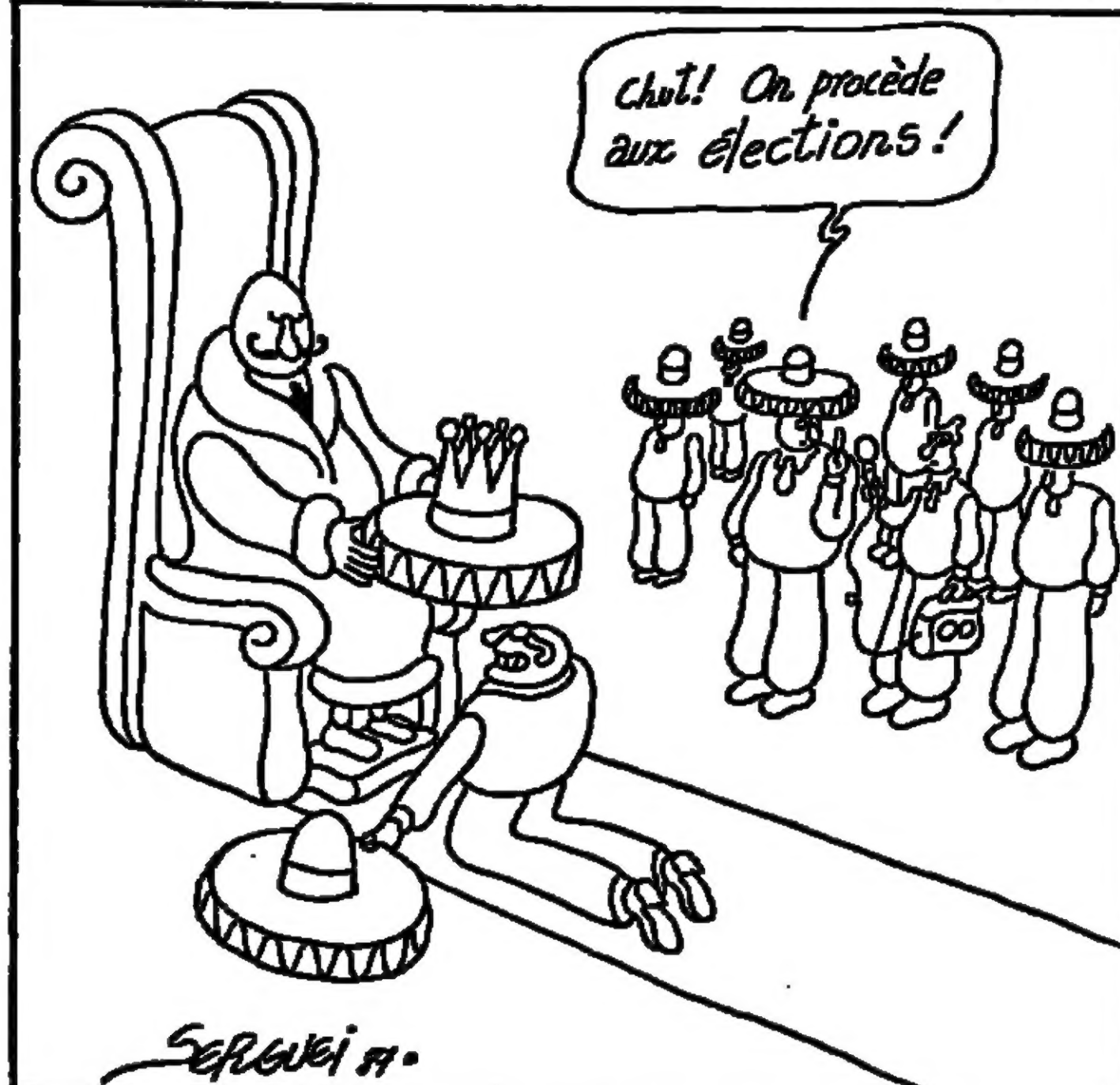
Dans l'ensemble, la procédure n'a guère varié depuis 1929. Ce qui est aujourd'hui nouveau, c'est qu'il est désormais reconnu que la décision revient au président et à lui seul, comme l'ont publiquement admis MM. Luis Echeverría et José López Portillo. En divulguant les règles, jusque-là tenues secrètes, en dehors de quelques initiés, de la désignation du successeur, on est passé — de la politique-fiction à la politique du cynisme —, constate un professeur de sciences politiques, M. Luis Javier

Garrido, dans un livre consacré à « la succession présidentielle en 1988 ». Auparavant, explique-t-il, le mythe avait toujours été entretenu selon lequel le mandat officiel était choisi par le parti à la suite d'une ample consultation démocratique.

Le débat n'est pas seulement académique. Il est un des points saillants d'une discussion plus vaste sur la démocratisation des institutions. En avouant que, quatre ou cinq mois avant l'annonce officielle de leur candidature, ils savaient déjà qu'ils seraient des élus, les deux anciens présidents ont transgressé une loi non écrite qui veut que rien ne soit révélé de ce procédé. De quoi four-

crise de confiance de plus en plus aiguë, la démocratisation n'est plus seulement une revendication de l'opposition. Pourtant, cette aspiration n'est pas nouvelle non plus au sein du PRI. En 1965 déjà, le président alors en charge du parti, Carlos Madrazo, pensait que la démocratisation des institutions passait par une démocratisation du PRI. Pour lui, le *dedazo*, c'est-à-dire le choix de son successeur par le président sortant, était passé de mode. Madrazo souhaitait rendre aux militants la faculté de désigner les candidats du parti et réformer un système où « les citoyens votent mais n'élisent pas ».

Ces velléités de rénovation



nir de nouveaux arguments aux détracteurs du PRI et du système politique mexicain. En tout cas, c'est ce que pensent les dissidents du « courant démocratique », qui se sont fixés pour tâche de démocratiser le parti de l'intérieur. L'un des chefs de file de cette tendance, M. Porfirio Muñoz Ledo, lui-même ancien président du PRI, va jusqu'à accuser de « parricides politiques » ceux qui ont mis à nu le mode de désignation du candidat officiel. Il leur reproche de s'être comportés comme s'il s'agissait « d'une décision testamentaire ou d'une succession dynastique ». « Nous ne devons plus accepter que des règles non écrites se superposent à l'exercice des droits démocratiques ».

Avec l'accentuation du malaise économique et social doublé d'une

allait lui être fatale : écarté de la direction du PRI, Madrazo mourra mystérieusement dans un accident d'avion quelques années plus tard. Entre-temps, la crise avait atteint son paroxysme avec la révolte étudiante de 1968, brutalement réprimée lors du massacre de Tlatelolco : au moins deux cents manifestants avaient alors trouvé la mort sur la place des Trois-Cultures à la veille des Jeux olympiques.

Si le système mexicain ne lésine pas sur les moyens dès lors qu'il se sent acculé à la défensive, il sait aussi faire preuve de souplesse face à ses contestataires. Ainsi l'ouverture amorcée sous le président Echeverría avec la mise en liberté des principaux dirigeants du mouvement de 1968 a-t-elle frayé la voie à la légalisation de nouveaux partis et à une meilleure représentation de

l'opposition au Parlement. En vertu de la réforme politique entreprise ensuite par le président López Portillo, cent des quatre cents sièges de la Chambre des députés sont désormais réservés aux partis qui ont obtenu moins de soixante députés au scrutin majoritaire.

Tout en ayant quelque peu desserré la bride, le PRI n'en garde pas moins les rênes fermement en main. Pour lui, il n'est pas question de concéder ne serait-ce que le moindre poste de gouverneur, pas plus qu'un seul siège de sénateur, à l'opposition. Il l'a régulièrement rappelé lors des élections régionales de ces dernières années, malgré la multiplication des accusations de fraude et des protestations, en particulier dans les Etats du Nord, plus réceptifs à l'influence de l'opposition. Si besoin était, il l'a encore fait clairement sentir lors de l'élection, au début de juillet, du gouverneur de l'Etat de Mexico jouxtant la capitale. Après plusieurs jours d'expectative et de contestation, les résultats officiels sont tombés, sans appel : 63,6 % des suffrages pour le PRI, 9,9 % pour le Parti d'action nationale, de droite, et 8,9 % pour une coalition de gauche. Officiellement, il y a eu 46,7 % d'abstentions et 11,1 % de bulletins nuls. L'opposition, tant de gauche que de droite, avait pour sa part évalué l'abstention à 70 % et ne s'est pas privée de dénoncer une fois de plus des irrégularités désormais traditionnelles. A douze mois de distance, une préfiguration, en quelque sorte, de l'élection présidentielle de 1988.

#### Exclure les trouble-fête

Les dirigeants du PRI ne traitent pas mieux leurs propres dissidents, surtout depuis que l'une de leurs figures de proue, M. Cuauhtémoc Cárdenas, fils du célèbre président Lázaro Cárdenas, a été proclamé, en juillet, « pré-candidat » à la tête de l'Etat. Une entorse aux principes sacro-saints du parti, qui n'a fait qu'aggraver le cas des rebelles. Condamnant leur attitude, la direction en a conclu qu'ils s'étaient placés eux-mêmes en dehors du parti. Et de rappeler que, à l'époque où il était à la tête du PRI, M. Muñoz Ledo n'était pas un « paragon de vertus démocratiques ». « Au sein du PRI, ont indiqué les responsables, nous respectons le droit à la critique et au désaccord. Ce que nous ne tolérons pas, c'est l'opposition à l'intérieur du parti. » Certains ont proposé d'exclure les trouble-fête, mais, pour l'instant, il a été jugé préférable de les marginaliser, leur grande peur étant de leur faire perdre tout contact avec la base, généralement dépolitisée.

A la différence du PRI, les partis d'opposition se targuent d'organiser des élections primaires et de recourir à des procédures démocratiques pour choisir leur candidat. La principale formation de droite, le PAN, départagera divers aspirants lors d'une convention, le 20 novembre. A gauche, le nouveau Parti mexicain socialiste (PMS) nommera son candidat le 6 septembre, lors d'élections primaires au suffrage direct et secret. Issu d'une récente fusion de cinq organisations de gauche allant des communistes au Parti mexicain des travailleurs (d'orientation nationaliste), le PMS se trouve en cours de structuration et doit encore élire ses organes dirigeants d'ici à la fin de l'année.

Sans illusions face au PRI, les partis d'opposition en sont pratiquement réduits à faire de la figuration. Les élections sont néanmoins pour eux une occasion de faire passer leurs idées et de tenter de canaliser le mécontentement populaire pour se disputer la deuxième place à défaut de la première.

Du côté du PRI, tout est en place pour lancer la campagne. Les *tapados*, c'est-à-dire les présidentiables, sont au nombre de quatre, tous membres du cabinet, comme il se doit : M. Manuel Bartlett, ministre de l'Intérieur, pour sa formation et sa détermination ; M. Alfredo del Mazo, ministre de l'Énergie, des mines et des entreprises parapubliques, âgé seulement de quarante-trois ans et réputé ambitieux ; M. Carlos Salinas, ministre de la planification et du budget, considéré comme le bon élève de la classe ; et M. Miguel González Avila, ministre de l'Éducation, le seul à ne pas jouer des coudes pour brusquer les événements.

Sous l'œil amusé du président, les aspirants se disputent à fleur de bouche pour obtenir ses faveurs, chacun cherchant à s'afficher en sa compagnie pour promouvoir sa candidature. Par quelques promesses, il s'agit tout à la fois de rassurer, de se ménager la bienveillance des secteurs-clés du parti et de la vie publique. Durant sa campagne, le futur président ne manquera sans doute pas de se démarquer, comme le veut la coutume, des travers de son prédécesseur et de canaliser à son profit les aspirations diffuses de la population. Mais, en ces temps de crise prolongée, le vert à la tête ne saurait faire plus longtemps illusion. Gagnés par une méfiance croissante, les Mexicains sont las des belles promesses.

JEAN-CLAUDE BUIRER.

### LA FRANCE EST-ELLE UN PAYS RICHE ?

SCIENCE • VIE  
ECONOMIE

SEPTEMBRE

### QUOI DE NEUF ? RAVEL !

Henri Dutilleul se dit fasciné par l'ombre de Ravel. Manuel Rosenthal, son élève, raconte ses souvenirs. Un dossier complet sur le compositeur français le plus joué dans le monde.

Karajan le considérait comme son éventuel successeur à la Philharmonie de Berlin. C'est finalement la direction de l'Orchestre de Paris que prendra Semyon Bychkov en 1989 à la suite de Daniel Barenboim. En exclusivité pour le Monde de la Musique, une interview de ce chef venu de l'Est.

Après Nice, Lille et Bordeaux, le Monde de la Musique se livre à une grande enquête sur la vie musicale à Lyon. Et si la troisième ville de France n'avait rien à envier à la capitale ?

La cassette DAT préenregistrée fait son apparition sur le marché. Le nouveau support s'imposera-t-il ? Le Monde de la Musique l'a testé en avant-première pour vous !

Egalement au sommaire, un portrait de Luigi Nono, compositeur engagé qui est l'hôte du Festival d'automne, et les souvenirs d'Horace Silver, pianiste de jazz de légende.

Avec lui, le jazz n'est pas prêt de mourir !



Le Monde de la Musique  
de septembre. 25 F. Chez  
votre marchand de journaux.

### PACKSTRAD

- 1 PC 1512 AMSTRAD  
Double disquette - Monochrome  
Graphique - 512 KO
- 1 IMPRIMANTE AMSTRAD  
DMP 3160
- 1 OPEN ACCESS  
Le must des logiciels intégrés
- 2 JOURS DE FORMATION  
assurés par Altitude XXI

9990F TTC  
au lieu de 22678F

TELEPHONEZ VITE  
46.66.21.81 +

GERP  
21, rue Marcelin Berthelot  
92085 ANTONY (FRANCE)

### « Leçons de choses »

#### LE MONDE FASCINANT DES AEROPORTS

Texte d'Edmond JOUVE  
Illustrations de Pierre WACHS  
24,5 x 25 cm - cart. - 34 p. - 55 F

Berger-Levrault  
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

### DROIT SCIENCES ECO.

Documentation sur demande

- Stage session septembre
- Stage de pré-rentree
- Soutien annuel

IPEC Enseignement supérieur privé  
44, bd Saint-Michel, Paris 6<sup>e</sup>  
Téléphone : 46.33.81.23 / 43.29.03.71

### L'Anglais: the language of communication



- Cours Combinés  
30 H/semaine  
20 H collectif + 10 H particulier
- Cours Intensifs  
20 H/semaine - 4 H/jour
- Cours Trimestriels  
3 ou 4 H/semaine
- Cours en Entreprise

Demain nous serons citoyens européens. Pour communiquer dans la vie privée et réussir dans la vie professionnelle, l'anglais sera un atout majeur. En l'apprenant dès aujourd'hui, vous prenez une langue d'avance grâce à ILC.

Les professeurs d'ILC, tous de langue maternelle anglaise, vous attendent dans le cadre paisible de notre centre. Get ready for 1992.

Robert McLarty, Directeur d'ILC, évaluera personnellement votre niveau et choisira avec vous le rythme de cours qui vous convient.

INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE ILC  
20, Passage Dauphine,  
75006 Paris  
Tel. 43.25.41.37

### JOHNNY SE DONNE A BERCY.

A partir du 15 septembre.



CLIQUEZ  
RTL

Location POP  
Fnac et Agences 43.46.12.21  
Réservation Minitel  
36-15 Code Léon.

### Pour votre DEMENAGEMENT

ODOUL AGENT DE demeco

16, rue de l'Atlas - 75019 Paris 42 08 10 30



## Diplomatie

La visite du premier ministre

### M. Chirac salue une « ère nouvelle » dans les rapports de la France avec le Canada

M. Jacques Chirac, qui arrivait de Saint-Pierre-et-Miquelon, a été accueilli, le samedi 29 août, à Ottawa, par le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney. Après une série d'entretiens politiques au niveau fédéral, le premier ministre a commencé dimanche son séjour au Québec par une visite du complexe hydro-électrique de la baie James. Il doit rejoindre, mardi, la délégation française au sommet francophone de Québec.

OTTAWA  
de nos envoyés spéciaux

La visite de la baie James par laquelle M. Chirac a commencé son séjour au Québec, dimanche après-midi, avait été souhaitée par M. Bourassa, chef du gouvernement de la province, pour qui l'équipement hydro-électrique de cette région, décidé il y a seize ans, est le symbole de la modernité québécoise et du savoir-faire des francophones. Le premier ministre de la Belle Province considère cette réalisation comme son œuvre personnelle. Il voudrait aujourd'hui prolonger ce projet dont la première phase n'est devenue rentable que tout récemment et dont l'extension immédiate implique un pari contestable sur la demande future des États de l'Est américain.

M. Chirac n'a pas ménagé son appui à l'audace de M. Bourassa en déclarant cette extension « nécessaire et utile » et en affirmant que le complexe hydro-électrique de la baie James est « le plus éclatant symbole de la capacité du Québec à se doter des moyens de se dévelop-

per et de s'affranchir, que le général de Gaulle évoquait il y a vingt ans ».

M. Chirac n'avait pas attendu d'être au Québec pour évoquer le fameux voyage qui avait tourné court après le « Vive le Québec libre ! » lancé du balcon de l'hôtel de ville de Montréal par de Gaulle et qui devait empoisonner durablement les relations franco-canadiennes. Dès son arrivée à Ottawa, la veille, le premier ministre, en réponse à M. Mulroney, qui avait souligné la nouvelle « légitimité des relations privilégiées entre Paris et Québec », avait évoqué l'« impulsion décisive » donnée par de Gaulle à ces relations. M. François Mitterrand, lors de sa visite en mai dernier, avait scrupuleusement évité de prononcer le nom du Québec à Ottawa et avait oublié le Canada tout au long de son séjour dans la province francophone.

Le premier ministre estime pour sa part que l'accord constitutionnel du lac Meech signé en juin entre le gouvernement fédéral et les provinces, qui reconnaît au Québec le statut de « société distincte », met fin au contentieux québécois-canadien et doit être reconnu et salué à ce titre par la France.

L'atmosphère « familiale » évoquée par M. Chirac n'est cependant, pour l'instant, pas beaucoup plus qu'une donnée climatique. Certes, le gouvernement canadien a offert à la France un lot de consolation après la fin de non-recevoir opposée aux offres de l'Aérospatiale allée à la société montréalaise Canadair pour la fourniture d'hélicoptères de marine, et la préférence donnée au consortium anglo-italien Westland-Augusta. Il a annoncé, dimanche, l'achat à l'Aérospatiale de son sys-

tème d'arme antiaérien Eryx (1), soit un marché de l'ordre de 1,15 milliard de francs (celui des hélicoptères représentait une somme dix fois supérieure).

Cette commande s'inscrit dans le cadre du Livre blanc de la défense présenté au printemps dernier par le gouvernement canadien. Ce programme prévoit, en outre, l'acquisition d'une douzaine de sous-marins à propulsion nucléaire destinés à permettre au Canada de mieux assurer sa souveraineté dans la zone arctique. La France, naturellement, est sur les rangs pour ce marché et se trouve, là encore, en concurrence avec la Grande-Bretagne. Par ses implications économiques, militaires et politiques, un tel projet nécessiterait une réelle connivence entre les deux pays. M. Chirac ne semble pas l'exclure puisqu'il a parlé, à propos de l'achat des missiles Eryx, de « premiers pas vers une coopération nouvelle ».

#### Le problème de la pêche

Avant d'engager des paris aussi difficiles, la France et le Canada ont à régler un de ces « malentendus » dont a parlé M. Chirac, M. Mulroney les qualifiant, pour sa part, de « problèmes joliment difficiles » : le contentieux sur les zones et les quotas de pêche au large de Saint-Pierre-et-Miquelon. La fermeté affirmée par M. Chirac à ce sujet avant son départ de Paris, et encore samedi matin lors de sa visite à Saint-Pierre, n'a eu pour résultat tangible, du côté canadien, que la décision de M. Mulroney de se saisir lui-même du dossier et de désigner, pour le défendre, un ami personnel, M<sup>re</sup> Yves Fortier, à la place d'un

négociateur dont l'attitude laissait la patience française.

Les négociations suspendues depuis le printemps dernier vont reprendre. M. Chirac a indiqué qu'elles devraient aboutir « dans les toutes prochaines semaines », faute de quoi « chacune des parties aura recours aux voies de droit qu'elle souhaiterait utiliser ». Le choix de M<sup>re</sup> Fortier, qui avait été reçu officiellement à Paris, est accueilli, du côté français, comme un gage de bonne volonté. Les discussions devront porter en priorité sur les quotas à accorder aux chalutiers français dans la zone litigieuse située au sud-ouest de l'archipel en prévision de la prochaine campagne de pêche. L'enjeu politique est relativement limité pour le gouvernement français, mais il est plus marqué pour M. Mulroney, qui doit faire face au mécontentement des pêcheurs de Terre-Neuve, la province la plus gravement affectée par le chômage (près de 20 % de la population active).

MARTINE JACOT  
et PATRICK JARREAU.

(1) Le missile antiaérien à courte portée Eryx, conçu par la société française Aérospatiale, est destiné à équiper une infanterie dans sa lutte contre tous les types de blindages des chars de combat sur le champ de bataille à des distances de l'ordre de 600 mètres. Il est tiré à partir d'un tube contenu qui sert aussi au stockage et au transport. Il parcourt ses 600 mètres en moins de quatre secondes et sa munition, dont la masse est de 10 kilogrammes, est extrêmement précise grâce à un système de télécommande par fil. L'intérêt du missile Eryx est d'être utilisable en combat rapproché, notamment en zone urbaine. Eryx devrait entrer en service avant 1990.

## Europe

ESPAGNE : tout en rejetant l'idée de « négociations politiques »

### Madrid confirme qu'un dialogue est en cours avec l'ETA

MADRID  
de notre correspondant

« Le dialogue avec l'ETA militaire a eu lieu, a lieu et aura lieu ». A l'issue du conseil des ministres du vendredi 28 août, le porte-parole du gouvernement, M. Javier Solana, a ainsi confirmé officiellement ce que toute l'Espagne politique savait depuis longtemps et ce que d'autres responsables officiels avaient déjà laissé entendre à de multiples reprises de manière un peu moins explicite.

Le porte-parole concrétisait les propos tenus trois jours plus tôt par le chef du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, après ses entretiens avec le président Mitterrand à Latche (le Monde du 27 août). Il a toutefois rejeté l'ouverture de « négociations politiques » avec l'ETA.

La déclaration de M. Solana a provoqué de multiples spéculations dans la presse, chacun y allant de sa révélation exclusive quant à la situation exacte de ce « dialogue », qui a lieu apparemment en Algérie. Ainsi, le dimanche 30 août, deux des principaux quotidiens nationaux parvenaient, à ce propos, à des conclusions diamétralement opposées.

Selon le journal madrilène *El País*, qui cite des sources « proches de l'ETA en France », les conversations en cours (encouragées par Paris) se seraient jusqu'ici traduites par des résultats franchement « positifs ». A tel point, toujours selon le quotidien, que les interlocuteurs songeraient désormais à en venir à court terme à la « négociation authentique », celle qui permet-

trait d'aborder les problèmes de fond. L'ETA aurait déjà désigné à cette fin son représentant, dont le nom n'est pas révélé par le quotidien.

Lundi, *El País* écrivait qu'un accord serait déjà intervenu entre les deux parties sur le principe d'une amnistie pour les membres de l'ETA prisonniers en Espagne et en France et qui ne sont pas impliqués dans des « crimes de sang ». Les discussions portaient actuellement sur deux revendications des séparatistes : la reconnaissance du droit à l'autodétermination et le rattachement de la Navarre à la « nouvelle nation basque ».

Cet optimisme n'est toutefois pas partagé, bien au contraire, par le journal *La Vanguardia*, de Barcelone. Selon ce quotidien, la direction de l'ETA, réunie il y a peu à Paris, aurait décidé, à l'instigation du secteur « dur » de l'organisation, de rejeter la voie du dialogue avec Madrid, estimant que ses revendications étaient loin d'être satisfaites. L'important quotidien catalan affirme que cette décision aurait provoqué une sérieuse division au sein de l'ETA et de la coalition Herri Batasuna, qui en est proche.

THIERRY MALINIAK.

● **Attentats à la bombe à Santander.** — Quatre bombes ont explosé, le dimanche 30 août, en provoquant des dégâts importants, mais sans faire de victime, devant un concessionnaire Renault, un supermarché à intérêts français, et un concessionnaire Ford, à Santander (nord de l'Espagne), a-t-on appris de source policière. Ces attentats n'ont jusqu'à présent pas été revendiqués. — (AFP.)

#### Le deuxième sommet francophone

### Québec et Ottawa alliés pour accueillir plus de quarante chefs d'Etat et de gouvernement

QUÉBEC  
de notre correspondante

Les remparts tricentennaires de la ville de Québec n'auront jamais vu défiler autant de visiteurs de marque : quelque quarante chefs d'Etat ou de gouvernement, six cents délégués et autant de journalistes sont attendus pour le deuxième sommet des pays « ayant en commun l'usage du français », du 2 au 4 septembre.

Pour célébrer une apparente réconciliation après vingt ans d'ambres querelles autour du statut de la province, Québec et Ottawa se sont alliés en vue de tenter de tirer le meilleur parti possible de cette affluence. « Dans ce Québec chaleureux », a récemment déclaré Mme Monique Landry, ministre canadienne des relations extérieures, nous voulons faire la preuve de notre génie particulier. » Et le vendredi, aurait-elle pu ajouter.

Du 31 août au 7 septembre se tiendra à Québec un vaste salon où le visiteur prendra la mesure du savoir-faire québécois ou canadien (démonstration de logiciels et de

banques de données, projections de nouvelles émissions de télévision, considérées comme exportables, etc.). Ouverte au grand public, cette exposition a surtout pour but de « promouvoir la technologie locale auprès des délégations des pays africains ». Juste après le sommet, Montréal accueillera un Forum francophone des affaires, financé en partie par Québec et Ottawa, dont le but est d'établir des « liens de partenariat entre les entreprises québécoises ou canadiennes et celles des pays en voie de développement ».

Les organisateurs attendent une centaine de « décideurs » étrangers et prévoient d'ores et déjà des retombées d'environ 100 millions de dollars canadiens (450 millions de francs).

L'insistance souvent mise au Canada sur les bénéfices à escompter de ce sommet a aussi pour but de rassurer l'opinion publique anglophone et de justifier les dépenses engagées (environ 54 millions de dollars canadiens), à un moment où le contribuable canadien se montre très pointilleux quant à l'utilisation des deniers publics.

« Le défi est de contrer l'idée reçue que l'économie et la technologie sont trop importantes pour être traitées en français », a déjà souligné M. Lucien Bouchard, ambassadeur du Canada à Paris et président du comité organisateur du sommet.

#### Surenchère

Les ambitions canadiennes sur les marchés des pays francophones, africains et arabes, toujours largement tournées vers la France, ont dernièrement le mérite d'être claires. M<sup>re</sup> Landry avait annoncé lors de la réunion préparatoire des ministres des affaires étrangères des pays francophones, au Burundi, en juillet dernier, que le Canada doublerait sa contribution à l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), l'organisme qui rassemble, depuis 1970, la plupart des pays francophones.

Les nouvelles sommes allouées (35 millions de dollars canadiens, soit 160 millions de francs) seront versées non pas à l'Agence mais dans des comptes spéciaux destinés au suivi du prochain sommet. Cette annonce prématurée a créé un réel malaise. La France a rappelé, depuis, qu'elle avait réservé la même somme pour la réalisation des projets décidés lors du premier som-

met organisé à Paris en février 1986 et que sa contribution pour cette année atteindra 175 millions de francs.

Cette surenchère inquiète les pays africains ou arabes et surtout le Québec qui ne souhaite pas que ses adversaires d'hier (Ottawa) et ses amis de toujours (Paris) alimentent de sourdes rivalités mercantiles.

L'affirmation concrète d'une nouvelle solidarité au niveau international est essentielle pour la province du Québec tant au niveau culturel qu'économique ou diplomatique (l'ACCT et les sommets francophones sont les seules instances internationales où le Québec a le statut de « gouvernement participant »).

La plupart des projets soumis à l'approbation des chefs d'Etat ou de gouvernement auront des incidences directes dans la province, qu'il s'agisse de la création d'une « bourse d'échanges » d'images télévisées (en lieu et place de l'Agence d'images lancée l'an passé mais pratiquement restée lettre morte), de l'intégration des réseaux informatiques, de l'instauration d'un « marché commun » du livre francophone, du lancement de collections de poche à bon marché ou de la fondation de l'Institut de l'énergie, dont le siège devrait être à Québec.

Entre Ottawa et Québec, le protocole a été réglé au détail près, pour que chacun ait la « visibilité » qui sied à son rang. La première partie du sommet, consacrée mercredi 2 septembre aux problèmes de politique internationale et à l'économie (des domaines de compétence fédérale), sera présidée par le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney. Son collègue québécois, M. Robert Bourassa, se verra confier la présidence des séances portant sur la coopération, en particulier, sur les projets relatifs à l'énergie, l'industrie de la langue, la culture et la communication, l'agriculture, la coopération scientifique et technologique.

Le Canada et le Québec ont déjà fait connaître leur intention de privilégier systématiquement l'ACCT pour la gestion des projets proposés, tandis que la France souhaiterait plutôt qu'un nouveau « comité du suivi » officie en attendant qu'aboutissent les réformes entamées au sein de cet organisme, accusé de consacrer trop d'argent à son fonctionnement et pas assez à ses missions.

M. J.

#### A TRAVERS LE MONDE

##### Corée du Sud

Trente-deux morts au cours d'un suicide collectif

Les autopsies pratiquées sur les corps de trente-deux disciples d'une secte, décodés vendredi, ont montré que trente d'entre eux sont morts étranglés, a annoncé, le dimanche 30 août, la police. Trente des trente-deux personnes retrouvées mortes dans les combles d'une fabrique d'objets artisanaux du sud de Séoul ont été étranglées par un homme de quarante-cinq ans, qui s'est ensuite pendu. Tous étaient des fidèles de Park Soon-Ja, une femme de quarante-huit ans, qui prétendait être une déesse.

Au préalable, certains disciples avaient absorbé des capsules de poison dont le dosage n'avait pas été mortel, obligeant Lee Kyung-Soo, un dirigeant de la fabrique, à les étrangler à l'aide d'un fil de nylon, selon la police. Les corps d'autres victimes ne présentaient que des traces de strangulation, ajoutant qu'on de même source en affirmant que certains adeptes avaient été ligotés contre leur gré mais que la plupart d'entre eux semblaient consentants.

L'autopsie du corps de la « prêtresse » Park Soon-Ja n'a révélé aucune trace de poison. Elle serait morte d'un coup reçu derrière la tête, selon la presse. Parmi les victimes figurent ses deux fils d'âge adulte, sa fille et sept autres adolescentes, a annoncé la police.

L'enquête a montré que Park avait emprunté 17 milliards de wons (21 millions de dollars) de ses disciples et à d'autres particuliers, acquittant les intérêts de sa dette mais refusant de rembourser le capital. Selon la presse, la « déesse » Park vivait avec cent trente hommes, femmes en attendant qu'elle soit strictement disciplinée et autorisée à sortir de leurs quartiers seulement deux fois par semaine. — (AFP.)

● **Accord sur un projet de Constitution.** — Les deux principaux partis se sont mis d'accord, le lundi 31 août, sur les grandes lignes d'un projet de Constitution, qui prévoit notamment l'élection d'un président au suffrage universel direct. La tenue du scrutin est prévue en décembre. Les dirigeants des deux formations, MM. Roh Tae Woo (pouvoir) et Kim Young Sam (opposition) doivent finaliser cet accord en milieu de semaine. Entre-temps, la police a annoncé qu'elle interrogeait sept opposants, dont un prêtre, et en recherchait trente autres soupçonnés d'avoir attisé les conflits sociaux. — (Reuters.)

##### Etats-Unis

Le gouvernement veut limiter l'information sur l'avortement

Le gouvernement américain a proposé de nouvelles législations visant à limiter l'information sur l'avortement dans les cliniques recevant des subventions publiques. Le règlement en ce sens, présenté le samedi 29 août par le secrétaire américain à la santé, fait suite au projet, annoncé à la fin du mois de juillet par le président Reagan, d'expurger toute information sur l'avortement du programme du planning familial. — (AFP.)

##### Inde

Arrestation des deux terroristes sikhs les plus recherchés

Des agents des services de renseignement indiens ont arrêté, le dimanche 30 août à New-Delhi, les deux militants sikhs les plus recherchés par la police indienne, ont annoncé les autorités. Le premier, Harjinder Singh Jinda, surnommé « le fantôme » pour avoir échappé dix-sept fois à la police indienne, est selon la police, le commandant en second du groupe sikh interdit Khalistan Commando Force (KCF). Son adjoint, Sarwan Singh Baba, est également un dirigeant du KCF et obéissait uniquement aux ordres de H. Singh Jinda ou du numéro un du groupe, le général Lebh Singh, toujours selon la police.

Les deux hommes ont été arrêtés par des agents secrets indiens alors qu'ils circulaient sur un scooter dans un quartier arabe du nord de New-Delhi. Une course-poursuite s'est engagée sur un kilomètre, et H. Singh Jinda a été blessé de trois balles aux jambes, après avoir ouvert le feu sur les agents indiens. Selon les autorités indiennes, les deux hommes étaient venus de l'Etat du Pendjab il y a quelques jours et s'étaient introduits clandestinement dans la capitale pour assaillir des membres du gouvernement et du Parti du Congrès (I) de M. Rajiv Gandhi.

Selon un rapport des services secrets du Pendjab, H. Singh Jinda, accusé du meurtre de deux députés à New-Delhi en 1985 et de l'ancien chef de l'armée, le général A.S. Vaidya, en août 1986, avait reçu du numéro un du groupe l'ordre d'assassiner le premier ministre Rajiv Gandhi. — (AFP.)

##### Pologne

L'anniversaire de Solidarité célébré dans le calme

Plusieurs milliers de personnes ont célébré, le dimanche 30 août, le septième anniversaire des accords de Gdansk et de Szczecin, où le syndicat Solidarité, aujourd'hui dissous, avait arraché la reconnaissance des syndicats indépendants.

A Gdansk, trois mille personnes ont assisté à une messe d'anniversaire en l'église Sainte-Brigitte, à quelques centaines de mètres des chantiers navals Lénine, avant de prendre part à un meeting tenu par M. Lech Walesa et d'autres responsables de Solidarité. Aucune présence policière n'était visible. « Solidarité vit, existe et est en train de vaincre », a déclaré M. Lech Walesa, en réaffirmant sa volonté d'œuvrer par des moyens pacifiques. « Personne ne veut prendre le pouvoir, personne ne veut mourir dans la rue », a-t-il rappelé.

A Varsovie, six mille personnes s'étaient réunies à l'église Saint-Stanislas, où une messe était célébrée à la mémoire du Père Popieluszko, assassiné en octobre 1984 par des membres de la police politique. Dans une allocution, le Père jésuite Stefan Miecznikowski a appelé au rétablissement du syndicat dissous. « C'est un devoir moral pour la société et les autorités », a-t-il dit sous les applaudissements.

A la fin de l'office, plusieurs milliers de personnes ont formé un cortège à l'extérieur de l'église. Arrêté par des unités des forces anti-émeutes, celui-ci s'est dissous sans incident après avoir scandé des slogans en faveur de Solidarité. — (AFP-Reuters.)

● **PÉROU : assassinat du directeur d'une entreprise d'Etat.** — Le directeur de la principale entreprise publique d'importation de produits alimentaires du Pérou, l'ENCI, a été tué, le samedi 29 août, lors d'une embuscade tendue par des guérilleros maoïstes. Rodrigo Franco Montes, âgé de trente ans, membre du parti au pouvoir, est mort à l'hôpital moins de deux heures après qu'une dizaine d'hommes masqués eurent attaqué sa résidence avec des explosifs et des armes automatiques.

● **TURQUIE : trois villageois tués par des extrémistes kurdes.** — Des séparatistes kurdes ont tué, le dimanche 30 août, un homme et ses deux filles lors d'un raid contre le village de Cayildere, dans le sud-est de la Turquie, à 80 kilomètres au nord de la frontière syrienne. — (AFP.)

سنة ١٤٠٨ هـ



Europe

Politique

L'élection présidentielle : proclamations unitaires dans la majorité

Divisions et unité

M. François Léotard renonce à sa propre candidature

La majorité ricane. Cela ne lui était pas arrivé souvent depuis son accession au pouvoir. Les socialistes dont les mines s'allongent à mesure qu'écoulent les semaines présidentielles de leurs prétendants — M. Rocard et, depuis samedi, M. Chevènement — ont au moins le mérite d'analyser avec lucidité un phénomène qui devrait être de nature à leur saper le moral.

Il faut, explique M. Mauroy, qu'ils soient « bien maladroits » pour avoir interrompu le « feuillet des divisions de la droite » par une page de publicité sur leurs propres désaccords et rivalités. M. Rocard, qui s'en est aperçu, a décidé de se distinguer un peu moins qu'il ne l'a fait de ses amis, et de jouer un peu plus le jeu de son parti.

M. Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, s'amusait de cette « guerre des deux roses ». M. Toubon, secrétaire général du RPR, rit à l'idée que ces gens-là « anticipent plutôt la défaite que la victoire ». M. André Santini menace « d'envoyer Charles Pasqua » auprès des candidats socialistes afin de rétablir l'ordre.

Par contraste, la majorité paraît unie. Ses dirigeants auraient tort de ne pas insister sur cette nouvelle donne. « Tout nous rassemble et bien peu nous divise », affirme M. Toubon, qui invite les Français à un choix de société entre la « République tricolore », dans laquelle il classe le Front national, et la « République rouge ». M. Gaudin y va de son petit couplet sur le « code de bonne conduite » que ses amis ont la fâcheuse habitude d'oublier plus vite qu'ils ne l'apprennent. M. Pasqua, soudainement occupé-

nique, fait patte de velours. Il est prêt, s'il le faut, à se convertir au barisme, mais il espère surtout que M. Barre deviendra, s'il en est besoin, un adepte du chiraquisme. Les deux principaux prétendants de la majorité pour 1988 ont, à l'évidence, besoin l'un de l'autre. Refuser une telle solidarité minimale serait suicidaire. Quant à M. Léotard, non plus d'un tour de piste sans espoir au premier tour de l'élection présidentielle, il s'apprête à entrer au vestiaire en douceur.

Ce tableau serait idyllique si chacun avait définitivement remis ses rancœurs, ses angoisses, ses frustrations. Les centristes continuent de se pincer le nez chaque fois qu'on leur parle de l'extrême droite. M. Léotard affirme qu'il encombrera le débat, non plus de sa personne mais avec des idées ravageuses. Comme M. Barrot, secrétaire général du CDS, il redoute que les hommes politiques de la majorité ne parlent plus d'autre chose que de Medonna.

Le ministre de la culture — qui pourtant s'y connaît en matière de politique showbiz — juge que M. Chirac, de ce point de vue, en fait un peu trop. A l'UDF, on n'apprécie guère non plus l'offensive lancée contre M. Mitterrand à propos de son âge, bien que le feu ait été ouvert par l'un des poids lourds de la confédération, M. Monory, et que le chef de l'Etat lui-même « s'en contrefiche ».

Comme dirait, sans rire, M. Séguin, la France se prépare à « un grand débat national ».

JEAN-YVES L'HOMEAU.

La chose est désormais entendue : M. François Léotard ne sera pas candidat à l'élection présidentielle. Même s'il se réserve d'en faire l'annonce officielle à « L'heure de vérité », du 23 septembre sur Antenne 2, M. Léotard s'est adioudonné, au cours des trois journées bordelaises d'université d'été de son parti, à préparer les esprits de militants qui, en fait, depuis la grande messe de Fréjus en juin dernier, ne nourrissent plus beaucoup d'illusions à ce sujet.

Ainsi quand le samedi M. Jean-Claude Gaudin, mangeant la consigne de bannir à la tribune tous propos de politique intérieure, vint expliquer sans gêne qu'en 1988 la majorité aurait besoin « non pas de trois candidats, non pas d'un seul, mais de deux », cette petite phrase fut reçue comme une vérité d'évidence.

Dès lors toute la question est de savoir comment M. Léotard s'y prendra pour annoncer cette décision, définitivement arrêtée lors d'une réunion d'état-major secrète, le dimanche 23 août, à Fréjus. Puis, cette annonce faite, s'il sera capable avec ses amis de mobiliser son parti pour qu'il ne se transforme point en parti de « malgré-nous » au cours de la campagne présidentielle.

En réalité, M. Léotard aura le choix le 23 septembre entre le service minimum — annoncer tout bonnement qu'il n'est pas candidat — et le service grand luxe pour l'UDF — annoncer sans retenue qu'il fera campagne pour M. Raymond Barre.

On peut aujourd'hui pencher pour la seconde hypothèse. M. Barre et M. Léotard se sont vus longuement cet été sur la Côte d'Azur. Les principaux députés barriéristes, MM. Charles Millon, François d'Aubert et Pascal Clément, ont fait l'effort d'assister aux universités d'été de Bordeaux et, en aparté, M. Millon se dit prêt, dès le 24 septembre, et « dans le quart d'heure », à régler les problèmes d'harmonisation entre les réseaux Reels et les fédérations PR.

Parallèlement et à contrario les rapports entre le PR et le RPR recollent toujours pas mal d'aligner et d'énervement. L'annonce en fanfare, par M. Chirac, de la baisse de la

TVA sur le prix des disques pour laquelle M. Léotard se battait depuis des mois au ministère de la culture, la récupération de la star Madonna, font que M. Léotard s'insurge « contre cette exploitation autre que musicale ».

Surtout, et plus sérieusement, certains responsables du PR confient leur désaccord quant au style de campagne qu'essayerait d'imprimer les dirigeants du RPR. Attaquer M. Mitterrand sur son âge leur apparaît, notamment de la part des gaullistes, le plus sûr moyen de contrarier les électeurs du troisième âge.

Entre M. Barre et M. Chirac, le choix est donc désormais très clair, encore qu'il soit illusoire de penser que, entre léotardiens et barriéristes, tout soit réglé. Reste donc pour l'heure à mobiliser les militants du PR, qui, avant tout, se sentent toujours au fond d'eux-mêmes une âme de républicains... indépendants.

seront là et nous serons nombreux. Nous allons faire une campagne active. » De ce discours de M. Léotard, trois priorités ressortent.

D'abord, comme l'avait dit d'entrée le secrétaire général du PR, « entrer dans le jeu de M. Mitterrand ». Cette consigne ne peut que ravir M. Barre, lequel, depuis des mois, exhorte ses amis à ne point ménager le président. Dimanche, M. Léotard a violemment attaqué le chef de l'Etat sur deux terrains sensibles, ceux de la politique étrangère et de la défense. « N'ayons pas la mémoire courte », a-t-il lancé. L'ambiguïté, c'est de défendre le Tchad et de rencontrer Kadhafi. Le ridicule, c'est M. Lang à Cuba dénonçant l'impérialisme américain et d'écouter avec Fidel Castro. L'hypocrisie, c'est qu'on aime bien les Jaguar à condition qu'ils ne soient pas porteurs de bombes.

Ensuite, M. Léotard a insisté sur le débat des idées. « Nous ne gagnons pas l'élection présidentielle dans l'échange de petites phrases assassines ou dans l'absence de discours. » Sage et nouvelle résolution de sa part !

Enfin, M. Léotard a clairement expliqué que, d'ores et déjà, il importe de se préoccuper des « questions du lendemain ». Combien de députés ? Quelle majorité ? Quelle famille ? « Vous devez être, a-t-il dit aux militants, le feuillet où l'on va chercher le meilleur pain. » Son entendement ! puisse M. Barre ne pas nous laisser au fond du pétrin...

DANIEL CARTON.

Ne pas croiser les bras

Dès dimanche, en concluant les travaux de l'université d'été, M. Léotard s'y est employé, en demandant à ses troupes, au nom de l'intérêt supérieur de la France de « ne pas croiser les bras » et d'« être sur le pont ». « Les deux chances que nous avons, leur a-t-il expliqué, c'est d'être encombrants et exigeants. Vous êtes forts : ne vous méprenez pas sur cette réalité. Nous

Les universités du PSD et des jeunes du RPR

« Nous serons des agitateurs de l'union »

La première université d'été des jeunes sociaux libéraux du Parti social-démocrate s'est achevée, le dimanche 30 août, au Touquet. Chaque des formations politiques de la majorité a délégué un ministre ou un leader pour marquer la volonté d'union de la majorité et creuser la différence avec le Parti socialiste, en proie, se réjouit-on à droite, à une « multiplicité de candidatures » sur laquelle on ne manque pas d'ironiser.

« Nous avons à gauche un problème de candidatures », expliquait M. André Santini, secrétaire général nous avons, nous, un problème de report. » « Nous serons, au PSD, des agitateurs de l'union », proclamait-il en soulignant que son parti « a toujours été fidèle et discipliné » et que, « le moment venu, ses responsables décideront de leur choix ».

Jacques Toubon, présent dimanche matin, est resté plutôt en retrait sur ce thème de l'union, évitant par ailleurs les petites phrases polémiques et assassines et préférant charmer les vertus de la « société de liberté, de responsabilité, d'exalta-

tion de l'autonomie individuelle et de solidarité ».

« Démocratie économique »

Au nom du CDS, M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat à la consommation, a plaidé pour « une authentique démocratie économique ». M. Jacques Douffignies, du Parti républicain, a mis l'accent sur le bilan du gouvernement et y allait de sa petite phrase contre la gauche : pas question, pour lui, de gouverner « avec des tricheurs et des voleurs » ni avec ceux qui « ont la nostalgie napoléonienne des totalitarismes d'entre-deux-guerres ».

Mais, de tous, c'est M. Didier Bariani, du Parti radical valoisien, qui s'est montré le champion des « agitateurs de l'union ».

« Nous sommes un modèle d'homogénéité et de solidarité au regard d'un Parti socialiste qui n'a cessé de se diviser, se flicoter, à la PS a la vocation de ne jamais pouvoir s'entendre sur rien et, ce qui se passe aujourd'hui, et va s'accroître, n'est qu'un prélude à ce qui se passera s'ils reviennent au pouvoir. »

J. R. L.

Super-Charlie !

ARLES de notre envoyé spécial

Pas d'erreur, l'idole des jeunes du RPR, ce n'est pas Madonna, mais M. Charles Pasqua. Lui, ils ne le partagent pas avec cent autres millions fanatiques. Il est à eux, exclusivement. Il est le cœur de ce regard énamouré qui dénote les vraies passions, et l'ont presque statufié.

Ceux qui croient que M. Pasqua est banallement ministre de l'intérieur se trompent. Aux yeux des cadets du RPR qui l'accueillent samedi 29 août en Arles, pour la première journée de leur université d'été, il est un dieu aux talents multiples. Presque la Sainte-Trinité, « trois êtres en un seul », comme l'a laissé échapper lors d'une explication embrouillée l'un des cent cinquante participants à ce culte indéchiffrable pour les agnostiques. Ils sont sympathiques, ces

jeunes de vingt ans habités par la politique, et ils ne manquent pas de tonus pour clamer ainsi leur passion cinq heures durant.

A peine M. Pasqua était-il apparu que, déjà, ils s'époumonaient sur fond de drapeaux tricolores qu'ils agitaient debout sur leur chaises, et d'entendre en chœur : « On a gagné ! On a gagné ! ». « Chirac, président ! », « Un Pasqua, sinon rien ! ».

Le ministre de l'intérieur a ce soir la mine joviale, pas la tête qu'on lui voit parfois à la télévision. Le voilà tombant la veste tandis que la salle trépigne : « La cravate, la cravate ! » Il s'exclame, les yeux aux anges pendant que les officiants de cette liturgie pasquale s'emparent du micro : « Charlie, tu es super ! » La salle chavire, elle en redemande même. Pasqua, ce soir-là, valait bien Madonna.

B.L.G.

M. Pasqua : « Se défoncer »

Voici les principales déclarations de M. Pasqua devant les jeunes du RPR le 29 août en Arles :

« Elections présidentielles. — Nous avons besoin d'un président qui entraîne, pas d'un président qui traîne. » « Chirac ne gagnera pas sans Barre et Barre ne gagnera pas sans Chirac. » Au second tour, « toute abstention d'un électeur favorable à la liberté serait un double suffrage offert à l'adversaire ». Nos adversaires ne gagneront pas, « pour peu que nous soyons unis » et que « nous nous défoncez ».

« Le Front national. — Pour quoi voulez-vous que j'en parle ? Quand j'étais directeur chez Ricard, je ne souhaitais pas que mes représentants parlent de Pernod. »

« Les Abdallah. — Les premiers éléments de l'enquête sur les attentats de l'autonomie dernière avaient indiqué que les frères Abdallah étaient impliqués. Le fait que d'autres le soient maintenant ne les exclut pas pour autant. »

« La carte d'identité infalsifiable. — Elle sera mise en circulation le 1<sup>er</sup> janvier 1988 et sera d'abord testée dans les Hauts-de-Seine et en Seine-Saint-Denis. » « C'est un hasard ! » (MM. Pasqua et Pandraud ont respectivement été élus dans ces deux départements).

« M. Mitterrand. — Il n'a pas l'air désagréable ! »

« L'action gouvernementale. — Les ministres doivent montrer qu'ils en ont, je parle des nerfs, bien entendu ! »

Au « baromètre » de l'IFOP

La plus mauvaise cote pour le premier ministre

A l'exception de MM. Jacques Chirac et Raymond Barre, tous les hommes politiques voient leur cote de popularité se redresser, selon le « baromètre » réalisé par l'IFOP et publié, le 30 août, dans le Journal du dimanche (1). Ils ont bénéficié d'une certaine démolition de personnes interrogées puisque le nombre des hésitants progresse de 5 points en moyenne en un mois.

Si le président de la République recueille, comme en juillet, 52 % d'avis positifs, seules 27 % des personnes consultées (au lieu de 35 % le mois dernier) se déclarent mécontentes de lui. C'est le plus faible pourcentage d'insatisfaits obtenu par M. Mitterrand depuis octobre

1981. De même, si M. François Léotard (42 % d'opinions favorables) et M. Laurent Fabius (38 %) demeurent stables, ils obtiennent respectivement 32 % (au lieu de 38 %) et 39 % (au lieu de 43 %) d'avis négatifs.

Quant à M. Michel Rocard (46 % de bonnes opinions) et M. Valéry Giscard d'Estaing (38 %), ils perdent 2 points depuis le mois dernier, tandis que 26 % (au lieu de 31 %) des personnes sondées se déclarent mécontentes du député des Yvelines, et 41 % (au lieu de 44 %) émettent la même opinion à l'égard de l'ancien chef de l'Etat.

En revanche, avec 35 % de jugements favorables, le premier minis-

tre enregistre son plus mauvais résultat depuis sa nomination à l'hôtel Matignon en avril 1986. En outre, 44 % (au lieu de 45 %) en juillet expriment à son égard un avis négatif. M. Barre, pour sa part, recueille 49 % de bonnes opinions (au lieu de 53 % le mois dernier), retrouvant là son résultat d'octobre 1986, et il suscite le mécontentement de 30 % des personnes interrogées.

(1) Sondage effectué du 17 au 22 août auprès d'un échantillon représentatif de mille sept cent soixante-dix personnes.

A Saint-Pierre-et-Miquelon

L'enthousiasme de M. Chirac

SAINT-PIERRE de notre envoyé spécial

« Un peu d'enthousiasme, que diable ! » Saint-Pierre aura sa cale sèche. Enfin, peut-être. Les « techniciens du pôle » de cet équipement et de sa visibilité ont été priés par le premier ministre de reprendre leur calculatrice. Les hommes d'affaires saint-pierrais, qui avaient vu un peu large, ont remanié leur projet et ont présenté à M. Jacques Chirac, le samedi 29 août, une version plus raisonnable. Cet effort, aux yeux du premier ministre, mérite récompense. Un crédit a été débloqué pour l'étude, qui doit être achevée au 1<sup>er</sup> décembre prochain. Les arbitrages seront rendus au début de 1988, et, s'ils sont positifs, les travaux ne tarderont pas à commencer.

L'enthousiasme, rien n'est plus propre à le déclencher, chez M. Chirac, qu'une poignée de Français (6 041 exactement) accrochés à une terre « difficile » et cernés par ce « monde anglo-saxon qui, bien sûr, est notre ami, mais qui a, parfois, du mal à tolérer notre présence trop près de ses côtes », comme il l'a déclaré samedi. Un axe était, ainsi, esquissé entre Nouméa et Saint-Pierre. Personne, pourtant, ne parle d'indépendance à Saint-Pierre-et-Miquelon, sauf M. Albert Pen, le sénateur, maire de Saint-Pierre, qui a boudé la visite du premier ministre, après avoir donné sa démission du conseil général.

M. Pen protestait ainsi contre la décision du président de cette assemblée, M. Marc Plantegenest, de recevoir M. Chirac. Pour le président du conseil général, le premier ministre incarne « la légitimité républicaine ». Il est « l'exécuteur de l'Etat ». M. Plantegenest a donc souhaité la bienvenue à M. Chirac, « au nom de tous ses compatriotes », et il lui a parlé des problèmes économiques de l'archipel, au regard desquels, a-t-il dit, « tout le reste n'est que péripétie ».

Combien ?

La fermeture des ports canadiens, non seulement aux bateaux de pêche français, mais à tous les bâtiments étrangers, oblige ceux-ci, en cas d'avarie, à aller jusqu'aux côtes américaines. D'où l'intérêt d'une cale sèche à Saint-Pierre, et celui d'étendre le quai de pêche pour permettre au port d'accueillir un trafic, déjà, cette année, a augmenté de 20 %. M. Chirac considère l'une et l'autre comme « indispensables ».

Les applaudissements qui lui ont valu cet engagement, dans la salle du centre culturel et sportif de Saint-Pierre, n'avaient d'égaux que ceux qui, quelques minutes auparavant, avaient salué la détermination affirmée par le premier ministre au sujet du contentieux avec le Canada, lorsqu'il avait déclaré qu'« il ne saurait être question [...] sur ce point, de la moindre compromission ».

Il faut dire que la population de l'archipel a fait à M. Chirac un accueil qui contrastait avec celui qu'il avait trouvé M. François Mitterrand en juin dernier. Plus de deux cents personnes attendaient le premier ministre à l'aéroport, au début de la matinée, et près du double, deux heures plus tard, au centre culturel et sportif.

Le préfet, récemment arrivé à son poste, avait lancé des invitations en masse. Au conseil général, où il a reçu des mains du président une parure de bureau en cuir de morue, le premier ministre s'est penché avec attention sur un projet d'aménagement de la route Miquelon-Langlade. « Combien ? » — « Une trentaine de millions, monsieur le premier ministre », avant de se rendre à la préfecture, puis d'aller donner le départ d'une course de dérivés autour de l'île. A la chambre de commerce, où il a découvert le nouveau projet d'aménagement du port, plus modique que celui que les élus avaient présenté quelques mois auparavant, M. Chirac a aussi exprimé son intérêt.

Le voyant dans d'assez bonnes dispositions, le maire de Miquelon, qui a reçu dans l'après-midi, pour la première fois de son histoire, la visite d'un chef de gouvernement français, a lui aussi parlé d'agrandir son port. Hoia ! comme aime à le dire M. Chirac, « il ne faut pas confondre vitesse et précipitation ».

PATRICK JARREAU.

**EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA**

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

**MBA Master of Business Administration**

Programme à San Francisco en 14 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique par le projet personnel/professionnel.

**3<sup>e</sup> CYCLE** Diplômés de l'enseignement supérieur : Titulaires de maîtrise, ingénieurs, médecins, pharmaciens, architectes, I.E.P...

Programme de 12 à 18 mois préparant au Master of Business Administration (M.B.A.) à Paris et à San Francisco.

**2<sup>e</sup> CYCLE Intensif :**

Cursus spécifique de deux ans préparant au Master of Business Administration à Paris et à San Francisco.

Informations et sélections : European University of America 17-25, rue de Chaillot (8<sup>e</sup> arr. Paris), 75116 Paris - (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California



# Politique

## Election présidentielle : la multiplicité des candidatures au PS

### M. Michel Rocard cherche à calmer le jeu

M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de l'éducation nationale et député du Territoire de Belfort, a annoncé, le samedi 29 août, depuis le château de Belfort, qu'il sera candidat à la candidature dans le PS, sauf si M. Mitterrand décide de se représenter. Toutefois, M. Chevènement n'espère pas être désigné par le PS en 1988. Il s'agit surtout pour lui de se faire entendre et de renforcer sa position dans le parti, dans l'optique d'une candidature réelle à l'élection présidentielle qui suivra celle de l'année prochaine. Il a précisé, lundi 31 août à France Inter, qu'il soutiendra M. Rocard sans réticence si ce dernier devient le candidat du PS.

Dans l'immédiat, la multiplication des candidatures à l'intérieur du PS offre un large angle d'attaque à la majorité dont plusieurs dirigeants ont ironisé sur la division du PS. M. Pierre Mauroy a remarqué samedi que les socialistes ont été bien maladroits d'en arriver là. Jusqu'à ce que M. Mitterrand annonce sa décision (et peut-être après), le PS va connaître de rudes

moments. Son premier secrétaire, M. Lionel Jospin, avait déjà appelé, vendredi (le Monde daté 30-31 août) à la sauvegarde de l'unité du PS d'Épinay.

M. Jospin, néanmoins, peut avoir, depuis samedi, un motif de satisfaction : après l'affirmation de sa candidature auprès de l'opinion ces derniers mois, M. Michel Rocard va maintenant privilégier l'unité du parti. C'est ce qui ressort des déclarations de l'ancien ministre, lors d'une réunion de travail à huis clos avec une cinquantaine de ses amis, à Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise). Lors de cette réunion (au cours de laquelle il a fêté, avec quelques jours de retard, son cinquante-septième anniversaire), M. Rocard a manifesté son intention de calmer le jeu et de s'abstenir, pour le moment, de déclarations pouvant prêter à exploitation ou controverse.

Vendredi à Montpellier, lors de l'université d'été de ses jeunes partisans (auxquels il rendra visite pendant une tournée dans la région Languedoc-Roussillon), il ne

devrait pas prononcer de discours. Sa campagne d'affichage reste prévue pour l'automne, mais pas pendant le mois de septembre, et il semble que soient recherchées des modalités qui ne heurtent pas M. Jospin.

Enfin, lors de la réunion de Saint-Ouen-l'Aumône, M. Gérard Fuchs, député de Paris, a remarqué que, grosso modo, le préprogramme du PS pour l'élection présidentielle est acceptable par les rocardiens et est compatible avec les réflexions de M. Rocard et de ses experts (que M. Jean-Pierre Suer, député du Loiret, a présentées aux participants).

A l'issue de cette réunion, M. Alain Richard, porte-parole de M. Rocard, a jugé possible « un compromis constructif et dynamique entre Michel Rocard et Jean-Pierre Chevènement qui a des titres solides pour faire valoir sa candidature ». M. François Doubin, président du MRG, a remarqué, pour sa part, samedi à Montchaubin, que M. Chevènement est « un homme de qualité » dont il a « toujours apprécié [la] capacité à formuler des projets à long terme ».

## PROPOS ET DÉBATS

### M. Ballardur :

#### réserve

Invité du « Club de la presse » dimanche 1<sup>er</sup> septembre 30 août, M. Edouard Ballardur s'est montré pour le moins réservé sur les critiques touchant à l'âge du président de la République. Le ministre d'État a assuré qu'il ne participera « à aucun débat sur la personne, le caractère, le présent et l'avenir [du chef de l'État] jusqu'au moment où il sera officiellement candidat ». « Mais même, à ce moment-là, il y a des sujets que je n'aborderai pas », a-t-il annoncé avant d'ajouter : « Le président de la République met beaucoup de soin à marquer en toute circonstance que son appréciation des choses est différente de celle du gouvernement. On peut le comprendre d'ailleurs puisqu'il est socialiste et que, nous, nous ne le sommes pas. Cependant, sur les 70-75 conseils des ministres, à vingt ou trente reprises, il y a eu une déclaration du président », dont aucune n'a été « consacrée à approuver le gouvernement », à la différence de l'avant-mars 1986. Le ministre de l'économie a poursuivi : « Je comprends parfaitement que le président cherche à marquer ses différences, c'est son droit le plus absolu. Mais il connaît trop la nature des choses pour s'étonner dès lors qu'en retour il soit l'objet d'un certain nombre de mises en cause et d'attaques ».

### M. Barrot :

#### malgré lui

M. Jacques Barrot, qui participait, le dimanche 30 août au « Forum RMC-FR3 », a expliqué que pour l'élection présidentielle, à gauche, « il n'y a pas d'issue même avec François Mitterrand. S'il est candidat, il sera candidat malgré lui. Car il n'y a aucun intérêt personnel pour lui, à l'être » parce qu'il « court à l'échec ». Pour le secrétaire général du CDS, « la victoire, elle-même, serait pour M. Mitterrand un problème car ou bien il ne dissout pas l'Assemblée, et nous voilà embarqués dans la quatrième République, » et « on essaie de trouver un gouvernement à base d'alliances », « ou bien alors, il dissout, et il cherche » à susciter « un courant que la gauche actuelle ne peut pas lui procurer et à ce moment-là, il n'y a pas de majorité parlementaire ». Se refusant à évoquer l'âge du chef de l'État, le député de la Haute-Loire a observé : « Je ne suis pas tombé dans l'agressivité et la déraison. Ce sont des armes dangereuses. Elles se retournent souvent contre ceux qui les utilisent. En France, la sympathie va souvent aux victimes... ».

### M. Le Pen :

#### grotesque

M. Jean-Marie Le Pen, qui clôturait l'université d'été du Front national de la jeunesse, dimanche 30 août, à Neuilly-sur-Seine (Seine), a qualifié de « grotesque » le comportement de M. Jacques Chirac à l'égard de la chanteuse Madonna. Estimant qu'il s'agit d'une « récupération hypocrite et totalement infondée de la jeunesse », le candidat à l'élection présidentielle a affirmé : « Je préfère que ce soit Madonna qui ait jeté sa culotte aux orties que Jacques Chirac, qui s'est cru obligé d'assurer la campagne de promotion d'une artiste étrangère, quel que soit son talent ».

La veille, son directeur de campagne, M. Bruno Mégret, avait déclaré que « ce n'est pas en singlant les adolescents » que le premier ministre « fait montre des qualités d'homme d'État nécessaires pour devenir président de la République ». Si M. Chirac « croit convaincre les jeunes Français en prenant Madonna par la taille et en se coiffant d'un Walkman, c'est qu'il les prend pour des imbéciles », a-t-il expliqué.

### M. Toubon :

#### anticiper

La candidature de M. Jean-Pierre Chevènement est « pour les socialistes une manière d'anticiper plutôt la défaite que la victoire », a estimé M. Jacques Toubon, le dimanche 30 août. Selon le secrétaire général du RPR, du PS, « plus on est de fous, moins on rit ». La décision de l'ancien ministre de l'éducation confirme, a-t-il ajouté, que « le PS ne s'intéresse qu'à ses questions de personnes et non à ses projets d'avenir » et qu'il a pour objectif « d'empêcher les autres d'être élus plutôt que de les amener à la victoire ».

## M. Chevènement pour... 1995

BELFORT de notre envoyé spécial

Qui d'autre — au PS ou même ailleurs — aurait pu choisir une capitale de Vauban pour y annoncer sa candidature à l'élection présidentielle ? Heureux hasard et symbole magnifique ! Le château de Belfort est le plus beau monument de la ville dont M. Jean-Pierre Chevènement est le maire. Il était donc naturel que le choix de l'ancien ministre se portât sur ces murailles énormes et ses voûtes imposantes. Mais aussi, quel cadre sur mesure pour le plus nationaliste des hommes de gauche français, pour l'un des hommes politiques de l'Hexagone les plus passionnés par la question allemande...

La solennité du lieu, à vrai dire, était tempérée par le soleil de plomb qui baignait de sa lumière les glacis de la forteresse et les rendait plus aimables. Toute la journée fut ainsi, à l'image même du nouveau candidat, balancé entre le sérieux et l'humour, hésitant entre deux atmosphères, entre le poids écrasant de ces murailles chargées d'histoire et l'insouciance d'un beau jour d'été.

A l'apéritif, on pouvait danser au son d'un orchestre de jazz, avant de rejoindre les salles immenses — pompeusement baptisées « égalité », « liberté », « d'un banquet républicain de plus de mille couverts. Le ciel bleu rendait presque insolites les appels à l'effort, au travail, qui ont jalonné le discours de l'ancien ministre devant un parterre quasiment familial, pas très nombreux, d'habitants de Belfort et d'amis politiques de M. Chevènement venus de toute la France.

Même la musique symphonique qui clôturait le discours du candidat à la candidature, une musique qui charme plus qu'elle n'invite à la méditation, participait de cette ambivalence. Il est vrai que le choix d'une symphonie « italienne » écrite par un compositeur allemand, Félix Mendelssohn-Bartholdy, dans un château au pont-levis gardé par un chat français de la dernière guerre relevait, peut-être, lui aussi, d'un subtil jeu. Curieux discours de candidature, selon les canons du « goût » politique français, que cette allocation d'une heure consacrée, pour plus de la moitié, à l'Europe...

M. Chevènement s'est montré tel qu'il aime à se définir, fidèle à ses

thèmes de prédilection — au point d'y insister pesamment, — rétif aux concessions. Une fidélité à un discours rugueux qui tient à son tempérament, mais aussi à la singularité de sa candidature, et, explique l'impression mélangée qu'a donnée cette journée.

La candidature du maire de Belfort correspond, en réalité, à un galop d'essai. M. Chevènement n'espère pas cette fois-ci être désigné par le parti, si M. Mitterrand s'est pas candidat. Il a, en revanche, plusieurs objectifs « intermédiaires ».

Première préoccupation affichée par l'ancien ministre : pousser les feux du débat dans le PS, poser les questions de fond, recréer une dynamique à gauche. L'idée est, que, ainsi, on soit tout à la fois les intérêts de M. Chevènement, ceux du PS, et ceux du président Mitterrand. Mais, pour la première fois, les amis de M. Chevènement avouent une ambition plus nouvelle de la part de l'ex-CERES.

#### Corde raide

Il s'agit, aujourd'hui, de créer le rapport de forces qui, pour... 1995, fera entrer M. Chevènement dans le club fermé des « vrais » présidents. « Nous passons à l'âge adulte » affirme un proche du maire de Belfort, tandis qu'un autre souligne que les mois qui viennent dans la capitale de son champion à aller au-delà de son rôle d'agitateur d'idées pour s'installer « au cœur » du parti.

Dans l'entourage de M. Chevènement, on observe que les encouragements prodigués par le président au nouveau candidat, lors de leur récente rencontre, ont été plus nets qu'espérés, même s'il n'est pas dans les habitudes du chef de l'État de déconseiller explicitement de telles volontés d'expression. On remarque aussi que M. Lionel Jospin, sans cacher qu'une telle démarche ne lui facilite pas vraiment les choses, a été très « fair-play ». Il est vrai que M. Jospin est, peut-être, secrètement content que M. Rocard ne soit plus seul dans les starting-blocks...

La démarche de M. Chevènement n'est pas, pour certains, d'un exercice de corde raide. Cette candidature qui n'a pas de chance d'aboutir est en partie

artificielle. Elle tient largement à des considérations internes à la planète des dirigeants socialistes et sans doute peu claires pour l'opinion publique.

L'ancien ministre veut se situer sur le terrain noble des idées. Mais il n'empêchera pas la majorité de saisir l'opportunité de sa candidature pour alimenter la campagne de « déraison » que le RPR a déjà entamée à l'encontre du PS et pour souligner ses divisions.

M. Chevènement aura, en outre, besoin de toute son intelligence politique et de tout son sens tactique pour rendre crédible un discours par définition ambigu. Le créneau évident de l'ancien ministre au sein du PS est d'incarner l'opposition à M. Rocard, du moins tant que M. Fabius ne se mêle pas ouvertement de l'affaire. Mais M. Chevènement ne peut oublier que, le moment venu, si M. Mitterrand ne se représente pas, il risque de devoir se rallier au maire de Conflans-Sainte-Honorine, en l'enrichissant de sa « différence ». Cela lui interdit, en principe, toute attaque trop violente contre M. Rocard.

Il est sans doute, de ce point de vue, significatif que le maire de Belfort n'ait critiqué, samedi, celui de Conflans-Sainte-Honorine — que de manière allusive. En 1980, lorsqu'il a été élu, M. Chevènement avait fait savoir qu'il serait candidat si M. Mitterrand ne l'était pas, il n'avait pas eu de ces pudeurs et avait critiqué ouvertement « le candidat sans projet ».

Si M. Rocard est le candidat du PS et se retrouve battu en 1988, M. Chevènement aura fait valoir qu'il avait pressenti que le combat était mal engagé. Mais il se verra probablement reprocher d'avoir donné à M. Rocard le baiser de Judas, même si, aujourd'hui, les amis du député des Yvelines affirment que la candidature de M. Chevènement ne les inquiète pas.

C'est notamment pourquoi il serait sans doute plus facile pour le maire de Belfort que M. Mitterrand soit candidat. Comme le président se déclarera tard, M. Chevènement aura ainsi quelques mois devant lui pour mener tranquillement sa barque, sans encombres par la suite beaucoup de reproches.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

## « Donner de l'air » à la France

M. Chevènement a notamment déclaré, le samedi 29 août à Belfort : « Depuis de longues années, je suis porteur d'un projet. Voilà pourquoi, sauf si François Mitterrand décide de poursuivre son action, je suis candidat pour l'élection présidentielle. Je serai candidat parce qu'il

faudrait à la France une vision à la fois cohérente et ambitieuse pour répondre aux défis de l'avenir. Pour permettre un vrai débat. Pour offrir au pays une perspective mobilisatrice. Pour lui donner de l'air, je serai, aussi, candidat parce que, étant l'un des fondateurs du PS à Epinay (...) je sais que l'unité des socialistes a besoin d'un projet. Je serai candidat enfin parce que je crois avoir marqué, comme ministre de la recherche, puis comme ministre de l'éducation nationale, que j'étais capable de rassembler bien au-delà du Parti socialiste, une majorité de Français pour une politique de progrès au service de l'intérêt national. Mon message est simple : pour redresser la France, il faut compter d'abord sur nous-mêmes ».

M. Chevènement a également fait remarquer qu'il se « reconnaît pleinement » dans la définition donnée par M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, à Villeneuve-lès-Avignon, du bon candidat socialiste et a rappelé qu'il le sera « dans le respect des règles et des procédures » du PS.

Le maire de Belfort a affirmé la nécessité, pour vaincre le chômage, de retrouver « une croissance plus forte, par tous les moyens ». Il a jugé que « la démocratie, la justice sociale, l'indépendance nationale », sont « les trois conditions » pour donner « sens à l'effort ».

« Nous ne devons pas perdre en route le socialisme », a lancé M. Chevènement, qui a invité les socialistes à « rester fidèles [à eux-mêmes], fidèles au peuple » et a ajouté : « Le PS d'Épinay ne sera pas subrepticement transformé, comme certains voudraient le faire, en parti libéral avancé ».

M. Chevènement a consacré une large part de son intervention aux questions européennes. Il a souligné la nécessité de « fonder un compagnonnage historique de la France avec l'Allemagne » et a réaffirmé son souhait d'une « initiative européenne de croissance ». « Mais, a-t-il ajouté, si l'Allemagne (...) préfère, dans les années qui viennent, ne pas investir dans l'Europe, dans la croissance et dans la défense européenne, alors la France devrait, provisoirement, être capable de reprendre sa liberté par rapport à des disciplines qui ne passent que sur elle (...) ».

« Une mise en congé provisoire si nous ne pouvons pas faire évoluer le système monétaire européen ne remettrait d'ailleurs nullement en cause notre engagement au sein du Marché commun (...). Le SME a été une approche libérale de la construction européenne. Cela ne doit pas devenir une religion (...). Un tel choix (...) n'impliquerait d'ailleurs en aucun cas une politique de facilité, bien au contraire. Simplement, [il] supprimerait une contrainte et donnerait des marges de manœuvre accrues (...). Nous n'avons pas fait vœu de libéralisme, puisque nous sommes des socialistes, et nous n'avons pas fait vœu pour nos jeunes de chômage à perpétuité ».

M. Chevènement s'est prononcé pour une « Europe de l'Ouest confidentielle », tout en soulignant, pour l'avenir, que « le peuple russe (...) est un peuple européen ».

## M. Mauroy : les socialistes sont « bien maladroits »

VIEUX-BOUCAU de notre envoyé spécial

« Il faut que les socialistes soient bien maladroits pour avoir interrompu ce feuilleton des divisions de la droite, pour que l'on parle de leurs divisions à eux... » M. Pierre Mauroy n'a pas prononcé une seule fois le nom de M. Michel Rocard, le samedi 29 août, au Vieux-Boucau (Landes), devant ses amis du club Socialisme et réalités, mais le nom du vice-candidat intronisé au congrès de Lille par le même M. Mauroy était sur toutes les lèvres.

Maladroit ou diviseur, M. Rocard ? A moins que l'ancien premier ministre n'ait pensé à M. Jean-Pierre Chevènement, qui, le même jour à l'autre bout de la France, annonçait sa candidature à la candidature socialiste pour l'Elysée. Le lendemain, le maire de Lille s'est contenté de préciser que l'ancien ministre de l'éducation nationale avait « la capacité d'être candidat à la tête de l'État » mais que, tout compte fait, « il est bon » que M. Chevènement continue de travailler à l'élaboration du programme du PS. « Bon » : voulait-il dire « souhaitable » ?

Refusant de jouer au « portrait-robot, qui prend si souvent les traits de celui qui le destine », s'interrogeant sur les « candidatures de pression, de notoriété, ou encore d'avertissement », il a affirmé : « Je constate simplement que M. François Mitterrand est la personnalité la plus apte à exprimer ce grand dessein que les Français attendent ».

Devant la moitié des quatre cents militants, pour l'essentiel mauroyistes, réunis en forum d'été sous

le soleil landais au village de vacances Léo-Lagrange, M. Mauroy a engagé ses partisans du courant AB à ne perdre ni confiance ni patience. « Rien ne nous contraint à décider dès aujourd'hui quel sera notre candidat. Attendons mars, tranquillement ! » Un de ses proches confiait, l'air gourmand, que l'ancien premier ministre avait déjeuné, quarante-huit heures auparavant, avec « Tonton ».

#### « Une loi de respiration »

Fidèle à son art oratoire consommé, M. Mauroy s'est donc étonné de « ces débordements de mots d'ordre » de certains présidents socialistes, à qui il s'est implicitement adressé en disant : « La victoire est possible, voire probable, à une condition, supérieure à toutes les autres, celle de notre cohésion et de notre solidarité ».

Après avoir rendu hommage au premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, il a abordé la question du projet politique socialiste qui, en matière économique et sociale, doit se « garder de toute fuite en avant ». Il a réaffirmé son attachement à « une loi de respiration » en cas d'éventuelles nationalisations et a proposé de « repenser nettement la question — difficile certes — de la réduction de la durée du travail ». M. Mauroy s'est prononcé en faveur de « l'instauration d'un « revenu minimum garanti » ». Concernant la politique étrangère, face aux propositions de M. Gorbatchev, il a invité les dirigeants européens à opter « pour un discours et une logique de paix ».

O. B.

## Les duettistes de l'assurance et de la banque

VIEUX-BOUCAU de notre envoyé spécial

« Yvette, veux-tu venir à la tribune, Jean se propose de surveiller tes propos... » C'est ainsi que M. Michel Delebarre, ancien ministre du travail, a introduit le numéro des « duettistes » socialistes de l'assurance et de la banque, samedi, devant le « club » de M. Mauroy. Yvette, c'est Mme Chassagne, ancienne présidente de l'UAP, Jean, c'est M. Defassiaux, ancien PDG du Crédit lyonnais. L'un et l'autre ont un franc-parler décapant, volontiers provocateur à l'égard de leurs « camarades » socialistes.

« On dit toujours que la droite a des hommes d'affaires et nous, des politiques », a dit celui qui fut la première femme préfet. « Nous avons des gestionnaires, a-t-elle ajouté, et nous n'avons pas à en avoir honte. » C'était plus qu'un conseil, comme elle sait en produire, à ses interlocuteurs. Elle s'est prononcée pour un « renforcement des pouvoirs du ministère de l'économie » au détriment du ministère des finances, dont une des concrétisations serait « le passage de la direction du Trésor sous la tutelle de l'économie ».

#### « Affairisme plus charité »

Favorable à une « rationalisation des banques et des assurances », sans écarter la solution de la mutualisation « avec un système de contrôle des responsabilités », elle a relancé l'idée, abandonnée sous la législature précédente, de création de « la Banque nationale d'investissements ». Pragmatique, elle a souligné que les assureurs et les banquiers conserveraient « la

maîtrise de la gestion » de leurs établissements.

« Jean », qui surnomme gentiment sa complice, « Chysette », s'est voulu plus mordant à l'égard de la majorité et de ses amis socialistes. « C'est la première fois depuis Louis-Philippe que l'argent domine à ce point la société, a-t-il lancé. Affairisme plus charité ne remplacent pas la solidarité. » S'il est encore administrateur de banque outre-mer, cela n'empêche pas M. Defassiaux d'être un chaud partisan de l'indépendance de tous nos départements lointains.

A l'exception de Clipperton (1), il a fustigé les anti-indépendantistes calédoniens : « Ces types qui adorent la France n'ont jamais payé d'impôts sur le revenu. S'ils aiment tant la République, qu'ils payent ! » Il a dénoncé la droite qui, selon lui, cadencierait le pouvoir économique : « Ils sont en train de préparer des places de sûreté pour nous empêcher de gouverner quand nous serons revenus au pouvoir ».

Partisan du « rétablissement de la troisième voie de l'ENA », dont l'accès devait être élargi pour ne pas être réservé à « quelques copains », il s'est lamenté, en termes sévères, sur l'absence de réforme fiscale en cinq années de majorité absolue. « Nous sommes allés trop loin dans les nationalisations industrielles », a-t-il en revanche estimé.

O. B.

(1) Atoll inhabité de l'océan Pacifique.

كلنا مع الوطن



## PROPOS ET DEBATS

M. BARRAUD

Test réussi pour la navette

Les techniciens américains ont

testé, dimanche 30 août, la nouvelle

version des fusées d'appoint de la

navette spatiale américaine. Avec un

retard de deux jours sur le pro-

gramme prévu, ils ont réussi cet

essai qui constitue une étape cruciale

pour le retour dans l'espace de la

navette (le Monde du 29 août). Pen-

dant deux minutes, le propulseur de

48 tonnes de long et chargé de

500 tonnes de carburant solide, ar-

rière à l'horizontale, a craché une

longue flamme blanche orangée, et

voquant un épais nuage de fumée et

de poussières dans les collines désé-

riques de l'Utah, près de Bingham

City. Il faudra cependant plusieurs

semaines pour analyser complète-

ment les résultats fournis par les cinq

cents capteurs qui bardaient la fusée.

Les problèmes liés aux propulseurs et

au manque d'étanchéité de ses joints

avaient été à l'origine de l'explosion

de la navette Challenger, en janvier

1986.

## Espace

### Test réussi pour la navette

Les techniciens américains ont testé, dimanche 30 août, la nouvelle version des fusées d'appoint de la navette spatiale américaine. Avec un retard de deux jours sur le programme prévu, ils ont réussi cet essai qui constitue une étape cruciale pour le retour dans l'espace de la navette (le Monde du 29 août). Pendant deux minutes, le propulseur de 48 tonnes de long et chargé de 500 tonnes de carburant solide, arrière à l'horizontale, a craché une longue flamme blanche orangée, et voquant un épais nuage de fumée et de poussières dans les collines désertiques de l'Utah, près de Bingham City. Il faudra cependant plusieurs semaines pour analyser complètement les résultats fournis par les cinq cents capteurs qui bardaient la fusée. Les problèmes liés aux propulseurs et au manque d'étanchéité de ses joints avaient été à l'origine de l'explosion de la navette Challenger, en janvier 1986.

## Euthanasie

M. Malhuret

ne veut pas de loi

« Il n'est pas question de légiférer sur l'euthanasie », estime M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, dans une interview publiée par l'hebdomadaire le Point daté du 31 août. « Comprendre, pardonner à ceux qui, à bout d'amour, à bout de ressources, se sont résolus à ces gestes, oui », ajoute-t-il, « mais légiférer, non, car c'est courir le risque d'encourager ». Selon M. Claude Malhuret, « entre l'euthanasie et la dysthanasie, une mort longue et douloureuse, il existe pour les médecins

## REPÈRES

de plus en plus de possibilités pour accompagner les derniers moments sans pour autant poursuivre obstinément des traitements devenus inefficaces, mais tout en évitant au maximum la souffrance physique ou morale.

## Nucléaire

### l'incendie d'une centrale à Taiwan

Un incendie s'est déclaré, samedi 29 août, sur le site de la centrale nucléaire de Pingtung, au sud de Taiwan. Le feu, qui a pris dans un bâtiment situé à environ 600 mètres des réacteurs, a été rapidement maîtrisé et n'a pas fait de victimes. Les deux réacteurs n'ont pas été affectés par l'incendie, et la production d'électricité n'a pas été interrompue, a déclaré le vice-président de Taïwan. Selon lui, le sinistre a vraisemblablement été provoqué par des bris de cigarettes laissés sur le chantier du bâtiment en réfection.

## Pêche

### Le Japon chassera quand même

En dépit de toutes les décisions de la Commission balnéaire internationale, le Japon entreprendra en décembre prochain une campagne de chasse à la baleine, au cours de laquelle il a prévu de capturer huit cent vingt-cinq baleines et cinquante cachalots. Ce projet continue d'émouvoir les défenseurs des océans, qui rappellent que la chasse commerciale à la baleine est interdite depuis 1985 et que la Commission avait enjoint aux trois derniers pays chasseurs, le Japon, la Corée du Sud et l'Islande, de mettre fin à leur pratique. L'agence japonaise de pêche avait alors présenté sa campagne de l'hiver 1987-1988 comme une entreprise de caractère scientifique.

## SIDA

### Le dépistage sera obligatoire pour les immigrants aux Etats-Unis

Les immigrants et les réfugiés désirant obtenir un permis de résident permanent aux Etats-Unis devront, au préalable, passer un test de dépistage du SIDA, indique une directive des services de santé américains, rendue publique le vendredi 28 août. L'accès au territoire américain sera interdit aux personnes qui seraient séropositives. Les travailleurs clandestins voulant régulariser leur situation, comme le leur permettant les mesures d'amnistie continues dans la nouvelle loi sur l'immigration, devront également passer ces tests.

Cette mesure, effective au 1<sup>er</sup> décembre, ne s'applique pas aux visiteurs munis d'un visa de tourisme ni aux personnes atteintes par la maladie qui viendraient aux Etats-Unis pour s'y faire soigner.

### Ecoliers séropositifs persécutés en Floride

Il ne fait pas bon être séropositif à Arcadia (Floride). Le 5 août dernier, un tribunal fédéral avait décidé que trois enfants hémophiles contaminés par le virus du SIDA, et exclus de leur école l'année précédente, étaient autorisés à retourner en classe. Coups de téléphone anonymes aux parents, menaces de mort, appel au boycott de l'école : le jour de la rentrée, près de trois cents enfants étaient absents (le Monde du 26 août). Le vendredi 28 août, enfin, un incendie se déclarait dans la maison des trois écoliers séropositifs. Selon leur père, l'incendie aurait été déclenché par une « sorte de cocktail Molotov ».

## Le préfet de police de Paris avait demandé l'expulsion de Whadid Gordji dès janvier 1985

Le Point du 31 août affirme que « Pierre Joxe avait refusé », en 1985, l'expulsion de Whadid Gordji, numéro deux de l'ambassade d'Iran à Paris et aujourd'hui au cœur de l'imbroglio franco-iranien. L'hebdomadaire publié, en effet, une lettre signée de M. Guy Fougier, alors préfet de police de Paris, adressée, le 10 janvier 1985, au ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe. M. Fougier y demandait, au nom de la procédure dite d'urgence absolue, un arrêté d'expulsion à l'encontre de M. Gordji.

Cette demande, à laquelle il ne sera pas donné suite, était ainsi motivée : « M. Gordji a été chargé de la section « étrangers » du « Centre culturel islamique », 6, rue Jean-Bart, jusqu'à sa fermeture, le 23 décembre 1983, par arrêté ministériel. Cet organisme, dirigé par l'ambassade d'Iran, était suspecté de préparer des actions terroristes. Il a participé à la réunion du jeudi 9 février 1984 organisée par les « Etudiants musulmans iraniens » en France, pro-khomeinistes, 8, villa du Parc-Montsouris à Paris 14. Il fréquente l'appartement n° 1293 situé au vingt-neuvième étage de la tour Tokyo, 20, avenue d'Ivry à Paris 13, qui sert de lieu de rencontre des militants pro-khomeinistes de la région parisienne ».

M. Joxe se refusait, lundi matin 31 août, à tout commentaire sur ces informations, ayant décidé d'observer une sorte de devoir de réserve sur son activité ministérielle, depuis qu'il est dans l'opposition. Dans tous les cas, la révélation de la lettre de M. Fougier n'a qu'une portée politique limitée. Il s'agit, en fait, d'une demande classique du 8<sup>e</sup> bureau de la direction de la police générale de la préfecture de police, chargé des

« mesures de rigueur applicables à tous étrangers ». Contresignée par le préfet de police, cette demande est semblable à des dizaines d'autres et relève d'une chasse routinière à l'agitation politique dans les milieux étrangers.

A l'époque, elle était essentiellement motivée par les bagarres récurrentes entre pro-khomeinistes et adversaires de la révolution iranienne à la cité universitaire internationale du boulevard Jourdan. La surveillance de l'agitation idéologique et religieuse l'emportait sur les éventuels projets terroristes. De plus, la présence en France de Whadid Gordji était souhaitée par certains services de police qui

voyaient alors en lui un interlocuteur sinon un informateur : ainsi la DST, en particulier l'un de ses sous-directeurs, M. Raymond Nart, était en contact avec Gordji jusque durant l'année 1986. Enfin, le refus de l'expulsion — dont les archives policières gardaient évidemment la trace — fut tacitement confirmé après le changement politique de mars 1986 : Gordji participa comme interprète aux rencontres du premier ministre, M. Jacques Chirac, avec des délégations iraniennes. En somme, une décision de janvier 1985 ne saurait donc être indiment interprétée en fonction des soupçons de l'époque.

E. P.

## Impliqué dans l'attentat du 4 août près de Bastia Gérard Pellier a été écroué à Paris

Gérard Pellier, ancien légionnaire impliqué dans l'attentat au cours duquel le gendarme Guy Aznar a été tué, le 4 août dernier, près de Bastia, a été écroué, le samedi 29 août, par M. Michel Legrand, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, sous les inculpations de complicité d'assassinat, complicité de tentative d'assassinat et association de malfaiteurs. Ces inculpations ont été signifiées en application de la loi du 9 septembre 1986 sur la lutte contre le terrorisme, qui prévoit notamment la compétence des juridictions parisiennes.

Arrêté à Monaco au début de la semaine dernière, Pellier aurait avoué aux gendarmes de Menton (le Monde daté 30-31 août), puis confirmé au magistrat instructeur, qu'il avait rencontré des membres de l'ex-FLNC lorsqu'il purgeait une peine pour escroquerie à la prison de Bastia. Libéré peu avant l'attentat,

il aurait apporté son aide à ses auteurs en effectuant des repérages et en louant une chambre d'hôtel sans pour autant connaître le but réel de l'opération.

Sans citer le nom de Gérard Pellier, l'ex-FLNC a affirmé, dimanche, dans un communiqué authentifié et diffusé à Bastia (Haute-Corse) que « cette personne est tout à fait étranger » à son organisation et qu'elle n'a pas participé, ni de près, ni de loin, à l'embuscade du 4 août, ni à aucune autre opération. Le communiqué poursuivait : « Les prétendus aveux d'une personne déclarant avoir assisté deux militants du FLNC donnent à la gendarmerie les prétextes juridiques qui lui manquent pour interpellier, perquisitionner, garder à vue, faire déporter n'importe quel militant nationaliste dont le nom, l'aspect, la ressemblance auront été suggérés à cet individu ».

## Chronique du racisme ordinaire

(Suite de la première page.)

Les Français, c'est donc bien sûr, ne sont pas racistes. Ou alors sans le savoir. Nice, début août : une mère de famille apprend que son fils, un garçon de dix-neuf ans, qui a « fait un blocage » après avoir « raté son brevet », appartenait au commando qui a frappé à mort un ouvrier tunisien. Elle ne comprend pas : « On n'aime pas les Arabes, comme tout le monde en France, mais on n'a jamais dit qu'il fallait les tuer ». Châteauroux, le 15 août : cinq skinheads « nationalistes et patriotes », mettent un long moment, au commissariat, à réaliser que personne n'approuve leur « virée » anti-arabe de la soirée. Alors que le substitut du procureur de la République arrive sur place, il se trouve encore suffisamment d'inconscience sous les crânes rasés pour que l'un d'eux clame : « Avec tous les juifs qu'il y a dans la police, nous sommes faits ». Troyes, le 14 septembre 1986 : à la fin d'un western, un télé-spectateur de vingt-deux ans tue, depuis sa fenêtre, un jeune Marocain qui marche dans la rue. Ce n'est qu'une erreur, il a mal vu : « Je croyais tirer sur un Chinois », explique-t-il en pensant sans doute rendre son geste lumineux.

Dévergondage de la pensée. Au moment du procès de Klaus Barbie, les pamphlétaires amateurs courent les rues. Le 6 mai, c'est devant la porte même du Palais de justice de Paris qu'un ancien étudiant en histoire de trente-trois ans distribue un tract révisionniste signé l'Aigle noir et intitulé « Le génocide des boches ». Le texte est presque obscène. Mais les policiers ne relèvent qu'une phrase qui les choque particulièrement et qu'ils consignent dans le procès-verbal : « Un bon fils est un fils mort ».

L'époque est à la libération des mots. Pendant la tournée des plages de Jean-Marie Le Pen — décevant cette année sur la question — les troupes prennent le relais. Le racisme, on ne peut plus, au Front national, qu'en rigoler. Les militants ne se font pas prier pour raconter « la dernière des jeunes du Front ». « Savez-vous que Le Pen a du sang arabe ? ». Tiens, donc ? Mais oui, sur le capot de sa voiture...

Comment en est-on arrivé là ? En 1970 déjà, le Monde pose la question, sous la plume de Jean Lacouture : « Les Français sont-ils racistes ? ». A l'époque, l'« envahisseur » étranger reste mythique : selon un sondage, les Français se sentent menacés en priorité par les Chinois, avant les Arabes. Le racisme, alors, est fait des « petits riens » qu'épingle Pierre Viansson-Ponté dans ses chroniques : vexations, entassement chez les « marchands de sommeil ». La tension ne vient qu'après le premier choc pétrolier. « Expéditions punitives » dans les banlieues ou cafés immigrés, incendies de mosquées, revendications à partir de 1977 des

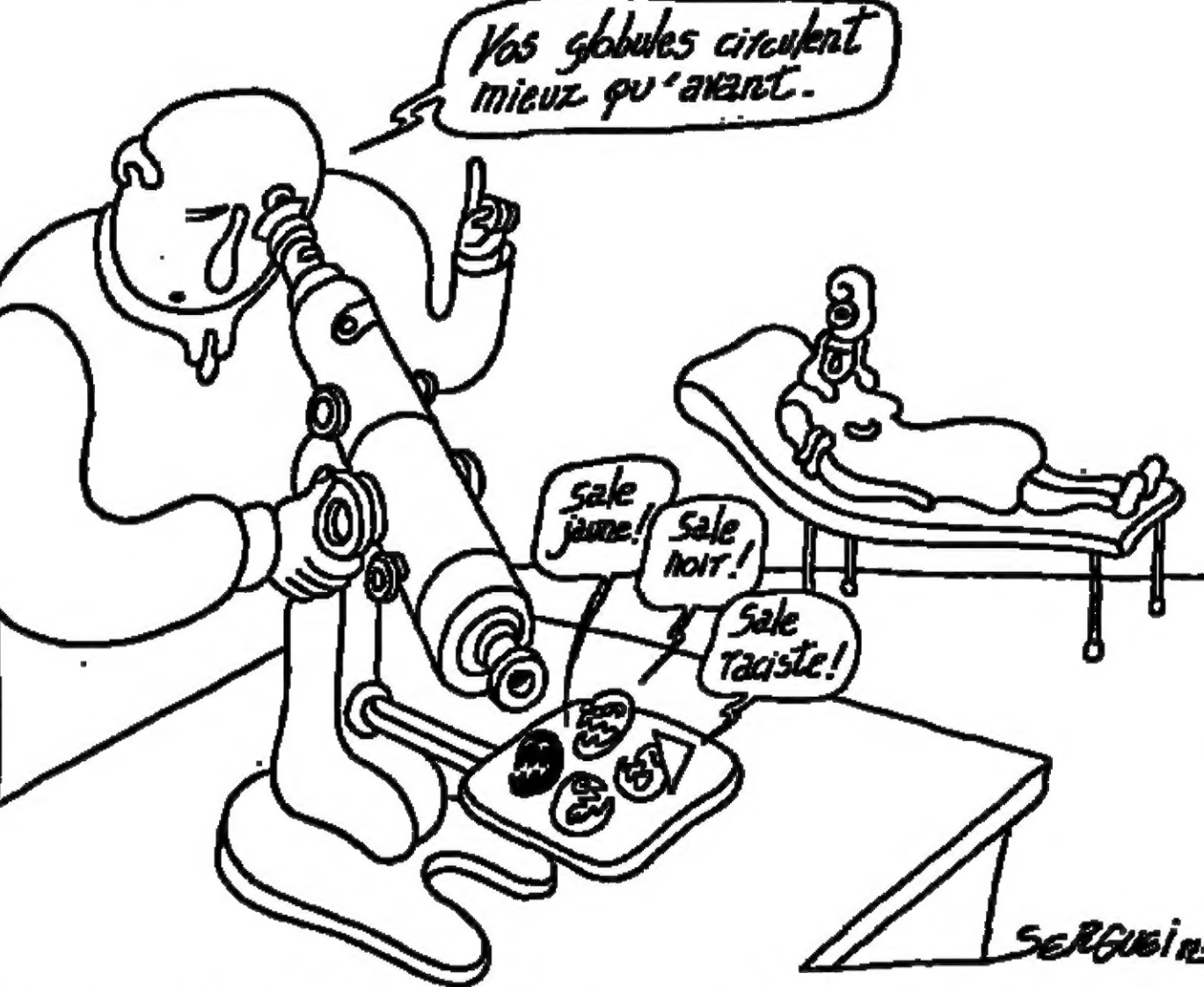
agressions au nom de ce « je n'aime pas les Arabes », qui revient aujourd'hui : les racistes de 1987 n'ont rien inventé.

Les actes xénophobes sont-ils plus nombreux ces dernières années ? Rien ne permet de l'affirmer. Ni la chancellerie ni le ministère de l'Intérieur ne se préoccupent de les recenser à part. A défaut de statistiques officielles, il faut recourir à un thermomètre empirique : les archives du Monde. Elles ne font pas apparaître d'augmentation significative des faits racistes.

« Tu es raciste, tu le gardes pour toi. Il n'y a qu'en refoulant les arbitraires qu'on construit une société », Harlem Désir serait-il en retard — ou en avance — d'une époque ? Le temps n'est plus à la nuellière qu'il préconise en la culpabilisation d'un discours raciste. Pour M. Albert Lévy, secrétaire général du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), les tabous ont sauté lorsque les hommes politiques ont sorti le thème de l'immigration de leur boîte à polémique en 1981. « On a vu apparaître un « racisme d'opposition », pour contrer la gauche et ses mesures de régularisation des sans-papiers », Esnaitte, ajoute M. Lévy, la droite a péché par « complaisance » et les socialistes ont déçu par leur « silence ». « Ni les hommes politiques, ni la presse, ni les spécialistes n'ont jamais répondu à Le Pen sur l'immigration avec la vigueur qu'ils ont manifestée sur le SIDA ».

## Contamination

La contamination, elle, court pendant ce temps-là. De l'Assemblée nationale au Palais de jus-



La France est un curieux pays. A supposer qu'un raciste, que vous avez désigné comme tel dans un journal, vous poursuive en justice, vous voilà presque assuré d'être condamné. Libre à vous, en revanche, de prendre à partie avec véhémence les immigrés... Vos libelles seront, la plupart du temps, considérés par les tribunaux et les cours d'appel comme participant au grand débat d'idées auquel chacun est convié.

En mai 1984, M<sup>me</sup> Marie-Luce Wacquez publie dans Présent, bulletin quotidien d'extrême droite, un article consacré à la condition féminine. On peut y lire notamment que M<sup>me</sup> Yvette Roudy — à l'époque ministre des droits de la femme — « ferait mieux d'apprendre à ses sœurs comment rentrer chez elles sans être détreussées, agressées, violées ». « Le féminisme et l'antiracisme », écrit la journaliste, sont deux choix, deux attitudes totale-

ment incompatibles. Tant que les bours, les rastas et tutti quanti auront tous les droits, la femme n'en aura aucun et surtout pas celui d'exister en tant que telle sans haïr ni haïr.

Dans son arrêt du 13 juin 1985, la cour d'appel note sentencieusement : « Il s'agit (...) d'un simple constat sur les risques encourus par les femmes du fait d'une certaine population d'immigrés indisciplinés et de la difficulté de concilier, en conséquence, antiracisme et féminisme, ces propos n'outrepasse pas les limites de la simple polémique ». M<sup>me</sup> Wacquez est relaxée.

En 1983, dans un tract distribué à Marseille, M. Marcel Bianconi dénonce les étrangers qui « submergent » la France. M. Bianconi suggère aux Français qui « ne veulent pas mourir en esclavage » de se regrouper par « quartier, commune, région ». La cour d'appel d'Aix-en-Provence, le 25 juin 1985, estime, dans un style passablement embourbillé : « Le tract reste, dans l'ensemble, mesuré puisqu'il dénonce « l'envahissement » par des populations étrangères et immigrées, particulièrement nord-africaines à haut taux de natalité qui nous submergent », « l'immigration massive » de races dont l'assimilation est « pratiquement impossible tels les « musulmans », que donc seul l'effacement des têtes étrangères au sein de la population française est critiqué (...) ».

M. André Figueras, écrivain, brosse, dans un discours prononcé en 1983 à la Mutualité, une grande fresque supposée prophétique. « Nous sommes sous l'œil des barbares », lance l'orateur, « les immigrés se reproduisent comme des lapins », « l'avènement d'un président musulman nous guette ». Le 26 mars 1988, la cour d'appel de Paris, dans un style inimitable, tranche : « La comparaison des immigrés avec des lapins constitue certes une métaphore peu respectueuse mais ne va pas jusqu'à tomber sous le coup de la loi pénale ». La cour d'appel continue : « L'évocation d'un président musulman en France représente un simple pronostic ne dépassant pas les limites permises dans le discours politique (...) ». De tels propos, qui ne visent aucune ethnie, nation, race ou religion déterminée, expriment une opinion politique — certes tranchée — sur le problème de l'immigration, en général mais ne contiennent aucune exhortation, incitation hostiles aux immigrés ».

M. Figueras, cela va sans dire, est relaxé...

C. L. et L. G.

## Relaxes

La France est un curieux pays. A supposer qu'un raciste, que vous avez désigné comme tel dans un journal, vous poursuive en justice, vous voilà presque assuré d'être condamné. Libre à vous, en revanche, de prendre à partie avec véhémence les immigrés... Vos libelles seront, la plupart du temps, considérés par les tribunaux et les cours d'appel comme participant au grand débat d'idées auquel chacun est convié.

En mai 1984, M<sup>me</sup> Marie-Luce Wacquez publie dans Présent, bulletin quotidien d'extrême droite, un article consacré à la condition féminine. On peut y lire notamment que M<sup>me</sup> Yvette Roudy — à l'époque ministre des droits de la femme — « ferait mieux d'apprendre à ses sœurs comment rentrer chez elles sans être détreussées, agressées, violées ». « Le féminisme et l'antiracisme », écrit la journaliste, sont deux choix, deux attitudes totale-

ment incompatibles. Tant que les bours, les rastas et tutti quanti auront tous les droits, la femme n'en aura aucun et surtout pas celui d'exister en tant que telle sans haïr ni haïr.

Dans son arrêt du 13 juin 1985, la cour d'appel note sentencieusement : « Il s'agit (...) d'un simple constat sur les risques encourus par les femmes du fait d'une certaine population d'immigrés indisciplinés et de la difficulté de concilier, en conséquence, antiracisme et féminisme, ces propos n'outrepasse pas les limites de la simple polémique ». M<sup>me</sup> Wacquez est relaxée.

En 1983, dans un tract distribué à Marseille, M. Marcel Bianconi dénonce les étrangers qui « submergent » la France. M. Bianconi suggère aux Français qui « ne veulent pas mourir en esclavage » de

se regrouper par « quartier, commune, région ». La cour d'appel d'Aix-en-Provence, le 25 juin 1985, estime, dans un style passablement embourbillé : « Le tract reste, dans l'ensemble, mesuré puisqu'il dénonce « l'envahissement » par des populations étrangères et immigrées, particulièrement nord-africaines à haut taux de natalité qui nous submergent », « l'immigration massive » de races dont l'assimilation est « pratiquement impossible tels les « musulmans », que donc seul l'effacement des têtes étrangères au sein de la population française est critiqué (...) ».

M. André Figueras, écrivain, brosse, dans un discours prononcé en 1983 à la Mutualité, une grande fresque supposée prophétique. « Nous sommes sous l'œil des barbares », lance l'orateur, « les immigrés se reproduisent comme des lapins », « l'avènement d'un prési-

resté. La justice ne pouvait guère plus.

Le racisme, désormais, se comprend à demi-mot quand il ne s'exprime pas en langage codé. En 1972, l'ANPE ne s'embarrassait pas de périphrases dans cette annonce : « Citroën recherche Européens (pas de Nord-Africains ni Africains, sauf candidats exceptionnels) ». L'agence aujourd'hui attribue des codes : 01 correspond à la nationalité française. Le MRAP a porté plainte en décembre contre des antennes locales qui affichaient des propositions « 01 unique-mant ».

## Un enjeu politique

En 1975, le meurtre d'un ouvrier algérien dans un bal occupe vingt-cinq lignes tout juste dans le Monde et guère plus, quand ce n'est pas l'oubli d'autres titres. Le 15 août, l'éclopée des skinheads de Châteauroux — quelques dents ébréchées, un poignet cassé, mais l'intention y était — fait la « une » de la quasi-totalité des médias. Indéniablement, la sensibilisation au racisme a augmenté, au même titre que la contamination. L'approche de l'élection présidentielle, l'anti-racisme devient donc plus que jamais un enjeu politique majeur, et notamment pour la majorité, dont le projet de code de la nationalité reste très contesté.

Chacun dans son bureau, le ministre des affaires sociales, Philippe Séguin, le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, le garde des sceaux, Alain Chalon, et le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, Claude Malhuret, ont préparé pour la rentrée qu'un projet de loi, qui une circulaire, un rapport ou la mise en place d'une commission de médiation sous l'œil encore sceptique des organisations antiracistes. A la suite d'une réunion avec ces associations le 7 juillet, M. Pasqua a demandé, début août, à la police des frontières et aux préfets de renforcer la vigilance face aux publications racistes, révisionnistes et antisémites. Le ministre souhaiterait, en outre, pénaliser la négation du génocide des Juifs. Il a d'ores et déjà transmis à Alain Chalon un projet de décret interdisant le port des insignes nazis.

La France est-elle plus raciste qu'autrefois ? Plus antiraciste ? Coupée en deux ? A l'approche de l'élection présidentielle, on ne peut que se demander si toute vaccinée qu'elle est, la France des droits de l'homme ne mérite pas un rappel.

LAURENT GRELSAMER et CORINE LESNES.



# Sports

## Les championnats du monde d'athlétisme

### Le bon plaisir du peuple romain



L'Italie vit à son rythme. Pour les 130 000 spectateurs venus en deux jours sur les gradins du stade olympique de Rome, l'événement le plus considérable du week-end a été la victoire de Maurizio Damilano dans le 20 kilomètres marche. La démarche chaloupée de cet arpenteur de bitume a fait chavirer le public de bon-  
heur. Bien davantage que le fabuleux record du monde de Ben Johnson au terme d'un 100 mètres de légende, ou que le record du monde de Stefka Kostadinova à la hauteur. Sur ces deux athlètes hors du commun, l'obscur Damilano a un avantage indiscutable : il est Italien. Sa médaille d'or avait deux affreux : le Suisse Gün-

thör avait pris la médaille d'or du poids au colosse local André, et à l'issue d'un 10 000 mètres au déroulement suspect Panetta n'avait pu revenir sur le Kenyan Kipkech.

Le chauvinisme exacerbé jette une curieuse ambiance sur ce début de championnat du monde. Des sifflets et des huées tombent tout à coup des tribunes sur tel ou tel athlète qui n'en peut mais. On applaudit l'apparition de Mosses à retardement, comme si l'on n'avait pas reconnu la star du 400 mètres haies. Ce public connaît-il l'athlétisme ?

Les premières épreuves ont pourtant véhiculé leur lot de sensations fortes. Les bonnes et les mauvaises. C'est selon cette alternance que vit le camp français. Pour une heureuse surprise — la médaille de bronze de la marathonnienne Villette, — que de déboires ! Éliminations prématurées ou blessures, les athlètes tricolores ne sont pas à la fête à Rome. Ils ne sont pas les seuls. Les Américains sont partis piano à la chasse aux médailles. À l'image de Willie Banks, le joyeux recordman du triple saut, éliminé sans gloire dans une série nationale.

J.-J. B.

Record du monde du 100 mètres à Rome

### Ben Johnson, le colosse volant

(Suite de la première page.)

Deuxième acte : au niveau de la mer, le Canadien litte avec le record du monde (9 s 93) établi en altitude par Calvin Smith. Troisième acte : Lewis annonce qu'il va battre Johnson, qui ne dit rien. Quatrième acte : alors des séries préliminaires, Lewis s'applique à aller plus vite que Johnson, sans l'impressionner pour autant. Cinquième acte...

Ah ! ce dénouement. Le Canadien et l'Américain sont côte à côte couloirs 5 et 6. Ils s'installent. L'un en roulant des pectoraux. L'autre en effectuant mille petits mouvements.

Et bang ! C'est parti. Le bruit de la détonation ne s'est pas encore assourdi que déjà Johnson a bondi propulsé par ses quatre membres comme lui seul sait le faire, comme un jaguar fondant sur un proie. Il a 2 mètres d'avance. Et il accélère, accélère sans relâche, tel un dragster dont le moteur brule des tonnes d'éthanol en quelques dizaines de mètres. Lewis s'est aussi élané.

Mais c'est pour une poursuite infernale. Fluide, fêlé aussi, il grignote quelques centimètres. En vain ! Johnson n'a pas faibli un millième de seconde. Il a maintenu son élan fou d'un bout à l'autre de la piste. Et il est sur la ligne. C'est fini. Lewis est 1 mètre derrière, 10 centimètres de seconde, dit le chronométriste. Mais il dit bien plus que cela, ce « chrono » : Johnson n'a pas seulement battu Lewis, il vient d'établir un nouveau record du monde. Et quel record : 9 s 83 avec 0,95 mètre de vent favorable.

A peine imaginable : dans une discipline où on pensait qu'il faudrait ins-

taurer les millièmes de seconde pour améliorer les records, le Canadien a tout bonnement ravi au temps un dixième de seconde, une mesure oubliée depuis la fin de l'antique chronométrage manuel. A 2000 mètres d'altitude, le nouveau record équivalait à un temps de 9 s 75. Théorie ? Qu'importe ! A ce niveau, victoire et performance dépassent la dramatisa-



Ben Johnson à droite.

tion d'une confrontation d'homme à homme analogue à celle naguère d'un Ali et d'un Frasier sur le ring ou bien d'un Borg et d'un McEnroe sur le court. Elles entrent bel et bien dans l'histoire. En tout cas l'histoire a une morale : à force d'acharnement, le petit Jamaïcain malingre est devenu au Canada un colosse. Et ce moderne Titan qui a été successivement le plus rapide sur 40, 60 à 80 mètres a désormais emmagasiné suffisamment de puissance pour ne plus être dépassé dans les derniers mètres. Tout tient à la rapidité de sa mise en action (12 centimètres de seconde), travaillée sans relâche avec son entraîneur Charlie Francis, qui, après avoir vu courir pour la première fois un gamin chétif de seize ans, a dit avoir découvert un diamant brut. Maintenant Ben brille de tout son éclat.

Dans les écoles d'athlétisme, les magnétoscopes vont passer à l'infini son départ, comparable à celui de Armin Harry, sa puissance, égale à celle de Bob Hayes, sa vélocité, analogue à celle de Calvin Smith, et son accélération, digne de Carl Lewis. Mais pour le Canadien ce n'est pas fini : il veut transmuter encore plus les chronométristes afin de rendre son record vraiment inaccessible. A la manière des 8,90 mètres de Bob Beamon en longueur il y a dix-neuf ans à Mexico. Or, comme le sort est ironique, c'est précisément l'homme qu'il a détrôné hier, Carl Lewis, qui est le mieux placé pour bondir plus loin que son compatriote. Mais, comme disait le vieux Kipling, c'est une autre histoire.

A. G.

MARATHON FÉMININ : Jocelyne Villette sur le Podium

### Les courses d'une mère de famille

En courant en tête 42,195 kilomètres à travers les rues de la Ville éternelle, la Portugaise Rosa Mota, qui était déjà championne d'Europe 1982 et 1986 de la distance, est devenue en 2 h 25 min 17 s la deuxième championne du monde du marathon. En dépit de la chaleur (27°C) et de l'humidité (74% d'hygrométrie) elle a précédé de plus de sept minutes la Soviétique Zoja Ivanova et la Française Jocelyne Villette, qui est montée sur le podium après avoir doublé cinq concurrentes dans les 10 derniers kilomètres. Jocelyne Villette répond à nos questions.

ROME de notre envoyé spécial

« Mère de famille et marathonnienne ! Souffrez-vous plus accablant ou bien en courant 42,195 kilomètres ?

— Oh ! dans mon cas personnel il n'y a pas de doute : le marathon est infiniment plus dur. Et pour une raison simple : j'ai accouché mes deux enfants, Stéfanie, huit ans, et Jérôme, six ans, en beaucoup moins de temps que je ne termine mes courses...

— Comment une mère de famille devient-elle marathonnienne ?

— Je pratiquais l'athlétisme depuis l'âge de quinze ans environ. Cross et demi-fond. J'ai été championne de France par équipe avec les Coquelicots de Saint-Étienne.

C'était le club de Bernard Bobbé, qui a été deux fois champion de France de marathon. Je me suis entraînée avec lui. Et l'été on passait nos vacances en Lozère, où beaucoup de coureurs de fond se retrouvent. Bref, en 1982, un an après la naissance de Jérôme, j'ai fait mon premier marathon. En 3 h 6 min ! Samedi, c'était mon seizième. Le déclin s'est produit en 1985 : j'ai terminé troisième à Montréal. L'année dernière, j'ai fini quatrième à New York et cinquième à Stuttgart, pour les championnats d'Europe. Rosa Mota avait déjà gagné. Mais ici j'ai la médaille de bronze.

— C'est aussi simple que cela ?

— Bien sûr que non ! Certains jours, j'aurais besoin de trente-six heures et non pas de vingt-quatre. Mais c'est surtout une question d'organisation. En fait rien ne serait possible sans la compréhension de mon mari, Michel, un ancien sprinteur devenu marathonnien. Il est instituteur. Son emploi du temps lui permet de s'occuper des enfants, qui heureusement ne sont pas difficiles. Il supervise aussi mon entraînement. En période de préparation, je fais deux séances par jour. Au total cela représente 170 à 180 kilomètres par semaine, que je m'efforce de couvrir à un train soutenu : 3 min 40 au kilomètre, soit plus de 16 à l'heure, pour améliorer ma vitesse de base.

— Vous courez donc tout le temps ?

— Six jours sur sept en fait. Le vendredi je me repose en général. Mais, rassurez-vous, il n'y a pas que cela dans ma vie. Heureusement ! On dit les marathoniens introvertis. Moi, j'aime sortir et m'amuser avec la famille et les amis. Et puis il y a le travail : je fais de la comptabilité prospective à la mairie de Saint-Étienne. C'est un mi-temps payé à mi-temps. J'attends depuis dix-huit mois une convention d'athlète de haut niveau qui me permettrait de faire le même horaire avec une rémunération à plein temps. Théoriquement, elle est sur le bureau de l'adjoint aux sports de la ville.

— Est-ce que c'est une différence de salaire qui explique la réussite de Rosa Mota ?

— Pour être honnête, non ! Rosa a une vitesse de base incroyable, et mentalement elle est très forte. Actuellement personne ne peut la battre. Les Africaines ne sont pas encore assez émancipées et les Américaines se laissent « bouffer » par les dollars de leurs courses sur route. Samedi, c'est surtout l'adaptation de Rosa à la chaleur qui a fait la différence. Elle a tenu de bout en bout un rythme incroyablement dans ces conditions de 3 min 25 s au kilomètre. Toutes les autres favorites qui ont voulu s'accrocher ont « surchauffé ». Personnellement, j'avais mal aux jambes au départ. Mais il aurait fallu que je sois à demi-morte pour abandonner. Je me suis efforcée de ne pas être trop décrochée. J'ai fait une dizaine de kilomètres avec Maria Leht avant qu'elle ne s'évanouisse. Et au trente-deuxième kilomètre, au moment où normalement on a le trou noir, je me suis sentie bien et j'ai pu remonter jusqu'à la troisième place.

— Cela change beaucoup de choses dans votre vie ?

— Cela me donne de bons espoirs pour les Jeux olympiques de Séoul l'an prochain. Il fera aussi chaud, mais le parcours, sans pavés et sans faux plat, sera moins dur qu'à Rome. Or, à trente-deux ans, je ne me sens pas du tout usée. Au contraire, je pense qu'en travaillant ma vitesse de base je peux progresser encore et passer sous les 2 h 30 min. Car mon record personnel de 2 h 28 min, qui m'a permis d'être qualifiée, n'est pas valable : le parcours était trop court de 20 000 mètres. En fait, c'est amusant : j'ai la médaille de bronze, mais je n'ai toujours pas réussi le minimum de qualification (2 h 32 min) requis par la fédération française d'athlétisme pour être qualifiée.

Propos recueillis par ALAIN GRAUDU.

LANCER DU POIDS MASCULIN : les nouveaux athlètes

### Günthör le magnifique

Le lanceur de poids suisse Werner Günthör a remporté le premier titre de champion du monde mis en jeu, le samedi 29 août, à Rome. Avec un jet à 22,23 mètres, il a dominé le favori italien Alessandro Andrei (deuxième avec un jet de 21,88 mètres) et l'Américain John Brenner (troisième, 21,75 mètres).

ROME de notre envoyé spécial

Les ventripotants ne sont plus omnipotents sur les aires de lancer. Gros bébés joflus, nourris aux hormones, vous ne faites plus le poids ! L'ère des muscoteaux patinés qui expédient leurs boulets dans un océan d'indifférence et de suspicion est révolue. Werner Günthör est l'émule musclé et souriant de la révolution du poids. Cet athlète de vingt-six ans a le ventre plat, le torse ample et des épaules sculpturales. Ses 125 kilos sont répartis avec harmonie sur 2 mètres de hauteur. La fièvre stature du nouveau champion a de quoi réconcilier les esthètes avec une discipline ingrate.

Le Suisse est le plus élané des lanceurs : sans être obèses, Andrei (120 kilos, 1,89 mètre), Beyer (135 kilos, 1,95 mètre), Brenner (130 kilos, 1,92 mètre) et Timmerman (120 kilos, 1,95 mètre), ont la silhouette trapue. Günthör est aussi le plus efficace : champion d'Europe en salle en 1986 et 1987, champion d'Europe en plein air en 1986, recordman du monde en salle, il fait preuve d'une exceptionnelle constance dans les grands rendez-vous. Ce doux géant est le chef de file d'une nouvelle race de lanceurs. Les états de la préparation biologique semblent aujourd'hui remis par la plupart des écoles de lancer, et les méthodes d'entraînement ont été radicalement changées. En ce domaine, Jean-Pierre Egger, l'entraîneur de Günthör, est un pré-

C'est à l'Institut des sports de Macolin, centre de contrôle antidopage de réputation internationale, qu'il a fait passer son élève de 17,51 mètres en 1982 à 22,47 mètres cette saison. Cinq années d'amicalité compliquée entre un pédagogue hors pair et un disciple doux. Malgré des

débuts prometteurs au javelot, Günthör s'est vite laissé convaincre par Egger que son avenir était au poids. Le jeune plombier abandonnait alors ses clés à molette pour rejoindre Macolin, où il s'entraîne désormais comme un professionnel : cinq à six heures quotidiennes en deux séances. Pris en charge par une compagnie d'électricité à raison de 4 000 francs suisses par mois, il n'a plus qu'un souci : suivre les conseils avisés de son maître à lancer.

Ancien et inamovible champion de Suisse des années 70, Jean-Pierre Egger est bien placé pour faire la différence entre l'ancienne et la nouvelle génération. Auparavant, dit-il, « l'entraînement, c'était de la fonte, de la fonte, de la fonte. On obtenait des musculatures hypertrophiées, sans souplesse. C'était le temps des lanceurs de force ». La nouvelle conception de l'entraînement privilégie la coordination du mouvement, la complémentarité entre force et technique.

Les haltères ne manquent que 50 % du temps d'entraînement de Günthör. L'autre moitié est consacrée à « bâtir un athlète complet » grâce à des exercices dynamiques développant souplesse et détente. Le colosse suisse franchit plus de 19 mètres en cinq bonds à pieds joints. Il saute 1,80 mètre en hauteur sans élan. « Aussi haut que le Suédois Patrick Sjöberg, détenteur du record du monde », précise J.-P. Egger. Tout l'art du lanceur est ensuite de réussir à point nommé la délicate alchimie « entre les muscles qui bloquent et ceux qui poussent ». Trop de poussée, et l'athlète est emporté par son élan hors du cercle, trop de blocage, et la force lui manque au moment de l'« explosion ».

Malgré les sifflets des tifosi romains, Günthör a réussi le geste parfait. En revanche, sous le coup de l'émotion, Alessandro Andrei, le recordman du monde (22,91 mètres), a commis une erreur fatale. « L'Italien m'avait impressionné à l'entraînement », avoue Jean-Pierre Egger. Mais, dans le concours, il a confondu vitesse d'action rapide et vitesse précipitée, vitesse maximale et vitesse optimale. Il n'a pu traduire sa vitesse dans le jet. Il y a des détails qui pèsent lourd.

J.-J. B.

SAUT EN HAUTEUR FÉMININ : Stefka Kostadinova à 2,09 mètres

### La grande sauterelle

La Bulgare Stefka Kostadinova est devenue championne du monde du saut en hauteur, le dimanche 30 août à Rome, en établissant un nouveau record du monde (2,09 mètres). Elle a battu la Soviétique Tamara Bykova (2,04 mètres) et l'Allemande de l'Est Susanne Beyer (1,99 mètre).

ROME de notre envoyé spécial

Séance de pause devant le tableau d'affichage électronique. Sourire radieux sur fond de record du monde. Stefka Kostadinova plonge les doigts dans sa courte crinière blonde, puis lève les yeux vers l'écran géant. Elle se regarde sauter au ralenti. Délicieuses images qui confirment une évidence ancrée depuis longtemps dans sa tête : elle est bien la femme la plus haute du monde.

Dans la touffeur d'un après-midi romain, la Bulgare a battu pour la troisième fois le record du monde de « sa » spécialité (2,07 et 2,08 mètres en 1986). Mais c'est la victoire qui lui importait le plus. Championne d'Europe l'an dernier, championne du monde aujourd'hui, il ne lui manque plus que le titre olympique pour achever la trilogie qui lui sert de plan de carrière. A vingt-deux ans, la jeune femme ne doute pas que ce soit pour demain. « Les objectifs que je me fixe, je les atteins », a-t-elle coutume de dire, ajoutant, comme pour excuser son aplomb, cet aphorisme de basar : « Un vrai sportif doit avoir une forte personnalité ».

Duels au sommet

Certes nécessaire, cette dernière qualité n'est cependant pas suffisante. C'est ce que devait ruminer Madely Beaugendre en assistant au triomphe de Kostadinova. La sauteuse cannoise ne manque assurément pas de caractère. Il lui a parfois valu des éclats avec les instances fédérales, mais il lui a aussi permis de se glisser dimanche, en finale parmi les douze meilleures spécialistes du monde. Ayant égalé son record personnel (1,93 mètre), elle n'a pas à rougir de sa dixième place. Cependant, avec sa frêle silhouette (1,72 mètre), sa petite frimousse encadrée par deux nattes

bien sages, la Française avait l'air d'une petite fille égarée dans la cour des grandes.

Stefka Kostadinova et la Soviétique Tamara Bykova s'étaient donné rendez-vous à 2,04 mètres pour le duel le plus élevé de toute l'histoire du saut en hauteur. Les statistiques retiennent qu'en 1983, lors du meeting à Londres, Bykova et l'Allemande Ulrike Meyfarth en avaient décousu à 2,03 mètres. La Soviétique avait perdu. Cette fois, elle effaçait la barre au premier essai, tandis que Kostadinova échouait nettement par deux fois.

La championne du monde en titre, ancienne recordwoman du monde (2,05 mètres en 1984), allait-elle connaître, à vingt-neuf ans, une seconde consécration ? C'était été un come-back aussi prestigieux que celui de Carl Lewis, après trois saisons en demi-teinte. A cet instant du concours, alors que Kostadinova se concentrait pour son troisième essai, tout plaçait en sa

faveur. Puis la Bulgare est passée, croquant son corps autour d'une latte qui ne frémit même pas.

Le suspense augmentait de 2 centimètres. A 2,06 mètres, les deux concurrentes échouaient au premier essai, puis décrochaient d'un commun accord un court armistice, le temps de voir passer les bolides du 100 mètres. Les 65 000 spectateurs du stade olympique éprouvèrent du mal à se concentrer à nouveau sur le sujet. Bykova aussi, qui manquait sa deuxième tentative. Kostadinova la réussissait, obligeant la Soviétique à risquer son va-tout sur un seul saut à 2,08 mètres, record mondial encore régnant au deuxième essai.

Durement acquis, ce sacre mondial récompense néanmoins la meilleure sauteuse de tous les temps. A Rome, Stefka a réussi son quarante et unième concours à plus de 2 mètres. Une hauteur encore inaccessible aux rêves de Madely Beaugendre, malgré ses progrès. Une hauteur que Kostadinova a franchie pour la première fois le 25 juillet 1984, à dix-neuf ans. Elle était alors une comparse anonyme de Ludmilla Andonova, sa compatriote, recordwoman du monde avec 2,07 mètres.

Elle lui a succédé après que celle-ci fut suspendue pour une ténébreuse affaire de dopage. Mais Stefka montra en l'occurrence une autre belle qualité : la fidélité en amitié. Alors qu'elle aurait pu tenter le record du monde d'Andonova le 26 mai 1986 à Sofia, elle se contenta de l'égaliser. « Tout le monde lui a tourné le dos après le hasard absurde qui a entraîné son bannissement », avait-elle expliqué. J'ai voulu me placer à côté d'elle au sommet pour lui signifier qu'elle me manquait et que j'attendais son retour.

Ludmilla est certes revenue, mais loin du sommet. Elle a terminé dernière de la finale, avec un saut à 1,85 mètre. C'est avec une autre revenante que Stefka Kostadinova dut ferrailler pendant deux heures et demi. Bâties sur le même modèle (1,80 mètre pour 58 kilos), la Soviétique et la Bulgare ont une ambition commune pour plus tard : devenir journaliste. En attendant, les deux femmes ont cédé à Rome une fameuse page d'athlétisme.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

### Les résultats

#### Messieurs

100 m. — 1. Johnson (Can.), 9 s 83 (record du monde, ancien record 9 s 93 par l'Américain Calvin Smith en 1983) ; 2. Lewis (E-U), 9 s 93 ; 3. Stewart (Jam.), 10 s 08.

200 m. — 1. Damilano (Ita.), 1 h 20 m 45 s ; 2. Philibert (Tch.), 1 h 21 m 30 s ; 3. Corré (Fra.), 1 h 23 m 38 s.

10 000 m. — 1. Kipkech (Ken.), 27 m 38 s 63 ; Panetta (Ita.), 27 m 49 s 96 ; 3. Kume (RDA), 27 m 50 s 27 ; 4. Pristawa (Fra.), 28 m 19 s 47.

Poids. — Günthör (Sui.), 22,23 m ; 2. Andrei (Ita.), 21,88 m ; 3. Brenner (E-U), 21,75 m.

Javelot. — 1. Raty (Fin.), 83,54 m ; 2. Yevskov (URSS), 82,52 m ; 3. Zeleny (Tch.), 82,20 m ; 4. Letavsky (Fra.), 77,14 m.

#### Dames

100 m. — 1. Gaidisch (RDA), 10 s 90 ; 2. Drechsler (RDA), 11 s 3 ; 3. Otsey (Jam.), 11 s 04.

200 m. — 1. Mota (Port.), 2 h 25 m 17 s ; 2. Ivanova (URS), 2 h 32 m 38 s ; 3. Villette (Fra.), 2 h 32 m 53 s.

Hauteur. — Kostadinova (Bul.), 2,09 m (record du monde), ancien record 2,08 m par elle-même en 1986 ; 2. Bykova (URS), 2,04 m ; 3. Beyer (RDA), 1,99 m ; 4. Beaugendre (Fra.), 1,93 m.

سورة الفاتحة



## Sports

### SPORTS ÉQUESTRES : les championnats d'Europe Jappeloup bondit à la première place

En tête depuis la première épreuve, le Français Pierre Durand a remporté le championnat d'Europe individuel de saut d'obstacles, le dimanche 30 août, à Saint-Gall (Suisse). Acclamé par 35 000 spectateurs, le cavalier bordelais, et son étonnant petit cheval Jappeloup de Luze, a dû se battre jusqu'au dernier obstacle pour gagner son titre et résister aux Anglais John Whitaker et Nike Skelton. Une victoire qui com-

plète la belle moisson de l'équipe de France, qui a remporté, vendredi, la médaille d'argent du championnat par équipe, derrière les Britanniques.

Pierre Durand et son Jappeloup qui avaient déjà brillé dans les grands concours, réussissent à obtenir la médaille d'or, le premier qu'un Français ait gagné en saut d'obstacles depuis 1966, date des exploits de Pierre Jonquères d'Oriola au mondial de Buenos-Aires.

### LUTTE : les championnats du monde L'or du petit postier

CLERMONT-FERRAND  
de notre correspondant

A l'occasion de la journée de clôture des championnats du monde de lutte, le samedi 29 août, l'hymne soviétique s'est encore fait entendre plusieurs fois. Au classement par nations établi en fonction des dix meilleures performances individuelles, l'Union soviétique vient en tête dans les deux spécialités. En gréco-romaine (première partie du programme qui avait pris fin le 22 août), elle précède la Bulgarie et la Pologne. En libre, les États-Unis, en grand progrès, se sont hissés au rang de dauphins, à la place de la Bulgarie, repoussée en troisième position.

La France est loin de touter ces seigneurs. Ces championnats marquent cependant un tournant avec la médaille d'or obtenue par un Lyonnais de vingt-cinq ans, Patrice Mourier, dans la première partie de la compétition.

Attiré sur les tapis par un éducateur du quartier populaire Mermoz, le nouveau champion du monde de la catégorie des 57 kilos en gréco-romaine (le premier Français de l'histoire dans cette spécialité) com-

ble une frustration entretenue depuis le départ de Daniel Robin, champion du monde en 1967 en libre et médaillé d'argent aux Jeux olympiques de 1976. Agent des PTT, issu d'une modeste famille ouvrière, le petit Patrice (1,65 m) redoutait un peu les sirènes d'une popularité dépassant le simple cadre de la Maison des sports de Clermont-Ferrand.

Après les Jeux méditerranéens en septembre, Patrice Mourier va engager une tournée dans les clubs. Plusieurs en ont fait la demande. Ensuite, le postier reviendra à son isolement d'avant pour préparer la fin de la quinzaine des Jeux olympiques de Séoul.

La victoire de Patrice Mourier met fin à une impatience générale. Au-delà, elle conforte les thèses de Pierre Taberna, directeur technique national, qui entend mener une politique d'élite dont l'objectif consiste à monter une quarantaine de clubs performants en 1992. A ses yeux, il en existe seulement deux actuellement, dotés des moyens humains et financiers nécessaires à l'éclosion d'athlètes de niveau international.

Visiblement, la médaille de Patrice Mourier le rassure, mais il sait que les oppositions demeurent au bord des tapis fréquents par cinq mille pratiquants seulement.

LIBERT TARRAGO.

### CYCLISME : les championnats du monde Le tandem aux Français

On comptait sur Jeannie Longo pour une médaille d'or au cours des championnats du monde aux pistes, qui viennent de prendre fin à Vienne (Autriche), et ce sont Colas-Magné qui ont obtenu la seule victoire française en gagnant, dimanche 30 août, l'épreuve du tandem. Alors que Jeannie Longo, fatiguée par une saison routière intense, s'inclinait en finale de poursuite face à l'Américaine Rebecca Twigg et perdait son titre, Fabrice Colas et le jeune Frédéric Magné, révélation de la saison, battaient les Italiens Nicotri-Faccini

en réalisant d'excellents chronos : 10 s 35 puis 10 s 62 pour les 200 derniers mètres.

Il est vrai que depuis le succès remporté en 1966 par Trentin et Morelon, l'actuel entraîneur fédéral, le tandem est devenu une spécialité française. Cahard-Dépine avaient triomphé en 1979 et Depire récidivait en 1983, associé à Vernet. La même année, l'équipe s'était classée deuxième en 1984.

J. A.

## Les résultats

### Automobilisme

**RALLYE DES 1000 LACS**  
Alan-Kivinski (Lancia Delta HF), 5 h 12 mn 22 s ; 2. Vanant-Hartmann (Ford Sierra-Coworth), à 5 mn 32 s ; 3. Blomqvist-Berglund (Ford Sierra-Coworth), à 6 mn 29 s ; 4. Edlund-Whitlock (Audi coupé Quattro), à 8 mn 38 s ; 5. Kankkunen-Pironen (Lancia Delta HF), à 9 mn 2 s.

Championnat du monde des pilotes.  
— 1. Alan et Kankkunen (Fin.), 80 pts ; 2. Blomqvist (Sué.), 74 ; 3. Kankkunen (Sué.), 48 ; 5. Ragazzi (Fr.), 39.

### Aviron

**CHAMPIONNATS DU MONDE**  
La RDA a repris sa place de leader sur les eaux du lac Bregenz (Danemark) lors des championnats du monde. La France a quitté Copenhagen avec une médaille d'argent. Thierry Renault et Luc Crispin ont terminé deuxième de deux de couple (poids légers) derrière les Italiens. En skiff, le Français Pascal Body a raté la médaille de bronze pour 48 centièmes.

### Football

**CHAMPIONNAT DE FRANCE**  
Première division (Huitième journée)  
\* Monaco b. Laval ..... 2-0  
\* Paris-SG b. Brest ..... 1-0  
\* Toulouse b. Toulon ..... 1-0  
\* Lens b. Metz-RP ..... 2-1  
\* Metz b. Nice ..... 2-0  
\* Marseille b. Saint-Etienne ..... 5-1  
\* Montpellier b. Lille ..... 3-1  
\* Niort b. Caen ..... 3-2  
\* Le Havre b. Brest ..... 1-0  
\* Auxerre b. Nantes ..... 1-0  
Classement. — 1. Monaco, 12 pts ; 2. Paris-SG, 11 ; 3. Marseille, Bordeaux,

Montpellier, Niort et Toulouse, 9 ; 4. Toulon, Metz, Le Havre, Metz-RP, Auxerre, Nice et Saint-Etienne, 8 ; 5. Lille et Caen, 7 ; 17. Nantes et Lens, 6 ; 19. Laval et Brest, 5.

**Deuxième division (Huitième journée)**  
GROUPE A  
Sochaux b. Le Puy ..... 3-1  
Nîmes b. Montpellier ..... 3-1  
Lyon b. Sète ..... 4-0  
Alès b. Grugnon ..... 2-1  
Grenoble b. Châteauroux ..... 2-0  
Ajaccio et Orléans ..... 0-0  
\* Bastia b. Dijon ..... 5-2  
Clermont b. T. .... 1-0  
\* Istres et Martignes ..... 1-1

GROUPE B  
\* Abbeville et Strasbourg ..... 1-1  
\* Angers et Reims ..... 1-0  
\* Caen b. La Roche ..... 1-0  
\* Moha b. Mulhouse ..... 2-1  
Saint-Dizier b. \* Beauvais ..... 1-0  
\* Reims et Guingamp ..... 1-1  
Nancy b. Dunkerque ..... 2-0  
\* Reims b. Valenciennes ..... 1-0  
Lorient b. \* Quimper ..... 5-2

### Motocyclisme

**GRAND PRIX DE SAINT-MARIN A MISANO**  
250 centimètres cubes. — 1. Reggiani (It., Aprilia), 41 mn 21 s, moy. 151,8 km/h ; 2. Cadalora (It., Yamaha), à 7 s ; 3. Pons (Esp., Honda), à 11 s ; 4. Dominique Sarrone (Fr., Honda), à 11 s.

500 centimètres cubes. — 1. Mamola (EU, Yamaha), 46 mn 35 s 85, moy. 157,1 km/h ; 2. Lawson (EU, Yamaha), à 3 s ; 3. Gardner (Aus., Yamaha), à 34 s ; 4. S. Christian Sarrone (Fr., Yamaha).

(Publicité)

**SCIENCES PO**  
CLASSE PRÉPARATOIRE  
d'octobre à juin. Depuis 1967, la première préparation à tous les examens d'entrée à Sc. Po. Doc. contre 3 timbres.  
**CEPES**

Nouveau : prépa CELSA  
57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly  
47.45.09.19 ou 47.22.94.94

## Religions

### Une convention évangélique en Meurthe-et-Moselle Dix mille gitans bible en main

Le pèlerinage annuel des gitans a commencé, pour une semaine, le dimanche 30 août à Lourdes. Le même jour, à Chambley (Meurthe-et-Moselle), prenait fin une convention de la Mission Évangélique tzigane, mouvement pentecôtiste parti de France et membre de la Fédération protestante de France. Dix mille gitans ont été présents pendant les quatre jours de la convention.

CHAMBLEY  
(Meurthe-et-Moselle)  
de notre envoyé spécial

Lui, c'est Pierrot de Brive ; l'autre, à côté, Georges de Lure. Il y a aussi Carotte, Forain, Quat'Sous, Tarzan la radio et Tarzan les rideaux... Dans la vie, ils font les marchés ou sont ferrailleurs, vanniers, ramasseurs de chaises ou ramoneurs. Ils ressemblent à des athlètes de foire plus qu'à des premiers communistes et, autrefois, ils étaient volontiers, disent-ils eux-mêmes, alcooliques, bagarreurs et « brigueurs ».

Sous un chapiteau, ils sont aujourd'hui une centaine de « serveurs de Dieu », serrés les uns contre les autres, certains pleurant à chaudes larmes et tous, bible en main ou bras en l'air, les yeux fermés ou levés au ciel, rendant grâce au dieu qui les a sauvés.

Chacun vient dire au micro le mal dont il souffrait — kyste dans les reins, début de surdité, cancer des cordes vocales — et raconte sa guérison. « Satan ne me lâchait plus, mais le Seigneur m'a libéré », dit l'un d'eux. L'émotion est à son comble. Les cris fusent : « Je bénis le Seigneur ! », « Gloire à Dieu ! », « Alléluia ! », « Amen ».

Ils sont ainsi près de 500 pasteurs et prédicateurs de la Mission évangélique tzigane en France, 2 500 dans le monde, arriérés de l'ère des phénomènes religieux les plus spectaculaires des dernières années. « Il n'y a pas d'athées chez nous. Tous les tziganes sont croyants. Ils se sentent d'autant plus proches de Dieu qu'ils sont rejetés des hommes », explique Djiny Meyer, président du mouvement. Les gitans étaient plutôt catholiques, allaient

en pèlerinage aux Saintes-Marie-de-la-Mer, à Lourdes, à Fatima, mais leur foi, simple et naïve, leur croyance aux miracles, leur dévotion et leur absence de tout complexe dans l'annonce de Dieu les rendaient disponibles au « réveil » de type évangélique ou pentecôtiste.

A l'image d'une société qui a souvent exclu ses « bohémiques » et ses « romachiches », les grandes Églises, catholique et protestante, n'avaient jamais été très généreuses pour les gens du voyage. Les trousseaux liés au mariage religieux, au baptême des enfants, à la formation d'un clergé au sein d'une population nomade qui n'a ni maire ni curé, qui ne sait souvent ni lire ni écrire, ont accru le malentendu.

Mesurant leur détresse et leur foi, un sédétaire, catholique et breton, Clément Le Cossec, a pris fait et cause pour les gitans. Il a quitté son église et s'est mis à prêcher, à initier une élite à la Bible, à former des prédicateurs et des pasteurs.

Le progrès de la Mission évangélique tzigane, qu'il a fondée en 1950, a été foudroyant. Rattachée depuis 1975 à la Fédération protestante de France, cette Église pentecôtiste compte à ce jour 40 000 baptisés adultes et toucherait plus ou moins 100 000 gitans, soit un sur deux. Elle s'est étendue à une trentaine de pays, aux États-Unis, en Australie, en Inde, où, selon certains spécialistes, serait né le peuple tzigane, et jusqu'en 160 d'un baptême et un total de 400 000 fidèles dans le monde.

### Des baptêmes par immersion

« Jamais je n'aurais pu mener tout ce travail dans une grande Église instituée, avec sa mentalité et ses règles », explique sans regrets le pasteur Le Cossec, qui, avec ses trois fils prédicateurs comme lui, s'est fait gitan parmi les gitans. Il est pourtant en bons termes avec les aumôniers catholiques. Il n'est pas rare de voir des curés et des pasteurs prêter leurs locaux, y compris leur église, aux caravanes de gitans qui partent chaque année sur les routes, en tournée d'évangélisation.

Venus de la plupart des départements français, les gitans de Meurthe-et-Moselle, de pays d'Europe, ces caravanes, au nombre de 2 500, se sont cette fois

arrêtées à Chambley, en Meurthe-et-Moselle, sur une ancienne base aérienne américaine de 115 hectares. On en attendait 1 000 de plus, mais les gitans connaissent bien la nature, et sur les routes de l'Est, certains, assurés-ou, se sont méfiés du nuage de Tchernobyl.

« Venez lire l'Évangile », « Notre guide, c'est Jésus-Christ », « Espérance, paix et joie en Dieu », claquent des affiches sur les canions et les caravanes, dans ce camp retranché de Chambley, mi-fête foraine, mi-convention religieuse à l'américaine, avec ses frères précheurs, ses orchestres, ses cantiques, ses récits de conversion et de guérison, ses miracles.

Ici, on rechappe des pneus. Là, un garçon de cirque fait paître ses chèvres. Des ribambelles d'enfants jouent à cache-cache entre les réchauds à gaz et les cordes à linge. Fontre vissé sur la tête, moustache cachée par un ample, un manouche gratte sa guitare. Nattes noires dans le dos, moulées dans leurs longues robes de couleurs vives, des femmes roms, de celles qui dans la rue vous tendent la main ou vous présentent l'avenir, se dirigent, bible sous le bras, vers la tente de prière.

« Roms » venus des pays de l'Est, manouches de France, d'Allemagne ou de Hollande, gitans espagnols, toutes les tribus tziganes sont rassemblées. « Cette unité est le plus grand miracle de Jésus, dit le pasteur Michelletti, car, traditionnellement, les roms détestent les manouches, qui n'aiment pas les gitans, et inversement. Certains pèlerinages se sont même terminés dans le sang ».

Mais il n'y a pas de convention tzigane sans baptême par immersion. Les pentecôtistes refusent en effet le baptême par simple aspersion des jeunes enfants. Après les formules rituelles, en robe, en chemise et pantalon blancs, cent néophytes de seize à soixante ans, ont été plongés dimanche après-midi jusqu'à la tête, dans des piscines en plastique.

La ferveur de ces croyants tziganes était alors à son comble. Quelques heures plus tard, avant qu'ils ne replient leurs chapiteaux et ne reprennent leur route, on entendait encore dans la nuit, mêlés aux appels d'un chien, un dernier accord de guitare.

HENRI TINCO.

### Les prêtres mariés offrent leurs services

ROME  
de notre correspondant

La Fédération internationale des prêtres catholiques mariés, fondée l'année dernière à Paris, a tenu son premier congrès à Ariccia, près de Rome, du 23 au 28 août. Les travaux, réunissant quelque cent cinquante participants accompagnés de leurs familles, ont marqué un tournant dans le mouvement, qui affirme représenter « moralement » une grande majorité des quatre-vingt mille prêtres — le terme « ex-prêtre » est tabou — mariés et pères de famille.

Ce dernier chiffre, difficilement vérifiable puisqu'il est censé recouper des situations canoniques différentes, évaluerait 20 % du total des quatre cent mille prêtres catholiques du monde entier. Jean-Paul II a réduit fortement le nombre des dispenses autorisant le retour des prêtres à l'état laïque.

Oubliant les tendances « revendicatrices », qui s'étaient exprimées aux « synodes » des prêtres mariés de 1985 et de 1986, les animateurs de la Fédération ne cherchent plus un accommodement avec la hiérarchie et la réinsertion dans la structure de l'Église.

Le rôle croissant des petites communautés, le dialogue œcuménique avec les autres confessions chrétiennes, dont les ministères sont des hommes mariés, l'aspiration des femmes à l'ordination, le fait que les prêtres sont de plus en plus souvent amenés à gagner leur vie en exerçant un autre métier, leur font penser que l'Église ne pourrait qu'évoluer vers une pluralité de ministères, y compris vers des « ministères à temps partiel ».

Les prêtres mariés affirment, dans leur document final, que tous les ministères, sacramentels ou non, « surgissent du peuple », avant d'être « reconnus » par l'évêque et « acceptés » par les communautés.

Les conclusions du congrès ont été présentées à la presse par le nouveau président de la Fédération, le Belge Bert Peeters. L'objectif, « à-t-il expliqué, n'est pas de « revendiquer quelque chose » ni de contester le valeur du célibat, mais de présenter à l'Église, peuple de Dieu », ce qu'un « autre type de prêtre » peut apporter comme signe d'une plus grande variété de ministères. « Nous sommes prêtres, au service du peuple, et nous prenons part au renouvellement de l'Église », déclare le document final.

(Intérim).

### Diplômes commerciaux en Gestion et en Marketing

Cours s'adressant aux diplômés et aux non diplômés

• cours en petits groupes • suivi individuel de chaque étudiant • équipe de professeurs expérimentés dans le monde des affaires • progrès accélérés aux cours d'été.

Programmes pour diplômés et non diplômés se dirigeant vers l'administration des affaires, l'informatique, la gestion internationale, la direction d'hôtel, la communication, les relations publiques et les langues européennes.

Cours en français et en anglais.

Venez vous informer sur place à nos réunions et choisissez le cours qui vous fera progresser.

AMIENS	1/9	Hôtel Isis	18.00
ROUEN	2/9	Grand Hôtel Nord	18.00
LE HAVRE	3/9	Hôtel Marquis	18.00
CAEN	4/9	Relais des Gourmets	18.00
LILLE	7/9	Hôtel Carlton	18.00
REIMS	8/9	Hôtel de la Paix	18.00
METZ	9/9	Royal Concorde Hôtel	18.00
NANCY	10/9	Hôtel Albert 1 <sup>er</sup>	18.00

**European University**  
THE CAREER BUILDERS

Pour tous renseignements et pour demander un dossier s'adresser au Directeur des Admissions Dept WT 1:

European University  
35, rue des Chantiers 78000 VERSAILLES  
Tél. (1) 30.21.11.77

L'European University est adhérent de l'American Assembly of Collegiate Schools.

**Le Monde**  
sur minitel

**MINI JOURNAL**

Le Tour du Monde en 10 écrans

36.15 TAPEZ LEMONDE



## Ouverture de la quarante-quatrième Mostra à Venise

## La fringante rescapée



Pour d'obscures raisons de crise interne, de guerre de succession, de conflits administratifs, le Festival de Venise a failli ne pas avoir lieu. Mais la faculté d'improvisation des Italiens est infinie : proposant trente-six films et des salles de projection renommées, la quarante-quatrième Mostra s'est ouverte avec une santé retrouvée.

On la donnait pour morte. La quarante-quatrième édition de la Mostra n'aurait pas lieu. Difficile de comprendre pourquoi. Une obscure bataille administrative où avaient manqué des grands électeurs dans des assemblées décisives empêchant la prorogation du mandat de directeur de Gian Luigi Rondi, homme habile, cultivé, à la roue vaticane. La Mostra n'avait plus de patron. La Biennale de Venise, dont elle dépend, était, elle aussi, dans une année charnière. La légende clôturait de rumeurs déprimantes. C'était compter sans la géniale faculté d'improvisation des Italiens. En quelques semaines, alors qu'il faut partout ailleurs dans le monde une année entière, la sélection de la Mostra 1987 était bouclée par un « curateur » nommé en extremis pour un an (renouvelable ?), Giulio Biraghi.

C'est un homme affable et serein. Critique pendant trente ans au *Messaggero*, puis directeur du Festival de Taormina durant seize ans, il est docteur en chimie et est venu au cinéma par la musique. Pour expliquer la crise endémique de la Mostra, il met en cause ses statuts, « résultats de la codification de l'incodifiable, l'esprit de mai 1968 », qui, rappelle-t-il, a soufflé en ouragan sur le festival jusqu'à l'interrompre pendant dix ans.

Lorsqu'il a accepté sa « mission impossible », a-t-il posé des conditions ? « Je n'ai pas eu le temps de changer tous les instruments de

bord, dit Giulio Biraghi, il fallait sauver le bateau. C'est-à-dire simplifier, alléger les structures, adopter une espèce de dérégulation, mettre en place un beau désordre, que j'espère créateur. »

Un jury entièrement composé de « professionnels de la profession », dont Sabine Azéma (la précédente administration leur préférait les anthropologues ou les Prix de Rome) aura à visionner vingt-neuf films. L'allégement annoncé n'est-il pas théorique ? — Non non, insiste Biraghi, il réside dans l'abandon des multiples « sections », dans le retour à la compétition officielle de la plupart des films. C'est un progrès. — Ça n'est pas le seul. Le budget, le même que l'année précédente (3 milliards 460 millions de lire, soit 17 millions de francs) a été utilisé au mieux, au plus urgent : la réfection des salles.

Plus de projections à l'Excelsior ! Enfin ! Cet espace aménagé dans un modeste salon du fier palais n'était même pas à la hauteur des ambitions d'un patronage fauché. Toutes les autres salles, la Perla, dans le vieux casino investi par la Mostra, ont été restaurées, dotées d'équipements neufs, bichonnées techniquement par les ingénieurs des laboratoires Dolby venus de Londres.

Et alors que le Festival de Locarno qui vient de s'achever avait révisé une certaine misère du cinéma d'auteur, la sélection de la Mostra 1987, au contraire, montre un panorama complet, divers, de ce cinéma-là. Des jeunes, des moins jeunes, des célèbres, des inconnus, ont répondu à l'appel de Biraghi, comme s'ils voulaient saluer la renaissance, le retour à une certaine idée de la fête — malgré l'absence notable de vedettes — d'une institution rhumatismale mais encore bien belle.

Afin de marquer leur confiance, Olmi, Comencini, n'ont pas hésité à se mettre en compétition. Les Français aussi. Ainsi Jacques Doillon avec *Comédie* et Louis Malle avec *Au revoir, les enfants*. Ce dernier aurait pu éviter le risque, se mettre hors concours, ayant déjà été récompensé plusieurs fois à Venise.

« J'ai eu de la chance », dit-il avec une modestie bien feinte, Giulio Biraghi, « c'était une bonne année de production ». Il ajoute : « Et particulièrement riche pour les Italiens, que l'on a donnés trop vite hors course et qui sont présents avec six films. »

Y a-t-il un thème récurrent, une préoccupation commune des réalisateurs d'inspiration qui traversent la

sélection ? « Le thème de la nécessité ou de la difficulté à vivre ensemble se retrouve très souvent, en effet, dit Biraghi. L'idée de cohésion est l'idée-force. Dans une maison, voyez Doillon ; dans un village, voyez Goretti, l'indien Aravindan, Huston, Comencini ; dans un hôtel, voyez la Québécoise Mireille Dansereau et le Turc Omer Kavur ; dans une ville nouvelle, voyez Rohmer... »

## Troisième jeunesse

A noter aussi, et c'est une excellente nouvelle, que la Mostra 1987 met à l'affiche une quantité très inhabituelle dans les manifestations internationales, de films, sinon gais, du moins optimistes. Et quelques superproductions, tels les très attendus *Incorruptibles*, de Brian de Palma, avec Sean Connery, ou le « film surprise » de clôture, dont on pense, à défaut du Kubrick, qu'il s'agira des *Sorcières d'Eastwick*, de George Miller, avec Jack Nicholson. A saluer enfin, une judicieuse, abondante, excitante rétrospective Maniewicz allant de *Eve à Jules César* en passant par *Le Linceul* et la *Comtesse aux pieds nus*.

Giulio Biraghi, qui se voit assez bien sous les traits d'un moderne Cincinnatus, peut être raisonnablement content. La précarité de son mandat ne le tourmente-t-il pas ? Le « curateur » n'en a cure. Il dit : « Je ne suis pas ambitieux. Je n'ai pas la préoccupation du futur. Je veux vivre bien ma troisième jeunesse, qui débute le 1<sup>er</sup> septembre, jour de mes soixante ans. Si ça va, ça va. Et, à mon avis, ça ira. »

Malgré l'article patelin publié dans le *Temps*, par Gian Luigi Rondi ou l'ancien directeur de la Mostra exprime sa « perplexité » devant les innovations de Biraghi et son « espérance » que « Venise, cette année, ne déçoive pas », l'architecte Paolo Portoghesi, séminariste président de la Biennale de Venise, croit, lui aussi, que « ça ira ».

« Pour la Biennale, dont on fêtera le centenaire en 1993, la Mostra est la dernière étape puisqu'elle a été créée en 1932. Une dernière étape est toujours un peu la préférence. On peut dire d'ailleurs que la Biennale a fait « pré-venir », « à la débute », d'un sacré flair. Parce que le cinéma, en 1932, en Italie, était considéré comme un spectacle, rien de plus. Et elle a baptisé aussitôt la nouvelle manifestation « Mostra d'Arte Cinematografica », exposition d'art cinématographique. »

Paolo Portoghesi a un mot aimable pour Rondi, un mot aimable pour Biraghi, un mot aimable sur le

charme de l'« alternance des personnalités », et un mot définitif sur la rupture du cordon ombilical de la Mostra avec l'Excelsior.

Selon lui, dans une formule dialectiquement osée, « ce cordon ombilical était un péché originel ». Il rappelle que le conte Cini, président de la Biennale en 1932, était en même temps propriétaire de la chaîne d'hôtels Ciga, dont un des fleurons est l'Excelsior. Élémentaire, mon cher Benito... Les premières Mostra se tenaient sur la terrasse, à ciel ouvert. C'est là qu'en 1938, par exemple, fut projeté le film qui, en 1987, ouvre la section « Rétrospective », Luciano Serra, *pilota*. Ode vibrante à un aviateur mort au combat, avec Amedeo Nazzari, sur un scénario de... Roberto Rossellini. Luciano Serra, *pilota* avait reçu la Coupe Mussolini du meilleur film, ex aequo avec les *Dieux du stade*, de Leni Riefenstahl.

Mais Paolo Portoghesi voit plus loin que le divorce d'avec la Ciga. Il espère pour les années à venir ni plus ni moins que l'abandon du Lido. Rapatrier la totalité de la Biennale, cinéma compris, à Venise est son projet, son rêve, sa croisade. Pour y parvenir, il veut réhabiliter le quartier de l'Arsenal et ses splendides bâtiments qui pourraient devenir « le plus beau monument culturel du monde ». En travers de la route de Portoghesi, des adversaires de taille, plus riches que tous les doges, et qui veulent faire de l'Arsenal un immense port de plaisance privé : Karim Aga Khan et Giovanni Agnelli.

En attendant l'utopique Arsenal, la Mostra du cinéma, c'est donc le Lido... sans l'Excelsior. Devant le palais, repeint en blanc comme une accueillante meringue, ont à moitié, en hommage à Cinecittà, une amorce de fausse villa palladienne. Des machinistes s'y exercent à la démonstration d'effets spéciaux hors de saison (neige, pluie, brouillard). On diffuse, très fort, une rengaine disco à la gloire du grand studio romain. Cinéma y rime avec Cinecittà, et Ingrid Bergman avec Vittorio Gassman.

Dimanche, la célébration de la messe réservée aux hôtes du Festival a été présidée par le cardinal Marco Cè, patriarche de Venise, qui a rappelé dans sa bénédiction que « celui qui pense que le cinéma est démoniaque est un fou ». Il n'est pas inutile de mettre — aussi — Dieu de son côté. Décidément, la Mostra, fringante rescapée, semble repartir du bon pied.

DANIEL HEYMANN.

## « Maurice », de James Ivory

## Un scandale bien tempéré

Difficultés et plaisirs des jeux de garçons dans un collège anglais au début du siècle : C'est Maurice, de James Ivory, premier film en compétition.

comment le SIDA est de nos jours politiquement associé à l'idée de châtiment, — nous dit Ivory. L'amour de son semblable peut redevenir un crime du jour au lendemain.

Donc, sagesse grave et noble. Nous suivons Maurice dans ses errements (il ne trouve pas aisément sa vérité ni son partenaire), avec sympathie et respect, pendant cent



Une scène de Maurice

Au début de ce siècle, un pédagogue anglais explique à un petit garçon, lors d'une promenade sur la plage, les mystères de la vie qui l'attend : son « membre viril » va prendre (du pic de son parapluie il en fait le schéma sur le sable) des proportions gigantesques et fécondes. Le petit Maurice s'en fout. Il ne veut pas se marier.

Il n'a pas tort. Lorsqu'on le rejoint dix ans plus tard à Cambridge, il est sous la coupe — spirituelle — d'un beau brun, Clive (Hugh Grant) qui a des liens avec le sulfureux et aristocratique Risley. Clive aime Maurice (James Wilby). Maurice est d'abord choqué. Puis, après les vacances, il avoue que lui aussi aime Clive. Mais voilà, l'époque n'est pas trop tolérante... Tous ces charmants jeunes gens qui fouillent le gazon huppé avec morgue ont beaucoup à perdre. Risley en fera l'expérience pour avoir trop insisté auprès d'un trouffion dans un pub : le premier accroc, embrasser l'uniforme, coûte six mois de geôle, à Reading ou ailleurs, et toute une carrière.

Dans le genre document ethnologique, la thèse d'Ivory est sobre et juste : l'Angleterre a toujours entretenu d'étranges rapports avec la nature et la contre-nature, et se demandait encore en 1913 si un homosexuel devait être fouetté ou pendu, selon le rang de ses informés géniteurs. Si l'on croit que la révolution sexuelle des années 60 a tout changé, ce n'est qu'en apparence — il suffit d'ailleurs de voir

Le propos du film n'est pas en question ni celui du roman posthume d'E.M. Forster dont il s'inspire. Mais le bon goût d'Ivory l'affaiblit. Toute violence lui répugne trop. Il est difficile d'être poétique et convaincant lorsqu'on est si distingué. Pas un reflet ne manque sur les draps froissés, les meubles d'acajou, pas un détail qui ne soit vérifié, poli, vernis, avec un scrupule de graveur. Et ces garçons si beaux ! Même les filles — l'esthète Ivory ne peut s'en empêcher — sont plus jolies qu'à leur tour. Les étreintes sont au bord le plus suave du soft, il n'y a que les règles du cricket qui demeurent, au bout du compte, impénétrables.

C'est très beau et c'est un peu dommage. Chaque fois que l'émotion devrait pointer son noir museau, l'antiquaire Ivory l'encapuchonne joliment d'un flou, d'un froufrou élégant, et nous en prive. S'en prive aussi, par tempérament, certes. Ce qui ne console pas tout à fait.

MICHEL BRAUDEAU.

## La mort de Lee Marvin

## L'homme de toutes les violences

Le comédien américain Lee Marvin est mort d'une crise cardiaque le 29 août au centre médical de Tucson (Arizona), il était âgé de soixante-trois ans.

En 1953, dans *Règlement de comptes*, film noir de Fritz Lang, un grand gars viril et inquiétant avec

ses yeux froids, son physique de colosse (1,91 mètre, 90 kilos), joue le rôle d'un gangster arrosant le visage de Gloria Grahame avec le contenu brûlant d'une cafetière et la défigurant à moitié. La violence de la scène rend célèbre Lee Marvin dont les prestations les deux années précédentes n'avaient guère été remarquées. Bandit, tueur ou ange sauveur du western, il fera toute sa carrière au cinéma dans les personnages cyniques, vindicatifs, brutaux.

Lee Marvin, né le 19 février 1924 à New-York dans un milieu aisé, se révèle un enfant et un adolescent rebelle, s'engage dans les marines en 1943, est gravement blessé dans le Pacifique sud et débute à Broadway au théâtre en 1946.

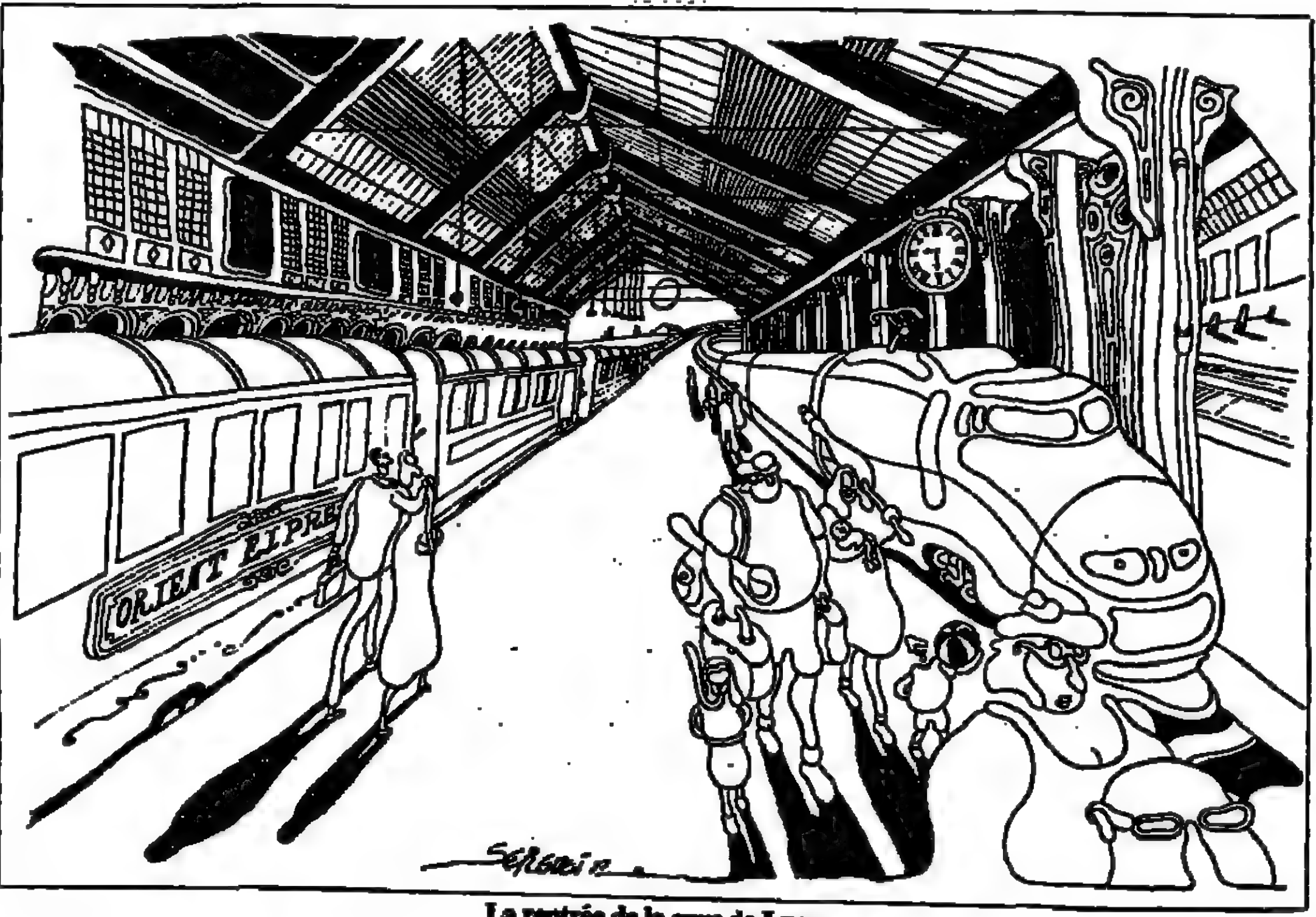
Henry Hathaway l'amène au cinéma en lui offrant un petit rôle pour *La Marine est dans le lac* (1951), premier film également d'un certain Charles Buchinski qui s'appellera plus tard Bronson. Après *Règlement de comptes*, Lee Marvin se spécialise donc dans la violence, la cruauté et un certain humour sardonique. Il est aux côtés de Marlon Brando dans *l'Équipée sauvage* (1954), d'Humphrey Bogart dans *Ouragan sur le Caine* (1954), de Spencer Tracy dans *Un homme est passé* (1954). De second rôle en second rôle (les *Inconnus dans la ville*, de Richard Fleischer, *la Peur au ventre*, de Jack Webb, *la Peur au ventre*, de Stuart Heisler), il grimpe les échelons sans trop se soucier d'ailleurs du système hollywoodien. En 1961, il est à moitié scalpé dans *les Comancheros*, de Michael Curtiz où il joue avec John Wayne qu'il retrouve dans *l'Homme qui a tué Liberty Valance* (1962) et une comédie truculente *la Taverne d'Irlandais* (1963), deux films de John Ford. En 1964, il incarne un de ses plus grands rôles très caractéristiques de la nature à laquelle le voue le cinéma, celui d'un tueur presque robotisé. C'est *A bout portant*, de Don Siegel où il se montre hallucinant.

Lee Marvin est désormais une star. Il se bat, il tue, il joue les ivrognes (et ne dédaigne pas l'alcool à la ville). Ses cheveux ont blanchi prématurément, ce qui lui donne une présence encore plus forte. Il est dans *Cat Ballou*, les *Professionnels*, les *Douze Salopards*. John Borman le dirige remarquablement (*le Point de non-retour* (1967), *Duel dans le Pacifique* (1968)). En 1970, il apporte la mythologie d'un romantisme morbide à *Monte Walsh*, western crépusculaire de William A. Fraker. Et fascine sa partenaire

Jeanne Moreau. Il semble fatigué, il déclare qu'il va prendre sa retraite. Il tourne moins. Mais en 1980 dans *The big red one*, superbe film de guerre de Samuel Fuller, Lee Marvin semble trouver un nouveau souffle. Toujours aux prises avec la violence mais ne la dominant pas forcément, il va tourner encore *Gorky Park*, de Michael Apted (1983), *Carnage*, d'Yves Boisset (1984), *the Delta Force*, de Michael Golan (1986), conservant l'image d'une puissance intacte en marge de la loi.

JACQUES SICLIER.

## PARIS AU MOIS D'AOUT



La rentrée de la gare de Lyon.

**MONTAPARNASSE**

GRANDE SALLE

Jean LE POULAIN Claude WINTER  
Michel AUMONT François BEAULIEU  
François BARBIN Martine CHEVALLIER Alain MOTTET  
Johnny ZANITTA Georges LOUIS

**AUTRES HORIZONS**

Eric KAHANE Bernard MURAT Philippe SOULON

*Cycle Harold Pinter*

PETITE SALLE

**C'ETAIT HIER**

Eric KAHANE Jean-Pierre MARTEL Alain ROY  
Claire VERNET Catherine FERRAN

En coproduction avec la Comédie-Française

LOCATION OUVERTE : 43.22.77.74  
1<sup>re</sup> GRANDE SALLE LE 16 - 1<sup>re</sup> PETITE SALLE LE 22

هكذا من الأصل



## Culture

### MUSIQUES

Le concours Clara Haskil de Vevey

## Révélation indonésienne

Le concours Clara Haskil, à Vevey (Suisse), qui perpétue le souvenir de la grande pianiste, réunit tous les étés une nouvelle génération de virtuoses. Deux Français parmi eux, cette année, et une révélation, venue d'Indonésie.

Pour Clara Haskil, l'artiste errante à la vie dramatique et tourmentée, Vevey était un havre de paix. Elle y avait été recueillie par des amis, quand elle s'était échappée de France à la dernière minute, le 8 novembre 1942, juste avant l'invasion de la zone libre par les Allemands. Et c'est de là qu'après tant d'années où elle resta méconnue elle allait prendre son départ pour la gloire.

Vevey ne l'a pas oubliée. Pas plus que son ami Charles Chaplin, qui la recevait traditionnellement pour le déjeuner de Noël et disait : « Dans ma vie, j'ai rencontré trois génies : le professeur Einstein, Winston Churchill et Clara Haskil (1). » Alors qu'une statue maladroite de Charlie erre parmi les fleurs au bord du lac, le souvenir de Clara Haskil est perpétué par un concours de piano à son image qui, tous les deux ans, réunit de jeunes artistes interprétant principalement des œuvres qu'elle aimait jouer. Un concours pour vrais musiciens, illustré par des lauréats tels que Christoph Eschenbach ou Michel Dalbert.

### L'école française

Huit candidats (sur quarante-sept) ont été admis cette année pour les demi-finales : un récital de quarante-cinq minutes qui permet de bien apprécier les qualités des uns et des autres, et l'excellent niveau de ce concours.

Des seize Japonais, venus en force comme toujours, trois jeunes filles sont restées en lice, toujours appliquées, bonnes techniciennes, mais à l'imagination quelque peu paralysée devant des œuvres qui doivent jaillir du feu de l'esprit, bien que Hiroko Sakagami joue l'improvisation en la *Waltz* opus 90 de Schubert comme une délicate estampe de son pays.

Deux pianistes suisses témoignent de qualités inverses, avec une assise technique moins solide peut-être, mais un sens musical plus affirmé. Il est dommage que Franck Levy se perde souvent dans des lenteurs égrégues pour en ressortir avec un toucher trop plombé. Mais Sylviane Deferme a une personnalité très

vivante, une accentuation juste et un charme qui ne demandent qu'à s'épanouir dans les *Variations Allegro* de Schumann comme dans la *Sonate en la mineur* D 845 de Schubert, en dépit d'une virtuosité un peu étiolée.

Notre école est bien représentée par deux solides lauréats des concours internationaux. Pourtant, le jeu clair et élégant de Jean-Marie Cottet, ainsi que son programme comprenant la *Sonate en fa*, opus 10, numéro 2, de Beethoven, brillante et désuète, les *Pensées* opus 116 de Brahms et une composition de Ravel sans mystère, enfin le choix d'un *Adagio et rondo* insipide de Schubert ne reflète pas la grande tradition de Clara Haskil.

Laurent Cabasso s'en approche davantage en interprétant la même *Sonate en fa* de Beethoven et la *Pastorale* de Schubert, avec une sensibilité plus aigüe à la vie intérieure des textes (malgré une certaine pâleur d'expression) qui semble indiquer une musique de vitalité et de vue profonde.

La révélation a été pour nous le pianiste indonésien David Satyabrata (vingt et un ans), fixé depuis l'enfance à Hambourg. S'attaquant seul à l'une des grandes sonates posthumes de Schubert (en la D. 959), il en a déployé peu à peu toute l'urgence poétique. Encore intimidé dans l'*Allegro* initial qui demande une grandeur lyrique presque oratoire, il est comme transféré par les mouvements lents. Les tintements de la cloche des agoniements y encadrent une extraordinaire vision panique. Il en rejailit en un schizzo exaltant et un final lumineux, d'une justesse d'accent et d'un ton qui manifestent un interprète pleinement habité par la musique.

Tandis qu'ont lieu ces épreuves, s'ouvrira le 42<sup>e</sup> Festival de Montreux-Vevey, qui rassemble à la fin de cet été, sur la Riviera suisse, quelques-uns des plus grands solistes internationaux, les Zukerman, Szeryng, Kremer, Berganza, Arrau, etc. Et l'Orchestre philharmonique de l'Israël a joué deux belles pages corales et décontractées de Copland, la *Symphonie concertante*, n° 105 de Haydn aux larges perspectives et la *Quatrième Symphonie* de Tchaïkovski, sous la direction de Zubin Mehta, visiblement ravi d'entraîner une formation symphonique d'une si éclatante plénitude.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Le livre très beau et émouvant de Jérôme Spickol sur Clara Haskil (Ed. Payot-Vau de Veldre, 75 F, 284 pages).

★ Les finales avec orchestre du concours Clara-Haskil ont lieu les 31 août et 1<sup>er</sup> septembre.

Madonna est venue. On l'a vue un peu, on l'a bien entendue. Elle achève sa tournée européenne à Nice.

Il était écrit dans le Grand livre des fêtes que Madonna tenait absolument à offrir en spectacle au parc de Sceaux. Pour « des raisons personnelles », chuchotait la presse bien informée qui n'en voulait pas trop dire. Parce qu'au temps des vaches maigres, quand elle galérait à Paris pour un cachet de choriste de cette fin de décennie, comme aussi les valeurs actuelles de l'adolescence et de ses tuteurs.

Les cent vingt mille jeunes — et leurs parents — qui ont attendu jusqu'à l'évanouissement la star toute la journée étaient venus entendre Madonna, d'abord parce qu'il n'y a pas grand-chose d'autre à écouter. Que l'été est pourri. Que le besoin de fraternité sous la mer des briquets allumés n'est pas un vain mot. Que la jeunesse, surtout celle des plus jeunes, se cherche des raisons d'être ensemble quand SOS-Racisme fait réfléchir. C'étaient les mêmes qu'aux concerts de « Touche pas à mon pote », mais samedi, la grand-messe n'avait d'autre finalité que le miroir d'un « look » de références vestimentaires d'une frimousse — si proche — de gosse de la rue. Une simple image, sur grand écran, en mieux qu'à la télé, en attendant la rentrée scolaire. Une première hyper-surboim pour des milliers de petites filles accompagnées par des robes que Madonna ne cherche surtout pas à effrayer.

### Malentendu médiatique

Et comme ils n'étaient que des gosses en quête d'intégration et de loisirs sains, que les bandes de banlieue avaient oublié de venir, les organisateurs et les policiers entourèrent ce précieux public de tous les soins possibles. Des secouristes, des pompiers, des « videurs » composèrent un ballet permanent aux pieds de la chanteuse, sorte de chorégraphie d'avant-scène, pour venir en aide aux victimes de la chaleur et de

Une autre prairie, moins distinguée, avait encore pu nous faire prendre Madonna pour une rockeuse damnée, une fille à l'index ou la « bombe sexuelle » si complaisamment promise par les gazettes. Un terrain vague, les labours de La Courneuve par exemple, auraient pu nous laisser croire que flottaient autour de la fausse blonde apparition comme une odeur de souffre, un effluve de scandale. La provocation, le déhanchement iconoclaste ont dû être oubliés en chemin.

C'est ce fut si sage, le concert si parfaitement réglé, la chanteuse comme il faut, le public docile et la nuit si douce qu'on aurait pu se demander, la madone repartie, si nous n'avions pas assisté à une sorte de grand « Bal des débs » en vidéo. A la projection d'un gigantesque clip au château, sous la lune. A la reconstitution, façon Broadway, d'une gentille soirée familiale quand l'adulte des filles se pare de la lingerie et des robes de maman pour nourrir les fantômes innocents des plus petits.

Miss Chirac avait vu juste. Le maire de Sceaux n'avait rien à craindre pour ses prud'hommes, les milliers d'invités rien à redouter pour leur réputation : le concert de Madonna, expurgé de toute violence, et savant de toute sensibilité authentique, ressemblait plus à

### Madonna à Sceaux

## Boum de rentrée

L'entrée dans le monde d'une jolie et talentueuse roturière qu'au mariage d'un démoiselle d'une quelconque contre-culture par le stupre.

Les gosses auraient pu dire, les gosses ont dit : c'était « clean ». Propre, net, distillant, joliment fait et un peu vide. Vide comme un Top 50. Comme la musique outre-Atlantique de cette fin de décennie, comme aussi les valeurs actuelles de l'adolescence et de ses tuteurs.

Les cent vingt mille jeunes — et leurs parents — qui ont attendu jusqu'à l'évanouissement la star toute la journée étaient venus entendre Madonna, d'abord parce qu'il n'y a pas grand-chose d'autre à écouter. Que l'été est pourri. Que le besoin de fraternité sous la mer

des briquets allumés n'est pas un vain mot. Que la jeunesse, surtout celle des plus jeunes, se cherche des raisons d'être ensemble quand SOS-Racisme fait réfléchir. C'étaient les mêmes qu'aux concerts de « Touche pas à mon pote », mais samedi, la grand-messe n'avait d'autre finalité que le miroir d'un « look » de références vestimentaires d'une frimousse — si proche — de gosse de la rue. Une simple image, sur grand écran, en mieux qu'à la télé, en attendant la rentrée scolaire. Une première hyper-surboim pour des milliers de petites filles accompagnées par des robes que Madonna ne cherche surtout pas à effrayer.

la déshydratation. On lança sur la foule des premiers rangs des centaines de bouteilles en plastique. On arrosa les madonnas défilantes. On hissa sur scène des centaines de synchros qu'une ronde d'ambulances emportait, gyrophares allumés, à côté de Madonna.

Comme ils n'étaient que des gosses, que la fille du premier ministre avait engagé, malgré elle, la campagne électorale de Jacques Chirac, les forces de l'ordre se firent même chauffeurs de cars pour ramener vers Paris tous ceux qui n'avaient pas fui le parc ou le centre de Sceaux à la fermeture du RER et à l'extinction des feux d'une ville qui avait décidé, samedi, de se coucher tôt.

Il y eut beaucoup de déçus, tous ceux du bout du parc, parce que Madonna voit trop grand. Le Nôtre traçait ses jardins en longueur et, passé le premier kilomètre, la mythique sulfureuse n'était qu'un point blanc ou rouge éclairé entre deux lignes sombres de frondaison.

Il y eut des déçus, pas trop mais un peu, parce que pour 100 000 personnes, un show est d'abord une retransmission vidéo. Parce qu'entre la scène si lointaine, et l'écran géant, on passe sans transition de l'infiniment petit au gros plan artificiel.

Tout au long du spectacle, Rémy Grumbach, l'un des manitous de la réalisation TV de concerts et d'émissions de variétés, s'enthousiasma, jurellait aux yeux, à nos côtés. Il traquait le truc. La géniale astuce vidéo du concert. La scénographie très précise qui impose à Madonna de s'arrêter, de se jeter au sol, de montrer ses fesses — très chastement recouvertes — à l'endroit exacte voulu par sept caméras fort discrètes et une régie cachée.

C'est sans doute ce qui donne ce charme brouillé, mécanique, comme distancé, au show. La star, sur scène, ne peut rien donner gratuitement. La moindre pose échappe à toute inspiration. Madonna se communique avec son public trop nou-

breux que par la voix. Pour certains, ceux du fond, c'était trop peu. Assez pour que des milliers de personnes repartent avec les fausses sorties de « Who's that girl? » (« Qui est cette fille ? »).

Reste le malentendu médiatique. L'arroseur d'une rumeur de cuir clouté et de soie mauve. L'escroquerie à la promesse d'une Baby-Doll revisitée par Marilyn. Tous ceux qui auront attiré le gogo en effeuillant, dans les colonnes de la presse française, des guépêtres de l'upanar en sont pour leurs fantômes. Madonna chante et danse en « body », fort sage. La fameuse culotte jetée au public n'est qu'un truc de plus. Pas le mieux. Un faux. A peu près ce que Hollywood aurait pu retenir du French Cancan servi par les plus mauvaises années du Casino de Paris.

Si Madonna est une star de la vulgarité proclamée, c'est vraiment au second degré. Ses imitations de l'Ange bleu, ses moues de prêtresse « glamour » paraissent si naïves, si apprêtées qu'on se demande si la force du show, sa vitalité ne reposent pas essentiellement sur l'espérance d'une jeune fille de bonne famille surprise dans une maladroite tentative de séduction.

Madonna fut beaucoup plus irrésistible quand elle dansa avec un gamin en costume trop grand. Plus envoltante, par son jogging sur scène, ses sautillonnements que par ses jets d'une musculature trop ferme pour faire croire aux mirages de Marilyn retrouvée. Madonna fut plus drôle quand elle fit, fort involontairement, affiler le nom de Jacques Chirac par la foule. Plus émue, enfin, quand elle redevint elle-même, la Madonna fragile et paumée du film « Recherche Susan desespérément ». Meilleure dans la détresse, image fixe, tendue. Meilleure dans la sagesse qu'elle avait si ingénument provoquée tout autour d'elle.

PHILIPPE BOGGIO.

## La semaine du mélomane

Les soi-disant révisseurs du mélomane ont été appréhendés alors qu'ils tentaient d'échanger, contre des places pour Madonna, une liasse d'invitations aux manifestations suivantes.

Festival d'été de Paris (tél. : 48-04-98-01) : lundi 31 août à 20 h 30, à Saint-Séverin : musique de l'école de Notre-Dame, par l'Ensemble Gilles Binchois ; mercredi 2 septembre à 20 h 30, à l'Auditorium des Halles, œuvres de Darius Milhaud par l'Ensemble Erwartung ; jeudi 3, à 20 h 30, salle Pleyel, Orchestre français des jeunes dirigé par Emmanuel Krivine, avec Gérard Caussé, alto (œuvres de Debussy, Bartok et Beethoven).

Festival de Sceaux (tél. : 46-60-07-79) : Josette Moreau, piano, le 5 à 17 h 30 (Stockhausen, Beethoven, Schumann) ; François-René Duchable, piano, et Gérard Caussé, alto, le 6 à 17 h 30 (Schumann, Schubert, Brahms).

Festival de Besançon (tél. : 81-80-73-26) : au Théâtre municipal, mardi 1<sup>er</sup> septembre,

Wiener Schubert Trio (trios de Mozart, Ravel et Schubert) ; jeudi 3, œuvres de Vivaldi, Tartini et Rossini, par I. Solisti Veneti ; vendredi 4, récital de piano par Hélène Megaloff (Ravel, Beethoven, Chopin).

Festival de La Chaise-Dieu (tél. : 71-00-01-16) : concerts de l'Orchestre philharmonique de Moscou, les 1<sup>er</sup> et 3 septembre (Prokofiev et Tchaïkovski) ; Baux-Arts Trio, le 3, à 18 heures ; récital piano-violon par Eva Grubini et Edith Fischer, le 4 à 18 heures ; Requiem de Berlioz, les 5 et 6 septembre à 21 h 15.

« Piano aux Jacobins » à Toulouse (tél. : 61-23-32-00), José Carlos Cocarrell, le 2 (Chopin, Mozart, Fauré) ; Monaham Pressler, le 4 (Bach, Bartok, Ravel, Chopin).

N.B. : ces cartons d'invitation étaient grossièrement limités, et le prétendu orléan du mélomane était celle d'un veau. Le mystère s'éclaircit.

GÉRARD CONDÉ.

### NOTES

#### Premier Festival Omnimax à la Géode

Le premier Festival du film Omnimax se tiendra du 1<sup>er</sup> au 7 septembre à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette. Sur l'écran hémisphérique de la Géode, le plus grand du monde, seront diffusés dix films documentaires, dont certains inédits, produits par les États-Unis, le Japon, les Pays-Bas et la France. Un prix du public et un prix du jury seront remis.

★ Rendez-vous : Sur Minuit : 36-15 code Vilette ; par téléphone : 42-39-20-54.

#### Cinquante-six descendants de Gauguin à Copenhague

Pour la première fois, les descendants scandinaves actuellement vivants de Paul Gauguin se sont retrouvés ce week-end à Copenhague. Ils étaient cinquante-six entre soixante-dix-sept ans et cinq mois à avoir répondu à l'appel de M<sup>me</sup> Mette Fosgaard Gauguin, arrière-petite-fille du peintre, à qui la projection récente du film de Henning Carlsen, *Oviri*, avait vraisemblablement donné l'idée de ce rassemblement familial.

CAMILLE OLSEN.

### MERCREDI

BETTE DAVIS LILLIAN GISH VINCENT PRICE ANN SOTHERN

Une animation sans limites, un jour de folie.

On guette cet univers magique des farces modernes, avec regard et émotion. On a envie de visiter cette fièvre de rencontrer ses vieilles personnes. De recevoir le film.

QUESTIONS TÉLÉRAMA

Les Baleines du Mois d'Août

LINDSAY ANDERSON

Les Baleines du Mois d'Août

Les Baleines du Mois d'Août

Les Baleines du Mois d'Août

Les Baleines du Mois d'Août

Les Baleines du Mois d'Août

Les Baleines du Mois d'Août

Les Baleines du Mois d'Août

Les Baleines du Mois d'Août







# Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi et dimanche. Les programmes de radio sont publiés dans « Le Monde radio-télévision ». Les programmes de télévision sont publiés dans « Le Monde télévision ».

## Lundi 31 août

### TF1

20.35 Cinéma : L'Inferno. Film français de Pierre Lary (1982). Avec Jean Rochefort, Jean-Pierre Marielle, Dominique Sanda, Jean-Hugues Anglade. Un ingénieur pétrolier, passant des vacances à Paris, est pris aux pièges de la technologie. Émission d'Igor Barro et Jean-Pierre Barro. 22.15 Documentaire : Fleury. 9. La Bresse, le pays aux mille églises. 23.10 Actualité : championnat du monde. (résumé). 23.25 Journal. 23.45 Série : Les chevaliers. Inquisition.

### A2

20.30 Théâtre : On m'appelle Émile. Pisto de Maria Pacôme, mise en scène de Jean-Luc Moreau. Avec Maria Pacôme, Odette Laure, Stéphane Bierry, Jean-Pierre Andréani. Trois marginaux tentent une reconversion dans une vie dite normale. Cette pièce, la troisième écrite par Maria Pacôme, a été présentée à Paris. 22.15 Magazine : À l'aise à la pelle. Présenté par Eve Ruggieri. Invité : Philippe Solers, sur le thème « Musique classique et lyrique ». 23.10 Histoire courtes. Ballade sanglante, de Sylvia Madigan. 23.35 Journal.

### FR3

20.30 Cinéma : Le téléphone sonne toujours deux fois. Film français de Jean-Pierre Vigne (1984). Avec Didier Bourdon, Seydoux Bruch, Bernard Campan. Un tueur sévit avec un téléphone et l'inspecteur sur le front des femmes. Les victimes. Parodie de polar mise en scène à la façon d'une bande dessinée. 22.10 Journal. 23.15 Série : Histoire vraie. Scritches et événements : faut-il croire au mauvais sort et aux sorcières ? 23.30 Prélude à la nuit.

### CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Les cinquante-cinq jours de Pékin. Film américain de Nicholas Ray (1963). Avec Charlton Heston, Ava Gardner, David Niven, John Ireland. 23.00 Flash d'informations. 23.05 Magazine : Canal foot. 23.35 Les drives de Canal +. 0.35 Magazine : Le monde du sport. 1.30 Cinéma : Golden eagles. Film français de Chantal Akerman (1985). Avec Myriam Boyer, John Berry, Lio, Delphine Seyrig, Charles Denner.

### LA 5

20.25 Cinéma : Saturn 3. Film anglais de Stanley Donen (1980). Avec Farrah Fawcett. La vie paisible et amoureuse de deux savants - un homme et une femme - installés dans une station de Saturn 3 est troublée par l'arrivée d'un psychopathe et d'un robot aux réactions bizarres. 21.55 Série : Matlock. 22.50 Série : Mission impossible. 23.50 Série : L'inspecteur Derrick. 0.50 Série : Supercopier. 1.40 Série : Cosmos 1999. 2.30 Série : Matlock.

### M6

20.30 Cinéma à la carte. 1<sup>er</sup> choix : La guerre du feu. Film franco-italien d'Umberto Lenzi (1982). Avec Sam Peckinpah. Un homme, chassé d'une tribu préhistorique, découvre le feu sur

les flancs d'un volcan et fabrique des armes. Ce film totalitaire n'a pas inspiré - mal - à la fois de Conan le barbare et de la Guerre du feu. 2<sup>e</sup> choix : La plume. Film français de Jacques Deray (1968). Avec Alain Delon, Romy Schneider, Maurice Ronet. L'arrivée d'un vieil ami et sa fille jette le trouble dans la vie de deux amants en vacances à Saint-Tropez. Drame psychologique dans le huis clos d'une luxueuse villa. L'histoire est semée de clichés, mais il y a de fameux interprètes. 22.00 ou 22.25 Série : Brigade de nuit. 22.50 ou 23.15 Journal. 23.00 ou 23.25 Météo. 23.00 ou 23.30 Série : Les espions. 23.50 ou 0.15 Musique : Boulevard des clips.

### FRANCE-MUSIQUE

19.30 Concert (en direct de Salzbourg) : Symphonie en mi bémol majeur de Hindemith : symphonie n° 4 en mi mineur op. 98, de Brahms, par l'Orchestre de Philadelphie, dir. Riccardo Muti ; à 22.00 Quintette pour piano et cordes, de Chopin, par le Trio Borodine ; à 23.05 Fantaisie de Schumann, Hoffmann, Liszt, Mendelssohn Beethoven, Caplet.

### FRANCE-CULTURE

20.15 Mémoires du siècle : Cécilia Doss. 21.15 René Char. Autour du Festival de poésie de Cognac (1987). 22.15 Musique traditionnelle. Bismen Joshi, chant khyal de l'Hind du Nord. 23.50 Entretien avec... Marlene Dietrich. 0.05 Du jour au lendemain.

**TELESPECTATEURS DE LA REGION PARISIENNE VOUS DEVEZ RECEVOIR PARFAITEMENT LA 5**

**SI CE N'EST PAS LE CAS TELEPHONEZ AU 47.47.74.44**

## Mardi 1<sup>er</sup> septembre

### TF1

14.45 Croque-vaccances. 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. 17.05 Série : Miss. 18.00 Mini-journal. 18.15 Série : Maman. 19.10 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.35 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal. 20.30 Théâtre : Pièces de Breuville de Jean Poiret, mise en scène de Pierre Mondy. Avec Jacqueline Maillan, Michel Roux, Roger Card, Amick Alamane, Jacky Sardon. Satire du monde du théâtre. 23.15 Documentaire : Histoire naturelle. 10. Le tour de pêche de deux enfants. 0.10 Actualité : championnat du monde. (résumé). 0.30 Journal. 0.50 Série : Le sixième sens. La maison qui appelle au secours.

### A2

15.30 Feuilleton : Rue Carnot. 15.55 Sports 66. Avion : championnat du monde. Athlétisme : championnat du monde (en Eurovision de Rome). 19.35 Jeu : Des chiffres et des lettres. 20.00 Journal. 20.30 Les dossiers de Pékin : Dead zone. Film américain de David Cronenberg (1983). Avec Christopher Walken, Brooke Adams, Tom Skerritt, Herbert Lom. Cinq ans après un accident de la route, un homme émerge du coma et découvre qu'il possède un don de double vie. 22.10 Dédicace : Les voyages, voyages en signification ? Avec Elisabeth Laborde-Natale, psychiatre, auteur d'une thèse sur la psychiatrie et la voyage. Jean Verstraë, vicar général de Montauban et spécialiste des phénomènes religieux. Luc Pison, professeur de biologie à Paris-VII, membre de l'Union rationaliste ; François Laplatine, ethnologue, auteur de « Un voyage dans la ville » ; Robert Naquet, directeur de recherches au CNRS ; Jean-Charles de Fontbrune ; Elisabeth Alexandre, journaliste ; Marcel Picard ; Jeanine Forney ; Kristen Maud. 23.15 Journal.

### FR3

15.05 Sports-loisirs. 15.20 Pense-bêtes. 15.30 Documentaire : Splendeur sauvage. 16.00 Gastronomie. 16.05 Les papies et les mamies de la 3. 16.10 Le jeu de la séduction. 16.20 Le tube de l'été. 16.30 Le jeu de la séduction (suite). 17.00 Feuilleton : Vive la vie ! 17.30 Le monde enchanté. 17.35 Jeu : Géométrie en herbe. 18.00 Dessin animé : Belle et Sébastien. 18.30 Série : Les papas. 18.35 Feuilleton : Fortune. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.15 à 19.35, actualités régionales. 19.55 Inspecteur Gadget. 20.02 Jeux : La classe. 20.35 Cinéma : La belle et le cavalier. Film italien de Francesco Rosi (1967). Avec Sophia Loren, Omar Sharif, Dolores del Río, Georges Villain. Une paysanne un peu sorcière se fait aimer d'un prince. Contes populaires en costume du XVIII<sup>e</sup> siècle. Surprenant de la part de Francesco Rosi, mais réussi dans le genre. Sophia Loren apporte une verve éblouissante. 22.20 Journal. 22.50 Mini-films. 23.20 Prélude à la nuit.

### CANAL PLUS

14.00 Cinéma : Les braves dans la ville. Film américain de Robert Parrish (1971). Avec Stella Stevens, Telly Savalas, Robert Shaw, Martin Landau. 15.45 Cinéma : La Bible ne fait pas le malin. Film américain de Marty Feldman (1980). Avec Marty Feldman, Peter Boyle, Louise Lasser.

## Audience TV du 30 août 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AVANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	30,2	Amour trop	Stade 2	Petit malin	Louise Joy	Star	Choc mi
		11,1	8,5	3,0	1,0	2,5	2,5
19 h 45	32,7	Amour trop	Qui de nous	Cherchez France	Catch	Supercopier	Homme latin
		15,6	5,5	3,0	3,0	4,0	1,5
20 h 15	45,2	Journal	Journal	Paul Hogan	Catch	Supercopier	Homme latin
		20,6	11,8	5,0	2,0	3,5	2,5
20 h 55	45,7	Cortouche	Mythos	Petit malin	L'Espresso	In Justice	Choc mi
		20,1	4,5	2,5	4,0	15,1	1,5
22 h 05	44,7	Cortouche	Les comètes	France carte	L'Espresso	PUB	Choc mi
		21,8	6,5	3,0	4,0	7,5	4,0
22 h 44	32,7	Sports soir	Les comètes	Journal échauffé	La 5	Amour trop	Vague
		10,6	5,5	3,5	1,0	8,5	3,0

Exemplaire : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 153 reçoivent la 5 et 115 reçoivent M6 dans de bonnes conditions.

# Informations « services »

## MOTS CROISÉS

**PROBLÈME N° 4561**

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

### HORIZONTALEMENT

1. Est rempli de plumes. - II. Femme d'ouverture. - III. Qui a donc ce qu'il faut pour être bien vu. Manque à celui qui cherche l'inspiration. - IV. Possessif. N'est pas soumis à la neutralité. Conjonction. - V. Il devait lui arriver d'être au bout du rouleau. Permet de mettre en valeur la beauté d'une marque. - VI. Fait déguster des tartes. - VII. Fait connaître la fin. Prise en main pour ne pas lâcher pied. - VIII. On y met très souvent la pièce. Savait se montrer brillant. - IX. Permet d'éviter la ruine. - X. Préserve l'anonymat. Gourde de faible capacité. - XI. Est à l'origine de nombreux reliefs. Peut être couvert de plaques.

### VERTICALEMENT

1. Pour lui, le bridge et la roulette ne donnent pas matière à jouer. Permet de déduire. - 2. Endroit où de nombreuses vedettes sont appelées à évoluer. Ne se perdent pas facilement. Transmis par la « peste ». - 3. Est amené à entrer dans la danse. Il est une perte qui ne saurait lui faire de mal. - 4. Un qui a souvent été sur le pavé. Lance des bombes. - 5. Moyen de transport. Reste longtemps sur ses positions. - 6. Pronom. Pour ceux qui agissent en maîtres. - 7. Est fréquemment mis sur le charbon. On ne peut pas fuir ceux qui ne résistent pas au choc. Changea du tout au tout. - 8. Est utilisé à maintes reprises. Avant-dernier d'une liste. - 9. Assure la continuité. Conjonction.

### Solution du problème n° 4560

#### Horizontalement

I. Cuisinier. Notion. II. Toul. Carabine. - III. Midi. Potager. II. - IV. Alénois. Tes. Pli. - V. Ri. Tresse. Isol. - VI. Essence. Latine. - VII. Ce. Réer. Ire. Tri. - VIII. Art. Fer. Tien. - IX. Oc. Carrière de déduire. - X. Oub. Pour. - XI. Espar. Arrêt. Ut. - XII. Snob. Étuvée. - XIII. Ame. Perle. Ere. - XIV. Parme. Gê. Grélon. - XV. Es. Us. Este. Rusé.

#### Verticalement

1. Marécage. Cape. - 2. Utiliser. Me. Mas. - 3. Iode. Toussier. - 4. Sauter. Cep. Mâ. - 5. Il. Orner. Aspes. - 6. Pêche. Corps. - 7. Ecosse. Au. Org. - 8. Rat. Friables. - 9. Rételler. - 10. Nage. Arrière. Gê. - 11. Obsédé. Étér. - 12. Tir. Si. Trifurc. - 13. In. Pontier. Velu. - 14. Ceillère. Rue. Os. - 15. Lie. Inerte. Né.

### GUY BROUTY.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 30 août 1987 :

### DES DÉCRETS

• N° 87-712, 87-713, 87-714 du 26 août 1987 tendant à favoriser l'investissement local, l'accès à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière ;

• N° 87-715 et circulaire du 27 août 1987 relatifs à la taxe sur le défrichement.

### UN ARRÊTÉ

• Du 19 août 1987 portant prix de vente en France continentale de certaines catégories de tabacs fabriqués.

### DES DÉCISIONS

• N° 87-193 du 26 août 1987 relative au retrait et à la réattribution de fréquences utilisées par la Société nationale de programme Radio-France ;

• Du 26 août 1987 modifiant des décisions antérieures autorisant l'exploitation de services de télévision à vocation nationale diffusés en clair par voie hertzienne terrestre (sixième chaîne et cinquième chaîne).

## LOTO

TRANCHE DU BANCAL 20 AOÛT 1987

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50

PROCHAINES TRANCHES, EN DIRECT SUR 121

SEPTIÈME TRANCHE : 121 - 122 - 123 - 124 - 125 - 126 - 127 - 128 - 129 - 130 - 131 - 132 - 133 - 134 - 135 - 136 - 137 - 138 - 139 - 140 - 141 - 142 - 143 - 144 - 145 - 146 - 147 - 148 - 149 - 150 - 151 - 152 - 153 - 154 - 155 - 156 - 157 - 158 - 159 - 160 - 161 - 162 - 163 - 164 - 165 - 166 - 167 - 168 - 169 - 170 - 171 - 172 - 173 - 174 - 175 - 176 - 177 - 178 - 179 - 180 - 181 - 182 - 183 - 184 - 185 - 186 - 187 - 188 - 189 - 190 - 191 - 192 - 193 - 194 - 195 - 196 - 197 - 198 - 199 - 200 - 201 - 202 - 203 - 204 - 205 - 206 - 207 - 208 - 209 - 210 - 211 - 212 - 213 - 214 - 215 - 216 - 217 - 218 - 219 - 220 - 221 - 222 - 223 - 224 - 225 - 226 - 227 - 228 - 229 - 230 - 231 - 232 - 233 - 234 - 235 - 236 - 237 - 238 - 239 - 240 - 241 - 242 - 243 - 244 - 245 - 246 - 247 - 248 - 249 - 250 - 251 - 252 - 253 - 254 - 255 - 256 - 257 - 258 - 259 - 260 - 261 - 262 - 263 - 264 - 265 - 266 - 267 - 268 - 269 - 270 - 271 - 272 - 273 - 274 - 275 - 276 - 277 - 278 - 279 - 280 - 281 - 282 - 283 - 284 - 285 - 286 - 287 - 288 - 289 - 290 - 291 - 292 - 293 - 294 - 295 - 296 - 297 - 298 - 299 - 300 - 301 - 302 - 303 - 304 - 305 - 306 - 307 - 308 - 309 - 310 - 311 - 312 - 313 - 314 - 315 - 316 - 317 - 318 - 319 - 320 - 321 - 322 - 323 - 324 - 325 - 326 - 327 - 328 - 329 - 330 - 331 - 332 - 333 - 334 - 335 - 336 - 337 - 338 - 339 - 340 - 341 - 342 - 343 - 344 - 345 - 346 - 347 - 348 - 349 - 350 - 351 - 352 - 353 - 354 - 355 - 356 - 357 - 358 - 359 - 360 - 361 - 362 - 363 - 364 - 365 - 366 - 367 - 368 - 369 - 370 - 371 - 372 - 373 - 374 - 375 - 376 - 377 - 378 - 379 - 380 - 381 - 382 - 383 - 384 - 385 - 386 - 387 - 388 - 389 - 390 - 391 - 392 - 393 - 394 - 395 - 396 - 397 - 398 - 399 - 400 - 401 - 402 - 403 - 404 - 405 - 406 - 407 - 408 - 409 - 410 - 411 - 412 - 413 - 414 - 415 - 416 - 417 - 418 - 419 - 420 - 421 - 422 - 423 - 424 - 425 - 426 - 427 - 428 - 429 - 430 - 431 - 432 - 433 - 434 - 435 - 436 - 437 - 438 - 439 - 440 - 441 - 442 - 443 - 444 - 445 - 446 - 447 - 448 - 449 - 450 - 451 - 452 - 453 - 454 - 455 - 456 - 457 - 458 - 459 - 460 - 461 - 462 - 463 - 464 - 465 - 466 - 467 - 468 - 469 - 470 - 471 - 472 - 473 - 474 - 475 - 476 - 477 - 478 - 479 - 480 - 481 - 482 - 483 - 484 - 485 - 486 - 487 - 488 - 489 - 490 - 491 - 492 - 493 - 494 - 495 - 496 - 497 - 498 - 499 - 500 - 501 - 502 - 503 - 504 - 505 - 506 - 507 - 508 - 509 - 510 - 511 - 512 - 513 - 514 - 515 - 516 - 517 - 518 - 519 - 520 - 521 - 522 - 523 - 524 - 525 - 526 - 527 - 528 - 529 - 530 - 531 - 532 - 533 - 534 - 535 - 536 - 537 - 538 - 539 - 540 - 541 - 542 - 543 - 544 - 545 - 546 - 547 - 548 - 549 - 550 - 551 - 552 - 553 - 554 - 555 - 556 - 557 - 558 - 559 - 560 - 561 - 562 - 563 - 564 - 565 - 566 - 567 - 568 - 569 - 570 - 571 - 572 - 573 - 574 - 575 - 576 - 577 - 578 - 579 - 580 - 581 - 582 - 583 - 584 - 585 - 586 - 587 - 588 - 589 - 590 - 591 - 592 - 593 - 594 - 595 - 596 - 597 - 598 - 599 - 600 - 601 - 602 - 603 - 604 - 605 - 606 - 607 - 608 - 609 - 610 - 611 - 612 - 613 - 614 - 615 - 616 - 617 - 618 - 619 - 620 - 621 - 622 - 623 - 624 - 625 - 626 - 627 - 628 - 629 - 630 - 631 - 632 - 633 - 634 - 635 - 636 - 637 - 638 - 639 - 640 - 641 - 642 - 643 - 644 - 645 - 646 - 647 - 648 - 649 - 650 - 651 - 652 - 653 - 654 - 655 - 656 - 657 - 658 - 659 - 660 - 661 - 662 - 663 - 664 - 665 - 666 - 667 - 668 - 669 - 670 - 671 - 672 - 673 - 674 - 675 - 676 - 677 - 678 - 679 - 680 - 681 - 682 - 683 - 684 - 685 - 686 - 687 - 688 - 689 - 690 - 691 - 692 - 693 - 694 - 695 - 696 - 697 - 698 - 699 - 700 - 701 - 702 - 703 - 704 - 705 - 706 - 707 - 708 - 709 - 710 - 711 - 712 - 713 - 714 - 715 - 716 - 717 - 718 - 719 - 720 - 721 - 722 - 723 - 724 - 725 - 726 - 727 - 728 - 729 - 730 - 731 - 732 - 733 - 734 - 735 - 736 - 737 - 738 - 739 - 740 - 741 - 742 - 743 - 744 - 745 - 746 - 747 - 748 - 749 - 750 - 751 - 752 - 753 - 754 - 755 - 756 - 757 - 758 - 759 - 760 - 761 - 762 - 763 - 764 - 765 - 766 - 767 - 768 - 769 - 770 - 771 - 772 - 773 - 774 - 775 - 776 - 777 - 778 - 779 - 780 - 781 - 782 - 783 - 784 - 785 - 786 - 787 - 788 - 789 - 790 - 791 - 792 - 793 - 794 - 795 - 796 - 797 - 798 - 799 - 800 - 801 - 802 - 803 - 804 - 805 - 806 - 807 - 808 - 809 - 810 - 811 - 812 - 813 - 814 - 815 - 816 - 817 - 818 - 819 - 820 - 821 - 822 - 823 - 824 - 825 - 826 - 827 - 828 - 829 - 830 - 831 - 832 - 833 - 834 - 835 - 836 - 837 - 838 - 839 - 840 - 841 - 842 - 843 - 844 - 845 - 846 - 847 - 848 - 849 - 850 - 851 - 852 - 853 - 854 - 855 - 856 - 857 - 858 - 859 - 860 - 861 - 862 - 863 - 864 - 865 - 866 - 867 - 868 - 869 - 870 - 871 - 872 - 873 - 874 - 875 - 876 - 877 - 878 - 879 - 880 - 881 - 882 - 883 - 884 - 885 - 886 - 887 - 888 - 889 - 890 - 891 - 892 - 893 - 894 - 895 - 896 - 897 - 898 - 899 - 900 - 901 - 902 - 903 - 904 - 905 - 906 - 907 - 908 - 909 - 910 - 911 - 912 - 913 - 914 - 915 - 916 - 917 - 918 - 919 - 920 - 921 - 922 - 923 - 924 - 925 - 926 - 927 - 928 - 929 - 930 - 931 - 932 - 933 - 934 - 935 - 936 - 937 - 938 - 939 - 940 - 941 - 942 - 943 - 944 - 945 - 946 - 947 - 948 - 949 - 950 - 951 - 952 - 953 - 954 - 955 - 956 - 957 - 958 - 959 - 960 - 961 - 962 - 963 - 964 - 965 - 966 - 967 - 968 - 969 - 970 - 971 - 972 - 973 - 974 - 975 - 976 - 977 - 978 - 979 - 980 - 981 - 982 - 983 - 984 - 985 - 986 - 987 - 988 - 989 - 990 - 991 - 992 - 993 - 994 - 995 - 996 - 997 - 998 - 999 - 1000 - 1001 - 1002 - 1003 - 1004 - 1005 - 1006 - 1007 - 1008 - 1009 - 1010 - 1011 - 1012 - 1013 - 1014 - 1015 - 1016 - 1017 - 1018 - 1019 - 1020 - 1021 - 1022 - 1023 - 1024 - 1025 - 1026 - 1027 - 1028 - 1029 - 1030 - 1031 - 1032 - 1033 - 1034 - 1035 - 1036 - 1037 - 1038 - 1039 - 1040 - 1041 - 1042 - 1043 - 1044 - 1045 - 1046 - 1047 - 1048 - 1049 - 1050 - 1051 - 1052 - 1053 - 1054 - 1055 - 1056 - 1057 - 1058 - 1059 - 1060 - 1061 - 1062 - 1063 - 1064 - 1065 - 1066 - 1067 - 1068 - 1069 - 1070 - 1071 - 1072 - 1073 - 1074 - 1075 - 1076 - 1077 - 1078 - 1079 - 1080 - 1081 - 1082 - 1083 - 1084 - 1085 - 1086 - 1087 - 1088 - 1089 - 1090 - 1091 - 1092 - 1093 - 1094 - 1095 - 1096 - 1097 - 1098 - 1099 - 1100 - 1101 - 1102 - 1103 - 1104 - 1105 - 1106 - 1107 - 1108 - 1109 - 1110 - 1111 - 1112 - 1113 - 1114 - 1115 - 1116 - 1117 - 1118 - 1119 - 1120 - 1121 - 1122 - 1123 - 1124 - 1125 - 1126 - 1127 - 1128 - 1129 - 1130 - 1131 - 1132 - 1133 - 1134 - 1135 - 1136 - 1137 - 1138 - 1139 - 1



## Communication

Ouverture de l'université d'été à Carcans-Maubuisson

### M. François Léotard annonce une série de mesures en faveur de l'audiovisuel

La huitième université d'été de la communication a ouvert ses portes, le lundi 31 août, dans le petit village de Carcans-Maubuisson au cœur de la forêt landaise. Un village qui s'appelle à vivre cinq jours à l'heure de l'audiovisuel et des nouvelles technologies de la communication et à recevoir les principaux acteurs de ce secteur : PDG de chaîne, responsables de l'information, professionnels de la presse écrite, du cinéma et de la télévision.

Ce rendez-vous, qui coïncide avec la grande rentrée des chaînes, a été inauguré par M. Jacques Valade, ministre délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche, et par M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication. Ce dernier, qui venait d'abandonner ses

militants réunis à Bordeaux, a saisi le thème de cette université d'été — création et programmes — pour annoncer plusieurs mesures visant à développer la production française et faire le point sur le budget de l'audiovisuel public. Un secteur, assure-t-il, en bonne santé. « Nous sommes passés d'un audiovisuel étatisé, non concurrentiel, coûteux en prélèvements publics et pauvre en créations françaises à un système ouvert, moins coûteux et, en même temps, plus favorable à la création. » Un jugement qui ne manquera pas de susciter des débats parmi les professionnels qui défilent tout au long de la semaine à Carcans-Maubuisson.

CARCANS-MAUBUISSON  
de nos envoyés spéciaux

Voici les principaux points de l'intervention du ministre.

La réforme a conduit les groupes de communication à un développement sans précédent. Évoquant l'ampleur des fonds privés investis dans l'audiovisuel (4,5 milliards de francs dans TF 1, 1 dans la Ciné, 500 millions dans M 6), le ministre se félicite de la diversité des secteurs économiques désormais impliqués : la presse écrite, les sociétés audiovisuelles, les groupes bancaires et industriels. « La situation du secteur audiovisuel est incomparablement meilleure qu'il y a un an », estime-t-il en annonçant un budget équilibré pour TF 1, des exercices bénéficiaires pour les chaînes publiques et des résultats exceptionnels pour Canal Plus (500 millions de marge pour 4 milliards de chiffre d'affaires).

La réforme a fait faire un bond à la création française. Dès 1988, souligne M. Léotard, les investissements français dans la création audiovisuelle vont croître de près de 70 %, passant de 1 à 1,7 milliard de francs. Ce boom devra se traduire, l'an prochain, par la diffusion sur les écrans de télévision de 1 400 heures de fiction française inédite contre 900 seulement cette année. Le

ministre se montre très ferme sur cet objectif : « Les chaînes privées doivent respecter les engagements auxquels elles ont souscrit. Ce point n'est pas négociable ».

Un nouvel équilibre public-privé s'installe. « Le secteur public marche bien depuis un an », déclare le ministre en évoquant à la fois la qualité, l'audience et la complémentarité d'Antenne 2 et de FR 3 avec leurs concurrents privés. Ce choix « de la qualité » est cependant coûteux, reconnaît-il, et justifie « un bon budget ».

Antenne 2 bénéficiera, l'an prochain, d'une dotation supplémentaire de près de 105 millions de francs, ainsi que d'une dotation exceptionnelle de 200 millions de francs prélevée sur le produit de la vente de TF 1. Pour FR 3, ces sommes seront respectivement de 60 et 100 millions de francs environ.

Les recettes de la redevance et de la publicité resteront pourtant stables. Comme cette année, les Français acquitteront 506 F pour un poste couleur, 333 F pour un noir et blanc, le gouvernement ayant même renoncé au rattrapage de l'inflation, soucieux « de réduire, comme dans l'ensemble de l'économie, le poids des prélèvements publics ». Le bon recouvrement de la redevance (80 millions de francs de plus que prévu), ainsi que la forte augmentation des recettes commerciales de certains organismes comme l'INA et

TDF ont, il est vrai, facilité cette politique.

Il y a de la place pour six chaînes. Constatant que chacune des six chaînes trouve sa voie et son originalité, le ministre de la culture et de la communication se montre également confiant dans la progression de leurs ressources publicitaires. Les chiffres montrent, selon lui, que les investissements publicitaires dans la presse écrite ont augmenté de près de 10 % en 1986.

La France doit devenir la plaque tournante de l'audiovisuel européen. « Mon principal objectif est maintenant de réussir 1992 », déclare M. Léotard, (NDLR : suppression des frontières à l'intérieur du Marché commun) et de faire de la France le centre de la création audiovisuelle en Europe ».

Plusieurs mesures serviront cet objectif :

— la création d'une société de capital-risque dotée de 100 millions de francs qui pourra investir en fonds propres dans les sociétés de production, financer de grandes créations et permettre aux « PME de l'audiovisuel » de bénéficier d'apports en comptes courants ;

— une dotation exceptionnelle de 50 millions de francs au compte de soutien des industries de programmes ;

— l'augmentation de 20 millions de francs du budget de la SEPT, la chaîne culturelle européenne pour laquelle le ministre poursuit « de grands espoirs ».

ANNICK COJEAN  
et PIERRE-ANGEL GAY.

● Bernard Rapp anime « Découvertes ». — Le présentateur du journal d'Antenne 2, Bernard Rapp, va animer l'émission « Découvertes », de 18 heures à 20 heures, sur Europe 1, à partir du lundi 31 août. Il succède à Stéphane Paoli qui devait prendre en charge, dans la nouvelle grille de programmes de la station, les journaux du week-end. Bernard Rapp consacrera sa première émission de « Découvertes » aux « héros de l'été ». Autour de lui seront réunis : Harlem Désir, président de SOS-Racisme ; Hubert Auried, qui évoquera le mémoire de son père, le pilote Didier Piron ; Pierre Feydel, directeur de la rédaction du *Matin de Paris* et membre du groupe des « dix » ; la chroniqueuse d'Antenne 2 Brigitte Simonetta, pour sa couverture du Tour de France cycliste ; la coureuse Jeanne Longo ; Stéphane Caron, recordman du 100 mètres natation, et Laurent Carot, nouveau responsable de la météo à Antenne 2.

● RECTIFICATIF. — Une erreur d'impression nous a fait écrire, dans l'entretien avec M. Jacques Rigoud, PDG de RTL (le Monde du 29 août), que RTL est « aujourd'hui autorisée à émettre sur la fréquence FM 103,1 MHz », alors qu'il fallait lire 104,3 MHz.

## Environnement

### Rupture de digue évitée en Lombardie

Les ingénieurs italiens ont réussi, durant le week-end du 29 au 30 août, à évacuer, au moyen de pompes et de rigoles, une partie des eaux de la rivière Adda qui s'étaient accumulées derrière le barrage naturel formé par le gigantesque éboulement, deux hectares et leurs vingt-cinq habitants, en Lombardie. Après les pluies de ces derniers jours, le niveau du lac montait dangereusement, et l'on redoutait une rupture de la digue. Pour éviter une nouvelle catastrophe, les autorités avaient fait évacuer, sur 40 kilomètres, toute la vallée située en aval et se vingt-cinq mille habitants.

● Un éboulement isole la haute vallée de Tende. — Un rocher de plus de 100 tonnes s'est écroulé, le dimanche 30 août à l'aube, sur la nationale 204 reliant la Côte d'Azur à Tende, près de la frontière italienne. Un important volume de pierres et de boue dont la chute a été vraisemblablement provoquée par les pluies de la semaine dernière a également recouvert la route. Il ne semble pas y avoir eu de victimes mais les travaux de déchargement demanderont plusieurs jours durant lesquels l'accès à la haute vallée de Tende sera impossible.

### FAITS DIVERS

● Mort d'un enfant martyrisé.

— Un enfant de deux ans et demi, Frédéric Lacante, est mort, le dimanche 30 août, à la clinique Saint-Etienne de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), à la suite de mauvais traitements infligés par ses parents. Le corps portait de nombreuses traces de coups ainsi que des brûlures. La mère avait fait plusieurs séjours dans un centre hospitalier spécialisé en psychiatrie, et la garde d'autres enfants lui avait été retirée. Le couple était en garde à vue dimanche soir, au commissariat de Bayonne, et devait être défilé au parquet lundi matin.

● Un nouveau-né dans une poubelle. — Le corps d'un bébé du sexe féminin a été découvert, le jeudi 27 août, dans une poubelle d'un immeuble de Vienne (Isère). La fillette, qui serait née vivante selon les médecins, portait encore son cordon ombilical lorsqu'elle a été découverte par un employé des HLM.

Pour les policiers, les traces de sang retrouvées sur l'interphone du local des poubelles, laissent à penser que la mère a accouché dans cet endroit. Une information judiciaire a été ouverte.

● Deux détenus s'évadent de la prison de Briançon. — Dominique Gutknecht, vingt-six ans et François Quellien, trente et un ans, tous deux condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité, se sont évadés, le samedi 29 août, de la maison d'arrêt de Besançon (Doubs), en utilisant un grappin de fortune, fabriqué avec un morceau de grillage et des lambeaux de drap.

Gutknecht, avait été condamné pour un double assassinat à Belfort et Quellien, pour avoir gravement blessé un policier lors d'une fusillade à la suite d'un hold-up manqué à Besançon.

● Le directeur du Palais culturel de Thann incrimé. — M. Patrick Pointet, trente-six ans, directeur et trésorier du Palais culturel de Thann (Haut-Rhin), a été inculpé, le samedi 29 août, à Mulhouse, d'abus de confiance et placé sous mandat de dépôt, après la découverte d'un « trou » dans les finances de l'organisme. Le montant des sommes détournées a été estimé provisoirement à environ 400 000 francs.

● M<sup>me</sup> Jeanne DALLET, née Fremont, pharmacien, survenue le 28 août 1987.

Les obsèques auront lieu le mardi 1<sup>er</sup> septembre, à 15 h 30, au cimetière de Fontainebleau.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue des Pions, 77300 Fontainebleau. 26, rue Bezout, 75014 Paris.

— Claude Etchebar, son fils, M<sup>me</sup> Marthe Vézanne, M. et M<sup>me</sup> Georges Lefrançois, M. et M<sup>me</sup> Georges Blandin et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Marie ESTERAN-YNDAERT, née Vézanne, survenue le 29 août 1987, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 2 septembre, à 9 h 30, en l'église Saint-Jean-de-Chantal, Paris-16<sup>e</sup>.

Ni fleurs ni couronnes.

Donc éventuels à l'Institut Gustave-Roussy.

11, rue Daguerre, 75014 Paris.

24, avenue du Général-Clavery, 75016 Paris.

## Le Carnet du Monde

### Naissances

— Le comte Philippe de CORNELLAN, et la comtesse, née Guillemette de Léumont, Hadrien et Hortense sont heureux d'annoncer la naissance de

Guilhem.

Paris, le 5 août 1987.

— M. et M<sup>me</sup> Thierry PASCUAL-MARTIN, laissent à

Esther

la joie d'annoncer la naissance de son petit frère

Thibault,

né le 14 août 1987.

83, rue de la Bastille, 44000 Nantes.

### Décès

— Paris. Milana. Orléansville. Beauvais.

M. et M<sup>me</sup> William Amsellem. Les docteurs Hubert et Michèle Amsellem, M. et M<sup>me</sup> Walter Amsellem, ses enfants,

Pierre et Mand, Brigitte et Michel, Catherine et Michel, Edith, Franck, Valérie, Carole, Isabelle,

ses petits-enfants, Alain, Elodie, Antoine, Caroline, Diane, Jessica, ses arrière-petits-enfants, Les familles Chiche, Cohen, Lellouche, parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

M. Félix Fredja AMSALLEM, chevalier du Mérite agricole,

survenue le 29 août 1987, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques auront lieu le lundi 31 août, à 17 heures, au cimetière de Pantin (Porte de la Villette).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Georges et Jacqueline Aremilla, leur fils Vincent, leur famille, Et leurs amis ont la douleur de faire part de la mort de

Jean-Pierre ARENILLA.

Il a choisi de nous quitter le 22 août 1987.

Il repose au Beugnon.

15, avenue Raillé, 75014 Paris.

— Lucienne Cohen-Hadria, sa femme, Jean Nini et Alex Carmi, Rachel et Jean Bouysso, ses enfants, Mikhael et Jean-Pierre Leibovitch, Anat et Amos Carmi, Alice, Françoise et Suzanne Bouysso, ses petits-enfants, Amikam Belluco, Shlomit et Eran Leibovitch, ses arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Elie COHEN-HADRIA, survenue le 24 août 1987, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

18, rue de la Marseillaise, 75019 Paris.

— Geneviève Dallet, Sylvie Dallet, Erminie Dallet, Et toute sa famille ont la douleur d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Jeanne DALLET, née Fremont, pharmacien, survenue le 28 août 1987.

Les obsèques auront lieu le mardi 1<sup>er</sup> septembre, à 15 h 30, au cimetière de Fontainebleau.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue des Pions, 77300 Fontainebleau. 26, rue Bezout, 75014 Paris.

— Claude Etchebar, son fils, M<sup>me</sup> Marthe Vézanne, M. et M<sup>me</sup> Georges Lefrançois, M. et M<sup>me</sup> Georges Blandin et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Marie ESTERAN-YNDAERT, née Vézanne, survenue le 29 août 1987, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 2 septembre, à 9 h 30, en l'église Saint-Jean-de-Chantal, Paris-16<sup>e</sup>.

Ni fleurs ni couronnes.

Donc éventuels à l'Institut Gustave-Roussy.

11, rue Daguerre, 75014 Paris.

24, avenue du Général-Clavery, 75016 Paris.

— Henri et Marguerite Patis, Jean-Pierre et Colette Dufay, Francis et Cécile Massias, Jean-Baptiste et Anne Patis, Pierre et Odile Simon, Dominique et Françoise Patis, François et Monique Patis, Geneviève Patis, Georges et Bernadette Saulais, leurs enfants, petits-enfants Et toute sa famille font part du décès de

Etienne PATTI, ancien élève de l'École polytechnique (promo 12), doyen honoraire de la faculté des sciences de Poitiers,

endormi dans la paix du Seigneur, le 29 août 1987 dans sa quatre-vingt-seizième année.

Les obsèques auront lieu mardi 1<sup>er</sup> septembre, à 14 h 30, en la cathédrale Saint-Pierre de Poitiers.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

27, rue des Carmes, 86000 Poitiers.

— M<sup>me</sup> Racault, née Suzanne Demeller, M. et M<sup>me</sup> Jean-Michel Racault et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Yvan Racault et leurs enfants, Les familles Racault, Demeller, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Gaston RACAULT, observateur de l'ordre national du Mérite, chevalier des Palmes académiques,

survenue le 28 août 1987, à l'âge de soixante-cinq ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 1<sup>er</sup> septembre, à 16 heures, au temple de Poitiers.

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, rue de la Souche, 86000 Poitiers.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Max TERRIER, officier de la Légion d'honneur, conservateur en chef honoraire des musées nationaux,

survenue le 23 août 1987, en son domicile dans sa quatre-vingt-dixième année, après une longue maladie.

34, rue de Penzhoven, 75008 Paris.

### Remerciements

— M<sup>me</sup> Renée Villain, Et ses enfants, Alain, Anne-Marie, Jean-Michel et Marc, remercient tous ceux qui leur ont témoigné des marques de sympathie, à l'occasion du décès de leur époux et père

Pierre, Sigrid VILLAIN, survenue le 21 juillet 1987.

76, boulevard de Vincennes, 94120 Fontenay-sous-Bois.

### Anniversaires

— Il y a sept ans, en ce 1<sup>er</sup> septembre, notre B.A.F.

Jean BRENIER nous quittait pour l'Orient éternel.

Une pensée fraternelle est demandée par son épouse à ceux qui l'ont connu et aimé.

Le 1<sup>er</sup> septembre 1985, disparaissait

Jacques TOUTAIN, sénateur des Yvelines, maire de Jouy-en-Josas.

Qua ceux qui l'ont connu se souviennent.

### Avis de messes

— Une messe à la mémoire de

Dmitri PIRONI, Jean-Claude GUENARD, et Bernard GIROUX,

sera célébrée en l'église Saint-Philippe-du-Roule, à Paris, le mercredi 2 septembre, à 10 h 30.

Communications diverses

— Le 350<sup>e</sup> anniversaire du Discours de la méthode. L'Institut international de philosophie réunit à l'université et à l'académie des sciences de Stockholm, jusqu'au 2 septembre, un congrès international en l'honneur du 350<sup>e</sup> anniversaire du Discours de la méthode ; il célébrera en même temps le 50<sup>e</sup> anniversaire de sa fondation par la Sorbonne et l'université de Lund. Un message du premier ministre français sera lu devant les congressistes.

CARNET DU MONDE

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 69 F

Abonnés ..... 60 F

Communications diverses ... 72 F

Renseignements : 42-47-95-03

### La réorganisation de la bande FM parisienne

### La CNCL poursuit les pirates

La nuit de samedi 29 au dimanche 30 août a été celle du grand chambardement sur la bande FM parisienne. Toutes les radios autorisées par la CNCL (Commission nationale de la communication et des libertés) devaient, cette nuit-là, prendre possession de leurs nouvelles fréquences. Ce mouvement a eu lieu sans problèmes, à l'exception de trois radios « pirates » qui ont refusé de quitter la bande, entre 87,8 et 106 MHz.

« Toutes les dispositions nécessaires seront prises en ce qui les concerne », a-t-on précisé à la CNCL, en ajoutant que la commission était décidée à faire preuve de la plus grande fermeté face aux « pirates ». Deux plaintes ont d'ores et déjà été déposées par la CNCL contre deux des stations réfractaires : Radio-Show et Radio du monde arabe, et la CNCL ajoute que d'autres poursuites judiciaires seront engagées en début de semaine.

Plusieurs radios non autorisées continuent d'émettre, du reste, mais elles ont reporté leurs fréquences sur la bande militaire (entre 106 et 108 MHz), en espérant ainsi échapper

per aux foudres de la CNCL. Rien n'est moins sûr : la partie de la bande FM que possède l'armée ne sera ouverte aux radios privées que progressivement, et selon un processus engagé sur plusieurs années.

Selon M. Yves Rocca, membre de la CNCL, chargé du dossier des radios, un « accord de principe » a été conclu avec l'armée pour que soient libérées, à terme, les fréquences qui lui sont réservées. Ce qui permettrait de libérer entre cinq et huit fréquences, et donc de satisfaire une dizaine de stations supplémentaires, compte tenu des « mariages » possibles entre radios.

Un de ces mariages vient d'être annoncé entre Radio-Paris, l'une des premières radios libres de la capitale, et Radio-Soleil-Goutte-d'or, dont le président, M. Mohamed Bachi, a dû être hospitalisé, vendredi 28 août, après dix-huit jours de grève de la faim. En annonçant leur union, Radio-Paris et Radio-Soleil ajoutent cependant leur intention de s'exprimer « sur la fréquence 106,8, jusqu'à ce que la CNCL leur délivre une fréquence ». La bataille des ondes continue.

A. W.

**JEU GAGNANT N° 36**

**LOTO SPORTIF**

Equipe 1	Equipe 2	Equipe 1	Equipe 2
1 TOULOUSE	TOULON	2 MONTPELLIER	LILLE
2 PARIS S.G.	BORDEAUX	3 MONTCEAU	NIMES
3 NIMET	CANNES	4 LE PUY	SOCALUX
4 MONACO	LAVAL	5 TOURS	CUSCAUX LOUHANS
5 ALGERIE	NANTES	6 BASTIA	OLYON
6 MARSEILLE	ST-ETIENNE	7 DUNKERQUE	NANCY
7 LENS	MATRA	8 RENNES	GUINGAMP
8 LE HAVRE	BREST	9 BEAUNAIS	ST-DIZIER

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Dimanche 30 Août 1987 : 2 3 4 6 8 11 14

**L'événement radiophonique de l'année**

FRANCE INFO la radio de l'information

Paris Ile-de-France, Lyon, Toulouse, Nantes, Clermont-Ferrand, Mulhouse, Le Mans, Rennes, Bayonne, Le Havre, Marseille (103.1)

FRANCE info 105.5

هذا من اجل



هكذا في العمل

Comet du Monde

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mardi 1<sup>er</sup> septembre 1987 17

PA

## PA CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

membre de PA Consulting Group - 1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires, 80 bureaux dans 22 pays -  
a bâti sa réputation depuis 25 ans en France dans trois domaines d'activité :

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT - PA MANAGEMENT DEVELOPMENT  
PA ADVERTISING S.A.

Les sept directions régionales implantées à AIX - LILLE - LYON - NANTES - PARIS - STRASBOURG et TOULOUSE  
sont prêtes à accueillir des consultants qui contribueront au développement de l'ensemble des secteurs d'expertise.

Ecrire à Francis WILLIGSECKER, directeur général de PA Conseil en Ressources Humaines  
3, rue des Graviers, 92521 NEUILLY-SUR-SEINE, Cedex.



## Le Monde CADRES

### Jeunes Ingénieurs chantiers... pour les responsabilités

**Autonomie :** autonome, vous le serez dès votre arrivée : le temps de passer un casque et vous voilà sur nos chantiers : plus de 8000 en France, de quoi satisfaire toutes vos ambitions.

**Initiative :** vous aborderez dès les premiers jours les techniques routières, vous vous familiariserez avec le matériel, la mise en œuvre de nos produits. Vous apprendrez à encadrer et motiver vos équipes.

**Responsabilité :** rapidement vous découvrirez la gestion : résultats, amortissements, valeur ajoutée... et affinez votre sens des affaires : vous prendrez en charge les relations commerciales avec vos clients et fournisseurs et décrocherez vos premiers marchés.

**Liberté d'action :** une réalité au sein de notre groupe : vous prendrez très vite des responsabilités élargies dans nos filiales France ou à l'intérieur de nos délégations étrangères. Nous sommes présents dans près de 40 pays.

Notre poids : 19000 personnes et 8 Milliards de CA  
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence LM 36.



Service Recrutement Formation  
39, rue du Colisée - 75008 PARIS

### rejoignez un grand de la distribution

N° 3 sur notre marché (1 200 p., 5 millions de clients), nous sommes dotés, à Orléans, de moyens informatiques performants (environnement grand système, 5 imprimantes à laser, 450 terminaux) et en faisons notre outil de communication en nous appuyant sur des technologies de pointe (IDS/R, réseau télématique...).

### chef de groupe de projets confirmé,

venez conduire l'étude et le développement de projets de gestion (achats, marketing, prise de commandes), en collaboration avec les utilisateurs.

**Ingénieur de formation, vous avez acquis en 5 ans minimum une solide expérience de la conduite de projets et de l'encadrement d'une équipe. Nous vous offrons, si vous en avez le potentiel, d'accroître rapidement vos responsabilités.**

Notre consultante, Mme E. PRIMAULT, vous remercie de lui écrire (réf. 5057 LM) à "Carrières de l'Informatique".



**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10 RUE ROYALE 75008 PARIS  
LYON GRENOBLE LILLE NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

### directeur du personnel

en région Rhône-Alpes, pour une affaire industrielle de grande notoriété, dont le C.A. dépasse les 2 milliards.

Bien que nous ne puissions dans cette annonce vous en dire beaucoup plus, vous pouvez nous faire la confiance de nous écrire si vous cherchez à travailler dans un environnement mettant en œuvre des technologies les plus modernes, avec des collaborateurs jeunes, dans un contexte international.

**Homme complet sachant mettre en œuvre une politique sociale avancée, vous voulez animer une équipe solide. Pour cela, vous avez plus de 40 ans et avez tenu des fonctions similaires dans une entreprise industrielle, de préférence.**

Ecrivez à Mme G. GROUZET (réf. 1283 LM) qui étudie votre dossier en toute discrétion



**ALEXANDRE TIC S.A.**  
7, RUE SERVIENT 69003 LYON  
PARIS GRENOBLE LILLE NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

### PEUGEOT S.A.

La direction des filiales de financement implantées en EUROPE

recherche son

### CONSEILLER EN MATIÈRE DE PERSONNEL

Ce poste a pour objet principal la définition, l'animation et le contrôle de la politique de personnel de ces sociétés. A ce titre, il requiert une solide expérience dans les domaines de l'appréciation et de la formation du personnel, ainsi que la capacité de recommander une politique cohérente au niveau de chaque filiale et de l'ensemble constitué par les filiales étrangères.

Une suffisante pratique des problèmes de gestion de personnel est naturellement considérée comme un préalable indispensable.

Le poste ne peut convenir qu'à un cadre ayant déjà acquis l'expérience de la vie à l'étranger dans un domaine qui ne sera pas obligatoirement celui du personnel.

Basé à Paris, il nécessite des déplacements de courte durée.

Les candidatures sont à adresser à PEUGEOT S.A. - Gestion du Personnel - 75, avenue de la Grande-Armée, 75116 PARIS.

LE DIRECTEUR INTERNATIONAL  
DES RESSOURCES HUMAINES  
D'UN HOLDING DE SOCIÉTÉS DE  
SERVICE INTERNATIONAL (SIEGE 92)

recherche

### Son ASSISTANT(E)

chargé (e) :

- de la gestion du personnel du holding (60 personnes dont 5 expatriés),
- du contrôle des effectifs et des frais du personnel des filiales (2500 personnes),
- des diverses études nécessaires à la définition et à la mise en œuvre de la politique sociale du groupe.

Pour ce poste d'avenir, sont exigées :

- formation supérieure,
- expérience d'au moins 5 ans ayant permis d'aborder les principaux domaines de la fonction personnel dans un contexte multinational,
- connaissance parfaite de l'anglais,
- grande disponibilité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo) sous réf. 15735, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

ARTHUR  
ANDERSEN  
& CIE

conseils en organisation

Afin de poursuivre notre croissance dans le SECTEUR FINANCIER (plus 45 % cette année), nous souhaitons renforcer notre équipe en y intégrant des collaborateurs disposant déjà d'une première expérience.

Vous êtes DIPLOMÉ d'une :

**GRANDE ECOLE DE GESTION**  
(HEC, ESSEC, SUP DE CO)  
**OU D'INGÉNIEURS**  
(X, ECP, ENST, ESE).

VOUS AVEZ ENTRE 2 ET 4 ANS D'EXPERIENCE en Organisation et/ou en Informatique pour avoir participé en tant qu'utilisateur, organisateur ou chef de projet à la conception et à la mise en place d'applications de traitement et de gestion dans le domaine financier (BANQUE, ASSURANCE, BOURSE, MARCHES DE CAPITAUX...).

Vous souhaitez donner une nouvelle dimension à votre carrière et élargir le champ de vos compétences dans des domaines tels que :

- le développement des nouveaux marchés et des nouveaux instruments financiers (Bourse, Mail, options...),
- l'application de nouvelles technologies au domaine financier (intelligence artificielle, systèmes experts, réseaux à valeur ajoutée...),
- le conseil stratégique et opérationnel (schéma directeur de l'organisation et de l'informatique, amélioration de la productivité administrative et commerciale, rationalité de réseaux d'agence...),
- la conception et le développement de nouveaux systèmes de traitement et de gestion bancaires.

De plus, au-delà de la composante bancaire et technique de votre métier, vous souhaitez :

- développer des relations plus étroites avec les utilisateurs et la Direction en tant que conseil extérieur,
- animer et superviser une équipe de travail qui vous est directement rattachée.

Nous vous proposons :

- un métier qui allie la réflexion, la créativité, le contact avec le client et la familiarisation avec les techniques avancées,
- la possibilité d'exercer une large gamme d'activités de Conseil dans des domaines très variés,
- un plan de carrière très motivant qui peut vous mener au statut d'associé de notre Cabinet,
- une formation approfondie et permanente en France et à l'étranger sur les techniques d'organisation, de gestion et d'informatique appliquées au domaine financier.

Envoyez votre dossier de candidature à :  
Paula BOURY, ARTHUR ANDERSEN & CIE  
Tour Gan, Cedex 13, 92082 PARIS LA DEFENSE 2

NANAS CONTAG

Dans le cadre de sa politique de Relations Humaines et Sociales  
Le **Groupe HERVET** renforce ses équipes et recherche le

### RESPONSABLE DE SON SERVICE FORMATION

Cadre Classe VII

Face aux profondes mutations que connaît le secteur bancaire, il contribuera par son action à la réalisation des objectifs de la banque :

- en permettant aux membres du personnel d'élargir et de développer leurs connaissances des opérations bancaires classiques,
- en organisant les actions de formation concernant les activités nouvelles de la banque (opérations de marché notamment) et des nouveaux moyens logistiques (refonte du réseau informatique), en liaison avec les directions concernées.

Ce poste conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur d'environ 35 ans, qui justifierait d'une expérience dans le réseau d'exploitation d'une banque. En outre, il bénéficierait d'une bonne compréhension des mécanismes financiers et monétaires ainsi que des questions touchant à l'organisation et l'informatique.

Pour un candidat de valeur, des perspectives de carrière sont à envisager dans ce département ou dans d'autres secteurs de la banque.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 223 à BANQUE HERVET - Bénédicte GUIBOURG, Département du Personnel et des Relations Sociales, 127, av. Charles-de-Gaulle, 92201 NEUILLY-SUR-SEINE.

**BANQUE  
HERVET**

Paula BOURY

### 6 à 8 cadres pluridisciplinaires

HF

Parfaitement réussie début 87, FORMATION 1 a créé 7 consultants indépendants. Poursuivant sa pénétration nationale, le Groupe CONSULTEC propose la même reconversion professionnelle aux cadres dynamiques tentés par le conseil aux entreprises. FORMATION 2 débute le 14 septembre et peut encore accueillir 6 à 8 candidats 35/50 ans, études supérieures, justifiant d'une réussite professionnelle d'au moins 15 ans en plusieurs entreprises ; détenteurs d'un savoir-faire à mettre au service des PME environnantes ; des relations locales très étendues sont nécessaires au démarrage, de même qu'une trésorerie couvrant les

besoins personnels des six mois de lancement. Placée sous le contrôle, et pour partie subventionnée par la région Rhône-Alpes, cette filière rigoureuse garantit le double but recherché du lancement de son cabinet personnel et de l'intégration cooptée au sein d'un groupe performant de dimension nationale. F.X. COMTE, président du Groupe CONSULTEC, 31 rue Vernay, 69390 VOURLES, recevra vos candidatures en urgence car ce recrutement s'achèvera lors d'une séance collective organisée le 8/09 dans les locaux de l'APEC-Lyon.

**Consultec**

هكذا من الاول



Le Monde  
CADRES

GEO  prima  femme  Actualité  Télé Loisirs

## Directeur des services généraux

Prisma Presse, filiale française d'un groupe de communication de renom international est devenue en quelques années, l'un des leaders de la presse magazine en France grâce à ses titres et ses méthodes de gestion. Elle édite aujourd'hui 5 publications et a réalisé en 1986 un chiffre d'affaires HT supérieur à 1 milliard de francs. Notre directeur administratif recherche :

**PRISMA PRESSE**  
Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence DSG à PRISMA PRESSE  
Direction du Personnel  
6, rue Daru - 75008 PARIS

Rattaché au Directeur Administratif, vous êtes responsable :

- de l'organisation fonctionnelle des services généraux (environ 20 personnes dont 4 cadres - 2 sites - 8000 m<sup>2</sup> de bureaux - budget de fonctionnement : 30 millions de francs),
- des aspects logistique, technique et économique de la fonction (accueil, liaisons, achats, entretien, agencements, sécurité),
- des prévisions budgétaires et de leur harmonisation avec les projets de développement de l'entreprise.

Vous avez 35 ans environ, une formation supérieure (Bac + 4), de préférence économique, et une expérience significative des services généraux, acquise à un niveau élevé de compétences et de responsabilités.

Dans un environnement dynamique, motivant, mais exigeant, vous devez faire preuve de qualités de rigueur et d'organisation. Diplomatie, sens de la communication, capacités d'animation sont également nécessaires pour réussir dans ce poste.

## Tournant de carrière pour vendeur à haut niveau H/F

Quand les résultats dépassent les objectifs fixés, quand on est reconnu comme un vendeur de haut niveau, efficace et motivé, on aspire forcément à une évolution de carrière.

Ce tournant, vous pouvez le prendre avec nous si vous avez un diplôme d'études supérieures et une expérience confirmée de la vente de produits techniques haut de gamme.

Ce que nous proposons ? Une entreprise de dimension internationale, des produits sophistiqués, de l'autonomie et d'excellentes conditions matérielles.

Des postes sont à pourvoir à PARIS et en PROVINCE.

Votre réponse à cette annonce sera peut-être un grand tournant dans votre carrière. Rassurez-vous, nous serons très discrets ; n'hésitez pas à nous indiquer les sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas transmettre votre dossier de candidature.

Adressez votre candidature à Monsieur GAUTIER (réf. M 31) 149, rue Saint Honoré - 75001 PARIS.



## GMA Jeunes diplômés, découvrez avec nous l'action commerciale, la gestion et le management

Avec plusieurs sociétés en France, Belgique et Espagne, notre Groupe d'assurances représente plus de 2.000 personnes et 1,3 milliards de francs d'encadrement annuel. Notre dimension Européenne nous amène à préparer activement dès aujourd'hui 1992, en renforçant nos atouts : taille humaine de l'entreprise, caractère mutualiste et force de nos produits, travail marketing de tous nos marchés, informatisation accrue de nos intermédiaires.

Pour nos antennes régionales de STRASBOURG, COLMAR, LILLE, LYON, NICE, MARSEILLE, MONTPELLIER, BORDEAUX, NANTES, ROUEN et PARIS, nous recherchons de jeunes diplômés (Ecoles de commerce, Universités, DUT ou équivalent).

Très proche de la Direction Commerciale, vous animerez nos agents et courtiers : analyse du compte d'exploitation, définition des objectifs de croissance, construction du Plan d'action commerciale grâce à l'approche marché (forces, faiblesses, concurrence, etc...) et mise en application sur le terrain.

Engagement personnel, capacité à entraîner les hommes, rigueur, mobilité géographique et goût des chiffres vous permettront d'être le fer de lance de notre Groupe dans les régions. Les entretiens auront lieu dans les antennes régionales.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre, CV et photo) sous référence 5211 M à notre Cabinet BERNARD JULHIET ALSACE, 4 Quai Kleber - 67056 STRASBOURG CEDEX, qui vous garantira confidentialité et réponse.



BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES ALSACE

Membre de Syntec



Leader français de la transformation de pommes de terre (500 millions de CA), nous avons atteint en 15 ans une place de choix sur les marchés chips, purées, surgelés, produits apéritifs... Nous recherchons pour notre siège basé à 100 km au Nord Est de Paris un

## Jeune chef du personnel 700 personnes - 2 usines

Dépendant directement du DG, il assurera la gestion du personnel de nos deux usines (paie informatisée, recrutement, déclassification, contrats de travail...). A court terme, il suivra une politique du personnel originale et pragmatique. Ce poste de responsabilité, en fonction du potentiel du candidat, devra évoluer vers celui de Directeur du Personnel au sens large.

Vous avez : une première expérience de la fonction personnel en milieu industriel, une formation de base solide, une bonne maîtrise de l'outil informatique, et un tempérament opérationnel.

Nous vous offrons : une société performante et dynamique disposant d'une assise financière solide, des relations très étroites avec l'équipe de direction, des responsabilités importantes, des conditions de vie très agréables et une rémunération motivante.

Adressez CV, photo et rémunération actuelle chez MERCURI URVAL 14 bis, rue Daru - 75008 Paris sous référence 46901 M portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval



Le département du Val-de-Marne

organise un concours pour le recrutement

## D'ATTACHÉS OPTION « INFORMATIQUE » ANALYSTE DU CADRE DÉPARTEMENTAL

à partir du 27 octobre 1987.

- Conditions :
- être âgé, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours, de moins de 35 ans (sauf dérogations prévues par les textes) ;
  - être titulaire de l'un des diplômes requis pour le premier concours d'entrée aux instituts régionaux d'administration ;
  - être de nationalité française.

Début des demandes de candidatures :

Jusqu'au 9 octobre 1987.

Date de clôture des inscriptions :

Vendredi 16 octobre 1987, à 16 heures, délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

Pour tous renseignements, s'adresser à :

Hôtel du département du Val-de-Marne, Direction du Personnel départemental, Bureau du Recrutement - 4<sup>e</sup> étage - Bureau 405, Avenue du Général-de-Gaulle, 94011 CRETEIL CEDEX. Tél. : 48-99-94-00, poste 34.82.

## Directeur marketing et commercial

"Directeur général dans moins d'un an"

Société dynamique dont le CA actuel est de 140 millions, produits grand public destinés à l'habitat, recherche MANAGER capable d'assurer rapidement la direction et le développement.

Sa mission :

- développer un esprit marketing dans la conception des gammes de produits, l'appréhension fine et professionnelle des goûts des consommateurs, l'élaboration d'une stratégie commerciale (prescripteurs, grossistes et plus particulièrement la grande distribution),
- à court terme être à même d'assurer la Direction Générale tant sur le plan gestion que production et animation du marketing et du commercial.

Son profil :

Le titulaire du poste devra disposer d'une formation supérieure et d'une expérience réussie d'environ 8 ans, durant laquelle, il aura acquis une compétence en marketing et assuré la responsabilité d'un centre de profit.

Cette expérience sera acquise si possible dans les produits grand public de préférence dans le secteur bâtiment (revêtement sols, murs, mobilier, carrelage...).

Réelle opportunité pour candidat ayant un véritable profil d'entrepreneur.

Ville région Rhône-Alpes. Ordre de grandeur de rémunération :

500.000 F

Ecrire sous réf. 31 A 729 - 7 M

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



## Le marketing et le sport face aux nouveaux enjeux

UCPA Le n°1 du Tourisme Sportif d'aujourd'hui prépare son développement de demain.

Pour créer la fonction marketing, nous recherchons un candidat ayant le goût du "challenge" et des réalisations concrètes, qui partage notre dynamisme et notre motivation.

Ce JEUNE RESPONSABLE MARKETING, grande école de Commerce ou équivalent aura prouvé qu'il a le potentiel d'un excellent professionnel grâce à une expérience réussie d'environ 3 ans dans le marketing de services ou de produits destinés au grand public.

Rattaché à la Direction Générale, en liaison avec tous les départements, en collaboration avec des conseils extérieurs, il évoluera vers de larges responsabilités :

- élaboration de la stratégie (cibles, objectifs, marchés...),
- conception et mise en œuvre du plan marketing (nouveaux produits, tarification, communication, actions promotionnelles).

Si votre potentiel et votre acquis sont en rapport avec notre dynamisme, nos motivations et nos valeurs, écrivez-nous, en précisant vos aspirations. Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 31 A 708 - 7 M

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



## Papeteries de Condat branche papier bois de Saint-Gobain

## Un parcours motivant

de l'étude marketing à la performance commerciale

chez l'un des leaders du papier d'impression haut de gamme (CA 1,2 milliard), connu dans la profession pour son image de qualité et d'efficacité de service, c'est l'opportunité offerte à un(e) jeune diplômé(e) SUP DE CO ou équivalent, maîtrisant bien l'allemand et si possible l'anglais, et ayant acquis une première expérience, de préférence dans les produits industriels commercialisés par un réseau de distributeurs.

Sa première mission aura pour objectif de suivre le positionnement de l'entreprise sur ses marchés : études de la clientèle directe, de la distribution, de la concurrence impliquant de nombreux contacts internes et externes à la société, recueil et synthèse d'informations contribuant à l'élaboration du plan stratégique et de la politique communication promotion.

Cette fonction constitue un bon tremplin pour un candidat qui fera la preuve de ses qualités de rigueur, de contact, d'initiative. Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf. 31 A 735 - 7 M - Annie SANTAMARIA

11, rue Colvée 33000 Bordeaux

Discretion absolue

Membre de Syntec



Notre société leader mondial du contrôle des échanges internationaux, recherche pour son implantation à Paris

## Le Chef du Département

qui organise et effectue les contrôles en France des biens exportés vers plus de 20 pays. Il animera un département de 50 personnes comprenant des analystes de prix et des agents administratifs.

Le candidat a une formation supérieure commerciale ou technique et parle couramment l'anglais.

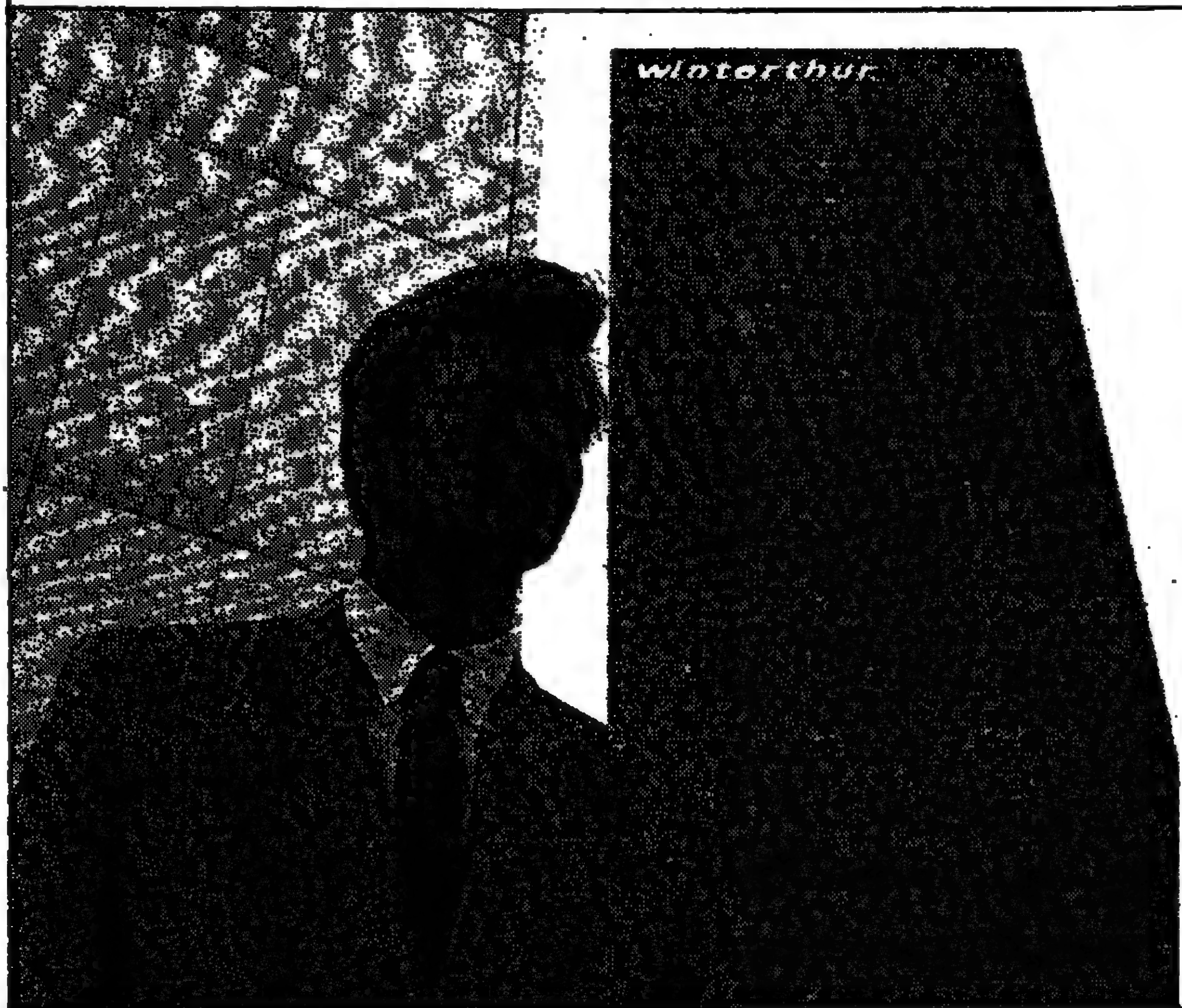
Adressez C.V. et prétentions sous numéro 6916 à PARFRANCE ANNONCES 4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS qui transmettra. Discretion assurée.



**Le Monde**  
CADRES

SUP DE CO, I.E.P., ...

## Société à Responsabilités sans Limites



WINTERTHUR, Société Suisse d'Assurance, étend son champ d'action dans le monde entier et figure ainsi parmi les toutes premières compagnies d'assurances internationales.

WINTERTHUR a, en France, la volonté d'élargir plus encore ses activités à tous les secteurs de l'économie et auprès d'une clientèle de plus en plus diversifiée.

WINTERTHUR, avec des produits reconnus et des techniques commerciales en constante évolution, vous donne les structures et les moyens d'accéder à des responsabilités immédiates.

Rapidement, vous aurez la charge de notre réseau d'Agents Généraux : une mission complète qui sera également un appel à vos qualités d'homme de marché, d'organisateur, d'animateur et de formateur.

Homme de marché : vous évaluez les potentiels locaux de développement, vous participez à la stratégie commerciale de l'entreprise, vous mettez en place les actions commerciales adaptées à notre politique.

Organisateur : vous définissez, en fonction du plan de développement, les implantations nouvelles et recrutez nos futurs Agents.

Vous adaptez en permanence votre structure à votre marché.

Animateur et formateur : vous êtes responsable du développement du C.A. de vos Agents Généraux, vous les dynamisez par vos plans d'action. Vous les formez à nos produits, à nos techniques et à nos méthodes.

Sup. de Co, I.E.P., 24 à 38 ans, vous voulez démarrer dans une entreprise qui fasse immédiatement appel à votre sens de la performance et de la persuasion.

Les secteurs à pourvoir sont les suivants : Auvergne - Bretagne - Centre et Pays de Loire - Limousin - Lorraine - Normandie - Périgord - Picardie - Poitou-Charentes.

Prenez contact en adressant votre C.V., *à l'adresse* : M. L. LEMELLE - COPERS - 1, rue Moncey - 75009 PARIS, et en précisant la région ou les régions choisies.

**winterthur**  
assurances

**SELNI**  
Filiale du Groupe  
**THOMSON**

UNE FILIALE DE PRODUCTION (+ de 600 pers.)  
spécialiste au niveau international  
(200 KM SUD DE PARIS)  
recrute

**JEUNE INGENIEUR**  
Animateur de la  
**QUALITE**

INGENIEUR DIPLOME  
mécanicien/électromécanicien  
ayant une 1<sup>re</sup> expérience industrielle  
(débutant s'abstenir)  
en qualité ou désireux  
d'évoluer vers cette fonction  
pour structurer une  
action collective de développement  
de l'esprit qualité

**POSTE TREMPIN**

AU SEIN DE SELNI OU DU GROUPE  
POUR UN ELEMENT DE VALEUR

S.C. vous garantit une DISCRETION ABSOLUE et vous  
remerciera d'adresser votre candidature (lettre manuscrite,  
C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8710 à

**SC sélection conseil**  
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

## VENDRE LE BON TREMPIN

### Jeunes cadres commerciaux

ESCAE, ESSEC, HEC, IEP, MAITRISE DE GESTION, INGENIEUR...

Débuter par la vente pendant un an dans l'une des directions commerciales d'un grand Groupe automobile, c'est vous assurer une solide formation complémentaire aux techniques commerciales.

Vous pourrez après cette 1<sup>re</sup> étape prendre des responsabilités dans l'un des domaines suivants : • animation d'équipes de vente, • promotion, • gestion-finances, • marketing, • inspection commerciale...

les possibilités d'évolution sont multiples tant en France qu'à l'Export.

Ces postes à pourvoir dans toutes les régions de France sont des accélérateurs d'avenir pour des débutants sachant s'investir.

Séduits ? Adressez votre candidature à l'agence Carré Turenne, 129, rue de Turenne 75003 Paris, sous réf. 434 M mentionnée sur l'enveloppe.



LION

NUTS

SMARTIES

AFTER EIGHT

QUALITY STREET

LANVIN

## Rowntree Mackintosh

LEADER SUR LE MARCHE FRANCAIS DU CHOCOLAT  
recherche

• Pour son siège de Mame la Vallée

**INGENIEUR QUALITE** Réf. IQLM

Chargé de "l'Assurance Qualité" de tous nos produits, vous assurerez la préconisation, la création, la mise en œuvre, l'audit et le contrôle de tous les dispositifs permettant d'atteindre les standards qualité. Vous serez aussi chargé de la sensibilisation de tous les services concernés. Pour mener à bien votre mission, vous aurez l'aide d'un collaborateur, le soutien d'une structure éprouvée : marketing, production (2 usines), ingénierie, recherche développement, laboratoires, ainsi que des outils performants notamment micro-informatiques. De formation Ingénieur type ENSIA, ENSIA, ENSBANA, vous avez une première expérience et une forte motivation pour la Qualité. Vous parlez anglais couramment.

• Pour l'usine de Dijon (450 personnes)

**INGENIEUR ENTRETIEN** Réf. IELM

Véritable N° 2 de notre service Entretien, vous animerez nos équipes de professionnels d'entretien (Electriciens, Mécaniciens, Plombiers...). Interlocuteur des Responsables de production, vous assurerez le suivi des travaux et assisterez votre Chef de Service dans certaines de ses activités. Vous êtes ingénieur mécanicien de formation (de type E.N.I.), vous possédez une première expérience en entretien et vous souhaitez rejoindre une entreprise dynamique aux investissements industriels importants. La pratique de l'anglais sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre, CV, photo, salaire actuel  
Réf. IQLM : Mr Bekia - Rowntree Mackintosh - N°101 74422 Mame la Vallée Cedex.  
Réf. IELM : Mr Barret - Rowntree Mackintosh ZI Nord - Rue de Cluj - 21019 Dijon.

### MORY-LOGIDIS

Nous sommes Filiale du Groupe MORY, l'un des leaders du TRANSPORT en France. Notre activité - la logistique sur mesure - prend en charge le produit depuis sa "sortie usine" jusqu'au consommateur : entreposage et gestion des stocks, conditionnement à façon, distribution, mise en linéaire. C'est aujourd'hui 1.500 personnes, 150.000 m<sup>2</sup> au sol sur 14 entrepôts. Nous recherchons notre

### responsable du personnel

Auprès du Président Directeur Général et dans le cadre d'une politique Ressources Humaines Groupe, vous êtes chargé de créer la fonction dans sa globalité, à partir d'éléments aujourd'hui dispersés : animer et faire évoluer la paye, gérer le recrutement, l'intégration, la formation et les évolutions de personnel, traiter tous les aspects sociaux et légaux, favoriser la coopération et la motivation du personnel (cartes de qualité, intéressement). Ce poste vous concerne si vous êtes déjà à présent un professionnel bien aguerri à tous les aspects du métier : vous avez donc de 5 à 10 ans dans la fonction après votre diplôme, vous possédez la législation sociale, vous pouvez fonctionner de façon autonome et conseiller les responsables de sites. Vos compétences et votre rigueur vont de pair avec le sens du dialogue et de la négociation... et bien sûr vous êtes mobile à partir de notre siège dans le 10<sup>e</sup> à Paris. Adressez votre dossier (C.V., lettre man., salaire actuel et tél. pers.) sous la réf. 61 PM



**Hervé Le Bout Consultants**

11, rue la Boétie - 75008 PARIS - Tél. 42 65 38 39

Importante industrie  
en expansion  
Produits Modernes  
pour le bâtiment,  
à Strasbourg, recherche  
pour renforcer son équipe  
"exportation"

**JEUNE  
CADRE EXPORT**

IECS - ESC  
formation export.  
ou similaire

Dépositaire d'une première expérience de l'exportation de 2 à 3 ans, parlant bien l'anglais + l'espagnol ou l'allemand.

Mission : développement et gestion de marchés d'exportation, tant sur le terrain (déplacements fréquents) que depuis le siège de Strasbourg, au sein d'un service structuré.

Poste d'avenir évolutif.

Rémunération stimulante.

Ad. CV détaillé, réf. 1257 à  
SELECTION CONSEIL  
67008 STRASBOURG CEDEX

**CABINET**

**DE CONSULTANTS**

RECRUTE

**FORMATEURS**

dans le domaine de la micro-informatique et des logiciels correspondants LOTUS, MULTIMEDIA, TEXTRON, etc. poste de développement vers l'organisation et le conseil.

2 POSTES A POURVOIR

dont l'un disponible pour les candidats débutants ou stagiaires.

Ecrire sous le n° 8782  
LE MONDE PUBLICITE  
11, rue de Montcaury, Paris-7<sup>e</sup>

280 000 F \*

**Société de développement  
d'HABITATS de LOISIRS**

cherche son

## MANAGER COMMERCIAL

Disposant d'une grande autonomie, il devra faire fructifier ses qualités d'animateur au sein d'une structure légère s'appuyant sur des associés puissants.

Son rôle sera de :

- Coordonner et animer une équipe d'agents commerciaux en régions ;
- Contrôler l'évolution des projets ponctuels en liaison avec les réseaux partenaires ;
- Participer à l'élaboration de la stratégie commerciale et organiser son application.

Sur un marché nouveau en expansion très rapide, ce poste implique une expérience solide en animation commerciale, une bonne capacité de réaction et un enthousiasme efficace.

Base : PARIS et fréquents déplacements sur tout le territoire, anglais apprécié.

Ecrire sous le n° 8 776 LE MONDE PUBLICITE,  
8, rue Montcaury, 75007 PARIS.

CETTE RUBRIQUE EST RESERVEE  
AUX POSTES DE HAUT NIVEAU  
REMUNERATION ANNUELLE A PARTIR DE 100 000 F

**Le Monde**  
**DIRIGEANTS**

à partir du mercredi 9 daté 10 septembre...

Retrouvez chaque semaine  
dans le Monde du mercredi daté jeudi  
la rubrique d'offres d'emploi  
consacrée aux cadres de haut niveau.

Le Monde



**Le Monde**  
**CADRES**

**IMPORTANT ORGANISME DE FORMATION  
DE L'ASSURANCE ET D'ORGANISATIONS  
SOCIALES PROFESSIONNELLES,**  
soucieux de renforcer son image et  
ses parts de marché auprès de ses  
adhérents, recherche le

**RESPONSABLE  
DE SON SECTEUR  
FORMATION AU MANAGEMENT**

Avec une équipe de 4 formateurs responsables de lignes de stages, il :

- assurera avec succès le développement des actions de formation au management, (gestion des ressources humaines, animation des hommes, efficacité personnelle, action qualité...)
- animera et dynamisera son équipe en lui donnant le goût du challenge,
- négociera avec chacun, ses objectifs de résultats, ses budgets et plans d'action,
- organisera et manœuvrera les actions de promotion de son secteur en direction des adhérents.

Ce poste convient à un cadre de formation supérieure ayant :

- environ 5 ans d'expérience orientée vers la formation (management, gestion des ressources humaines...)
- managé une équipe
- un tempérament de leader
- une grande capacité de communication
- une forte implication professionnelle
- de la disponibilité.

Si cette proposition vous intéresse, adressez lettre manuscrite de motivation, CV, photo et prétentions à notre conseil sous référence RESM.1

**ceforpe**  
et associés  
10, rue de la Victoire, 75009 Paris.

**SOCIÉTÉ D'ASSURANCES-VIE  
NOISY-LE-GRAND/MONT-D'EST**  
Dans le cadre de la décentralisation des services de  
gestion dans les bureaux régionaux  
nous recherchons :

**JEUNES  
CHARGÉS D'ÉTUDES**

**MISSION :**

- Participer à la mise en place d'une fonction audit de gestion.
- Mettre en application et assurer le suivi des procédures décentralisées.
- Conseiller et former les gestionnaires.
- Maîtriser les communications siège/bureaux régionaux.
- Proposer et mettre en place les organisations appropriées.

Les candidats retenus seront titulaires d'un DUT spécialisé dans les techniques d'organisation ou d'un diplôme équivalent. La préférence sera donnée à ceux qui ont une certaine connaissance de l'Assurance-Vie.

Les postes sont à pourvoir à Marne-la-Vallée et des déplacements fréquents en province sont à prévoir.

Dynamisme et bonne présentation exigés.

Adressez lettre manuscrite accompagnée d'un curriculum vitæ mentionnant les prétentions et d'une photo d'identité, sous n° 319 à :

**R.B. CARRIÈRES**  
20, rue Fourcroy, 75017 Paris, qui transmettra.

**IMPORTANTE ENTREPRISE DE DISTRIBUTION**  
en forte expansion (C.A. 500 M.F.)  
située en BOURGOGNE-SUD recherche son

**DIRECTEUR GÉNÉRAL**

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur.

- Soit d'origine scientifique (diplôme d'ingénieur d'une grande école) ;
- Soit d'origine commerciale (HEC, ESSEC, ESCA, etc.).

- Disposant d'une personnalité de premier plan, véritable professionnel, d'est un homme de méthode et de communication, qui s'imposera par ses compétences et les résultats qu'il apportera à une équipe très performante.

- Une première expérience réussie à un poste de responsabilité est bien entendu indispensable.

- La connaissance du milieu de la grande distribution et l'expérience d'un vécu au quotidien d'une direction logistique importante constitueront des atouts appréciables.

- Le candidat devra, en effet, assurer la responsabilité de l'évolution vers un meilleur service aux clients et une plus forte compétitivité des flux, dont les caractéristiques sont :

- 350.000 m<sup>3</sup> traités annuellement,
- 42.000 m<sup>2</sup> d'entrepôts,
- 50 semi-remorques.

Une rémunération importante est prévue.

Le recrutement sera instruit dans la plus totale discrétion.

Ecrire sous n° 8785 - LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.



**Synthelabo**

Groupe Pharmaceutique Français  
recherche dans le cadre de son développement

**JEUNES INGENIEURS  
GRANDES ECOLES**

Intéressés par le fonctionnement global de l'entreprise, ils débiteront leur parcours par une prise de responsabilité dans les équipes d'ingénieurs des centres de production de Tours ou de Montargis.

Intégrés dans un premier temps à l'une des grandes fonctions de l'entreprise (production, entretien, achats, assurance qualité, informatique), ils pourront ensuite évoluer vers une fonction différente pour mettre à profit leur expérience et leurs aptitudes.

Leur ouverture d'esprit et leur mobilité géographique seront les conditions d'une évolution qui s'effectuera à travers les différents établissements du Groupe en Province ou au sein des services centraux situés en région parisienne.

Adressez lettre manuscrite, curriculum-vitæ, photo et prétentions sous la référence 934 à l'attention de D. VOLTZ - SYNTHELABO  
22, avenue Galilée  
92350 LE PLESSIS ROBINSON.

**CENCEP** Les Caisses d'Épargne Ecroulées viennent d'adopter un  
projet de réseau qui fixe leur orientation  
stratégique à l'horizon 1992.

Dans le cadre de sa nouvelle organisation, le CENCEP,  
Centre National des Caisses d'Épargne et de  
Prévoyance, chef du Réseau Ecroulées recherche  
pour sa Direction de l'Animation du Réseau

**RESPONSABLE  
DE L'ORGANISATION**

Vous serez plus particulièrement chargé :

- de conseiller et d'assister les entreprises du réseau dans tous les domaines de l'organisation,
- de proposer les moyens d'améliorer la productivité et d'adopter l'organisation des services à l'évolution rapide du réseau,
- de participer à des missions d'audit, ou de les superviser.

A 35 ans environ, vous avez une expérience réussie d'au moins 7 ans à un poste similaire au sein d'un établissement de crédit ou de conseil.

Ce poste, à large autonomie d'action, requiert de son titulaire de l'engagement personnel mais également des qualités de contact et une grande motivation pour animer la fonction dans l'ensemble du réseau avec l'aide d'une équipe à constituer.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en précisant la référence CO au CENCEP - 5, rue Masseran 75007 PARIS. Discrétion assurée.

**CONTROLEUR  
SUR LE MATIF**

**Sciences PO,  
grandes écoles de gestion,  
MBA, DESS Dauphine...**

Notre société, la Chambre de Compensation des Instruments Financiers de Paris (CCIFP) assure toutes les opérations de mise en place, de contrôle, d'administration, de garantie des contrats négociés sur le MATIF. Le département "contrôle" crée plusieurs postes.

Le contrôle de la CCIFP s'exerce chez les adhérents (banques, agents de change...); il consiste à vérifier le respect des règles en vigueur, évaluer les risques pris par les intervenants à l'égard du marché, assister le service MATIF de l'adversaire... Chaque vérification donne lieu à la rédaction d'un rapport.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et vous souhaitez commencer votre carrière en PARTICIPANT AU FANTASTIQUE DEVELOPPEMENT DES MARCHES FINANCIERS. Nous vous formerons à notre métier.

La rigueur, le sens du détail, le goût pour l'analyse, mais aussi les qualités de contacts et de diplomatie sont nécessaires pour réussir.

Nous vous proposons de nous témoigner ces qualités mais aussi votre esprit de synthèse et votre capacité rédactionnelle à travers votre dossier de candidature que vous enverrez à notre conseil sous réf. M/176.

**otnicar**

34, Bd Hausmann  
75009 Paris

**ESPACE VILLES**

(Le bien être dans la cité)  
Ingénierie municipale

Fille d'un groupe français de services recherche

**l'assistante  
de son Vice-Président**

Elle sera responsable :

- de son secrétariat personnel,
- de la constitution et mise à jour du fichier clients en micro-informatique. Très disponible et mobile, elle doit pouvoir l'accompagner à ses rendez-vous, réunions, congrès... sans contrainte, établir des comptes-rendus et mettre à jour les dossiers.

Ce poste de confiance exige : de la classe, de la diplomatie, de fortes capacités relationnelles, de la méthode et de l'autonomie. Il s'adresse à des candidates de niveau supérieur et d'expérience confirmée. Poste à l'essai les Moutonniers. Rémunération motivante.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) en indiquant votre salaire actuel, sous la réf. 7836 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo 75001 PARIS, qui transmettra.

**LA SÉCURITÉ SOCIALE**

offre par Censeurs

**18 Postes**

pour une formation rémunérée de CADRES  
(18 mois) chargés de fonctions de représentation  
et de contrôle auprès des Entreprises de la  
Région Parisienne.

**Conditions :**

- Diplôme niveau BAC + 3 en Gestion, Comptabilité ou Droit.
- 21 ans minimum en Septembre 87 et avoir Carte Nationale d'Identité.
- Permis de conduire catégorie B.

Renseignements et dossier d'inscription  
Service des Formations Régionales  
17-19, Place de l'Argonne - 75019 PARIS  
(10<sup>h</sup> à 18<sup>h</sup> - Porte 10015)  
Tél. 42.02.84.00

clôture des inscriptions le 10.09.1987

**GROUPE SYSECA**

**SYSECA (400 MF de CA, 1000 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs)** est une Société de Service et d'Ingénierie en informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Notre développement nous amène à rechercher pour notre département Systèmes de Communication, des

**CHEFS DE PROJETS  
RÉSEAUX**

COMMUTATION, PÉRICOMMUTATION

Vous avez acquis une solide expérience, principalement dans le domaine des télécommunications et dans la gestion de projets importants.

Ces postes sont évolutifs vers des fonctions de

Directeurs de Secteurs.

Nous accorderons une attention particulière aux candidats possédant la connaissance des méthodes et le sens du management.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 279 à SYSECA SELECTION, 315, Bureau de la Colline, 92213 Saint-Cloud Cedex.

**SYSECA SELECTION**

**Juriste d'entreprise  
confirmé**

Paris 2e. Un important groupe agro-alimentaire français (C.A. 2 milliards de francs - 1000 personnes) souhaite recruter un responsable du contentieux et des assurances, capable de prendre en charge rapidement, sous l'autorité du Secrétaire Général, l'ensemble des problèmes juridiques du Groupe (notamment pour ce qui relève du Droit des sociétés et du Droit contractuel).

De niveau Licence en Droit, il dispose impérativement d'une première expérience professionnelle similaire d'au moins 5 ans, acquise de façon opérationnelle au sein d'une entreprise industrielle. La connaissance de l'anglais serait utile. Poste évolutif pour candidat de valeur.

Merci d'adresser votre C.V. avec lettre manuscrite, photo et prêt sous la référence G030/M à D. FOSSAT, SEMA-SELECTION, 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE CEDEX.



**SEMA-SELECTION**

Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

**DIRECTEUR  
D'ETABLISSEMENT SAV**

Fille d'un groupe français, lui-même d'un groupe implanté mondialement, nous produisons et distribuons des équipements pour l'automobile, les poids lourds et le machinisme agricole.

Notre service après-vente (seconde main), réalise ses objectifs avec les principaux constructeurs et les grossistes, 10 % de nos expéditions sont destinées à l'exportation.

Nous recherchons le Collaborateur qui prendra la responsabilité de ce Centre de Profit, au stockage très automatisé, réalisant plus de 200 millions de CA, avec un effectif de moins de 100 personnes.

Nous souhaitons un Ingénieur de 43 ans environ, très au fait du milieu automobile, bon gestionnaire, ayant une solide expérience commerciale, une autorité naturelle et de compétence. Il devra maîtriser parfaitement l'anglais avec, si possible, de bonnes bases perfectibles en allemand.

Ce poste est à pourvoir en région parisienne au premier trimestre de l'an prochain.

La rémunération est motivante, une voiture de fonction R 25 complète l'attrait de ce poste.

Merci de faire parvenir votre candidature, sous réf. 701.PA.165 M, à notre Conseil Michel BARBEY qui vous documentera avant de vous rencontrer.



**centor**

13 bis, rue Henri Mornier  
75009 PARIS

**VIVEZ AVEC L'ESPACE**

Nous vous proposons de rejoindre notre équipe comme

**Responsable produits**

Vous aurez pour mission le lancement d'un nouveau concept de loisirs scientifiques axé sur les technologies aéronautiques et spatiales.

Vous définirez le plan marketing, vous piloterez l'ensemble de la communication (publicité et relations publiques) et de la promotion commerciale des produits.

Vous serez responsable des négociations avec les fournisseurs, sous-traitants et distributeurs.

Vous assurerez, avec le support des spécialistes de notre équipe, la cohérence des produits sur tous leurs aspects techniques, pédagogiques, financiers, etc.

Diplômé (e) d'une Ecole de commerce, âgé (e) d'environ 35 ans, vous êtes responsable produits et possédez l'expérience du lancement d'un produit dans le secteur des services ou de l'industrie. Vous parlez anglais.

Si vous souhaitez intégrer une équipe basée à TOULOUSE, fortement motivée, privilégiant avant tout la rigueur et le professionnalisme, envoyez votre dossier pour une première rencontre à Michel MOULLET sous réf. 625.

Pour nous le compte à rebours  
est déjà commencé...

**CURSUS CONSEIL**

26, rue Croix des Petits Champs, 75001 Paris.



## Le Monde CADRES

### SUP DE CO. IEP...

LE TREMPIN  
LA FORMATION

WINTERTHUR, Société Suisse d'Assurance, l'une des toutes premières à l'échelon international, est le premier groupe étranger en France. Dans le cadre du développement de nos marchés, la formation de nos réseaux d'Agents Générateurs est l'une des priorités de notre politique commerciale.

Après un entraînement complet et actif à nos méthodes et produits, votre formation consistera à participer à la conception de nos programmes et actions de formation. Vous animerez les stages à destination de nos instituteurs et de nos Agents Générateurs. Vos aptitudes pédagogiques s'exerceront à la fois dans le domaine technique (produits, négociations...) et commercial (marketing local, plan d'action commercial, négociations, etc.). Un poste riche qui vous formera à toutes les réalités de notre Groupe. Vous placerez sur une bonne trajectoire pour évoluer dans notre Groupe. Adresser votre candidature à Ph. LEMELLE, sous la réf. LM/212 - COPERS - 1, rue Moncey - 75009 PARIS.

**winterthur**  
assurances

### COORDINATEUR

Notre société est leader dans notre activité de service (20 filiales françaises et étrangères 10.000 personnes).

Notre Président recherche son ASSISTANT.

Il est responsable :

- de l'organisation et de la préparation des Comités, des A.G. des différentes sociétés, des Conseils d'Administration, des "Conventions" du Groupe, etc.
- des comptes-rendus de ces réunions (secrétariat).
- de la centralisation et de la diffusion de l'information.

Ce poste de confiance, très proche du Président, implique : diplomatie, disponibilité, souplesse de caractère et renoncement à l'opérationnel. De formation supérieure, à dominante juridique, vous avez une rigueur rédactionnelle et pratiquez l'anglais. Une expérience en secrétariat général, Cabinet ou Groupement professionnel sera appréciée.

Veuillez envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous la référence 7581 à : Organisation et Publicité - 2, rue Marengo 75001 PARIS, qui transmettra.

### IMPORTANT ORGANISME DE PREVOYANCE

crée pour son département ENTREPRISE un poste de

### CADRE MARKETING

Sa mission :

- concevoir des outils promotionnels des différents produits.
- préparer les opérations commerciales.
- concevoir les outils d'animation d'un réseau de 150 partenaires.
- exécuter les opérations de communication du département.

Ce poste conviendrait à un candidat H/F, à fort potentiel, diplômé d'une école supérieure de commerce ayant une première expérience dans le marketing (des services de préférences).

Rémunération à débattre.

Le collaborateur travaillera en relation directe avec le responsable du département.

Adresser CV avec photo (restituée), lettre manuscrite et prétentions à FNM Division des Relations Sociales, 56/60 rue Nationale, 75649 Paris Cedex 13.



GRUPPE INTERNATIONAL diversifié  
(Hôtellerie, Tourisme, Restauration, Loisirs :  
CA : 10 milliards de F. ; 40 pays)

recherche pour sa Direction Développement :

### analyste et négociateur d'affaires

Sa mission :

- analyse stratégique
- analyse financière et concurrentielle des sociétés et des projets
- négociation, montage et suivi des affaires.

Son profil :

- diplômé d'une Grande Ecole (Ingénieur ou Gestion)
- formation complémentaire (MBA, Insead, IFA) appréciée
- expérience professionnelle réussie de 3 à 7 ans dans Cabinet Conseil, Banque d'Affaires, Direction plan/stratégie
- Anglais courant indispensable, deuxième langue souhaitée.

Lieu de travail : PARIS VIII - Courts déplacements à l'étranger à prévoir.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. PER 403/M à la Direction du Personnel 40, rue de l'Arcade 75008 Paris.



### IMPORTANT ORGANE DE PRESSE recherche

#### 1) JOURNALISTES CONFIRMES

Spécialistes de la Bourse et des Affaires.

#### 2) JOURNALISTES DEBUTANTS

si complémentaires en analyses financières.

#### 3) JOURNALISTE

oyant de bonnes connaissances placements patrimoniaux (produits d'assurance, immobilier, SICAV).  
Ecrire avec C.V., photo et prét. sous réf. 28899 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

### Société d'études indépendante

Liste de clients prestigieuses  
spécialisée grande consommation

RECHERCHE

#### DIRECTEUR D'ETUDES QUANTITATIVES

MINIMUM 7 ANS D'EXPERIENCE  
(au moins en partie en cabinet)

Pour contact et suivi clientèle - Projets -  
Suivi de réalisation - Interprétation

Motivation pour travail d'équipe indispensable.  
Possibilité d'accéder au capital.  
Déclaration totale garantie.

Ecrire sous n° 8 791, LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

### JEUNE CADRE COMMERCIAL ADJOINT AU DIRECTEUR INTERNATIONAL DES VENTES

HEC - ESC ou équivalent  
spécialisation Marketing et/ou Publicité  
3 à 5 ans d'expérience Marketing,  
Promotion, Publicité  
200 000 F BRUT +

Une société de 1300 personnes, en expansion régionale, 6 usines (France, RFA, Suisse, Canada), produits évolutifs pour le Bâtiment et les Travaux publics, recherche un jeune cadre sérieux, dynamique, Directeur International des Ventes, qui sera responsable de la définition et de la mise en œuvre de toutes les actions de publicité et de communication externe dans le cadre de son budget annuel.

Anglais courant indispensable. Deuxième langue souhaitée.

Poste d'avenir évolutif.

Résidence dans une grande ville universitaire de l'Est.

Ad. CV détaillé

et réf. 1281 à



### Filiale d'un groupe parisien NOTRE S.S.C.I.

RECHERCHE

#### 2 CONSULTANTS

dotés d'un tempérament commercial.  
Chargés de la commercialisation de logiciels et mise en place d'applications informatiques de gestion sur matériel IBM.

Profil :

- diplômé de l'enseignement supérieur : DECS ou Sciences Po ou Sciences Eco ou DESS - Ressources Humaines - ou Maîtrise de gestion ;
- connaissances de la gestion d'entreprise et maîtrise de l'outil informatique ;
- expérience : 2 à 5 années.

Poste basé à Lyon. Déplacements dans la région Sud-Est.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + prétentions à  
NPS RHONE ALPES, 11, r. Elie-Rochette, 69007 LYON.

### La mairie de Sèvres (92) recherche

#### LE DIRECTEUR DU FUTUR CENTRE D'ACTIVITES CULTURELLES ET DE LOISIRS SEVRES ESPACE LOISIRS

Géré par l'Association SEVRES CULTURE LOISIRS

Comprend :

- Une salle polyvalente de 600 places ;
- Une salle de spectacles de 400 places ;
- Plusieurs salles d'activités, d'ateliers et de réunion pour les associations locales.

Le candidat devra avoir une expérience de la gestion d'un équipement culturel et associatif. Formation universitaire appréciée.

Ad. lettre manuscrite de com., c.v. dét. et photo d'identité à : Monsieur le Maire de Sèvres, secrétaire général, hôtel de ville, 92311 Sèvres Cedex.  
Clôture des candidatures le 15 septembre 1987.

### Urgent

organisation humanitaire  
Action internationale (AICF)  
recherche pour tous pays

#### CHEFS DE MISSION

- Négociations de projets.
- Animation des équipes.
- Administration des programmes.

Envoyer photo + C.V. + lettre manuscrite à :  
ACTION INTERNATIONALE (AICF)  
34, avenue de Reille, 75014 PARIS.

### IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

Le Premier en France et l'un des premiers dans le monde dans son secteur d'activité recherche

### UN ADJOINT AU D.R.H.

pour promouvoir

### LE DÉVELOPPEMENT DU SOCIAL

au sein du groupe  
(poste basé à PARIS)

Dans le cadre de la politique du groupe et en relation avec les directeurs du personnel de nos unités de production, il devra travailler sur le contenu de notre politique sociale : développement des responsabilités, mise en place des cercles de progrès et de qualité, flexibilité des horaires, etc.

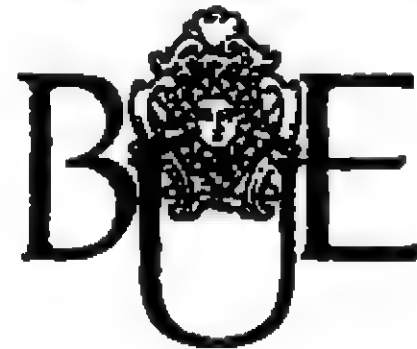
A moyen terme, ce poste pourra évoluer vers une Direction du Personnel au sein du groupe.

Une première expérience, un tempérament moteur, un esprit innovant allié à une prise en compte des réalités du terrain, de grandes capacités de communication, un charisme naturel, un sens politique, stratégique et tactique sont des atouts indispensables à la réussite dans le poste.

Pour un premier contact, adresser lettre manuscrite de candidature, CV, photo et prétentions à notre Conseil, sous référence ADM.1

et prétentions à notre Conseil, sous référence ADM.1

marc forget  
et associés  
10, rue de la Victoire, 75009 Paris.



### BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE

renforce son équipe ORGANISATION et recherche

### Débutant ou première expérience

- Diplômé Grandes Ecoles d'Ingénieur ou de Commerce.
- Possédant le sens de la communication, de la persuasion et le goût du travail en équipe.

vous participerez, sous la conduite d'un Ingénieur en organisation senior, à l'analyse des fonctions et des circuits d'information existants pour concevoir et mettre en place de nouveaux systèmes organisationnels.

Des connaissances informatiques et/ou des nouveaux produits de trésorerie seraient appréciées.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 28859 à B.U.E. - Service du Recrutement 75107 Paris Cedex 02.

### Venez gagner avec nous dans cette fonction qu'aucune Ecole n'apprend et soyez notre

### ACHETEUR-LOGISTICIEN

C'est un poste opérationnel et évolutif que nous vous proposons au Siège de notre Société, filiale d'un Groupe de premier plan.

Nous : - Un métier, où nous sommes leader en France avec un CA de 7 milliards de Francs et déjà très bien placé en Europe.  
- Une volonté : l'excellence pour nos clients.  
- Un objectif : la qualité et la compétitivité.  
- Un défi : les résultats des meilleurs mondiaux.

Vous : - La trentaine, une expérience des achats et des appros qui fait de vous un expert de cette fonction.  
- Autonome, fin négociateur, vous êtes mobile et parlez anglais.  
- Intégrateur, vous avez la volonté de mener avec nous la réalisation de notre projet d'entreprise.

A 1 h 30 de Paris en Normandie... un challenge.

Venez nous parler de votre réussite ; nous vous ferons part de nos projets.

Adresser CV, photo et prétentions s/réf. 28904 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

### DE L'ACTION POUR UN INGENIEUR D'APPLICATION

#### FORMATION SUPERIEURE AGRO-ALIMENTAIRE

Vous avez déjà 2 à 3 ans d'expérience en recherche appliquée. Les études, analyses et synthèses sont des démarches intellectuelles qui vous sont familières, mais vous voulez aussi être un homme d'action, de conseil et de développement. Rattaché directement à la Direction Recherche et Développement, vous assurez l'adaptation de nos produits industriels issus du lait, à l'utilisation en clientèle. Vous travaillerez en étroite collaboration avec le service commercial et le laboratoire et vous vous déplacerez 60 % de votre temps auprès des différentes industries agro-alimentaires, en France et à l'étranger. Votre fonction, qui permet d'allier connaissances techniques et capacités relationnelles, est susceptible d'évoluer vers d'importantes responsabilités techniques ou commerciales. Une bonne pratique de l'anglais est indispensable. Une formation complémentaire commerciale supérieure serait appréciée. Vous serez basé à notre futur siège social de Rennes.

Pour mieux connaître notre proposition, contactez-nous en adressant C.V., lettre manuscrite et prétentions sous référence 87.914 à la Direction du Personnel Groupe BRIDEL - B.P. 5 - 35240 RETIERES ou téléphonez au : 16.99.43.66 poste 11.35



GROUPE DE 2.200 personnes, 11 usines et 4,5 milliards de C.A. dont les activités, les structures, l'esprit moderne et le succès font naturellement dire :

*Emile Bridel*

Les bonnes carrières ont un nom

هكذا من لاجل



REPRODUCTION INTERDITE

**Le Monde**  
**CADRES**

# DE LA GESTION AU MARKETING OPERATIONNEL

La recherche d'un responsable commercial de notre société, maître en place d'un plan de marketing et de communication, pour les entreprises et les professionnels, nous intéresse. Ces personnes techniques ont une expérience avérée, elles possèdent une formation supérieure commerciale (type ESC) qui leur a permis d'acquiescer par quelques années d'expérience en entreprise, dans la vente ou au sein d'une direction commerciale. Une bonne connaissance des outils informatiques est souhaitable, ainsi qu'une grande disponibilité, un bon sens de l'organisation et de la planification (type 1<sup>er</sup> adjoint) dans une région commerciale de valeur. Nous vous remercions d'adresser votre lettre, votre CV, votre photo, sous la référence 118742, à PIRELLA GÖTTSCHE LOWE, 25, rue Cambon - 75001 PARIS.

Nous recherchons une personne expérimentée, maîtrisant parfaitement le français, pour occuper un poste de responsable commercial. Cette personne devra avoir une formation supérieure commerciale (type ESC) et une expérience avérée en entreprise, dans la vente ou au sein d'une direction commerciale. Une bonne connaissance des outils informatiques est souhaitable, ainsi qu'une grande disponibilité, un bon sens de l'organisation et de la planification (type 1<sup>er</sup> adjoint) dans une région commerciale de valeur. Nous vous remercions d'adresser votre lettre, votre CV, votre photo, sous la référence 118742, à PIRELLA GÖTTSCHE LOWE, 25, rue Cambon - 75001 PARIS.

**COPERS**  
25, rue Cambon - 75001 PARIS

## LA FÉMINITÉ ? C'EST VOUS !

Notre Société française, de notoriété internationale, recherche un(e)

### Chef de produit

Après une formation ESC, vous avez une première expérience marketing (produits de luxe ou mode).

Votre personnalité, votre créativité permettront de lancer et de développer une nouvelle ligne de lingerie pour femmes.

Poste à Paris.

Rémunération liée à votre expérience.

Laurence LENOIR vous remercie de lui adresser lettre + C.V., sous la référence CP/LM, et vous garantit toute discrétion.



**Raymond Poulain Consultants**  
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

## SAINT-GOBAIN VITRAGE recherche pour ses FILIALES UN ATTACHE COMMERCIAL

Ces filiales sont des P.M.E. qui transforment et commercialisent des produits verriers destinés au bâtiment.

La clientèle est constituée de Miroitiers, Métalliers, centres de bricolage et Menuisiers.

Le poste est à TOULON, mais une évolution de carrière est possible au sein de la Société SAINT-GOBAIN VITRAGE et de ses 26 Filiales pour le candidat de valeur qui accepte la mobilité géographique et qui aura réussi dans ce premier poste.

Les candidats ont une formation de niveau Bac + 2, une première expérience de la vente serait appréciée.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous référence 4 M à Madame TRIDON - Direction du Personnel

**Saint Gobain Vitrage**

Saint-Gobain Vitrage  
Cédex 77  
92096 Paris la Défense

## SOCIÉTÉ INTERNATIONALE dans le domaine des T.P. et INGENIERIE recherche pour son siège social (situé à 35' à l'ouest de PARIS), un

### JURISTE INTERNATIONAL

BILINGUE ANGLAIS

Expérience d'une dizaine d'années dans :  
• négociation et rédaction de contrats commerciaux,  
• gestion des assurances et des risques,  
• contentieux.

Adresser votre C.V., photo et prétentions sous la référence 8043 à : ORGANISATION ET RECRUTEMENT - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



PREDICA, Compagnie d'ASSURANCE VIE du CRÉDIT AGRICOLE en forte expansion renforce son département Organisation et Informatique.

### chef de projet expérimenté

- INGENIEUR, MIAGE
- 5 à 10 ans d'expérience application de gestion environnement IBM (MVS/CICS)
- Un atout majeur : forte expérience de la conception d'applications en Assurance Vie, Capitalisation ou produits financiers.

Mission : assurer la responsabilité du développement de projets informatiques Assurance Vie dans les 4 centres de gestion du CRÉDIT AGRICOLE et au siège de PREDICA. Analyser les besoins des utilisateurs. Concevoir les applications et encadrer les équipes de réalisation et de maintenance.

La fonction est passionnante mais exigeante en implication et en disponibilité. Poste basé à Paris Tour Maine Montparnasse. Déplacements en province.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. M 536 à notre Conseil : ARCO - Claude BERGES 25, rue Cambon - 75001 PARIS

**ARCO**

## Cabinet d'expertise comptable implantation nationale

recherche

### ASSISTANTS CONFIRMÉS

Les candidats, de niveau DECS ou équivalent, justifieront d'une première expérience de un à deux ans. Sous la responsabilité d'un chef de mission, ils participeront à des missions d'expertise et de conseil auprès de PME tant françaises qu'internationales.

Adresser C.V. et prétentions sous le n° 8789 M LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, PARIS-7.

## SALES MANAGER

400.000 F minimum par an

Nous sommes une des plus importantes et performantes entreprises de promotion au monde. Notre clientèle est la petite entreprise et le commerce local. Nous recherchons un Sales Manager (H/F) pour recruter, former et motiver une équipe commerciale pour notre premier bureau en France dans le Val de Marne.

Si vous êtes disponible et ambitieux, merci de téléphoner au 43 78 09 77 pour convenir d'un rendez-vous confidentiel.

## Secteur Associatif Coordinateur

Insertion Sociale Jeunes et Formation Permanente

Notre Spécialité : la mise en valeur des possibilités de développement des personnes.

Vos missions :  
• coordonner les activités de 25 services régionaux ; assurer la prospection ; animer des équipes de concepteurs de formation ; une expérience pratique de formation ; les administrations et les organismes concernés.

Vos rémunérations : environ 160 000 F.

Envoyez CV et photo + rémunération à notre Conseil M. PERCHÉ, 65 Avenue Kléber 75116 PARIS sous réf. B 225.

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

## Important établissement public

recherche

### ATTACHÉ AUX ÉTUDES

dans le domaine de la formation professionnelle continue, chargé du suivi de la réglementation et d'une mission de conseil aux entreprises. Formation juridique (DES-DESS).

Ecrire sous le n° 8787 M LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, PARIS-7.

## ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT LITTORAL CHARENTAIS

RECHERCHE

### CHEF COMPTABLE

possédant un DECS complet expérience bancaire ou d'entreprise souhaitée. Transmettre candidature manuscrite et photo.

Sous n° 8 793 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

## SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES PARIS 7e

recherche pour faire face au développement de ses activités

### CHEFS DE MISSION AUDITEURS CONFIRMÉS

- Ces postes conviendront à des candidats, diplômés de l'enseignement supérieur ayant acquis une expérience de l'Audit en cabinet.
- Les candidats retenus interviendront auprès de sociétés appartenant à des secteurs d'activités variées et auront de réelles possibilités de promotion et d'exercice de responsabilité.

Merci d'adresser lettre manuscrite et prétentions COGERCO-FLIPO 72, rue de Bellechasse 75007 Paris

## Cabinet d'expertise comptable implantation nationale

recherche

### ASSISTANTS DÉBUTANTS

De formation comptable et fiscale (BUTCP, ESCAR, DECS, ETC.), les candidats auront intégré dans des équipes où ils participeront à des missions d'expertise et de conseil auprès de PME-PMI.

Adresser C.V. et prétentions sous le n° 8 788 M LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, PARIS-7.

Nous sommes un important ORGANISME PROFESSIONNEL du SECTEUR B.T.P., particulièrement actif et performant dans la Région CENTRE. Nous recherchons un

## ATTACHE DE DIRECTION (Adjoint du Secrétaire Général)

En liaison avec les entreprises et leurs salariés, les organisations professionnelles, les Pouvoirs Publics, les organismes de formation, il anime les actions destinées à promouvoir et développer la formation professionnelle dans le B.T.P.

Vous avez environ 30 ans, une formation supérieure (Ecole Supérieure de Commerce ou Ecole Supérieure d'Ingénieur) et une expérience d'au minimum 2 années en entreprise, dans un poste qui vous a donné le goût des contacts, de la communication, de l'animation et de la négociation.

Nous vous proposons une fonction à réelle responsabilité, avec large autonomie dans un contexte évolutif.

Lieu de travail : Orléans, avec déplacements fréquents dans la région (voiture de fonction).

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en précisant la référence 8401 M, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit une totale discrétion.

28 rue Pergolée - 75116 Paris

**Actimman**



## AUTOPLUS

Le réseau de la Rochelle occupe une place particulière dans les Transports Urbains en France par ses conceptions du service rendu à la clientèle. Pour conforter notre politique, nous recherchons notre

## Responsable service exploitation

Sous l'autorité du Directeur Général, il anime, coordonne et dynamise le personnel de son service (effectif de 150 personnes).

Ingénieur de formation, ayant déjà une expérience du Transport Urbain, c'est aujourd'hui ses qualités de communicateur et de manager qui seront sollicitées.

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite + C.V. + prétentions sous réf. 704/M à notre Conseil, Etienne ROUAUD.

**AXONE**

57, rue Charles Monselet  
44000 NANTES

Lille - Paris - Nantes - Strasbourg - Lyon - Marseille

## GROUPE INTERNATIONAL LEADER SUR SON MARCHÉ

### EQUIPEMENTS et CONSOMMABLES

recrute pour son siège à Besançon

## DIRECTEUR DES VENTES

pour diriger et animer notre force VENTES DIRECTES FRANCE composée de 50 personnes : cadres, commerciaux exclusifs, télévendeuses et agents techniques.

Agé de 35 ans environ, le candidat est un homme de terrain disposant d'une bonne formation commerciale et de l'expérience réussie de la direction d'une force de vente.

Placé sous l'autorité du Directeur Commercial France, il est responsable du Chiffre d'Affaires, des moyens de gestion et de la productivité de l'équipe VENTES DIRECTES FRANCE. Il reçoit l'appui d'une équipe Marketing de haut niveau et dispose d'un outil de gestion totalement informatisé.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 68.065 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris, qui transmettra. Discretion totale assurée.

## LA CHAÎNE DES HOTELS ARCADE (GROUPE PULLMAN INTERNATIONAL HOTELS) recherche pour son important développement en FRANCE et à l'ÉTRANGER

## CHARGE D'AFFAIRES

Intégré à la Direction du service développement, vous êtes responsable de la recherche, conception, justification, montage et suivi de la réalisation des nouvelles unités.

Cette mission implique une bonne formation supérieure, un haut degré d'initiative, des qualités de négociateur et un bon esprit d'analyse et de synthèse. Les candidats âgés de 30 ans minimum devront justifier d'une première expérience dans le montage et le suivi d'opérations similaires. L'anglais est indispensable et de fréquents déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir.

Adresser candidature, photo et prétentions à PULLMAN INTERNATIONAL HOTELS Service Recrutement - 12, rue Portalis 75008 PARIS.

## — LYON —

ETABLISSEMENT BANCAIRE

bien implanté sur la région Rhône-alpes recherche un

## CHARGE DE RECRUTEMENT

- prendre en charge complètement les recrutements qui lui seront confiés,
- participer activement à la gestion prévisionnelle des effectifs et des carrières.

De réelles perspectives d'évolution (encadrement) existent pour un candidat de formation supérieure (BAC + 4), possédant une première expérience de la fonction.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et prétentions réf. 47069 à CONTESSÉ PUBLICITE, 3, rue Pierre Robin, 69363 Lyon Cedex 07.

CONTESSÉ



UNIVERS DE  
LA GESTION

## Vos talents d'audit pour organiser notre comptabilité

Aux Assurances Générales de France, la fonction comptable est largement décentralisée dans les différentes Directions de l'entreprise. Au sein de la Direction Comptable du Groupe, le Service d'Organisation Comptable joue un rôle d'étude, de conseil et d'assistance en ce qui concerne :

- la définition, la mise en place et le contrôle des procédures comptables,
- les modifications à leur apporter à la suite de changements d'organisation ou de réglementation,
- la formation des services comptables.

**Responsable du service d'organisation comptable**, vous aurez à diriger une équipe de six chargés d'études, en étroite liaison avec l'informatique et les Directions du Groupe.

De formation supérieure (type grande école de commerce), vous avez 3 ou 4 ans d'expérience dans un grand cabinet d'audit. Vos talents de coordinateur, vos qualités de contact et votre sens de l'animation seront déterminants pour votre réussite.

Rejoignez-nous en adressant votre dossier de candidature sous référence BOC aux Assurances Générales de France - Département Gestion de l'Emploi - 33 rue Lafayette - 75009 Paris.

## AUDITEUR INTERNE

UNE OPPORTUNITÉ DÉCISIVE DANS NOTRE GROUPE



Le groupe CASDEN Banque Populaire, jeune et dynamique, se développe rapidement : 6 filiales, plus de 12 milliards et demi de total bilan, 350 personnes et la confiance de 450 000 clients...

Chiffres éloquent qui nous incitent à poursuivre notre expansion et à renforcer nos structures. NOUS CHERCHONS DONC LE POSTE D'AUDITEUR INTERNE À VOCATION FINANCIÈRE ET COMPTABLE.

Rattaché à notre contrôleur général, responsable de l'Audit Interne du groupe, vous serez conduit à examiner plus spécialement les aspects financiers et comptables du Groupe.

**Vous possédez :**

- bien entendu, une formation supérieure ;
- une expérience minimum de 2 à 3 ans dans un cabinet d'audit ;
- une bonne approche de la micro-informatique ;
- une pratique de l'anglais et/ou l'allemand serait appréciée ;

- des qualités de ténacité, de jugement et de diplomatie.

Vous souhaitez concrétiser vos acquis et réussir votre vie professionnelle en intégrant un groupe dynamique.

Nous offrons des larges possibilités d'évolution vers des postes plus opérationnels.

Cadre de travail agréable à 25 mn de Châtelet.

POSTE À POURVOIR RAPIDEMENT.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prêt, prêt A, à M. Denis TAQUET-CASDEN Banque Populaire - 91, Cours des Roches-Noires - 77424 MARNE-LA-VALLÉE Cedex 02.

## RESPONSABLE FINANCIER

d'une importante société mutualiste  
(CA : 600 MF)

**Cadre à fort potentiel**, de formation supérieure de gestion, DESS, vous justifiez d'une première expérience réussie d'au moins trois ans.

En liaison avec la Direction Générale, à laquelle vous êtes rattaché, vous serez chargé de la mise en place de la comptabilité analytique et budgétaire, le suivi de la trésorerie. Vous participerez activement au développement des moyens informatiques nouveaux et assurerez les situations mensuelles et bilans.

Basé à Paris, le poste comporte des déplacements de courtes durées. Sens de l'organisation, rigueur, mais aussi diplomatie et qualités humaines sont des atouts pour ce poste de haut niveau.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et photo sous référence 1146 à LTA - Antenne St Lazare 39, rue de l'Arcade 75008 Paris, qui transmettra.

CHARGEURS S.A.

CAUSSE-WALON



Causse Walon est une société de CHARGEURS S.A. Première entreprise privée française dans le domaine des transports. CHARGEURS S.A. est aussi un groupe industriel en Europe et sur le continent américain. CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales Chargeurs Réunis, Paquet, UTA, Spontax.

recherche

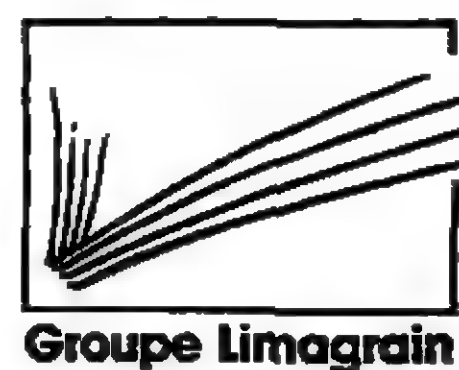
## Un contrôleur de gestion

chargé des procédures budgétaires et du contrôle de gestion des 10 établissements répartis sur l'ensemble du territoire national.

(Des déplacements sont à prévoir).

Le candidat de formation supérieure (école supérieure de commerce, maîtrise de gestion...) aura au moins une première expérience de la fonction.

Envoyer candidature manuscrite, C.V. et photo à François-Marie GESLIN Chef du Personnel - CAUSSE WALON 128, rue d'Aguesseau - 92100 BOULOGNE BILLANCOURT.



Groupe Limagrain

Nous sommes l'un des premiers groupes internationaux dans le secteur stratégique des semences.

## Jeunes Diplômés

Grandes Écoles de Commerce et de Gestion ou équivalent

Vous êtes débutant ou avez une première expérience du contrôle de gestion ou de la trésorerie, nous vous proposons au sein de nos services holding, l'un des postes suivants :

### CONTROLEUR DE GESTION (réf. 396)

Vous développerez le contrôle de gestion de la Branche Potagère et Florale : analyse du réel, prévisions court et moyen termes, tableau de bord. Nombreux contacts avec les opérationnels des différentes sociétés de la Branche (France et étranger).

### CADRE FINANCIER (réf. 397)

Vous aurez la responsabilité de la trésorerie franc du Groupe, ce qui comporte des relations quotidiennes avec les filiales françaises et les partenaires financiers. Vous participerez en outre au développement des nouveaux outils financiers.

Ces deux postes, basés en Auvergne, nécessitent une bonne pratique de l'anglais. Ils sont évolutifs au sein d'un Groupe dynamique ayant une dimension internationale. Votre candidature, avec prétentions et référence du poste, est à adresser à : Groupe Limagrain - Département du Personnel - BP 1 - 63720 ENNEZAT.

ETABLISSEMENT FINANCIER DE 1<sup>er</sup> PLAN  
recherche

## Gestionnaire de portefeuille

Responsable de la gestion financière d'un portefeuille très important (l'actif d'une compagnie d'Assurance) il :

- participera à la définition de la stratégie de placement de ce portefeuille,
- coordonnera les investissements réalisés par les différents opérateurs.

Pour ce poste qui requiert avant de sens de la négociation que de goût pour l'organisation, nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur ayant une expérience significative d'au moins 3-4 ans dans le tertiaire financier. Une connaissance de l'assurance constituera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions réf. 28849 à CONTESSA PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

Le Monde  
CADRES

## EN VAL-DE-LOIRE OBJECTIF : LE MANAGEMENT PAR LA QUALITE

Notre société (900 personnes - 1 Milliard de F de CA), fait partie d'un des tout premiers groupes alimentaires français (4500 personnes - plus de 4 milliards de Francs de CA).

Pour améliorer notre performance globale, nous réalisons actuellement un ensemble d'actions pour la mise en place d'un management par la qualité. Nous recherchons donc un jeune

## INGENIEUR GRANDE ECOLE OU UNIVERSITAIRE AGRO, AGRO-ALIMENTAIRE

Il aura deux fonctions principales :

- responsable du Labo de Contrôle (une dizaine de collaborateurs), il assure le contrôle des matières premières, des matériaux de conditionnement, le suivi de qualité de la production, les contrôles particuliers répondant aux remarques de la clientèle ou de services internes,
- « FACILITEUR », il aura un rôle primordial dans la mise en place et le développement de CERCLES DE QUALITE.

Il a environ 5 ans d'expérience en milieu industriel, et est déjà sensibilisé aux impératifs du management par la qualité.

Merci d'écrire avec CV, photo et salaire actuel sous référence 7081 M aux consultants chargés de cette recherche.

Gallos & Associés

116, avenue Champs-Élysées - 75008 PARIS

INTER

Nous poursuivons notre développement et préparons la mise en ligne des nouveaux AIRBUS A 320. Nous renforçons aujourd'hui nos effectifs.

## HOTESSES STEWARDS

Vous pouvez justifier du niveau BAC et disposez d'une solide culture générale. Vous vous exprimez avec aisance en anglais. Vous avez entre 21 et 30 ans, votre présentation est excellente, votre aisance relationnelle et votre goût pour les métiers de service sont bien affirmés. Après une première expérience professionnelle, vous souhaitez vous investir dans un métier dynamique et exigeant.

Les candidats retenus à l'issue des sélections seront, après formation, engagés à titre définitif.

Merci de nous adresser lettre de motivation, C.V. avec mention de vos taille, poids et acuité visuelle sans correction, photo d'identité et photo en pied, s/réf. PNC/LM, à AIR INTER DP-YR - 91551 PARAY-VIELLE-POSTE Cedex.



Société Leader dans le domaine des télécommunications recherche pour centres de province

## Futurs chefs du personnel

Vous assistez le chef du Personnel dans ses diverses missions (animation sociale, gestion prévisionnelle, rémunérations, administration, formation...) et vous prenez en charge directement un certain nombre d'actions et de projets.

Vous disposez d'une solide formation en Gestion de Personnel ou Sciences Humaines (Grandes Ecoles de Commerce, DESS, ICS...). Vous êtes ouvert, avez le sens du concret et de la communication.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions sous réf. 2523 M à

SOURCE

144 rue de Rivoli - 75001 Paris qui transmettra en toute confidentialité

هذا من الامل



REPRODUCTION INTERDITE

# UNIVERS DE LA GESTION

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉDITION JURIDIQUE  
recherche son

## assistant DU PRÉSIDENT

Agé d'environ 30 ans, vous possédez un diplôme d'études supérieures de type Grandes Ecoles Commerciales, DESS option gestion... Outre votre formation, ce sont vos qualités d'organisateur, votre esprit de synthèse et un sens développé des relations humaines et du travail en équipe qui feront de vous le candidat idéal.

Vous aurez la responsabilité :  
- d'assurer le secrétariat du Conseil d'Administration  
- de développer le contrôle de gestion des Sociétés  
- de suivre les projets de développement internes et externes  
- d'assurer les coordinations internes dans le cadre de vos compétences et de celui plus général de la mission d'assistance.

Des connaissances en informatique seraient appréciées.

Merci de nous écrire avec CV, photo, prétentions et enveloppe à votre adresse au siège social ELA - 19, rue Paquet - 75739 Paris Cedex 15 à l'attention du Directeur du Personnel.

COTESE

IMPORTANT  
INVESTISSEUR INSTITUTIONNEL  
RECHERCHE DANS LE CADRE  
DE SON DÉVELOPPEMENT

## CADRE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Intégré à la direction financière située à Paris, il assurera le contrôle des procédures comptables, le suivi des opérations financières, l'étude des problèmes fiscaux et réglementaires propres aux placements. Il développera les outils nécessaires à ces diverses activités.

Sa formation supérieure (école de commerce, Sciences Po-Ecoii) complétée d'un DECS, son expérience de 5 ans en milieu bancaire ou en assurances en font le professionnel que nous recherchons.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 8009 à Organisation et Publicité 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

## Le Monde CADRES

## Mission top niveau pour professionnel reconnu

Un des leaders internationaux du sportswear recherche

## UN ACHETEUR INTERNATIONAL

Sa mission :

- rechercher à travers le monde (Europe, Afrique, Extrême-Orient) les produits correspondant à la collection déterminée par la cellule création, ainsi que ceux qui viendront l'enrichir et l'agréments,
- négocier les marchés... les conclure.

Ce poste, directement rattaché à la Direction Générale, permet à un cadre, dont la réussite dans une fonction similaire est incontestable, de progresser dans un groupe dont le dynamisme est particulièrement reconnu.

Le poste est basé au siège à 100 km de Paris.

Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle, sous la référence 705/98/LM (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

**BKCC** BERNARD KRIEF CONSULTANTS  
115, rue du Bac 75007 Paris.  
PARIS - YON - NEW YORK - MILAN

## elf antargaz PARIS

recherche son

## Responsable Formation

Vous prendrez en charge la GESTION complète de la FORMATION : recueil et étude des besoins, puis élaboration, mise en place et suivi du PLAN DE FORMATION.

Vous assurerez les contacts externes (profession, intervenants extérieurs...) et internes (partenaires sociaux dans le cadre des commissions formation), nécessaires à votre fonction.

Vous participerez à la gestion prévisionnelle des carrières.

De formation supérieure, vous êtes un véritable professionnel de la formation et justifiez d'une expérience de quelques années dans la fonction.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé + photo + prétentions  
ELF ANTARGAZ - Service Recrutement - 4, rue Léon Jost 75017 PARIS.

Confidentialité assurée.

Pierre Lichou

LYON

Notre métier : le conseil d'entreprises en Ressources Humaines, formation et communication interne.  
Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons

## Consultant HF

pour assurer le développement de la clientèle, analyser les besoins des entreprises, leur proposer toute action adéquate et en assurer le suivi.  
Jeune Sup de Co, votre expérience en entreprise vous a permis de mettre en pratique vos compétences en matière de communication et négociation à haut niveau. (Réf. 533Q).

## Assistante de Direction

chargée, en relation constante avec la direction, du suivi de dossiers en cours.  
De formation supérieure (Bac + 3 minimum), votre expérience significative en entreprise, alliée à de réelles qualités en communication et négociation à haut niveau, vous permettra de réussir dans cette fonction. (Réf. 533A).

Pour ces deux postes, vous construisez votre évolution en prouvant votre valeur.  
Merci d'adresser votre candidature avec photo, sous référence choisie, à Média-System, 55 place de la République, 69002 Lyon, qui transmettra.

CHARGEURS S.A.

CAUSSE-WALON

Causse-Walon est une société de CHARGEURS S.A. Première entreprise privée française dans le domaine des transports, CHARGEURS S.A. est aussi un groupe industriel en Europe et sur le continent américain. CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales Chargeurs Réunis, Paquet, UTA, Spontex.

recherche

## L'assistant de son controller

Chargé du suivi budgétaire, contrôle des investissements, rapports de gestion.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (Sup. de Co., Gestion).

L'expérience d'une fonction similaire serait un plus.

Envoyer candidature manuscrite, C.V. et photo à François-Marie GESLIN  
Chef du Personnel - CAUSSE WALON  
128, rue d'Aguesseau - 92100 BOULOGNE BILLANCOURT.

France  
Loisirs  
le plus grand  
club de livres

## AUDIT INTERNE

Notre groupe, d'origine franco-allemande, compte 2500 personnes réparties en 10 sociétés. Adjoint au Directeur Administratif et Financier, le candidat prendra en charge l'audit, et sera responsable, au niveau des sociétés du groupe pour :

- Le contrôle du respect des procédures comptables ; leur révision pour adaptation aux besoins d'un secteur en plein développement.
- La coordination avec les services comptables de la maison-mère, notamment pour l'établissement des bilans consolidés et leur transmission.

Des missions ponctuelles : contrôle des inventaires, points de vente, immobilisations, etc.  
De formation supérieure (École de Commerce, Maîtrise de Gestion, Sciences Économiques...), le candidat maîtrisera parfaitement la langue allemande.  
Il justifiera d'une expérience réussie dans une société importante ou dans un cabinet. Il y aura affiné son sens de l'observation, son esprit d'analyse et de synthèse, et développé une aisance relationnelle indispensable pour la réussite dans ce poste.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à Danielle LECHARPENTIER - BP 6 - 75725 Paris Cedex 15.

## RENFORCEZ NOTRE CONTRÔLE BUDGÉTAIRE !

Nous vous offrons l'opportunité de vous intégrer dans une banque jeune et dynamique, la CASDEN BANQUE POPULAIRE (330 pers., 450 000 clients, plus de 12 milliards de total bilan), située dans un cadre agréable à MARNE-LA-VALLÉE (25 min en RER depuis Châtelet).

Agé d'environ 25 ans, vous êtes de formation supérieure (École ou Université). De plus, ce que nous estimons essentiel, vous justifiez d'une expérience pratique

acquise en entreprise (2-3 ans) de la décomposition des coûts : vous savez construire un coût, le comptabiliser, le réaffecter... Vous avez, bien sûr, de la rigueur et un bon jugement.

A ce nouveau poste, rattaché à notre Direction Financière, vous développerez notre Contrôle Budgétaire : à cette fin, vous élaborerez, mettrez en place et suivrez des outils de travail.

Nous offrons des possibilités d'évolution motivantes

pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, à : M. J. CASDEN, 2, Direction du Personnel - CASDEN BANQUE POPULAIRE - 91, cours des Roches-Noyelles 77434 MARNE-LA-VALLÉE Cedex 02.



4/MEDIA 84

COTESE



UNIVERS DE  
LA GESTION

## RESPONSABLE AUDIT

FICHET BAUCHE, leader de la sécurité des biens et des personnes recherche pour intervenir sur l'ensemble de ses FILIALES FRANÇAISES et ETRANGÈRES son

Vous avez une formation ESC + DECS, certificats supérieurs souhaités, une expérience de 3 à 4 ans dans un cabinet d'Audit ou dans un groupe important.

Vous assurerez le contrôle des comptabilités et des procédures des Sociétés du Groupe et vous participerez à l'établissement des comptes consolidés.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et présentations) à FICHET-BAUCHE, chef de la Direction des Relations Humaines, 15-17 avenue Morane-Saulnier, 78140 Velizy.

FICHET

La Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme recherche pour son Service Central des Etudes :

chargé(e) d'études  
de gestion

A partir :  
- des documents élaborés par les différents secteurs du Groupe (Paroissien, Tourisme, Hôtellerie, Restauration)  
- des informations obtenues auprès des Responsables de ces secteurs

Il participe aux analyses des résultats de gestion ainsi qu'à différents travaux d'études concernant l'évolution des divers ratios.  
Ce poste évolutif convient à un jeune débutant, diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce option finances, Maîtrise de Gestion) ayant le sens des résultats et le goût des contacts. Compte tenu du contexte international du Groupe, les connaissances linguistiques sont un plus. Connaissance de la micro-informatique appréciée.

Adresser lettre manuscrite, CV et présentations sous réf. PER 404/M à la Direction du Personnel 40, rue de l'Arcade 75008 Paris

WAGONS  
LITS

ODA

1 800 collaborateurs, environ 3 milliards de CA  
Régisseur de la Publicité dans les annuaires des PTT  
Filiale du Groupe HAVAS,  
recherche

CONTROLEUR DE GESTION  
A FORT POTENTIEL

Il contrôle l'ensemble des directions du Marketing et de l'Informatique.  
- Il s'intègre dans une équipe dynamique.  
- Il utilise les techniques performantes d'une fonction reconnue dans l'entreprise.  
- Il relève du Contrôleur de Gestion société.

SA MISSION :  
- Élabore les budgets en relation avec les directions.  
- Réalise les tableaux de bord mensuels.  
- Tient à jour les prévisions et propose des recommandations.  
- Effectue les études économiques appropriées.  
- Contrôle les engagements de dépenses et de personnel.

SON PROFIL :  
- HEC, ESSEC, ESCP (DECS apprécié).  
- Expérience de 2 ans minimum en cabinet d'audit ou dans une direction financière.  
- Rigueur, dynamisme et sens des contacts sont des qualités indispensables.

Récompensation attractive et évolution dans le groupe possible pour candidat de valeur.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et présentations à :  
ODA - Evelyne MALACH - 136, avenue Charles de Gaulle  
92200 NEUILLY SUR SEINE.

Pierre Lichou

Le Monde  
CADRES

## BANQUE RÉGIONALE

RECHERCHE LE

## RESPONSABLE COMMERCIAL

DE SA

## DIRECTION DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ

Fonctions : auprès du directeur des opérations de marché, votre rôle consistera à :

- Animer la vente des produits de gestion de trésorerie auprès d'une clientèle directe ;
- Conseiller les agences de la banque dans la commercialisation de ces produits auprès de la clientèle du réseau ;
- Développer l'activité marché primaire obligataire.

Profil : environ 30 ans, de formation supérieure et après quelques années d'expérience, en particulier du marché obligataire, vous avez un goût prononcé pour les contacts humains et les négociations à haut niveau et vous faites preuve d'esprit d'initiative. Vous parlez couramment anglais.

Rémunération : selon expérience.

Poste basé à Paris.  
Merci d'adresser votre lettre de candidature et votre C.V. à Madame CADRE, 12, rue La Fayette, 75009 PARIS.

BANQUE  
INTERNATIONALE  
NEUILLY

recherche pour son  
département  
NÉGOCE INTERNATIONAL

GRADÉ(ES)  
DE BANQUE

Expérience 3 ans dans le domaine des crédits documentaires. Bonne pratique de la comptabilité. Anglaise indispensable.

Ad. C.V. détaillé et présentations s/réf. 8350 à Pierre LICHOU, 10, rue de Louvois, 75002 PARIS, qui transmettra.

ECOLE SUPÉRIEURE  
D'INGÉNIEURS  
ROUEN

recrute pour rentrée 87

ENSEIGNANTS  
PERMANENTS  
ET/OU VACATAIRES

En :  
- Informatique : UNIX, langage C, architecture des systèmes ;  
- Electronique : analogique, numérique, microprocesseurs.

Ad. lettre cand., C.V. et photo à ESIGELEC, 12, rue de la République, 76171 ROUEN CEDEX.

ORGANISATION  
PROFESSIONNELLE  
CONFECTION

RECRUTE

responsable  
projet pédagogique

MISSION : mise au point administrative et pédagogique d'un projet de service de formation. Conditions requises :

- Expérience indispensable en gestion de la formation à haut niveau ;
- Etudes supérieures ;
- Libre recrutement ;
- Connaissance du secteur habillement apprécié.

Conditions offertes :

- CDD transformable ;
- Rémunération attractive ;
- Lieu de travail : PARIS.

Ad. C.V. détaillé, photo, lettre de motivation sous n° 8793, LE MONDE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

BASF FRANCE (700 personnes)  
4,7 milliards de francs C.A.  
filiale du groupe chimique allemand BASF recherche

## D'URGENCE

pour traduction et rédaction de documents techniques.

2 TRADUCTEURS  
TECHNIQUES

ALLEMANDS FRANÇAIS

Bonnes connaissances générales (ETS mini), expérience industrielle souhaitée. Libre de suite pour un travail d'une durée de 6 mois min. renouvelable.

Lieu de travail accessible métro et SNCF.

Tél. vendredi matin 28-8 au 47-50-99-12 en dehors de C.V., photo et présentations à : BASF France, 140, rue Jules-Guesde, 92300 LEVALLOIS-PERRET.

Conservatoire national  
Arts & Métiers Saclay

cherche URGENT  
rentrée 87 - cours soir  
enseignement supérieur  
PROFESSEURS

Informatique - Technique  
financière et comptable  
T. 60-08-44-10/60-08-52-08.

BASF France (700 personnes)  
4,7 milliards de francs C.A.  
filiale du groupe chimique allemand BASF

## recherche d'URGENCE

pour traduction et rédaction de documents techniques.

2 TRADUCTEURS  
TECHNIQUES

ALLEMAND FRANÇAIS

Bonnes connaissances générales (ETS mini), expérience industrielle souhaitée. Libre de suite pour un travail d'une durée de 6 mois min. renouvelable.

Lieu de travail accessible métro et SNCF.

Env. avec C.V., photo et prêt à BASF FRANCE, 140, rue Jules-Guesde, 92300 LEVALLOIS-PERRET.

ECOLE SUPÉRIEURE  
D'INGÉNIEURS  
ROUEN

recrute pour rentrée 87

ENSEIGNANTS  
PERMANENTS  
ET/OU VACATAIRES

En :  
- Informatique UNIX, langage C, architecture des systèmes ;  
- Electronique : analogique, numérique, microprocesseurs.

Adresser lettre candidature, C.V. et photo à ESIGELEC, 12, rue de la République, 76171 Rouen Cedex.

## Ecole supérieure

RECHERCHE  
PROFESSEURS

expérimentés en informatique, physique, électronique, économie.

Env. C.V. + photo + lettre s/réf. ESP1 à ESIG, 28, r. des France-Bourgeois, 75003 Paris.

## Ecole supérieure

RECHERCHE  
PROFESSEURS en

informatique, gestion, mathématiques, français, anglais.

Env. C.V. + photo + lettre s/réf. ESP1 à ESIG, 28, r. des France-Bourgeois, 75003 Paris.

MAIRIE DE  
VALENCIENNES

(Territoire de la Communauté de 5.000 à 10.000 hab. recherche

SECRÉTAIRE  
GÉNÉRAL

Ad. cand. + C.V. + photo à M. le Maire, 82400 Valenciennes d'Agm.

« L'YVONNE RÉPUBLICAINE »  
Quotidien régional  
rechercheJEUNE JOURNALISTE  
LOCALIER

Expérience souhaitée. Disponible au 1<sup>er</sup> octobre. Env. avec C.V. à M. le rédacteur en chef de « L'Yvonne républicaine », 8-12, avenue Jean-Mouth, S-12, 92000 ALGERIE CEDEX.

Banque Parisienne de financement des entreprises, filiale d'un des premiers groupes bancaires français, recherche pour renforcer une équipe jeune et dynamique un

## spécialiste des

## opérations interbancaires

La connaissance des techniques bancaires vous permet d'assurer le traitement des flux financiers de la banque ainsi que la gestion de ses comptes de trésorerie.

Au fait des évolutions technologiques et réglementaires dans le domaine des transmissions des moyens de paiement, vous proposez les adaptations nécessaires en terme d'organisation et de traitement.

Vous avez une formation supérieure ou ITB et une première expérience dans le traitement des opérations bancaires.

Ce poste constitue une opportunité de carrière pour un candidat à fort potentiel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations sous référence 7521 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo 75001 PARIS, qui transmettra.

JOUVENAL, important groupe pharmaceutique français d'une quinzaine de sociétés (850 personnes, 650 Millions de CA) recrute pour son service juridique un

## CADRE JURIDIQUE

Droit des Sociétés

Après une maîtrise en Droit Privé, vous avez acquis une expérience de 2 ou 3 ans minimum dans le domaine du droit des sociétés. Vous pouvez agir de manière autonome. Vous parlez anglais couramment.

Directement dépendant du Directeur Juridique, vous devrez assurer le bon fonctionnement de la vie juridique des sociétés du Groupe :

- Préparation et tenue des assemblées et conseils ;
- Etablissement des actes de sociétés ;
- Préparation des traités et accords inter-sociétés ;
- Formalités diverses auprès des administrations.

De plus, vous intervenirez en tant que juriste généraliste au travers de diverses missions ponctuelles.

Alors contactez-nous !

Envoyez votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo) sous référence LM/36 à Mme BERTHER.

LABORATOIRES JOUVENAL

1, rue des Moissons - 94263 FRESNES.

jouveinal

Importants Etablissements Financiers  
recherche

CHARGE D'ETUDES  
COMPTABLES

Au sein de la Direction des Etudes Economiques, il participera à l'établissement et au suivi du tableau général des ressources et emplois de l'établissement.

En liaison avec la comptabilité générale, il procédera à l'étude et à l'analyse des différents états financiers et documents comptables.

De plus, il sera associé aux analyses prévisionnelles impliquant l'utilisation de modèles de simulation.

Pour ces postes nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole Supérieure de Commerce...) de niveau DECS ayant 2 à 4 années d'expérience professionnelle.

Merci d'adresser CV, photo et présentations s/réf. 28848 à CONTESSA PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

A partir du vendredi 4 daté 5 septembre  
retrouvez dans le supplément

## « LE MONDE AFFAIRES »

La rubrique d'offres d'emploi  
pour tous les cadres d'entreprise.

لقد كنت في الجحيم



REPRODUCTION INTERDITE

# UNIVERS DE LA GESTION

BANQUE PRIVEE ANGLO-SAXONNE,  
FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE MULTINATIONAL  
nous cherchons pour PARIS un

## Gérant de portefeuilles obligataires

Au sein du Département Financier, il gèrera les FCP et SICAV obligataires court et long termes, ainsi que le propre portefeuille de la banque. A côté d'autres gestionnaires spécialistes-actions, il participera à l'élaboration de la politique.

Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce, ou de formation universitaire en gestion ou en finance équivalente, il a une première expérience de quelques années chez un agent de change, dans une compagnie d'assurance ou une banque.

Une grande rigueur, une bonne aptitude relationnelle conditionnent la réussite dans ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, s/réf. 523-2, à Catherine de La Roche Saint André, - JACQUES TIXIER S.A. 7, rue de Lagelbach - 75017 PARIS.

**Jacques Tixier s.a.**

## Créer votre poste

## Organisation - audit - contrôle de gestion

Directement rattaché au Directeur Economique et Financier, vous allez nous aider à définir les méthodes et les moyens de mieux maîtriser la gestion de notre activité, et de mieux en contrôler les flux.

Vous allez, après une analyse de l'existant sur le terrain consolider les procédures budgétaires et créer un réel Contrôle de Gestion Central.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M 177 L, à Olivier Chaurinette, OC conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

**OC conseil**

RESSOURCES HUMAINES

## IMPORTANTE MUTUELLE D'ASSURANCES recherche pour son siège situé en région RHONE-ALPES, son RESPONSABLE CONTROLE DE GESTION

Intégration de la Direction Générale pour tous les problèmes de gestion, il assurera l'aide d'une équipe de 3 personnes, les missions suivantes :

Si cette offre vous intéresse, adressez votre dossier de candidature, CV, photo et références, à notre Conseil, sous référence MSM.1 (discreté assurée).

**ceforpe**

marc forger et associés

40, rue de la Victoire, 75009 Paris.

## Assistant contrôle de gestion

Schlumberger Industries  
Groupe Régulation & Capteurs.

Le groupe Régulation et Capteurs, entité opérationnelle de Schlumberger Industries, possède des unités industrielles en France, en Angleterre, aux Etats-Unis.

verrez confier des Etudes et Missions Spécifiques. Ce poste devrait déboucher sur une fonction de Contrôleur de Gestion en unité opérationnelle.

Merci d'envoyer votre CV manuscrit à la Direction du Personnel de Schlumberger Industries, Groupe Régulation et Capteurs, 100 route de Paris 91342 MASSY Cedex.

## B.T.P. :

## UN CHEF DE SERVICE FINANCIER

Groupe B.T.P. en expansion, 1,5 milliard de C.A. dont 40 % à l'export, très bonne rentabilité, recherche pour son siège en région parisienne UN FINANCIER CONFIRME ayant rang de chef de service.

Le poste à occuper comporte :

- la prise en charge directe des recherches de financement export, de la gestion des risques et des garanties à l'étranger,

- le suivi de la gestion de la trésorerie, des crédits et des relations bancaires.

Vous avez la trentaine, vous êtes diplômé d'Etudes Supérieures, vous disposez de 6 à 7 ans minimum d'expérience financière et vous maîtrisez bien les problèmes financiers des projets à l'export, venez valoriser vos compétences au sein d'une équipe performante.

Adressez votre candidature sous réf. 7525 à l'Agence MEESTERS 113, rue de Reuilly 75012 PARIS qui nous transmettra votre candidature. Discreté assurée.

EXPLOITANT COMMERCIAL

D'excellent niveau, le candidat :

- devra développer et entretenir un portefeuille de clientèle PME-PMI ;

- sera diplômé de l'enseignement supérieur ;

- aura le sens de l'organisation et du risque et devra démontrer des aptitudes au travail en équipe.

Une expérience de l'exploitation bancaire permet une intégration rapide dans une condition indéniablement profitable à cet emploi.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prêt, sous la réf. 144/LM, à O.C.B.F. SERVICES - 65, rue de la Chaussée d'Antin - 75009 PARIS.

## Le Monde

## CADRES

Lyons privé sous contrat Nancy recherche pour le rentrée

**PROF. PHYSIQUE**

temps complet 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> années.

Envoyer sous la réf. B 782 M LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, PARIS-7<sup>e</sup>.

Importateur articles d'habillement

**EXTREME-ORIENT**

cherchez des cadres expérimentés et motivés pour la région Rhône-Alpes.

Envoyer sous la réf. B 782 M LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, PARIS-7<sup>e</sup>.

Importateur articles d'habillement

**EXTREME-ORIENT**

cherchez des cadres expérimentés et motivés pour la région Rhône-Alpes.

Envoyer sous la réf. B 782 M LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, PARIS-7<sup>e</sup>.

Importateur articles d'habillement

**EXTREME-ORIENT**

cherchez des cadres expérimentés et motivés pour la région Rhône-Alpes.

Envoyer sous la réf. B 782 M LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, PARIS-7<sup>e</sup>.

## Directeur administratif organisation et informatique



La société TROUVAY & CAUVIN (chiffre d'affaires 1,2 milliard de francs, 1.100 personnes), spécialisée dans la distribution et fabrication de matériel industriel (robotique, myomatrice et accessoires, machines de T.P.), a acquis une excellente réputation internationale sur ses marchés : industrie, eau, gaz, pétrochimie, nucléaire. Pour assurer son évolution, elle recherche son futur directeur administratif, organisation et informatique. Rattaché au directeur général, il sera responsable d'un ensemble de 100 personnes composant l'administration des ventes, et des achats du groupe (France, Moyen-Orient, Afrique, Europe, Amérique), le service organisation et informatique, les services généraux. Un de ses objectifs prioritaires sera le développement d'un système d'information cohérent, fiable et de haute productivité. Ce poste d'encadrement, basé au Havre, s'adresse à un candidat de 30 ans minimum, disposant de préférence d'une double formation ingénieur + école de gestion type M.B.A., ou diplômé de formation (IEC, ESSEC...) ayant acquis une solide culture technique. Une expérience diversifiée en matière d'administration, d'organisation et de gestion de production. De réelles qualités d'organisateur et la pratique de l'anglais sont indispensables. La rémunération, fonction des compétences, sera de l'ordre de 350 à 400.000 francs. Ecrire à Christine BERNET en précisant la référence S6209M. (PA Minirel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## Cadre administratif et juridique

220/250.000 F

Prestations de services en Charente-Poitou - Une importante société de services dont les prestations sont assurées dans le monde entier, recherche un cadre administratif et juridique. Placé sous l'autorité directe du secrétaire général, il assurera outre les responsabilités qui relèvent classiquement d'un secrétaire général, un rôle de conseil pour les questions relevant du domaine juridique et de l'organisation administrative. Basé en Charente-Poitou, ce poste qui suppose une bonne maîtrise d'adresse à un juriste titulaire d'une maîtrise de droit privé ou de droit des affaires et justifiant avoir acquis en entreprise (5 ans minimum) une expérience de la fonction dans ses aspects études et animation de réunions. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 220 à 250.000 francs. Ecrire à JM. JACLOT en précisant la référence A/R9252M. (PA Minirel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## Chef des services administratif, comptable et financier

Distribution - Cette entreprise dont l'activité est liée à la distribution de visons en magasin spécialisé emploie environ 140 personnes et réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 70 millions de francs. Elle justifie d'une bonne image de marque grâce à la qualité de ses produits et aux services qu'elle offre à sa clientèle, essentiellement composée de particuliers. Elle recherche, pour son siège parisien, le chef des services administratif, comptable et financier. Rattaché au président directeur général, il sera responsable de la comptabilité générale, de la trésorerie, des déclarations fiscales et sociales, de l'établissement de la paie et du personnel. Il assurera une équipe de 7 personnes. Il double le bilan et aura pour mission de mettre en place une comptabilité analytique ainsi qu'un contrôle interne de gestion. Par ailleurs, il participera activement à l'installation d'un nouveau système informatique. Ce poste complet s'adresse à un candidat de formation supérieure comptable (DECS, école de gestion, ...) âgé d'au moins 30 ans et justifiant d'une expérience de 5 à 10 ans dans une entreprise de négoce, dont 2 à des responsabilités d'établissement de bilan. Une première expérience de la comptabilité analytique sera un atout supplémentaire, ainsi qu'une bonne maîtrise de l'informatique. Le poste est basé à Paris et la rémunération essentiellement fonction de l'expérience du candidat pourra être de l'ordre de 240.000 francs par an. Ecrire à Frédérique CHEMARIN en précisant la référence S8215M. (PA Minirel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## Contrôleur de gestion Ingénieur + ICG (ou équivalent)

**soceda** Cette société, filiale du groupe Aéropostale fabrique et vend des éléments et des équipements complets destinés aux constructeurs aéronautiques civils et militaires et des équipements embarqués ou au sol destinés aux compagnies aériennes. Elle emploie 750 personnes pour un chiffre d'affaires supérieur à 250 millions de francs en 1987, et recherche un contrôleur de gestion. Directement rattaché au directeur financier, il mettra en place des procédures de contrôle budgétaire concernant la production, l'avancement des affaires commerciales et mettra en place des indicateurs physiques de gestion industrielle. Issus de l'industrie ou d'un cabinet d'audit, les candidats posséderont une double compétence d'ingénieur et de gestionnaire. Maîtrisant des techniques quantitatives de gestion et de comptabilité analytique, ils auront acquis une première expérience significative. Ils posséderont en outre des qualités personnelles fortes : potentiel, maîtrise du contact et du dialogue, adaptabilité à des interlocuteurs variés : direction générale, production, ingénieurs d'affaires. Le salaire, motivant, sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire ou téléphoner à S. ENGRAND en précisant la référence A/1470M. (PA Minirel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

1, rue Degandia - 44000 NANTES - Tél. 40.48.48.42

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## URGENT

La ville de NIORT (Deux-Sèvres) 79 000 hab.

Recrute

un « chargé de la presse écrite »

Niveau de formation : Bac + 4 + exp. professionnelle.

Form. journalistique appréciée.

Ad. cand. et c.v. détaillé à M. le Maire, Service du Personnel 79022 NIORT CEDEX.

Fédération de tourisme familial et social

RECHERCHE

pour son siège à PARIS, un

RESP. DE SERVICE COMMERCIAL

dynamique et expérimenté.

RENUM. : 140 000 F brut.

Envoyer sous la réf. B 782 M LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, PARIS-7<sup>e</sup>.



UNIVERS DE  
LA GESTIONORGANISATEUR  
Senior Comptabilité-Finances

**H/F** 250 000 F  
Notre société est l'un des enjeux stratégiques d'un puissant groupe international. C.A. 20 milliards dans le domaine de la distribution. De profondes modifications juridiques et structurelles sont en cours, dues à des absorptions et diversifications. Dans cette optique, le Service Organisation est le fer de lance de la Direction. Un organisateur diplômé HEC, ESCP (ou équivalent), compétent en finances-comptabilité, ayant déjà mené des projets importants, à la tête bien faite et aux contacts directs, peut trouver, dans la mission confiée, une opportunité exceptionnelle de mettre en valeur ses talents et se voir proposer ensuite une évolution rapide dans le groupe. Poste basé en Banlieue Sud. Fréquents et brefs déplacements. Adresser lettre man. et CV détaillé, ss réf. 23768/M à Marie José FOURNIAT, S&L-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.

S&L  
CEGOS

## Jeune personne chef de projet

Rattaché au responsable de l'informatique vous participerez dans un premier temps au développement des projets existants, puis vous assurerez seul, la responsabilité de nouveaux projets depuis la conception avec l'utilisateur, le choix des solutions, leurs mises en place et la formation des utilisateurs. Ingénieur de formation, après une première expérience de 3 à 5 ans dans une SSII, vous vous sentez à même d'assurer seul des responsabilités importantes. Votre ouverture d'esprit, votre compétence, votre ascendant personnel vous permettront d'évoluer dans un environnement complexe. Les projets sont développés sur VAX - base de données ORACLE - méthode MERISE. Une connaissance dans ces domaines constituerait un atout supplémentaire. Toutefois, nous sommes prêts à vous donner les compléments de formation nécessaires s'il y a lieu. Poste très évolutif. Lieu de travail : Paris. Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo, rémunération souhaitée) sous la référence 73880/M à M. CLERE - S&L-CEGOS - Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE CEDEX.

S&L  
CEGOS

## CITIBANK IMMOBILIER

LE PREMIER GROUPE BANCAIRE MONDIAL A BESOIN DE VOUS POUR LA PROMOTION DE SES CRÉDITS IMMOBILIERS EN FAVEUR DES PARTICULIERS. DEVENIR L'ACTEUR DE NOTRE DÉVELOPPEMENT.

Nous recherchons :

## UN ANALYSTE DE CRÉDIT

Vous avez une formation supérieure, économique ou bancaire (ITB) renforcée par une expérience professionnelle de quelques années de l'analyse des risques en matière de crédits acquéreurs et de crédits d'investissements commerciaux.

Âgé de 37 ans environ, le candidat devra posséder un sens aigu de l'analyse et une bonne maîtrise des risques notamment ceux liés aux concours consentis aux professions libérales et aux activités de la distribution commerciale.

En relation constante avec les centres de production, il devra posséder de réelles qualités en matière de communication.

Après un stage de quelques mois au Siège, il aura l'opportunité d'exercer une fonction de Responsable du montage des dossiers et de la maîtrise du risque dans une des agences du Réseau Paris-Provence.

Merci d'adresser votre dossier complet (C.V., photo, lettre) à la Direction des Relations Humaines - Compagnie Générale de Banque/CITIBANK BP 704 - 75821 PARIS CEDEX 17

Etre le numéro deux d'une affaire, de 1000 personnes, de plus d'un milliard de CA, liée à un groupe puissant et diversifié.

ESSEC, ESCP...

Pour être ce gestionnaire rigoureux, il vous faut outre une expérience de quelques années dans le domaine de la gestion et de l'encadrement, être à la fois homme de communication, de réflexion et d'action.

Vos missions :

- Aider au recrutement, à la formation et animer les équipes administratives des différentes unités (12).
- Mettre en place, contrôler les budgets, les

- investissements, les comptes d'exploitation.
- Poser les vraies questions d'un contrôleur de gestion relatives à l'évolution de l'entreprise en termes de gestion, d'organisation, d'hommes, de marché.
- Définir, avec votre Direction, la stratégie de développement dans tous les domaines. L'expérience à venir (FRANCE et EUROPE) est impressionnante mais réaliste.

Poste basé à Paris.

OC conseil  
Ressources humaines

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo, prétentions, sous réf. 8119/M, à Christian BANG ROUHET, OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris

WANG filiale française (CA 532 MF) d'un groupe international figurant parmi les leaders en informatique et Bureautique recherche un :

RESPONSABLE  
ADMINISTRATION DES VENTES

Au sein du Département Administratif et Financier et rattaché hiérarchiquement au Directeur financier, vous devez :

- Animer une équipe de 8 personnes ;
- Préparer, contrôler, suivre les commandes et contrats du District qui recouvre : comptes géographiques et ventes indirectes (CA = 250 MF) ;
- Coordonner l'activité de crédit et de recouvrement des créances ;
- Être l'interface administratif du Département Vente et Financier.

Une formation supérieure (École de Gestion) suivie d'une expérience de 3 ans dans une fonction similaire ou à responsabilité dans le Crédit-Recouvrement, en secteur informatique ou industriel, est indispensable.

La pratique de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature et vos prétentions à : Lydia MARKARIAN WANG FRANCE S.A. - Service du Personnel 78/80, avenue Galiéni - Tour Galiéni 1 - 93170 BAGNOLET CEDEX.

WANG

SOCIÉTÉS D'INGÉNÉRIE D'UN GROUPE  
INTERNATIONAL FRANÇAIS DE PREMIER RANG

recherchent 2 RESPONSABLES JURIDIQUES ET FINANCIERS, EXPORTATION

- L'un au sein de la société mère, en proche banlieue sud de Paris.

- L'autre dans une importante filiale à Grenoble.

Ils auront chacun les responsabilités suivantes dans leur société de rattachement :

Gestion administrative et financière des projets d'affaires à l'exportation (liaisons avec banque, COFACE, administration).

Caution Assurances

Affaires juridiques : contrats et contentieux

Droits de société.

Les candidats seront titulaires d'un diplôme d'études supérieures comportant une spécialité en droit des affaires et auront un anglais courant (parlé et écrit).

Des connaissances en espagnol seraient appréciées.

De nombreux déplacements de courte durée sont à prévoir (zones méditerranéenne et africaine en particulier).

Une expérience réussie de 3 à 5 ans en gestion, de grands contrats à l'exportation, si possible en BTP, sera demandée.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + prétentions + photo s/réf. 1 621 : à

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des écoles, 75017 Paris

LYON

## CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU SUD-EST

200 agences - 2400 employés et cadres

JEUNES DIPLÔMES,

## AUDIT INTERNE

Dans une unité rattachée à la Direction Générale, vous interviendrez, pour des missions de diagnostic et de conseil, sur le fonctionnement des différents secteurs (siège et réseau commercial).

Cette approche globale de l'entreprise doit vous permettre d'acquiescer les compétences nécessaires pour évoluer rapidement vers des fonctions de management.

Votre formation : BAC + 4, UNIVERSITAIRE, ECOLES DE COMMERCE.

Vos qualités : un esprit d'analyse et de synthèse, un sens développé de la communication.

Adresses-nous courrier manuscrit, CV et prétentions à CCM du SUD-EST, Service des recrutements - 69541 Champagne Montdor CEDEX.

CRÉDIT  
AGRICOLE

## Responsable de formation

HEC, ESC...

LYON

N° 1 du Travail Temporaire en France, nous voulons poursuivre notre développement et devenir N° 1 du Travail Temporaire en Europe.

Notre Directeur Général crée à ses côtés la fonction FORMATION et souhaite la confier à un candidat de haut niveau ayant prouvé son efficacité dans un environnement commercial.

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. RPM à ECCO 4 rue Louis Guérin 69626 VILLEURBANNE Cedex.

ECCO  
IMPOSSIBLE N'EST PAS ECCO

Lamy S.A.

EDITEUR D'OUVRAGES JURIDIQUES ET TECHNIQUES



REDACTEUR  
JURIDIQUE  
SPÉCIALISÉ EN  
DROIT COMMERCIAL

(faillites, fonds de commerce, baux, propriété industrielle)

Une expérience de 2 à 3 ans dans l'édition juridique ou en entreprise serait appréciée.

Merci d'adresser votre lettre de candidature (CV, disponibilité, prétentions) à Mme BROU Sté LAMY S.A., 155 rue Legendre, 75850 PARIS CEDEX 17.

CONSEIL EN ORGANISATION  
DANS LE DOMAINE  
DE LA GESTION

Mission :

- conception et suivi de projets informatiques en collaboration avec les utilisateurs des entreprises clientes,

- étude des besoins et de l'implémentation de l'informatique,

- audit opérationnel, audit informatique.

Profil professionnel :

- Formation de type INGE, école d'ingénieur, de gestion ou équivalente,

- une expérience minimum de 3 ans en organisation, en cabinet ou en entreprise,

- Démonstration d'initiative : système d'information et de gestion dans l'industrie, la distribution, la banque.

Pour participer à ce recrutement, merci d'adresser votre candidature, CV, photo et prétentions, en précisant sur l'envoi, la réf. 15507, à M. de la Roche-Beaucourt, 75009 Paris, qui transmettra.

M. de la Roche-Beaucourt, 75009 Paris, qui transmettra.

M. de la Roche-Beaucourt, 75009 Paris, qui transmettra.

M. de la Roche-Beaucourt, 75009 Paris, qui transmettra.

M. de la Roche-Beaucourt, 75009 Paris, qui transmettra.

M. de la Roche-Beaucourt, 75009 Paris, qui transmettra.

M. de la Roche-Beaucourt, 75009 Paris, qui transmettra.

M. de la Roche-Beaucourt, 75009 Paris, qui transmettra.

M. de la Roche-Beaucourt, 75009 Paris, qui transmettra.

M. de la Roche-Beaucourt, 75009 Paris, qui transmettra.

M. de la Roche-Beaucourt, 75009 Paris, qui transmettra.

M. de la Roche-Beaucourt, 75009 Paris, qui transmettra.

M. de la Roche-Beaucourt, 75009 Paris, qui transmettra.

M. de la Roche-Beaucourt, 75009 Paris, qui transmettra.

M. de la Roche-Beaucourt, 75009 Paris, qui transmettra.

M. de la Roche-Beaucourt, 75009 Paris, qui transmettra.

M. de la Roche-Beaucourt, 75009 Paris, qui transmettra.

M. de la Roche-Beaucourt, 75009 Paris, qui transmettra.

M. de la Roche-Beaucourt, 75009 Paris, qui transmettra.

M. de la Roche-Beaucourt, 75009 Paris, qui transmettra.

M. de la Roche-Beaucourt, 75009 Paris, qui transmettra.

M. de la Roche-Beaucourt, 75009 Paris, qui transmettra.

M. de la Roche-Beaucourt, 75009 Paris, qui transmettra.

recherche pour son siège parisien

## FORWARD TRADER

25-30 ANS H/F

pour intégrer sa division Investment Banking.

Vous possédez une première expérience significative et réussie dans la pratique des Termes/Forwards/Swaps, développée au sein d'une banque importante.

La dimension de notre groupe et le dynamisme de sa gestion permettent d'envisager une évolution très motivante pour un candidat performant.

Une parfaite connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 64827 à DEB'S 103, rue Joutroy 75017 PARIS qui transmettra.

سید علی



هنا من العمل

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mardi 1<sup>er</sup> septembre 1987 29

UNIVERS DE  
LA GESTION

Le Monde

L'augmentation des ventes et des recettes publicitaires, la création de suppléments - Campus, Radio Télévision, le Monde des Affaires... la diversification vers d'autres médias, la construction d'une imprimerie ultra-moderne, un CA consolidé d'un milliard de F et des bénéfices démontrent la réussite du redressement du journal. Dans ce contexte de développement, pour remplacer le titulaire actuel appelé à d'autres fonctions, notre Direction Financière cherche un

## Contrôleur de gestion

Rattaché à notre Directeur Financier, vous prendrez à terme la responsabilité générale d'aider les opérationnels à maîtriser leur gestion. Etablissement et animation du processus budgétaire, suivi des réalisations, mise en place du système de gestion de l'imprimerie, élaboration du tableau de bord de synthèse et du rapport mensuel de résultats, appréciation de la rentabilité des investissements... autant de missions à mener sans exclure des études ponctuelles et l'évolution du système de gestion. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des ingénieurs possédant si possible une expérience industrielle dont au moins 3 à 5 ans en contrôle de gestion. Nous exigeons autant technicité en contrôle industriel, hauteur de vue, esprit de synthèse que sens de la pédagogie, capacité de réalisation et ténacité d'opérationnel.

Merci d'adresser votre dossier + CV + photo + prétentions à notre CONSEIL 10, rue du Colisée 75008 PARIS, sous la référence 335/M.

PAUL-EMILE TAILLANDIER & CONSEIL

SOCIÉTÉ  
DES CEMENTS  
FRANÇAIS

au premier rang des producteurs nationaux et mondiaux,  
recherche pour le Département Finance  
de sa Direction Administrative et Financière

### cadre financier

Diplômé d'une grande école de gestion : HEC, ESCP, ESSEC, il devra posséder déjà quelques années d'expérience dans le secteur bancaire ou industriel.

Dans le cadre du Service Etudes et Plans Financiers, il sera chargé :

- de la réalisation d'études financières diverses,
- de la conception et de la mise en œuvre de modèles d'aides à la décision en matière d'investissement et de financement,
- du montage de financements nationaux et internationaux,
- de missions d'assistance auprès des filiales du Groupe.

Il participera en outre, à la communication financière du Groupe : rapport annuel, réunion des analystes financiers.

Des connaissances en informatique et un niveau DECS sont vivement souhaités. Anglais indispensable.

Lieu de travail : Paris-La Défense.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 318 M à

Bailly Conseil  
128, bd Haussmann, 75008 PARIS

## L'AMORCE D'UNE VRAIE CARRIÈRE D'ADJOINT à son CHEF DE DÉPARTEMENT COMPTABLE ET FINANCIER

Il devra progressivement assurer le management de la comptabilité générale et du contrôle budgétaire et l'assister dans la gestion financière. Ce poste convient à un candidat ayant : « une formation supérieure de gestion » au minimum une première expérience professionnelle « une vivacité d'esprit et de compréhension » du dynamisme « une réelle capacité active » de la rigueur « un ascendant » de grandes qualités de communication. CV, photo et prétentions à notre conseil, sous référence CDMO.1

ceforpe  
10, rue de la Victoire, 75009 Paris

Société d'Assurances spécialisée en protection juridique, recherche son futur

## CHEF DE SERVICE CONTENTIEUX - ETUDES

Votre sens du contact facilitera :

- l'animation d'un réseau de correspondants judiciaires et votre équipe de rédacteurs
- la recherche des solutions appropriées pour régler les litiges qui seront confiés au service

Vous avez une maîtrise en droit privé et au moins trois ans d'expérience professionnelle nécessairement acquise dans le domaine judiciaire.

Si vous êtes très motivé, envoyez votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. 503 935 à COFAP 20, av. de l'Opéra 75001 PARIS, qui transmettra.

COMPAGNIE GÉNÉRALE DE BANQUE  
CITIBANK

recherche pour son DÉPARTEMENT JURIDIQUE ET CONTENTIEUX :

## UN JEUNE JURISTE HF

Agé de 25 ans environ, titulaire d'une maîtrise de droit privé, vous avez une première expérience de 3 ans dans un cabinet de conseil juridique ou un Secrétariat Général d'Entreprise. Vous avez un goût prononcé pour l'analyse et un bon esprit de synthèse.

La connaissance de l'environnement informatique est un atout supplémentaire. Merci d'adresser votre dossier complet (C.V., photo, lettre) à la Direction des Relations Humaines - Compagnie Générale de Banque CITIBANK BP 704 - 75821 PARIS CEDEX 17

Société de services dynamique, filiale d'un groupe international, en raison de son développement constant, recherche son

## CONTROLEUR INTERNE

Il analyse les résultats opérationnels : ventes, retour sur investissements, gestion. Il prépare les prévisions, budgets et plans. Il en suit l'exécution, analyse les écarts et propose les solutions correctives. Il doit donc pouvoir appréhender l'entreprise dans son ensemble et être en relation constante avec les services et les agences. Il reporte directement au Directeur Général. Il prépare et lui présente l'ensemble de la situation chiffrée ainsi que propositions et simulations. Il est impliqué naturellement dans toute situation nouvelle : choix de développements, étude de rachats de sociétés.

Le poste à créer conviendrait parfaitement à un candidat jeune diplômé de l'enseignement supérieur avec une solide approche financière et comptable (IESC - IAE - DECS, etc.) et ayant obligatoirement une expérience budget ou contrôle. Poste à pourvoir proche banlieue Nord-Est.

Envoyer CV + photo et prétentions sous réf. 28869 à CONTEXTE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Et c'est souvent ce qui est le plus actif qui précisément est fondamental. Notre force c'est tout comme des électrons, d'être mu par une grande énergie qui nous fait graviter autour d'un projet commun mais de façon autonome et responsable. Ce projet : fonder notre croissance sur la recherche du top niveau technologique en misant sur l'apport personnel et professionnel de nos collaborateurs. A la pointe des technologies les plus avancées, nous nous attachons à développer les méthodes de gestion adaptées à l'importance de notre Groupe (18000 personnes, 8 Milliards de CA dont 50 % à l'export, 43 filiales en France et dans le monde).

## AUDITEUR INTERNE

vous serez membre de l'équipe du service central d'Audit. Au cours de vos différents déplacements dans nos unités opérationnelles (Départements, filiales...), en France ou à l'étranger, vous assurerez des missions d'Audit concernant les domaines comptables et économiques et veillerez au bon fonctionnement interne de l'unité. De formation supérieure de commerce ou de gestion, complétée par un DECS ou expertise comptable, vous maîtriserez l'informatique et maîtriserez l'anglais ainsi que l'espagnol ou l'italien. 2 à 3 ans d'expérience d'Audit Comptable en milieu industriel, vous permettront de travailler avec rigueur et autonomie. Grâce à vos capacités d'adaptation, vous effectuerez vos missions avec tact et efficacité.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence FLA 2408, à MERLIN GERIN, Recrutement Ingénieurs et Cadres, 38050 Grenoble Cedex.

la maîtrise de l'énergie électrique  
MERLIN GERIN

Filiale d'un Groupe Financier Important  
recherche jeune

## EXPLOITANT A FORT POTENTIEL HF

Diplômé d'études supérieures, 30 ans minimum. Le candidat : - devra posséder une bonne expérience dans le secteur bancaire - devra avoir le sens de l'organisation - aura le goût de l'action commerciale - aura le sens du travail en équipe. Une préférence sera donnée à un candidat ayant une bonne connaissance des Professions Juridiques et Judiciaires. Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prét., sous la réf. 142/LM, à O.C.B.F. SERVICES - 68, rue de la Chaussée d'Antin - 75009 PARIS.

services  
NOUS ASSURE DANS LE RECRUTEMENT BANCAIRE

Cabinet de conseils  
juridiques internationaux

recherche pour son cabinet de PARIS-9

## JEUNE DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Directement rattaché au « Managing Partner », il accompagnera le cabinet dans son expansion, tant en France qu'à l'étranger, et étudiera la faisabilité des nouveaux projets.

- Par ailleurs, il prendra en charge :
- La supervision de la comptabilité ;
  - La mise en place de son informatisation ;
  - La gestion prévisionnelle avec la mise en place d'un contrôle de gestion par centre de profit ;
  - La trésorerie, les relations avec les banques ;
  - La gestion du personnel (déclarations sociales et fiscales, paie) ;
  - La gestion des services généraux.

Formation supérieure de commerce. Environ 32 ans. Expérience de direction financière. Anglais. Connaissances en droit international appréciées.

Adresser C.V. et lettre manuscrite sous n° 8 775 M LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, PARIS-7.

GIE exerçant sur le MATIF

RECHERCHE

## NÉGOCIATEUR EN BOURSE

Au sein d'une équipe de 5 personnes, il participera à la négociation en Bourse, au suivi administratif des opérations et à l'analyse du marché. Le candidat idéal devra être disponible, vif et avoir le sens des responsabilités.

Contact : Gérard Stadler ou 42-60-05-96.

C.E.C.E.  
CENTRE D'EXPLOITATION  
DES CAISSES D'ÉPARGNE

Notre organisme, chargé de la gestion des cartes bancaires et des titres de l'ensemble du réseau des Caisse d'Épargne souhaite intégrer pour faire face à un fort développement son :

## Responsable de l'exploitation titres

Animateur d'une équipe d'une vingtaine de personnes, il devra justifier d'une expérience solide de l'ensemble des opérations sur titres afin d'optimiser l'efficacité de ce service d'exploitation.

L'ampleur des volumes traités nécessite un excellent sens de l'organisation et beaucoup de méthode.

Poste basé à Paris. Merci de nous adresser votre dossier sous Réf. 1725 ou transmettez-le à CV PLUS en composant le 36-15 code CV PLUS sur votre minitel.

Jean-Claude Maurice S.R.  
12, rue de Pontieu - 75008 PARIS.

PARIS - LYON - BARCELONE

## ÉTABLISSEMENT D'HOSPITALISATION PRIVÉ

à but non lucratif (Paris) recherche son

## SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

- Il secondera le Médecin-Directeur dans l'ensemble de ses fonctions administratives et de gestion.
- Il supervisera notamment les services comptables et financiers, économiques et techniques ainsi que la Direction du Personnel.
- Il sera responsable de la réalisation et de l'équipement du Nouvel Hôpital.

Ce poste est offert à un Cadre Gestionnaire - 35 ans minimum - ayant au moins 5 ans d'expérience similaire en milieu hospitalier et une excellente connaissance des problèmes financiers.

Pour détails, téléphoner au 83.35.42.63 ou écrire sous référence 700 à M. Claude BLIQUE - Conseil en recrutement.

Cabinet BLIQUE  
BP 3097  
54013 Nancy Cedex

Cabinet Claude Blique



# FORMATION PROFESSIONNELLE

Demandeurs d'emploi ou Cadres en Congé de Formation

IBIA

VOUS PROPOSE UN STAGE RÉMUNÉRÉ

## MONITEUR FORMATEUR/TRICE EN MICRO-INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

Participants : Niveau minimum : Bac - 21 ans et plus.  
Début du stage : 8 octobre.

recrutement immédiat

Envoyez CV + lettre à IBIA - Claire Fayard - 63, avenue de Villiers  
75017 Paris - Tél. : 47 66 84 22

Cadres demandeurs d'emploi ou en congé de formation, Jeunes diplômés  
l'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

vous propose 4 stages de formation en gestion du personnel de 7 mois 1/2  
(un certain nombre de places sont rémunérées par l'Etat) :

### Pour les jeunes diplômés (BAC + 4)

- Assistant Directeur du Personnel
- Informatique et Gestion du Personnel

### Pour tous cadres avec expérience professionnelle d'au moins 5 à 10 ans

- Direction du Personnel et Formation à la Gestion Sociale
- Management et Développement des Ressources Humaines

Début des stages : semaine du 28 Septembre - Recrutement immédiat

Envoyer C.V. et photo à I.G.S.

33, Boulevard Gouvion Saint-Cyr - 75017 PARIS  
pour convocation à une réunion d'information

Cadres, Jeunes diplômés, Ingénieurs débutants

IBIA

VOUS PROPOSE UNE FORMATION DE :

## MICRO-INFORMATIQUE APPLIQUÉE A LA GESTION

Objectifs : Maîtriser les principaux concepts et outils de la micro-informatique pour l'utiliser dans votre profession.

durée de la formation : 2 mois (dont stage en entreprise)

recrutement immédiat

Envoyez CV + lettre à Pascale Aubéry Duclos - 33, boulevard Gouvion  
Saint Cyr 75017 - Tél. : 45 72 02 08

## Deux métiers d'avenir

Vous terminez un 2<sup>e</sup> cycle d'études supérieures  
Tournez-vous vers le

TRANSPORT et L'EXPORT

ESPE/ESPE

Deux troisièmes cycles  
pour de véritables débouchés

octobre 1987 à juin 1988

Demandeurs d'emploi  
25-35 ans environ, C.F.

L'F.A.C.E. (Chambre de commerce et d'industrie de Paris)

organise un stage gratuit et rémunéré, niveau BAC + 2 :

gestionnaire de micro-système informatique, durée 10 mois à partir d'octobre 1987.

Les inscriptions seront closes le 10-09-87.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

### automobiles

A VENDRE

SEAT RONDA GLX 1.2

Gris métall., 40 000 km.

pot d'échappement neuf.

PRUX ARGUS 23 000 F.

Tél. : 48-55-25-55.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

Tél. : 43-55-35-36, P. 12-07.

REPRODUCTION INTERDITE

## DEMANDES D'EMPLOIS

### INGÉNIEUR 47 ans

J'ai dirigé une importante PMI « biens d'équipement ». Disponible 5 à 12 mois, je vous propose mon expérience pour toute intervention ponctuelle :

- Diagnostic, stratégie d'entreprise, plan d'action M.T. ;
- Étude de marché, lancement produit, implantation réseau FR, EXOP. (anglais 5/5) ;
- Restructuration, organisation d'unités industrielles ou administratives ;
- Ainsi que toute mission opérationnelle ou remplacement poste temporairement vacant, FR / étranger.

Ecrire sous le n° 5 776 LE MONDE PUBLICITÉ.

5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

Assistante de direction ou Responsable administration des ventes, 40 ans, scolarité de haute formation, sens des responsabilités, initiative, relations humaines, esprit d'équipe, disponible horaires et déplacements, libre autre, cherche poste dynamique, 15000 F x 13. Tél. : 39-92-11-43.

Docteur Ing. INPG métallurgiste formation complémentaire administr. des affaires, gestion de la qualité commerce international, esp., angl. courant, 10 a. exp. comme chef de mission et resp. export rech. poste directeur ou resp. filiale à l'étranger de pref. Amérique lat., secteur métal., chimie, biens d'équipement industriels. Ecrire sous le n° 5 781.

LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, PARIS-7.

BTSS + DEUG trilingue ch. secrétaires d'écriture, 6 a. exp. Tél. : 45-73-03-67.

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION J.F. 30 ans, solide exp. presse et édition, ch. poste région indiff. Tél. : 42-41-64-13.

F. 40 ANS CHERCHE EMPLOI DACTYLO-MT-TEMPS. Ecrire sous le n° 5 788.

LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, Paris-7.

JURISTE : AVOCAT + DEUG PSYCHOLOGIE.

EMPLOI A MONTPELLIER, ECRIVE HAVAS n° 196 566, 34063 MONTPELLIER CEDEX.

Personne honorable, docteur honoraire caennais, excellentes relations commerciales, aimant représenter comme conseil honoraire n'importe quel pays, également du tiers-monde. Prière de s'adresser.

CH-8700 Kuesnacht Zurich, Suisse 221 Postfach.

Tél. : (+41-1) 910-55-41, 910-78-73, 910-78-77.

Téléfax : (+41-1) 910-10-39, 910-38-04.

Tél. : 825-717.

J.F. 23 ans, décoration, dessin, créat. textile (dipl. ESAM, 86), modiste, dynamique, recherche emploi. Libre de suite. Nathalie Legrand, 43, rue des Gloriettes, 77400 Compt. Tél. : 64-30-08-41.

M. de confiance rech. gérance appointée exp. bar, restaur. ou chef. de direction. M. Michel, 62, rue de Verdun, 75000 Le Havre, 35-48-81-79 h rep.

### Reprise de la rubrique

### AGENDA

Le 1<sup>er</sup> daté 2 septembre.

## L'IMMOBILIER

### appartements ventes

#### 3<sup>e</sup> arrdt

#### PRÈS MAIRIE

Dans imm. rénov. PLATEAU à aménager 120 m<sup>2</sup>, 1 720 000. C.F.P. - 47-55-03-18.

#### 7<sup>e</sup> arrdt

DURON p. de t. et. élevé, 7 p., pièce réception, 4 ch., gde cul., 2 bns, w.c., 210 m<sup>2</sup>, balc. Sud + 3 services. URGENT - 43-55-18-36.

#### 12<sup>e</sup> arrdt

AVENUE SAINT-MANDÉ, n.c., 7<sup>e</sup> ét., soléil, 4 p., balcon, verd., 2 bns, w.c., 210 m<sup>2</sup>, balc. Sud + 3 services. URGENT - 43-55-18-36.

#### 14<sup>e</sup> arrdt

SAINT-JACQUES - RARE 5/3 niv. b. max. à rén., 170 m<sup>2</sup> + sejour comm., 2 s. bns, 2 w.c., priv. Expo. Est-Ouest, calme, 3 500 000, 43-55-18-36.

#### MAIRIE bon imm. 1<sup>er</sup> étage

5/3 niv. b. max. à rén., 170 m<sup>2</sup> + sejour comm., 2 s. bns, 2 w.c., priv. Expo. Est-Ouest, calme, 3 500 000, 43-55-18-36.

#### PORTE ORLÈANS

Superbe imm. 2 pièces + chambre enfant, BALCON. C.F.P. - 43-55-03-18.

#### 16<sup>e</sup> arrdt

16<sup>e</sup> arrdt 160 m<sup>2</sup>, 5 P. Prof. b. poss., grand standing « Maitrebat 73 » 45-22-06-56.

#### 17<sup>e</sup> arrdt

P. DES TERNES (PRÈS) P. de t., soléil, 4<sup>e</sup> ét., mag. 6 p., entr. cul., 2 s. bns, 2 w.c., 170 m<sup>2</sup>, 45-22-06-56.

#### PRÈS DE PÉREIRE

4 p. et ch. 88 m<sup>2</sup> 1 144 000 F. immo. Maroquet 42-52-01-82.

#### 18<sup>e</sup> arrdt

PLACE DES ABBESSES hôtel en rénovation vente sur plan 2 p., 40 m<sup>2</sup> + M. 73 + 45-22-06-56.

#### 95 - Val-d'Oise

#### LAC D'ENGHIEN

(400 m.) vue superbe résidentiel 10<sup>e</sup> et dernier étage, studio 54 m<sup>2</sup> + balcon, 320 000 F. 58 m<sup>2</sup> + balc., 320 000 F. 6 p., 138 m<sup>2</sup> + balc., 320 000 F. Propriétaire : 42-50-29-61.

#### Province

Tournoing (59) de résidence, 72, 48 m<sup>2</sup>, cul. équipée, parq., 4<sup>e</sup> imm. 1984, très bien situé, 360.000 F. Tél. : 20-70-02-95.

#### viagers

VIAGER 78 a. MAISON ANCIENNE rénovée, 11 cit. cul. mod., 4 s. m., 3 sal., 5 ch., 2 bns, 2 w.c., meub., frigo, armoire, jdn arb., dépend. (16) 62-46-22-02.

### appartements achats

#### PROPRIÉTAIRES VOUS VENDEZ

un logt. avec ou sans confort, adressez-vous à un spécialiste 8840 MARCADET, 42-52-01-82. Estimation gratuite, réalisation rapide.

#### locations non meublées demandes

#### Paris

#### EMBASSY SERVICE

8, av. de Messine, 75008 Paris recherche APPARTEMENTS DE GRANDE CLASSE, belles réceptions avec minimum 3 chambres.

Tél. : (1) 45-62-70-99.

#### INTERNATIONAL SERVICE

rech. pour SA CLIENTÈLE DE QUALITÉ 4, 5, 6 PCE et MAISONS banlieue Ouest. BON STANDARDS.

L.S.L. - Tél. : 45-25-18-95.

#### locations meublées offres

#### Minitel

Location 5 p., cuisine, s. de bain, bord de mer, 15 min. université Oran, aut. Alger, 53-79-82. Paris 45-39-86-11.

#### pavillons

A VENDRE

#### PACY-SUR-EURE

CENTRE, MAIRIE A 400 m

Pavillon comprenant : entrée-couloir desservant le salon et le jardin, salle à manger, cuisine et séjour-cuisine. Au 1<sup>er</sup> étage : paillasson desservant 2 chambres avec salle de bain et w.c. Grande armoire, Au fond du jardin garage pour 2 voit. avec entrée indépendante. Terrain 220 m<sup>2</sup>.

Tél. : (1) 45-77-63-15. Le soir.

### fonds de commerce

#### Restaurant/Surface commerciale

à louer au centre de PARIS, rue Saint-Honoré/rue Vauvilliers.

Convientrait à installation de restaurant, bureaux, salon de coiffure, agence de voyages ou autres.

Toute personne désireuse de se renseigner ou de consulter les documents peut s'adresser à : Hapimig Touristik SA, à l'attention de M. Richard A. Fries, Zugerstrasse 53, CH-6340 BAAR.

Tél. : 19/41/42/312.333.

Tél. : 19/41/42/312.333.

Tél. : 19/41/42/312.333.



# Le Monde ECONOMIE

## Priorité à l'équité

par ALAIN JUPPÉ (\*)

son nom à une loi reconnaissant de nouveaux droits, et il faut admettre que, en cette période de prospérité économique, vouloir faire participer les retraités à la richesse collective paraissait relever de l'équité la plus élémentaire. Mais ces multiples réformes ne produisent leurs effets que peu à peu, au fur et à mesure que les classes d'âge qui en bénéficient représentent une proportion croissante des retraités.

Il est une décision, présentée lorsqu'elle fut prise comme une

pour la collectivité, et un drame personnel et familial. De nombreux pays étrangers l'ont bien compris, qui, tels les États-Unis, retardent progressivement l'âge de départ.

En matière démographique, les pouvoirs publics, quels qu'ils soient, n'ont guère de moyens d'action sur la population existante ; mais ils peuvent en avoir sur la dépopulation future. C'est toute la nécessité de la politique familiale qui apparaît ici : comment, dans le respect des choix éthiques et de vie qui n'appartiennent qu'à chacun de nous, accentuer le réveil démographique du pays ?

La collectivité consent déjà un effort considérable en faveur des familles, qu'il s'agisse des prestations familiales, du quotient familial ou des aides au logement. Mais cet effort est-il bien organisé ? Son effet nataliste est-il le meilleur possible ou ne s'est-il pas, au contraire, dilué dans un dispositif indifférencié d'aide au revenu des familles ?

Les réformes récentes, qui ont redéployé cet effort, constituent assurément un progrès appréciable. D'autres restent certainement à accomplir pour adapter la politique familiale aux changements des aspirations et des modes de vie.

2. Il faut dégager de nouvelles ressources.

Toutefois, ces mesures ne suffiront pas à rétablir l'équilibre. Celui-ci nécessitera une action parallèle du côté des recettes, afin que des ressources supplémentaires soient dégagées en faveur des retraités.

Une partie de cet effort pourra être individuelle : c'est l'objectif du plan d'épargne pour la retraite (PER), mis en place par la récente loi sur l'épargne, que de nous inciter à l'accomplir et d'en accroître les effets. Mais il devra aussi être collectif, pour que les liens de solidarité entre générations forgés par les régimes de répartition soient sauvegardés.

Il faudra donc faire des choix : utiliser une proportion plus grande encore de la richesse du pays pour payer les retraites impliquera de limiter d'autres actions. Chacun d'entre nous doit se persuader aussi de cette nécessité, et s'y préparer.

Le devoir et la volonté qui sont les nôtres d'assurer à nos aînés une retraite paisible nous obligent donc à adapter continuellement les conditions du partage des richesses entre actifs et inactifs, afin que celui-ci demeure équitable. Les difficultés que rencontrent les régimes de retraite ne



constituent qu'un des problèmes à résoudre.

D'autres sont également financiers. Les personnes du troisième et du quatrième âge ont, en effet, besoin de davantage de soins médicaux que les plus jeunes. L'accroissement de leur nombre contribue, par conséquent, à l'emballement des dépenses de santé qui conduit les régimes malades à connaître peu à peu des difficultés de financement voisines de celles des régimes vieillissants.

Les conséquences de ces évolutions seront aussi culturelles. De même que les années 50 et 60 ont été caractérisées par l'émergence des jeunes dans la société française, dont les modes de vie et les valeurs ont été peu à peu transformés, de même les prochaines décennies seront marquées par la prépondérance des troisième et quatrième âges.

La société française devra se transformer à nouveau pour que nos aînés connaissent une retraite non seulement paisible, mais active, selon des modalités nouvelles. La vie sociale et la vie professionnelle sont, jusqu'à aujourd'hui, largement confondues ; il ne pourra plus en être ainsi demain.

Avec le « devoir de vacances » de M. Alain Juppé se termine la série qui portait sur les sujets du baccalauréat d'économie. Nous avons ainsi publié, dans nos éditions du 11 août et du 18 août, les « copies » de M. Michel Noir, ministre du commerce extérieur, et de M<sup>me</sup> Edith Cresson, ancien ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, sur la question du déficit des échanges de la France. Le 25 août, c'était au tour de M. Michel Delabarre, ancien ministre du travail, qui écrivait sur le sujet traité aujourd'hui par M. Juppé.

**INSTITUT DE GESTION SOCIALE**

12 mois de formation haut niveau.  
7 mois de stages spécialisés en entreprise.  
L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS, Licence ou deux ans de Prépa.  
CONCOURS : 3<sup>e</sup> session 15 septembre 87. Inscriptions immédiates.  
TEL : 47 66 84 22

DEUXIÈME CYCLE DE GESTION DU PERSONNEL

soin de recevoir une brochure détaillée du 2<sup>e</sup> cycle de Gestion du Personnel.  
INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 63, avenue de Villiers, 75017 Paris.  
Etablissement privé d'enseignement supérieur

Devoirs de vacances

**L**ONGTEMPS, le sort des plus âgés d'entre nous est resté dépendant du bon vouloir de leur famille, ou de leur effort d'épargne individuelle. Au sortir de la dernière guerre, la collectivité nationale a estimé que ces pratiques ne suffisaient plus ; elle a mis en place des mécanismes de solidarité entre générations qui permettent à nos aînés de continuer à bénéficier de la richesse du pays même lorsque l'âge les oblige à quitter la vie professionnelle.

Cette patiente construction est aujourd'hui en question. On prévoit que la branche vieillesse du régime général de Sécurité sociale sera, en 1988, en déficit de 19,8 milliards de francs. Diverses études montrent que ces difficultés financières, loin d'être occasionnelles, résultent au contraire d'évolutions structurelles et sont appelées à s'aggraver.

Comment et pourquoi en sommes-nous arrivés là ? Que pouvons-nous faire pour corriger cette évolution, et préserver l'œuvre de nos prédécesseurs ?

1. Le déséquilibre de l'assurance-vieillesse n'a pas une cause unique, survenue brutalement : c'est le résultat d'une conjonction de facteurs dont l'émergence est progressive.

1. Le premier est démographique.

La population française vieillit. Les années récentes ont été, pour les régimes de retraite, exceptionnellement favorables du point de vue démographique en raison, d'une part, de l'arrivée à la retraite des classes croisées issues de la Grande Guerre, d'autre part de l'entrée dans la vie active des classes nombreuses issues du « baby boom ».

Mais cette situation se transforme profondément. En haut de la pyramide, ce sont les classes issues de l'entre-deux-guerres, plus nombreuses, qui font aujourd'hui liquider leurs droits à pension. Et dans vingt ans ce seront celles, encore plus nom-

bresnes, venues au monde dans les années 45.

Les nouveaux retraités, en outre, perçoivent, et il faut s'en féliciter, leur pension pendant une durée plus longue : les progrès fantastiques de la médecine permettent un allongement de la durée de vie qui, sans être spectaculaire, est considérable. Nous gagnons en moyenne un trimestre chaque année !

A l'opposé, la baisse de la fécondité, observée depuis la fin des années 50, fait sentir ses effets. Le nombre de nouveaux cotisants potentiels diminue.

An total, la proportion des personnes âgées de plus de soixante ans dans l'ensemble de la population s'accroît de manière considérable : de 16,6 % en 1946, elle est passée à 18,3 % en 1985, mais devrait atteindre 20,4 % en 2000, 26,1 % en 2020, 29,9 % en 2040.

2. Les régimes vieillissent, en deuxième lieu, sont également victimes de la crise économique.

Il est évident que le chômage pèse sur l'assurance vieillesse. Les personnes privées d'emploi ne paient pas de cotisation : elles ne contribuent donc pas à l'alimentation du mécanisme de répartition sur lequel est fondé le système. Un calcul sommaire montre que les deux millions de chômeurs supplémentaires constatés depuis 1974 font perdre aux régimes vieillesse environ 12 milliards de francs de cotisations.

Toutefois, le phénomène perturbateur, le moins connu, bien que ses effets soient sans doute aujourd'hui dominants, est la venue à maturité des régimes de retraite. Les « Trente Glorieuses » ont, en effet, été caractérisées par l'amélioration continue de la protection sociale des Français qui, s'agissant des retraites, s'est traduite notamment par l'extension de la population couverte, l'adoption de règles de calcul des pensions plus généreuses, l'assouplissement des conditions de validation des périodes non effectivement travaillées.

Chacun des ministres qui se sont succédés, a cherché à attacher

amélioration de la couverture, qui mérite, à titre illustratif, un développement particulier. Je veux parler de l'abaissement de l'âge de la retraite. Cette décision, bien évidemment, n'est nullement la responsable unique de tous nos maux. Mais elle a accentué les évolutions perturbatrices en transformant des actifs, qui cotisaient, en des retraités qui percevaient une pension mais ne versaient plus de cotisations aux régimes de vieillesse. La retraite à soixante ans, c'est 437 000 pensions supplémentaires à financer en 1987, c'est aussi plusieurs centaines de milliers de cotisations en moins, car les départs n'ont pas été compensés par un nombre équivalent d'embauches.

Au total, et compte tenu de toutes ces évolutions, le nombre de retraités augmente et surtout augmentera beaucoup plus vite que celui des cotisants. La charge d'un retraité était partagée entre quatre actifs en 1975 ; elle le sera entre deux seulement en 2020.

Le départ à la retraite d'hommes et de femmes encore jeunes est bien souvent un gâchis

(\*) Ministre du budget.

## Le pétrole vert au lieu de l'or noir

La baisse des prix du pétrole a des effets redoutables sur le budget algérien. Pour assainir l'économie, le gouvernement donne priorité à l'agriculture et à la productivité industrielle.

sociales qu'elles assuraient aux travailleurs.

L'heure est maintenant à la productivité. L'Algérie en a bien besoin qui, vingt-cinq ans après son indépendance, fait toujours de la « corde raide ». Touchée de plein fouet, dès la fin de 1985, par la récession des prix du pétrole, elle est toujours au plus profond de la crise. Ses recettes d'exportations, qui proviennent à 98 % des hydrocarbures, ont fondu de 12,5 milliards de dollars (1) en 1985 à moins de 8 milliards en 1986.

La réticence des prêteurs

Cette année, dans l'hypothèse d'un prix moyen de 17 dollars le baril, elles devraient atteindre environ 9 milliards de dollars et dégager ainsi un excédent de balance commerciale de 1,5 milliard de dollars, les importations jugées incompressibles devant s'établir à 7,5 milliards de dollars. Mais aux remboursements de la

dette de 3,4 milliards de dollars s'ajoutent 900 millions pour les paiements courants. Au total, les besoins de financement de l'Algérie en 1987 devraient représenter 4,3 milliards de dollars.

Des réserves de change estimées à 600 millions de dollars lui laissent encore une certaine latitude, mais les emprunts sur le marché international des capitaux ne sont plus aussi accessibles que par le passé. Les prêteurs, qui n'avaient pas manifesté trop d'inquiétude l'an dernier, se montrent moins enthousiastes, et parfois déconcertés par les exigences de l'Algérie en matière de taux d'intérêt.

Leur réticence a commencé à poindre à la fin 1986, après qu'un emprunt de la Banque nationale d'Algérie (BNA) eut été ramené de 300 à 250 millions de dollars. Elle s'est confirmée cette année : un emprunt lancé au Japon a été réduit de 100 à 75 millions de dollars, alors que le lancement d'une euro-emission de 40 millions de dollars en Suisse a été purement et simplement ajourné.

L'Algérie devra donc trouver, cette année, quelque 3 milliards de financements bancaires directs, alors que jusqu'à présent elle avait réussi à ne pas avoir recours aux prêts à court terme. Une telle solution impose, de toute façon, que les banques croient en la solvabilité du pays et à un redressement sensible des cours du pétrole en 1988 qui lui permettrait de faire face à ses engagements internationaux.

Dans le cas contraire, Alger serait bien obligée d'envisager une restructuration de sa dette, estimée à la fin de 1986 à environ 21 milliards de dollars.

Tout a été fait pour éviter d'en arriver à cette extrémité que les Algériens, dans leur ensemble, considéreraient comme une atteinte à leur indépendance. Les termes « FMI » et « Banque mondiale » font frémir en Algérie, où l'austérité imposée, depuis plusieurs années, est certainement plus sévère que celle généralement préconisée par le Fonds monétaire international. La loi de finances complémentaire avait révisé à la baisse, de manière drastique, les dépenses de l'Etat, en les ramenant de 128 milliards de dinars (2) à 104,5 milliards en 1986.

FREDERIC FRITSCHER.  
(Lire la suite page 32.)

(1) 1 dollar = 8,99 F en 1985, 6,93 F en 1986 et 6,09 F en 1987. Il s'agit là de valeurs moyennes à Paris.  
(2) 1 dinar = 1,24 F.



**L'ECONOMIE** algérienne est en pleine mutation. Le secteur privé national est complètement réhabilité — même s'il n'est pas encore très performant — depuis l'adoption, par référendum le 16 janvier 1986, d'une nouvelle charte nationale, le texte de référence du socialisme algérien. Les entreprises, après la restructuration entamée en 1980, ont été fractionnées en unités plus petites et mieux gérables. Fini le gigantisme industriel !

Finie, également, la bureaucratie ? Pas encore ! Mais le président de la République, M. Chadli Bendjedid, ne manque pas une occasion de la désigner comme principale responsable des maux étouffant l'économie. Une nouvelle réglementation doit permettre aux entreprises de « gérer leur activité en toute responsabilité commerciale », sans être soumises à des « contraintes administratives centralisées, sources de lourdeur, de rigidité et de surcoût ».

Les entreprises adopteront désormais leur propre plan annuel, décideront des prix de vente de leurs produits et pourront investir librement leurs bénéfices, alors que jusqu'à présent les investissements provenaient du budget de l'Etat. La rentabilité financière devient le principal critère pour juger l'efficacité des sociétés d'Etat, reléguant au second plan les prestations

second plan les prestations

REPRODUCTION INTERDITE

D'EMPLOIS

47 COTIS

Reprise de la rubrique AGENDA

Le 1<sup>er</sup> date 2 septembre.

commerce

commercia

ALGERIE

ALGERIE



## Du réalisme dans le gaz

**P**ARADOXALEMENT, ce sont les richesses de l'Algérie qui provoquent aujourd'hui ses déboires économiques. Mono-exportateur, puisqu'elle tire 98 % de ses rentrées en devises de la vente des hydrocarbures, elle est particulièrement sensible à la fluctuation des cours. La politique d'indexation du prix du gaz sur un panier de différents pétroles bruts lui a été favorable jusqu'au retour de la conjonction, au dernier trimestre 1985, où ce prix s'est effondré au même rythme que le cours du baril.

La révision des accords conclus avec les acheteurs européens était inévitable, les exportations de gaz s'étant repliées de 3 milliards de dollars en 1985 à 1,7 milliard l'année dernière. Les prix officiels vidés de leur sens, le gaz algérien s'est alors vendu indexé sur le prix du marché des pétroles entrant dans la composition du panier de référence, en attendant la renégociation des contrats avec les principaux acheteurs.

Jusqu'à présent, la société italienne SNAM est la seule à avoir conclu un nouvel accord à moyen terme avec la compagnie algérienne SONATRACH. La SNAM a obtenu que la base de référence ne soit plus le prix officiel du brut, mais sa valeur sur le marché libre, et que s'instaure une certaine souplesse dans ses enlèvements qui seront programmés annuellement. Elle s'est toutefois engagée à prendre, sur les vingt-cinq ans contractuels, la totalité des quantités définies.

De son côté, Gaz de France est en négociations depuis un an avec la SONATRACH. La compagnie française désire arriver à une formule d'indexation du gaz qui reflète mieux le marché et tienne compte des prix des fuels lourds et domestiques, comme elle l'a déjà obtenu de ses fournisseurs

néerlandais et soviétiques. Les discussions ne concernent pas les volumes, GDF ayant depuis 1984 une marge de manœuvre de 10 % dans ses enlèvements, jusqu'en 1992.

La compagnie belge Distrigaz doit entamer prochainement la renégociation d'un accord intérimaire conclu en juillet 1986, qui lui laisse déjà une grande souplesse dans ses enlèvements et aligne le prix de son gaz sur celui payé, depuis avril 1986, par GDF et la compagnie nationale espagnole Enagas. Cette dernière renégocie ses accords avec la SONATRACH l'année prochaine.

### En direction des Etats-Unis

Un contentieux opposant les deux partenaires sur les prix et les quantités avait été réglé en février 1985 quand Enagas avait accepté de payer le même prix que GDF. En contrepartie, elle avait obtenu un aménagement du rythme de ses enlèvements, qui étaient jusque-là trop importants pour son marché intérieur. Le gouvernement espagnol acceptait en même temps de payer une indemnité compensatoire de 500 millions de dollars pour les quantités non prises entre 1981 et 1984.

Les renégociations des contrats signés au début des années 80 montrant clairement que l'intransigeance algérienne qui prévalait jusqu'en 1985, a fait place à une attitude plus réaliste. La SONATRACH, contrainte par la conjonction, prend maintenant en considération les fluctuations du marché pétrolier, tout en continuant à vouloir indexer le prix de son gaz sur ceux des différents bruts de référence, dans l'espoir évident de voir revenir les prix

officiels à un niveau avantageux pour elle.

L'Algérie avait toujours refusé de vendre son gaz en dehors de contrats à long terme. Sa politique évolue. Elle pratique depuis 1986 des ventes « spots », avec l'Allemagne fédérale notamment, et se dispose à le faire avec des compagnies américaines, comme elle a conclu avec le Japon un accord pour des ventes ponctuelles en période de forte consommation.

Elle cherche également de nouveaux débouchés, pour essayer de maintenir le niveau de ses rentrées en devises. Elle a signé un nouveau contrat avec la Yougoslavie qui doit entrer en vigueur en 1988, et négocie avec la Grèce, le Brésil, la Turquie et le Portugal. Mais ces pays sont de petits consommateurs.

L'Algérie regarde donc de nouveau vers les Etats-Unis. Elle avait perdu entre 1983 et 1985 ses trois clients américains : El Paso, Panhandle et Distrigas-Boston. Les tractations avec Panhandle ont permis d'arriver à un compromis en septembre 1986 : la SONATRACH a reçu 200 millions de dollars en dédommagement pour le gaz non enlevé et 11 % du capital de la société, soit l'équivalent de 265 millions. Panhandle étant également distributeur, les négociations continuent pour réussir à commercialiser d'importantes quantités de gaz sur le marché américain, gros consommateur.

Vendeur d'un côté, la SONATRACH se renforce, à l'autre bout de la chaîne, acheteur et distributeur. Cette pratique, en rupture totale avec le passé commercial de l'Algérie, s'inscrit logiquement dans la continuité de la nouvelle politique d'ouverture pragmatique voulue par le président Chadli.

F. F.

## Le pétrole vert au lieu de l'or noir

(suite de la page 31.)

Cette année, elles sont fixées à 108 milliards (63 milliards pour les dépenses de fonctionnement et 45 milliards pour les dépenses d'équipement).

L'éducation nationale, l'enseignement supérieur et la formation professionnelle sont les plus gros consommateurs avec une part globale de 21,4 milliards de dinars, soit plus du tiers du budget de fonctionnement total. L'explication est simple : 45 % de la population a moins de 14 ans et le taux de scolarisation — officiel — dépasse 90 %. Le secteur de la santé (10,5 milliards de dinars) progresse au même rythme que les dépenses d'éducation, conséquence directe de la démographie galopante et des récentes mesures adoptées pour limiter la mortalité infantile (le Monde du 19 février 1987). Le très fort taux d'accroissement démographique, estimé officiellement à 3,06 % par an (le recensement de cette année évalué à près de 23 millions la population algérienne), a donc des conséquences dramatiques pour les finances de l'Etat, d'autant plus que, pour la deuxième année consécutive, il est supérieur à la croissance économique.

### Des secteurs prioritaires

Le budget d'équipement ne progresse pas par rapport à 1986. 22 % des 45 milliards de dinars sont consacrés à l'agriculture et à l'hydraulique, secteurs désormais prioritaires. L'Algérie consacre 30 % de ses importations à l'achat de produits agro-alimentaires, car la production nationale ne couvre que 40 % des besoins en céréales, 30 % pour le lait et les légumes secs et 75 % pour les viandes rouges.

Les recettes budgétaires, dans leur ensemble, ont été arrêtées à 96 milliards de dinars, en augmentation de 6 % par rapport à 1986. Les recettes de la fiscalité pétrolière baissent encore, cette année, ne dépassant pas 22 milliards de dinars (7,5 % du PIB), alors qu'elles atteignaient 29 milliards l'an passé, et 47 en 1985. En contrepartie, plusieurs mesures ont été décidées pour améliorer les recettes fiscales ordinaires, qui devraient atteindre 74 milliards de dinars contre 62 milliards en 1986.

Parallèlement, de nouvelles sources de revenus ont été créées : impôt sur les constructions indivi-

duelles dont le coût est supérieur à 2 millions de dinars, cet impôt pouvant atteindre 50 % de la valeur totale ; augmentation de certains droits de douane ; taxation des biens importés par les immigrés lors de leur réinstallation au pays ; renforcement de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales ; augmentation de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ; contribution obligatoire des entreprises publiques au budget de l'Etat.

Cette année encore, les recettes ne couvrent pas les dépenses. Le déficit budgétaire prévu est de 12 milliards de dinars. Moins important qu'en 1986 puisqu'il avait été fixé à 14 milliards par la loi de finances complémentaire. Cependant, il semble que le décalage entre le chiffre officiel et la réalité soit important. Les calculs pour 1986 avaient été faits sur la base d'un baril à 17,5 dollars, alors que le prix moyen n'a pas dépassé 15 dollars, entraînant un déficit budgétaire réel plus proche de 20 milliards de dinars que de 14 milliards.

Pour sa part, le plan annuel consacre 89 milliards de dinars à l'investissement, soit 3 milliards de moins qu'en 1986. Mais surtout, il est loin d'être en concordance avec le deuxième plan quinquennal (1985-1989), auquel on ne fait quasiment plus référence, et qui prévoyait un volume global d'investissements de 550 milliards de dinars, en accroissement de 37 % par rapport au plan précédent. Le plan quinquennal étant définitivement hypothéqué, les investissements concernent en priorité les projets qui n'ont pas, ou peu, besoin du recours à l'étranger. Les autres continuent d'être gelés ou différés, qu'ils soient inscrits au plan, comme le métro d'Alger, ou non.

### Vie chère et chômage

L'espoir de pouvoir contenir l'inflation à 8,5 % en 1986 ne s'est pas réalisé. La suppression de certaines subventions habituellement accordées à des produits de grande consommation, l'application du statut général du travailleur (SGT), véritable grille des salaires à l'échelle nationale, ont eu des conséquences inflationnistes. Finalement proche de 18 % en 1986, l'inflation ne diminuera pas cette année, qui voit le retour à une certaine vérité des prix. Les ménages en font les frais, et la cherté de la vie touche maintenant toutes les classes sociales, déjà affectées par la dégradation du marché de l'emploi, qui va s'accroissant.

Le service militaire de deux ans, la durée croissante des études et la place de la femme confinée au foyer dans la société musulmane ne suffisent plus à compenser le flux des nouvelles générations. Chaque année, près de 400 000 jeunes débarquent sur le marché du travail, qui ne peut, dans le meilleur des cas, en absorber plus de 150 000. Les embauches sont interrompues dans la fonction publique depuis plus d'un an, et de nombreux licenciements interviennent dans l'administration, dans les sociétés natio-

nales, priées de retrouver une productivité normale, ainsi que dans les sociétés de wilayas (départements). Le dernier chiffre connu remonte à 1984, où le taux de chômage officiellement atteignait 17 % de la population active.

A court terme, aucun secteur n'est en mesure de compenser la baisse des recettes pétrolières et gazières. Même l'agriculture, qui s'est vu accorder la priorité absolue depuis le V<sup>e</sup> congrès du FLN, en décembre 1983, n'est pas exportatrice de manière significative. Bien sûr quelques primeurs et agrumes commencent à arriver sur le marché français, mais les quantités sont faibles et les prix fortement subventionnés. C'est ainsi que l'hiver dernier on pouvait acheter à Paris des oranges algériennes à 7 F le kilo, alors qu'elles étaient vendues à 25 dinars (31 FF) sur les marchés algériens.

### Prix incitatifs

Cependant, les efforts consentis commencent à porter leurs fruits, et l'énergie ministre de l'agriculture, M. Kasdi Merbah, a toutes les raisons d'être satisfait des premiers résultats de sa nouvelle politique. En 1985, l'agriculture algérienne a enregistré sa meilleure performance depuis l'indépendance, avec une progression de 25 % par rapport à l'année précédente, plutôt bonne.

Ce bon spectacle n'est pas à mettre uniquement au compte d'une pluviosité exceptionnelle. Il est également dû à l'amélioration réelle de l'encadrement et de l'équipement, ainsi qu'aux prix consentis à la production, incitatifs pour des agriculteurs qui avaient oublié que leur secteur pouvait être rentable. Ce score remarquable a été atteint grâce à plusieurs productions records : céréales (en augmentation de 114 %), pommes de terre (+74 %), œufs (+70 %). Les résultats de 1986, sans être du même niveau, sont encourageants : l'indice de la production agricole a augmenté de 6 %, et celui de cette année devrait être comparable.

Pour la première fois depuis vingt-cinq ans, l'Algérie n'a pas importé de pommes de terre ni d'œufs en 1986. Certes, il reste beaucoup à faire, et l'agriculture algérienne souffre de nombreux handicaps. La surface agricole utile (SAU) ne représente que 3 % des 2,4 millions de kilomètres carrés du territoire national, et les meilleures terres sont dans le Nord, la zone la plus urbanisée. La bande littorale fertile a été grignotée par le béton.

La mise en valeur des terres non encore exploitées est une priorité du gouvernement, qui prévoit d'octroyer aux Algériens qui en font la demande quelque deux millions d'hectares d'ici à l'an 2000, afin d'augmenter d'un tiers la SAU. L'objectif étant de tendre le plus rapidement possible vers l'autosuffisance alimentaire et de remplacer l'or noir par ce que l'on appelle déjà le « pétrole vert ».

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

## ENTREPRISES: LES PIÈGES DE LA COMMUNICATION INTERNE

SCIENCE DE VIE SEPTEMBRE  
**ECONOMIE**

**Le Monde**  
sur minitel  
**VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL**  
Les bourses du monde  
36.15 TAPEZ LEMONDE

AU SOMMAIRE DE SEPTEMBRE  
**Le Monde** DES  
**PHILATELISTES**  
l'official de la philatélie  
NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS  
• Les timbres français de la rentrée.  
• Exotisme : les Seychelles et le Dahomey.  
• Rencontre avec la poste : M. Guy Lormand.  
• Thématique : les champignons.  
**LE MONDE DES PHILATELISTES**  
POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES  
En vente chez votre marchand de journaux

Collection  
Mondes en devenir  
**LE SYSTÈME COMMUNAUTAIRE EUROPÉEN**  
M. F. LABOUZ  
14 x 20 cm - 344 p. - 127 F  
Des réponses aux questions touchant le devenir de la CEE  
Editions Berger-Levrault

**Le Monde**  
**DIRIGEANTS**  
à partir du mercredi 9 daté 10 septembre...  
Retrouvez chaque semaine dans le Monde du mercredi daté jeudi la rubrique d'offres d'emploi consacrée aux cadres de haut niveau.  
Le Monde : Point de rencontre des grandes ambitions

**IAE** INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES  
Université de Paris I - Panthéon Sorbonne  
162 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15  
**CAAE**  
Certificat d'Aptitude à l'Administration des Entreprises  
D.E.S.S. Diplôme National de 3<sup>e</sup> cycle  
9 mois à temps plein ou 18 mois à temps partiel  
**CADRES D'ENTREPRISE**  
La formule adaptée à vos besoins  
☎ 45 54 40 10 M.C. SCAGLIA 45 57 62 52  
**ÉTUDIANTS**  
La formation complémentaire indispensable  
☎ 45 54 40 10  
Test d'entrée le 26/9/87 - Inscriptions avant le 10/9/87  
**LE SAVOIR - FAIRE DE L'IAE**

2500 employeurs vous recherchent!  
**EN 9 MOIS, L'IFAD FORME DES ASSISTANTS(ES) DE DIRECTION GÉNÉRALE**  
Support pédagogique : Gestion, Informatique, Langues, Communication  
• Programmes intensifs à plein temps  
• Travaux pratiques  
• Etudes sur situations concrètes  
• Stages en entreprises  
Admission : entretiens + tests niveau BAC +  
**IFAD**  
INSTITUT FRANÇAIS DES ASSISTANTS DE DIRECTION GÉNÉRALE  
24, avenue Jeanne Mance - 69009 LYON - Tél. 78.47.74.20  
164, rue du Fbg Saint-Homère - 75006 PARIS - Tél. 48.24.00.97

LES DIPLOMES EUROPÉENS EXISTENT DE  
**ECONOMIE**

لدي من الجود



## La chronique de Paul Fabra

### Vers le plein-emploi aux Etats-Unis ?

**A**u début de cette année, on aurait sans doute encore trouvé une majorité d'économistes aux Etats-Unis pour annoncer comme probable une récession dans les dix-huit mois à venir. La plupart d'entre eux en tout cas tablait sur un ralentissement sensible de l'activité à partir du second semestre de 1987. Or rien de tel n'est en vue.

Tout semble indiquer au contraire que, dans son ensemble, l'Amérique n'a probablement pas connu depuis de nombreuses années une prospérité aussi grande. Démentant tous les pronostics, les consommateurs achètent, et achètent beaucoup, les entreprises font des profits confortables, parfois énormes, l'inflation qui relevait la tête pendant les premiers mois de l'année s'est calmée, et surtout on est en train de redécouvrir un phénomène que l'on croyait disparu pour longtemps encore : il est de nouveau question d'un pénurie de main-d'œuvre.

L'observation quotidienne comme de nombreux témoignages directs en provenance des régions les plus diverses, y compris celles les plus adossées tout d'abord à la crise des secteurs en perte de vitesse, confirment les indications données par les statistiques. L'économie américaine, malgré les licenciements parfois importants auxquels procèdent toujours de grands groupes industriels, continue à créer des emplois à un rythme rapide : plus de 100 000 pour le seul mois de juillet. Les parcs à « *help wanted* » se multiplient à la devanture des magasins, des restaurants, des ateliers. *Business Week* en a fait le titre de sa couverture dans son numéro paru le 10 août. Les Américains, malgré un climat général qui reste très marqué par le scepticisme et l'inquiétude, se demandent s'ils ne doivent pas changer leurs schémas de référence.

C'est à un exercice de ce genre que l'article auquel il vient d'être fait allusion invitait ses lecteurs. Fini le temps où l'arrivée sur le marché de l'emploi de générations moins nombreuses, comme c'est encore le cas en France ou

ailleurs, était saluée comme la promesse d'une diminution du chômage. « La faible croissance de la population en âge de travailler », écrivent les auteurs de l'article, « va faire entrer les Etats-Unis dans une période de rareté de la main-d'œuvre qui pourrait bien durer jusqu'au début du siècle prochain, quand la modeste reprise de la natalité en cours fournira à nouveau un plus grand nombre de jeunes travailleurs. »

Avec un taux de chômage de 6 %, les Etats-Unis s'approchent d'une situation qu'on est tenté de qualifier de plein-emploi. Il n'existe pas pour celui-ci de définition statistique objective, bien que les experts américains se soient pendant longtemps risqués à en donner une, estimant qu'un taux de 4 % du chômage correspondait à l'absence à peu près complète de demandes de travail non satisfaites. Ce pourcentage de 4 % est d'ores et déjà atteint dans trente des plus importantes agglomérations urbaines du pays.

**T**el est le résultat, disent les partisans de Reagan, d'une expansion qui dure depuis cinq ans pendant laquelle 12 millions d'emplois ont été créés (mais 5 millions avaient été supprimés par la récession précédente). Ce à quoi les adversaires de l'administration républicaine, et ils sont nombreux, répondent comme ils le font depuis plusieurs années (mais peut-être aujourd'hui avec un peu moins de conviction) : la désindustrialisation a détruit des centaines de milliers d'emplois bien payés, d'entre 25 000 et 35 000 dollars (entre 150 000 et 210 000 francs au cours du change actuel) correspondant à des gains horaires de 12 à 17 dollars ; pendant ce temps, on a créé des millions de nouveaux emplois dans le commerce de détail et les services où les salaires se

situent plutôt entre le minimum légal de 3,35 dollars et 6,5 dollars environ.

Il semble en réalité qu'une détérioration du montant moyen des rémunérations soit beaucoup moins nette qu'on le disait il y a encore deux ou trois ans. En tout cas, que le débat sur ce thème se poursuive sans conclusion tendrait à prouver qu'on ne dispose pas de données incontestables permettant de le trancher.

Mais les calculs en moyenne n'ont pas la portée qu'on leur prête, surtout dans ce domaine. Que des emplois aient pu être offerts à des millions de gens qui n'en avaient jamais eu d'aussi rémunérateurs auparavant doit être considéré comme un gain absolu. Ce n'est pas seulement du Mexique et des autres pays d'Amérique latine, mais d'Afrique, du Moyen-Orient, du Pakistan, de l'Inde, de l'Asie du Sud-Est, de la Corée, etc., que les immigrants ont afflué aux Etats-Unis, poussés par rien d'autre que le besoin de travailler et la quasi-certitude de pouvoir le faire à New-York, à Chicago, à Atlanta, ou à Los Angeles. Il n'existe plus, et de très loin, de pôle d'attraction comparable dans le monde depuis que l'Europe occidentale n'est plus capable de jouer ce rôle.

Il n'est pas niable non plus que la population noire américaine a participé au mouvement, et sans doute de façon décisive, pour préparer la voie à son intégration plus complète dans la vie économique. Mais les études sur ce point restent fragmentaires. Il reste que l'insuffisance du système éducatif, dénoncée tous les jours par la presse, frappe particulièrement les Noirs et que c'est parmi eux que le chômage continue d'atteindre des proportions alarmantes, parfois supérieures à 30 % pour les jeunes.

Dans le centre des Etats-Unis, où sévissait une crise agricole particulièrement grave, les choses sont aussi en

train de s'améliorer. Globalement, les fermiers devaient aux banques américaines environ deux fois plus que ne leur doit l'Amérique latine (200 milliards de dollars contre 100 milliards environ). Mais les plus endettés des agriculteurs ont disparu par faillite. Beaucoup d'autres ont amélioré leur situation. Ceux qui ont su garder une situation financière saine ont reconstitué leurs liquidités. Les prix des terres, qui avaient baissé de plus de moitié depuis 1980, commencent doucement à remonter.

**L**est vrai qu'on n'ose pas encore trop se prononcer sur la solidité de ce renouveau, perceptible dans la plupart des États à l'exception de l'agriculture. L'amélioration constatée ne serait-elle pas due pour l'essentiel aux énormes subventions versées aux agriculteurs (quelque 25 milliards de dollars par an) ? Ce montant représenterait plus de la moitié des bénéfices nets de la profession.

Mais les marchés se ressaisissent, et certains se plaignent déjà des obstacles que la récente loi sur l'immigration « un véritable monstre juridique qui avantage les clandestins au détriment de ceux qui étaient restés en règle » — impose à la venue de nouveaux travailleurs.

A la faveur de ces résultats et de la hausse de la Bourse, l'espoir est en train de renaître. L'économie américaine pourrait conserver intact son dynamisme retrouvé pendant plusieurs années encore, soutenu par les optimistes. Les pronostics ont-ils plus de chance de se vérifier que ceux en sens contraire formulés naguère ? D'où pourraient venir les menaces ? Il en est quatre qui reviennent dans la bouche de la quasi-totalité de nos interlocuteurs.

1) Une soudaine détérioration des relations avec les Japonais, à la suite par

exemple du vote par le Congrès du projet de loi hautement protectionniste déposé par un parlementaire démocrate. Mais le président, ajoute-t-on, opposera certainement son veto.

2) L'euphorisation du marché de l'emploi. Profitant de la position dominante qu'il occupe au Sénat en présidant la commission du travail et des ressources humaines, Ted Kennedy réussira probablement à faire voter les démocrates ayant désormais la majorité dans les deux Chambres un certain nombre de lois sociales dont l'adoption pourrait marquer la fin d'une longue période caractérisée par une indéniable prépondérance patronale, et, disent les adversaires de ces différents projets, introduire dans l'économie américaine les rigidités dont les Européens ont tant de mal à se débarrasser.

**P**ARMI les projets qui ont le plus de chance d'être votés, citons notamment une hausse de 40 % du salaire minimum (resté inchangé depuis 1981) ; l'obligation faite aux entrepreneurs de notifier soixante jours à l'avance tout licenciement (autrefois, beaucoup d'exceptions sont prévues à cette règle) ; l'obligation faite à toutes les entreprises d'assurer un plan d'assurance-maladie obligatoire pour leur personnel (37 millions de salariés américains ne disposent pas de cette garantie), sauf à partir du moment de leur retraite.

La nouvelle loi frapperait surtout les petites et moyennes entreprises qui se créent en grand nombre, car la plupart des grandes assurent déjà leurs employés.

3) Une crise bancaire, car la fragilité des établissements financiers reste grande. Les grandes entreprises s'adressent désormais directement au marché financier, et les banques ont pour clientèle les emprunteurs les moins solides.

4) Une nouvelle crise du dollar. ■

#### BIBLIOGRAPHIE

### Jean Saint-Geours, amoureux de la complexité

**J**EAN SAINT-GEOURS aime les titres provocants. Peu après mai 1986, il écrivait un ouvrage intitulé *Vive la société de consommation !* Voici qu'il fait l'éloge de la complexité à l'heure où les citoyens et les pouvoirs sont ballottés par des interdépendances qu'ils ne maîtrisent plus. Notre auteur adopte, au fond, la démarche marxiste : l'humanité ne se pose que les problèmes qu'elle peut résoudre et se veut résolument optimiste. Puisque tout devient plus complexe, appliquons-nous, le moins mal possible, à trancher les nœuds gordiens ou à bien manoeuvrer avec les « systèmes ».

Jean Saint-Geours n'a pas de mal à nous prouver que le monde devient de plus en plus difficilement gouvernable, mais ce n'est pas la faute des « publicitaires » (politiciens et fonctionnaires) précisément engendrés par la complexité, dont les sphères sont de plus en plus grosses... Les villes deviennent monstrueuses (pourquoi Mexico n'est-il pas cité ?), le champ de solidarité s'étend jusqu'à des risques de rupture financière, et dans le domaine de la production, la « gouvernance » (Jean Saint-Geours préfère ce mot à « management » et il a raison) est plus subtile.

Comment réagissent les Français face à la complexité ? Notre auteur repère trois esprits : l'esprit d'atelier qui se ramène soit à l'esprit d'équipe soit à l'esprit de clocher, l'esprit de hiérarchie, (encore pyramidal, plus qu'on ne le croit), qui est en contradiction avec l'autre et l'esprit d'administration, qui est la propension à recourir aux textes et aux structures pour résoudre les problèmes de la « gouvernance ». Il peut y avoir heureusement un « bon usage » de ces tendances fondamentales, et l'optimisme de Jean Saint-Geours reprend là, le dessus. Il aurait pu nous épargner cependant le chapitre sur « les sources mythiques et historiques des trois esprits », en sublimant — comme Auguste Comte qu'il ne nomme pas — le chiffre « 3 ».

Sur le registre international, enfin, d'excellentes pages. Jean Saint-Geours fait une proposition concrète pour l'administration du système monétaire et met en relief le bon choix pour les pays en développement : acquiescer progressivement les structures suffisamment solides pour se permettre soit de participer aux relations économiques mondiales avec l'autonomie nécessaire, soit de refuser cette interdépendance.

Le débat sur la complexité bien relancé par Jean Saint-Geours est passionnant, et notamment s'il porte sur le rapport coût-bénéfices. La « complexification » du monde est une donnée et elle est apparue très riche de sens à un homme comme Pierre Teilhard de Chardin qu'on aurait aimé voir cité dans ce livre. Elle a une face moins positive, évoquée par notre auteur à la fin, mais qui mériterait d'amples développements : l'inéluctable progression de la « société duale », due à la complexité de notre organisation économique et sociale qui contribue à « expulser » de la société les individus qui ne sont pas en mesure d'en comprendre et d'en vivre les règles.

L'éloge de la complexité ne devrait pas en tout cas élargir la cohorte, déjà trop nombreuse, de ceux qui disent : « Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ? »

PIERRE DROUIN.  
\* L'Eloge de la complexité, Editions Economica, 194 pages, 75 F.

#### CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

### FORMATION SPÉCIALISÉE EN GESTION FINANCIÈRE

• Cycle de formation supérieure hors temps ouvrable (une soirée par semaine et un samedi sur deux) comprenant les cours de :

- Diagnostic financier
- Politique financière
- Evaluation et opérations en capital
- Applications informatiques en gestion financière
- Principaux circuits de financement des entreprises
- Relations banques-entreprise
- Stratégie financière

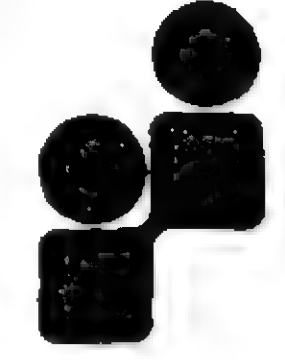
• Réservée aux cadres d'entreprise titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur (niveau maîtrise ou grande école)

Durée : 125 heures Début des cours : le 6 novembre 1987

### PRÉPARATION AU DOCTORAT D'EXPERTISE ET INGÉNIERIE FINANCIÈRES

Dossiers de candidature :

CHAIRE DE FONCTIONS FINANCIÈRES ET COMPTABLES DES ENTREPRISES  
2, rue Conté, 75003 PARIS  
Téléphone : 42-78-96-58  
42-71-24-14, poste 505



INSTITUT DE GESTION SOCIALE

### TROISIÈME CYCLE DE MANAGEMENT AVANCÉ

9 mois de formation de haut niveau.  
7 mois de missions opérationnelles en entreprise.

L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques) et à de jeunes cadres.

CONCOURS : 3<sup>e</sup> session 14 septembre 87.  
Inscriptions immédiates.  
Tél. : 47 66 84 22

4 OPTIONS :  
Finances et contrôle de gestion  
Marketing et commerce international  
Gestion des ressources humaines  
Management de la qualité

Nom \_\_\_\_\_  
Age \_\_\_\_\_  
Diplôme \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
souhaite recevoir une brochure détaillée du 3<sup>e</sup> cycle de Management Avancé.  
INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 64, avenue de Villiers, 75017 Paris  
Etablissement privé d'enseignement supérieur

### LES DIPLÔMES EUROPÉENS EXISTENT DÉJÀ

### SCIENCE • VIE ÉCONOMIE

Destiné à encourager la recherche universitaire\*  
**LE PRIX DU CRÉDIT NATIONAL**  
(1<sup>er</sup> prix : 25 000 F ; 2<sup>e</sup> prix : 15 000 F)  
sera décerné, comme chaque année, en 1987

Il récompensera deux études originales portant sur les entreprises, la finance ou l'économie industrielle. Un règlement du prix peut être demandé à l'adresse suivante :

### Crédit National

Secrétariat du Prix  
Département des Etudes et du Conseil aux Entreprises  
24, rue Saint-Dominique - 75007 Paris  
Date limite de dépôt des candidatures : 1<sup>er</sup> novembre 1987

\* Les étudiants de 3<sup>e</sup> cycle d'une Université française et les élèves des écoles françaises de gestion de 2<sup>e</sup> cycle peuvent se porter candidats. Les anciens étudiants ayant cessé de remplir ces conditions peuvent également concourir s'ils ont obtenu leur diplôme entre le 1<sup>er</sup> novembre 1984 et le 31 octobre 1987.



### CAISSE NATIONALE DES AUTOROUTES

Gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations

### Emprunts Août 1987

<b>Emprunt à taux fixe :</b> 1 milliard de Francs soit 200 000 obligations de 5 000 F Prix d'émission : 4 910 F	<b>Emprunt à taux révisable :</b> 1 milliard de Francs soit 200 000 obligations de 5 000 F Prix d'émission : 4 943 F
Taux nominal : 9,90 %	Taux d'intérêt : 8,735 %
Taux de rendement actuariel brut : 10,15 %	du 1 <sup>er</sup> coupon : payable le 14 septembre 1988
Durée : 15 ans	Coupons suivants : le taux d'intérêt annuel, fixé en un avant chaque échéance, sera égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement des emprunts d'Etat à long terme (TSAE) établis par la Caisse des Dépôts et Consignations pour les mois de juin et juillet précédant la fixation du coupon, diminué d'une marge de 0,60 % l'an.
Amortissement en trois tranches égales à partir de la treizième année.	Durée : 12 ans
	Amortissement en fine.

### Modalités communes aux deux emprunts :

Jouissance, règlement : 14 septembre 1987

Souscription auprès des Banques, de la Poste, des Caisses d'Epargne, des Agences de Change et des Comptes de Trésor. Une fiche d'information (prix C.O.B. n° 87-113 du 27/08/87) peut être obtenue sans frais auprès de la CNA, 56, rue de Lille - 75007 Paris et des Etablissements chargés du placement. Clôture sans préavis.

Souscrivez aux emprunts de la CNA pour l'extension du réseau français d'autoroutes.





# Economie

M. Balladur au « Club de la presse »

## « Je crois plus en l'homme qu'en l'Etat »

Confirmant son intention de privatiser une compagnie nationale d'assurances en décembre prochain, M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a par ailleurs profité du « Club de la presse » d'Europe 1, le dimanche 30 août, pour présenter un bilan plutôt satisfaisant de la conjoncture économique française. Il a indiqué que « notre croissance sera [en 1987] inférieure à 2 %, et la hausse des prix supérieure à 3 % ».

Interrogé sur la situation de l'économie française dix-huit mois après son arrivée rue de Rivoli, M. Edouard Balladur a souhaité éviter tout « sentiment d'euphorie ». « Dans la conjoncture actuelle, il y a des éléments favorables. Pour d'autres, nous n'en sommes qu'à la moitié du chemin », a-t-il expliqué.

Parmi les points positifs, le ministre d'Etat a évoqué « la baisse du déficit budgétaire, réduit de 45 milliards de francs en deux ans », « la réduction des impôts », évaluée aujourd'hui par lui à 62 milliards de francs. L'investissement « va mieux », sur le front des prix, « la désinflation est en marche » selon M. Balladur, qui a rappelé que l'écart avec l'Allemagne fédérale était passé, en cinq mois, de 3,9 points à 2,7 points.

Le ministre d'Etat a cependant reconnu que les ambitions affichées par le gouvernement pour 1987 ne pourront pas être réalisées. « Notre croissance sera inférieure à 2 %, la hausse des prix supérieure à 3 % », a-t-il annoncé. L'emploi et le commerce extérieur sont aussi deux points noirs persistants.

### Difficulté à vendre

A propos de l'emploi, le ministre d'Etat a déclaré que « les choses vont mieux depuis trois mois : le nombre des chômeurs a diminué de plusieurs dizaines de milliers ». Le déficit du commerce extérieur traduit notre « difficulté à vendre ». « Depuis 1980, nous avons perdu plus de 10 % de nos marchés, ce qui représente 100 milliards de francs, soit 2 points de production », a indiqué M. Balladur.

Pour expliquer la conjoncture économique actuelle et les révisions d'objectifs qu'elle entraîne, le ministre de l'économie a invoqué le problème de la durée. « Sur la habitation, on a dit une chose juste : c'est que deux ans, c'est moins bien que cinq ans ». Il a aussi rappelé que « beaucoup de pays étrangers révisent leurs perspectives de prix en hausse et de production en baisse ».

Constatant que « les Français ne sont pas très sensibles » aux baisses d'impôts (de 7 % en deux ans), le ministre de l'économie a reconnu que, « dans le même temps, la situation de la Sécurité sociale a nécessité des mesures d'augmentation de cotisations, des impôts nouveaux qui représentent [pour les particuliers] l'équivalent de cette somme ». S'il qualifie d'« excellent notre système de protection sociale », le ministre d'Etat estime qu'« il coûte cher en raison du chômage » : « Réduire le chômage de cent mille personnes représente ainsi une possibilité de récupérer 8 milliards de recettes en plus ou de dépenses en moins ».

« Réconforté par l'intérêt que suscitent » les privatisations, le ministre compte poursuivre son programme, « de manière raisonnable (...) ». Mon intention est de privatiser une compagnie d'assurances en décembre ». Mais le ministre, qui avait annoncé, en septembre dernier, la mise en vente des AGF, n'a pas encore fait son choix sur le premier assureur qui sera finalement privatisé. « J'ai décidé, a dit M. Balladur, pour ne faire aucune injustice, de désigner lundi les banques conseillers qui auront pour mission d'examiner la situation de l'UAP. Je ferai mon choix [entre l'UAP et les AGF] fin septembre ». Il n'exclut pas de privatiser les deux d'ici à mars prochain.

A propos du débat sur la répartition des plus-values potentielles des compagnies d'assurances, M. Balladur a expliqué qu'il avait « appliqué les recommandations de M. Mayoux et au-delà... ». « Les assurés auront 60 % des plus-values, les actionnaires 40 % ». Indiquant que le « rapport » de M. Mayoux, en fait « une lettre de six ou sept pages », serait désormais « à la disposition du public », le ministre de l'économie, en tant que responsable de l'épargne, a dit aux assurés : « Vous pouvez être tranquilles » ; aux actionnaires : « Vos droits seront préservés ».

### « Croyez-vous que j'aie cinquante-deux amis ? »

Toujours sur les privatisations, M. Balladur s'est défendu d'avoir cédé les entreprises nationales à des amis politiques. « Dans les nouveaux groupes, il y a 52 entreprises ou groupes. Croyez-vous que j'aie cinquante-deux amis ? », a demandé le ministre, ajoutant à ce sujet : « Quand je le peux, je diversifie le plus possible. Jusqu'à présent, j'ai fait en sorte qu'aucun groupe n'ait plus de deux participations ».

« Le débat sur l'investissement perd de son acuité », a, par ailleurs, estimé M. Balladur, qui a décidé de créer « une commission mixte pour étudier s'il y a matière à revoir la durée des amortissements », vult d'annoncer la publication prochaine d'un livre sur les privatisations et dont le titre sera *Je crois plus en l'homme qu'en l'Etat*.

## Eviter l'euphorie

UN ministre d'Etat qui garde la maison en l'absence du premier ministre et qui a les yeux fixés sur l'horizon 88, l'année des élections, ne peut que dresser un bilan positif de son action. M. Balladur a l'art de le faire sur un ton qui ne suscite pas le polémisme.

Les points positifs pour lui ne manquent pas. Les impôts ont diminué tant pour les particuliers que pour les entreprises. L'inflation est bien contenue, même s'il faut admettre enfin que les prix augmenteront de plus de 3 % cette année. On avait prédit pire avec la suppression de toute réglementation intervenue dès la fin de 1986. Le déficit budgétaire et la dette publique vont se réduire. Enfin, l'investissement semble reprendre.

« Il reste, il est vrai, la situation de notre commerce extérieur », reconnaît tout de même le ministre d'Etat, sur le ton du lion de la fable assurant qu'il lui est arrivé quelquefois de manger le berger. Malheureusement, il ne s'agit pas d'un paramètre quelconque dont les effets seraient sans importance pour l'ensemble de l'économie.

La balance commerciale est d'abord le signe de la capacité productive d'un pays. Le fait que, pour la première fois cette année, les échanges industriels de la France se trouvent en déficit devrait interdire à M. Balladur de parler d'amélioration. La situation est grave et il faut le dire. Les entreprises françaises ne sont pas compétitives et le déséquilibre commercial est devenu chronique. L'emploi — autre point noir admis par le ministre — en souffre.

En souffre aussi la confiance que les partenaires commerciaux peuvent avoir dans les capacités de redressement de la France. Les points positifs soulignés par le ministre d'Etat risquent de leur sembler précaires.

La réduction des déficits, la baisse des impôts, cela relève certes d'une volonté politique. Mais le gouvernement a été grandement aidé dans cette voie par les rentrées fiscales supplémentaires que lui a procuré le brusque effondrement des cours du pétrole qui a réduit les coûts des entreprises. Cette circonstance ne se renouvellera sans doute pas.

On ne saurait donc pour l'instant parler que d'embellie. Comment, au demeurant, se faire trop d'illusions quand M. Balladur lui-même annonce que la croissance « sera sans doute légèrement inférieure à 2 % » en 1987 alors qu'en début d'année, il espérait 2,8 %. Chacun sait qu'il en faudrait plus (au moins 3 %) pour que le pays — ses entreprises — crée plus d'emplois qu'il n'en est détruit. Nous n'en sommes pas là et le chômage continuera de peser sur les comptes sociaux dont le rééquilibrage nécessite des ponctions. Aussi élevées de l'aveu même du ministre, que les diminutions d'impôts. Il est vrai que là, ce sont les ménages qui en feront les frais. On comprend que M. Balladur ait commencé son exposé en affirmant qu'il fallait éviter tout sentiment d'euphorie.

FRANÇOIS SIMON.

## La privatisation des compagnies d'assurances

### Hésitations

« Mon intention est de privatiser une compagnie d'assurances » en décembre, M. Edouard Balladur, en rappelant, dimanche 30 août, ses intentions, veut mettre fin à la rumeur, insistante dans les milieux financiers, selon laquelle il aurait abandonné son projet de rendre au privé les sociétés d'assurances (UAP, AGF et GAN).

Deux séries de raisons avaient été invoquées pour scrochifier cette idée. Tout d'abord, la polémique née autour des restructurations en cours des compagnies d'assurances avait amené certains à estimer difficile l'opération de privatisation. M. Balladur a profité du « Club de la presse » d'Europe 1 pour faire une mise au point à ce sujet. Selon le ministre, les opérations de transferts de portefeuille et de répartition des plus-values potentielles entre assurés et actionnaires sont réalisées dans la « transparence » souhaitable en ce domaine.

Pour apprécier les projets de transferts auxquels il doit donner

son agrément, il avait demandé à M. Mayoux, l'ancien président de la Société générale, de lui définir des critères précis. Un rapport « oral » fait au ministre d'Etat avait permis à ce dernier de donner aux responsables des sociétés d'assurances des recommandations de manière à aller au-delà du « schéma » Mayoux. Celui-ci était cependant resté « secret ». Par souci de transparence, M. Balladur a annoncé, dimanche : « Si quelqu'un veut la lettre de M. Mayoux [une lettre de six ou sept pages], je la tiens à votre disposition de la façon la plus claire ».

Selon le ministre d'Etat, la répartition de 60 % des plus-values latentes en faveur des assurés et de 40 % en faveur des actionnaires est juste, pour les uns comme pour les autres. Cet aspect du problème ne serait plus, à ses yeux, un obstacle à la privatisation d'une société d'assurances.

Un autre facteur avait alimenté la rumeur d'un nouveau

report : la course à la privatisation qui se joue aujourd'hui dans la banque. Après la Société générale, privatisée au début de l'été, les deux autres grandes banques (la BNP et le Crédit lyonnais) multiplient les pressions pour être à leur tour privatisées. Rue de Rivoli, le choix apparaît difficile. Si le plan financier, il serait préférable de vendre d'abord la BNP. Sur le plan politique, certains s'interrogent sur la capacité de « nuisance » politique de M. Jean-Maxime Lévesque, le président du Crédit lyonnais, si sa banque n'était pas remise au privé avant les élections. L'une et l'autre des deux banques craignent enfin si elles restent publiques d'être handicapées par rapport aux deux autres privatisées.

M. Edouard Balladur veut donc privatiser une société d'assurances. Mais il n'a pas encore arrêté son choix. Il le fera en septembre. Décidément, sur ce dossier, le ministre manque un peu d'assurance.

E. L.

## Un bilan des dix premières sociétés privatisées

### Les cours des entreprises industrielles ont plus progressé que ceux des banques

Dès le mois d'octobre, la Compagnie financière de Suez et Matra marqueront le début de la deuxième vague de privatisations, à laquelle s'ajouteront, peut-être, une compagnie d'assurances au mois de décembre et une autre l'an prochain, a annoncé le ministre des finances, M. Edouard Balladur. A quel prix seront vendus les titres, et surtout comment attirer les actionnaires dans un marché boursier plutôt incertain ? Autant de questions qui se posent après les performances des dix premières sociétés privatisées.

A l'évidence, il semble que l'euphorie des débuts ait largement disparu, et que les valeurs financières soient plus touchées par cette désaffection que les industrielles.

Tout d'abord, la prime à l'émission, c'est-à-dire le gain enregistré le

cotation a été nettement supérieur pour les dernières privatisées. Le cours monte donc beaucoup moins.

A ce phénomène psychologique s'ajoute une autre raison plus pragmatique : ce ne sont pas les premiers cours cotés qui sont plus bas, mais les prix d'offres qui deviennent plus élevés au fur et à mesure des introductions. « Saint-Gobain a été privatisé à un prix très attractif, tandis que la Société générale a été proposée à son prix », estime un gérant de portefeuille. De même pour TF1. Alors que la charge introductrice estimait à 140 F le prix de l'action, la Commission de la privatisation a arrêté le prix à 165 F.

Aux primes qui diminuent avec le temps, s'ajoutent des parcours boursiers très différents. La meilleure performance revient à Saint-Gobain qui se détache avec 58,8 % de

ments qui pâtissent de la hausse des d'intérêts. Bien qu'ayant enregistré des scores appréciables dans un marché en baisse depuis la mi-août, la Sogefal, la Société générale et la BTP sont revenues en dessous de leurs premiers cours cotés. Il en est de même pour Paribas. Sa récente augmentation de capital de 4 milliards de francs a également pesé sur les cours. Seuls, le CCF et la BIMP se sont distingués avec respectivement 33 % et 27 % de hausse. Le CCF en raison de l'intérêt qu'il suscite auprès de firmes récemment entrées dans son capital et la BIMP pour son caractère de banque spécialisée.

Comment donc séduire les petits porteurs en leur proposant encore une valeur financière, Suez ? D'autant que certains ne pourront s'empêcher de se référer aux perfor-

	Prix OPV (Offre pub. net)	Date OPV	Nombre de titres reçus (en millions)	Nombre d'actionnaires (en millions)	Premier jour de cotation	Premier cours	Prime à l'émission (en %)	Cours au 28 août	Variation par rapport à OPV
Saint-Gobain ..	310	24-11-86	10	1,547	24 déc. 86	369	+ 19,8	492,50	+ 58,8 %
Paribas .....	405	19-01-87	4	3,804	12 fév. 87	498	+ 18,5	462	+ 9 %
Sogefal .....	125	09-03-87	6	0,850	9 avril 87	225	+ 80,0	134	+ 7,2 %
BTP .....	130	06-04-87	1	1,830	27 avril 87	176	+ 35,3	142	+ 9,2 %
(Banque des pays)									
BIMP .....	140	21-04-87	1,5	0,523	11 mai 87	176	+ 21,5	178	+ 27,1 %
(Repart. univ. part.)									
CCF .....	107	27-04-87	10	1,690	22 mai 87	125	+ 16,8	142,50	+ 33,1 %
(Cofin. comm. franc)									
CGE .....	290	11-05-87	10	2,237	3 juin 87	323	+ 11,4	344	+ 18,6 %
(Comp. gén. électr.)									
Agence Havas ..	590	25-05-87	3	0,730	10 juin 87	540	+ 8,0	547	+ 9,4 %
Société générale ..	407	15-06-87	10	2,298	9 juil. 87	432	+ 6,0	429,70	+ 5,5 %
TF1 .....	165	29-06-87	10	0,415	24 juil. 87	178	+ 7,8	185	+ 12,1 %

premier jour de cotation par rapport à l'offre publique de vente (OPV), a largement diminué au fil des introductions. Ainsi, pour les trois dernières, l'Agence Havas, la Société générale et TF1, les plus-values réalisées au premier jour ont été inférieures à 10 % (voir tableau), contrairement à leurs devancières. Le record est détenu par la Sogefal avec une hausse de 80 %.

Deux explications sont avancées pour justifier cet essoufflement. L'une est paradoxale. Elle résulte du succès des premières OPV, avec pour conséquence le nombre de titres reçus par chaque actionnaire. Les extrêmes étant la Banque des travaux publics (BTP), une action, et la Banque industrielle et mobilière privée (BIMP), une action et demi. Quand le souscripteur s'est vu attribuer ses dix titres demandés, comme ce fut le cas pour TF1, la Société générale, la Compagnie générale d'électricité (CGE) et le Crédit commercial de France, il s'est interrogé. Le placement a-t-il été un échec puisqu'on en cède de telles quantités ? Les petits porteurs, alors, préfèrent vendre plus rapidement leurs titres. Le retour de papiers lors des premiers jours de

hausse au 28 août par rapport à son prix d'offre. La firme bénéficie de l'intérêt du public pour les groupes industriels. Il en va de même pour la CGE, qui, après un départ relativement lent, s'octroie 18 % de mieux.

### Attirer le chaland

En revanche, les valeurs financières sont mal perçues par les actionnaires. Beaucoup les assimilent, souvent à tort, à des établisse-

ments boursières de Paribas. Quant à Matra, comme pour Havas, le futur acquéreur aura pour point de référence la lecture des cours déjà existants. Faudra-t-il pour attirer le chaland proposer un prix d'offre assez bas quitte à être accusé de brader les sociétés ? « De toute façon, affirme un commissaire, les privatisés trouveront toujours des acquéreurs chez les institutionnels ou chez les étrangers qui n'ont jamais reçu le nombre de titres demandés ».

DOMINIQUE GALLOIS.

## AGRICULTURE

### Dans les Côtes-du-Nord

### Après une mauvaise récolte de blé des agriculteurs accusent les semences

Il y a bien longtemps qu'une mauvaise récolte n'est plus imputable à la fatalité. Si l'année a été désastreuse, l'agriculteur veut en connaître les causes, afin d'être mieux armé, la saison suivante, pour répondre à de mauvaises conditions climatiques, à la multiplication d'insectes ou de champignons.

Dans les Côtes-du-Nord, les moissons en cours seront, de l'avis des cultivateurs, catastrophiques. Dès la fin du mois de juillet, ceux-ci avaient constaté que le blé présentait un aspect inhabituel : beaucoup d'épis n'avaient pas de grains. En conséquence, les rendements, qui atteignaient 100 quintaux à l'hectare dans certaines régions les années précédentes, ne dépassent pas 10 quintaux dans nombre d'exploitations.

Pour les agriculteurs, le coupable serait la semence, une variété dite « Moulin », qui, jusqu'ici, avait pourtant donné toute satisfaction. Le temps humide de cette année ne conviendrait pas à cette semence, pourtant présentée dans la notice publicitaire sous la mention : « Donne d'excellents résultats en toutes conditions ».

Aussi, près de six cents agriculteurs, coopératives et groupements, ont décidé de saisir la justice et, dans un premier temps, ils ont demandé au juge des référés du tribunal de grande instance de Paris de

désigner des experts. A l'audience du mardi 25 août, M. Marie-Aline Michel, conseil des agriculteurs, avait assigné toutes les coopératives et les entreprises intervenant dans la chaîne de distribution de la semence « Moulin » et notamment les établissements Florimond Desprez, représentant, en France de la société britannique National Seed Development Organisation, « obtenteur » de la variété, les sociétés Verneuil Semences, Prima Sem, Belloy, Monthéour, Sem Diffusion, Union Nickerson et CAF Apro.

### Séparer le bon grain de l'ivraie

Sans s'opposer à la désignation des experts, les avocats de ces sociétés ont présenté des réserves et, parmi eux, M. Jacques Frouin s'est élevé contre les poursuites que les agriculteurs envisagent d'engager : « Nous ne sommes pas une firme automobile, il n'y a pas d'obligation de résultat. On se plaint ici de mauvais rendements mais d'autres ont eu d'excellents résultats ».

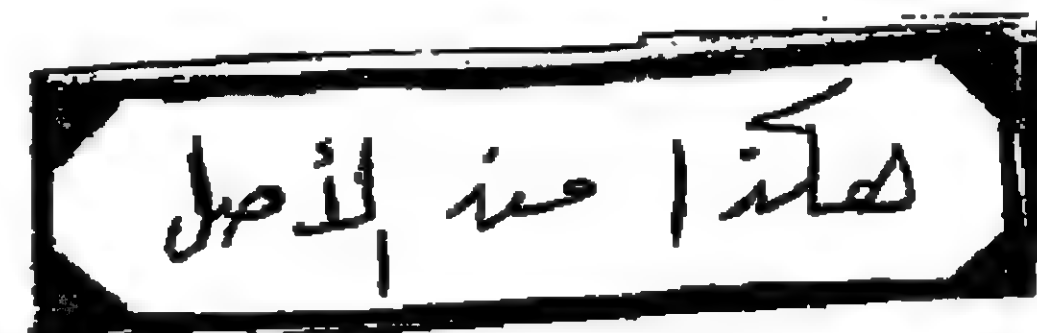
Les distributeurs de semences estiment que la variété « Moulin » ne peut être incriminée puisque, selon les situations géographiques et les conditions de culture, des résultats variables ont été obtenus. A

leurs yeux les agriculteurs sont seulement victimes des conditions climatiques de cette année et les avocats des sociétés faisaient état de leurs craintes de voir se développer « une affaire bretonne » en soulignant que le magistrat nomme un expert « qui échappe au milieu local ».

Judi 27 août, M. Jean-Marie Desjardin, vice-président au tribunal de grande instance de Paris, désignait M. Joël Guillard, de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) et M. Maurice Estevenon, expert agricole près la cour d'appel de Rennes. Ces deux spécialistes ont jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1988 pour séparer le bon grain de l'ivraie puisque l'ordonnance précise qu'ils devront « dans la mesure du possible, préciser l'origine des faits constatés (...) et en expliquer les causes ».

Si les semences se révélaient responsables, les agriculteurs engageraient un procès devant le tribunal de Paris et pourraient invoquer le « vice caché » ou la « publicité mensongère », deux notions juridiques délicates à manier en matière agricole et qui donneront lieu à de longs débats. Mais, d'ores et déjà, près de trois cents agriculteurs du Finistère envisagent de se joindre à la procédure.

MAURICE PEYROT.



**Le Monde**  
sur minitel

**C'EST LA RENTRÉE :**  
**CONSULTEZ VOTRE PORTEFEUILLE**  
36.15 TAPEZ **LEMONDE**



## Economie

### AFFAIRES

Le tribunal de commerce entérine le plan de restructuration

## Les collectivités locales subventionneront les chantiers navals du Havre

ROUEN  
de notre correspondant

Le plan de restructuration de la réparation navale au Havre, qui prévoit la fusion des anciennes sociétés en dépôt de bilan, ARNO (Ateliers réunis du Nord et de l'Ouest) et la COGER (Compagnie générale d'entretien et de réparation), vient d'être entériné par le tribunal de commerce du Havre.

L'accord des juges consulaires était suspendu à celui donné, le 25 août, par la ville du Havre qui apportera sa part au montage financier de l'opération aux côtés d'autres collectivités, de la chambre de commerce et d'industrie du Havre, du conseil général de Seine-Maritime et du conseil régional de Haute-Normandie. Pendant trois ans, la région et le département apporteront chacun 2,5 millions de francs, la ville du Havre 2 millions de francs et la CCI 0,5 million de francs, ce qui fait un total de 22,5 millions de francs. Une aide de l'Etat s'élève

sur la même période à 20 millions de francs est prévue.

La nouvelle société emploiera 140 personnes sur les 600 que comptait encore les deux entreprises en 1986. Parallèlement, seront constituées deux entreprises pour la peinture (70 salariés) et la réparation des conteneurs (50 salariés). L'actionnaire principal sera un holding constitué par la SNACH (Société nouvelle des ateliers et chantiers du Havre) avec 59 % des parts et la CGM (Compagnie générale maritime) avec 41 % des parts.

### Sursis ou relance ?

Afin de ne pas trop enfreindre les règles communautaires sur les aides à l'industrie navale, les subventions seront perçues par le port autonome du Havre qui accordera alors des rabais sur l'utilisation de ses installations (dock flottant, formes de radoub) par la nouvelle société.

La mise en point de ce plan de sauvetage a suscité de nombreuses

controverses. Si le conseil régional de Haute-Normandie, présidé par M. Roger Fossé (RPR) et le conseil général de Seine-Maritime présidé par M. Jean Lecanuet (UDF), ont rapidement donné leur aval au projet en juin dernier, en revanche, la municipalité du Havre dirigée par le maire communiste, M. André Duron, a tardé à répondre, marquant sa désapprobation avec la méthode employée. Devant le conseil général, les élus communistes du Havre avaient déjà regretté « l'absence de volonté politique de la France d'avoir une filière maritime » et ils avaient refusé de prendre part au vote.

Sursis ou relance sur des bases saines pour la réparation navale au Havre ? Pour M. Antoine Ruffin, député RPR et vice-président du conseil général, le plan proposé, dont il est l'artisan, « représente l'ultime chance susceptible de maintenir un outil indispensable pour un grand port commercial avec ceux d'Europe du Nord ».

ETIENNE BANZET.

### Prouvost : la famille ne détient plus que 13 % à 15 % du capital

La participation des familles Prouvost et Leclercq dans le capital de Prouvost, qui était encore de 22 % à 24 % le 19 août, a baissé ces derniers jours : elle ne serait plus comprise qu'entre 13 % et 15 %, selon les dernières informations dont le groupe textile dispose.

Contrairement à ce qui s'était produit pendant la première quinzaine d'août, les deux familles ont vendu leurs titres en Bourse. Auparavant, rappelle-t-on, seule une partie de la famille Prouvost avait cédé en bloc quelques-uns de ses titres (8 % environ).

La part de Vitos-Etablissements Vitoux, qui était déjà montée de 15 % à 17 % environ, s'établirait désormais à 19 %. Dès lors, le président de Prouvost, M. Christian Dervey, conforte sa position dans le groupe : par le biais de Vitos-Etablissements Vitoux et de la SAFIT (deux holdings qu'il contrôle) il espère avoir la maîtrise de 34 % à 35 % de Prouvost.

Comme les grandes manœuvres de ces derniers jours le laissent penser, il aurait donc la majorité de blocage dans le groupe lauréat, alors que l'on ne sait toujours pas si le président des Chargeurs SA, M. Jérôme Seydoux, a dépassé de son côté le seuil des 33,33 %.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



#### DISTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES

Conformément à l'autorisation reçue de l'Assemblée générale extraordinaire du 29 juin 1987, le Conseil d'Administration d'AVENIR réunit le même jour a porté le capital social de 13 122 700 F à 52 490 800 F, par incorporation de primes d'émission et de fusion.

Cette augmentation est rémunérée par la création de 787 362 actions nouvelles de 50 F nominal chacune.

L'attribution se fait à raison de TROIS actions nouvelles pour UNE ancienne. Du fait de cette augmentation, le capital d'AVENIR sera représenté par 1 049 816 actions de 50 F nominal chacune.

Les opérations d'attribution gratuite des actions nouvelles seront réalisées automatiquement à partir du 7 septembre 1987, sans intervention des actionnaires qui seront informés par l'établissement gestionnaire de leurs titres de nouveau nombre d'actions décomptées.

Dès cette date, la cotation de la Bourse de Paris tiendra compte de la création des nouvelles actions.

Il est, en outre, rappelé que le paiement du dividende dû au titre de l'exercice 1986 interviendra le 3 septembre prochain.

Le Monde

### PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

### A TRAVERS LES ENTREPRISES

#### L'ultime déficit des chemins de fer japonais

Les chemins de fer japonais (JNR), qui ont été privatisés le 1<sup>er</sup> avril dernier, ont enregistré au cours de leur ultime exercice un déficit de 9,67 millions de dollars (59 millions de francs) inférieur de 3,2 millions de dollars à la perte de l'année précédente en raison des 48 600 licenciements intervenus en 1986. Le déficit cumulé des JNR en trente-huit ans d'existence s'élève à la somme astronomique de 108,4 milliards de dollars (661 milliards de francs). Le gouvernement japonais avait décidé de diviser les chemins de fer nippons en sept sociétés privées pour mettre fin à ce déficit chronique.

#### Un distributeur du Nord relance la publicité comparative

La société Boulanger, numéro un de l'électro-ménager dans le Nord-Pas-de-Calais, relance la publicité comparative en affichant dans ses trente-huit magasins le prix de ses concurrents les plus proches pour chaque article mis en vente. A cette fin, une quarantaine d'enquêteurs effectuent quotidiennement un relevé de prix chez les concurrents situés à une vingtaine de minutes en voiture de chaque magasin Boulanger. La comparaison ne porte que sur des produits strictement identiques et sur la totalité de ceux mis en vente dans chaque magasin Boulanger. La chaîne de magasins fonde la légalité de sa campagne sur un arrêt de la Cour de cassation de juillet 1986 qui affirme que la publicité comparative n'est pas illicite s'il s'agit de produits comparables.

#### Mobil cède son siège social à un groupe japonais

Mobil Corp., deuxième groupe pétrolier américain, vient de vendre le droit au bail de l'immeuble qui abrite son siège social à New-York (vingt-six ans restent à courir) à un groupe japonais, Hiro Real Estate Company. Le prix de cession n'a pas été révélé, mais des observateurs spécialisés l'évaluent à 250 millions de dollars. Hiro Real Estate a déjà acheté, au cours des dernières années, trois ensembles de bureaux dans Manhattan. Mobil, qui doit installer son siège social à Fairfax (Virginie), occupera encore pendant trois ans la tour de quarante-deux étages (135 000 m²), qui appartient à la famille Golet. Cette cession intervient après la vente par Exxon, en décembre dernier, de son immeuble new-yorkais à un autre groupe japonais, Mitsui Fudosan, pour 610 millions de dollars. — (UPI).

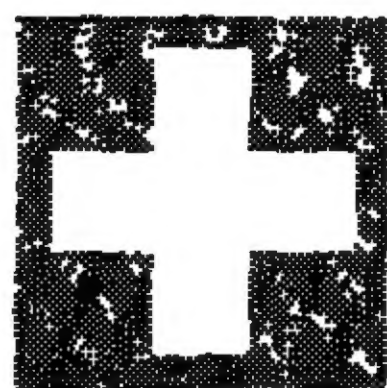
#### Ferruzzi achète l'amidon de l'américain CPC

Le groupe italien Ferruzzi a acheté pour plus de 800 millions de dollars (3,6 milliards de francs), le secteur européen de l'amidon de la société américaine CPC. Le chiffre d'affaires de CPC-Produits pour l'industrie a atteint en 1986 environ 1 milliard de dollars. La société s'appellera désormais Cerastary-Groupe Ferruzzi. Elle possède treize unités de production en Europe occidentale et un centre de recherche à Vilvoorde (Belgique) et fera de Ferruzzi le premier producteur européen d'amidon et de glucose.

Tous ces titres ont été vendus. Le présent avis est publié pour mémoire seulement.

20 août 1987

8 000 000 d'actions



The Helvetia Fund, Inc.

Actions ordinaires

Kidder, Peabody & Co.  
Incorporated

Alex. Brown & Sons  
Incorporated

Smith Barney, Harris Upham & Co.  
Incorporated

Bear, Stearns & Co. Inc.	The First Boston Corporation	Donaldson, Lufkin & Jenrette Securities Corporation	Drexel Burnham Lambert Incorporated
A. G. Edwards & Sons, Inc.	Hambrecht & Quist Incorporated	Lazard Frères & Co.	PaineWebber Incorporated
Prudential-Bache Capital Funding	L.F. Rothschild & Co. Incorporated	Salomon Brothers Inc	Shearson Lehman Brothers Inc.
Wertheim Schroder & Co. Incorporated	William Blair & Company	EuroPartners Securities Corporation	
ABD Securities Corporation	Advest, Inc.	Arnhold and S. Bleichroeder, Inc.	Robert W. Baird & Co. Incorporated
Bateman Eichler, Hill Richards Incorporated	Blunt Ellis & Loewi Incorporated	Cable, Howse & Ragen Incorporated	Cowen & Co. Dain Bosworth Incorporated
Daiwa Securities America Inc.	Eberstadt Fleming Inc.	Eppler, Guerin & Turner, Inc.	First Albany Corporation
First of Michigan Corporation	Hottinger Brothers & Co., Inc.	Howard, Weil, Labonisse, Friedrichs Incorporated	
Janney Montgomery Scott Inc.	Johnson, Lane, Space, Smith & Co., Inc.	Ladenburg, Thalmann & Co. Inc.	
Cyrus J. Lawrence Incorporated	Legg Mason Wood Walker Incorporated	McDonald & Company Securities, Inc.	Morgan Keegan & Company, Inc.
Neuberger & Berman Incorporated	Piper, Jaffray & Hopwood Incorporated	The Robinson-Humphrey Company, Inc.	Rothschild Inc. Sutro & Co. Incorporated
Tucker, Anthony & R. L. Day, Inc.	Underwood, Neuhaus & Co. Incorporated	Wheat, First Securities, Inc.	
Birr, Wilson Securities, Inc.	The Chicago Corporation	R. G. Dickinson & Co.	Dominion Securities Corporation
Gruntal & Co., Incorporated	Johnston, Lemon & Co. Incorporated	Josephthal & Co. Incorporated	The Milwaukee Company
Morgan, Olmstead, Kennedy & Gardner Incorporated	Newhard, Cook & Co. Incorporated	Parker/Hunter Incorporated	Raymond James & Associates, Inc.
Richardson Greenshields Securities Inc.	Sanyo Securities America Inc.		Stifel, Nicolaus & Company Incorporated
Wedbush Securities, Inc.	Wood Gundy Corp.	Branch, Cabell and Company	Jesup & Lamont Securities Co., Inc.
Keane Securities Co., Inc.	Oberweis Securities, Inc.		Raffensperger, Hughes & Co. Incorporated
R. Rowland & Co. Incorporated	Scott & Stringfellow, Inc.		Edward A. Viner & Co., Inc.











ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINTEL
3 Après la reconquête d'Azou par les Libyens. 4 Les leçons du putsch avorté aux Philippines. 5 Mexique : la succession de M. de la Madrid. 6 La visite de M. Chirac au Canada.	7 M. Chirac à Saint-Pierre-et-Miquelon. — M. François Léotard renonce à sa propre candidature. 8 La multiplicité des candidatures au PS : M. Michel Rocard cherche à calmer le jeu.	9 L'affaire Gordji. 11 Convention évangélique en Meurthe-et-Moselle. <b>SPORTS</b> 10 Athlétisme : les championnats du monde. 11 Sports équestres : Pierre Durand, champion d'Europe.	12 Ouverture de la 42 <sup>e</sup> Mostra du cinéma à Venise : Maurice, film de James Ivory, la mort de Lee Marvin. 13 Madonna à Soex. 16 Communication : l'université d'été de Carcassonne-Mauboussin.	34 M. Ballardur au « Club de la presse ». — Un bilan des dix premières privatisations. 35 Les collectivités locales subventionneront les chantiers navals du Havre. 36 La rentrée sociale. 36-37 Marchés financiers.	Abonnements ..... 38 Météorologie ..... 15 Mots croisés ..... 15 Carnet ..... 16 Loto sportif ..... 16 Radio-télévision ..... 15 Annonces classées ..... 17 à 30 Loto ..... 15 Spectacles ..... 14	• Minijournal chaque matin, JOUR. • La semaine du méditerranéen, MUS. • 11 h-14 h 30 : rendez-vous à la Bourse de Paris, BOURSE. Actualité Sports, International, Jeux, Cinéma, Bourse. 3615 Tapez LEMONDE

## La situation en Nouvelle-Calédonie

## Ouverture de la campagne pour le référendum d'autodétermination

La campagne électorale en vue du référendum d'autodétermination a officiellement débuté, le dimanche 30 août à minuit (heure locale), en Nouvelle-Calédonie, pour s'achever deux jours avant le scrutin soit, le 11 septembre. Les premiers bureaux électoraux ont aussitôt fait leur apparition reproduisant les consignes de vote des trois partis politiques habilités par la commission de contrôle — composée de magistrats — à participer à la campagne officielle : « Votez bleu, votez la France » pour le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), « Ne votez pas » pour Libération kanak socialiste (LKS) — parti indépendantiste modéré préconisant, comme le FLNKS, le boycott de la consultation — et, enfin, « Non à l'autodétermination » pour le Front national (FN). Quatre autres formations politiques ont vu leurs candidatures rejetées par la commission de contrôle en raison de l'insuffisance de leur représentativité dans les institutions locales : le Comité d'action patriotique, l'Association pour le renouveau calédonien, le

Front calédonien, et le Parti fédéral kanak d'OPAO.

De son côté, le Front de libération kanak et socialiste (FLNKS), conformément à sa consigne de boycotter la station RFO-Nouméa considérée comme « parisienne », a décidé de rester en marge de la campagne audiovisuelle.

La situation est calme sur l'ensemble de l'archipel — du point de vue de l'ordre public — mais reste marquée par une guerre des nerfs en raison de la menace permanente du FLNKS d'organiser des affrontements à Nouméa. Par mesure préventive, les autorités ont pris le parti de boucler des quartiers entiers. Lundi, deux escadrons de gendarmes mobiles ont pris à nouveau position autour du quartier de Montreuil, fief indépendantiste. Par ailleurs, l'Union des syndicats des travailleurs kanaks et des exploités (USTKE) — affiliée au FLNKS — a appelé à une journée de grève pour mardi 1<sup>er</sup> septembre, à l'occasion de la Journée internationale pour la paix et le désarmement, décrétée par la Fédération syndicale mondiale (FSM).

## LIBAN

## L'agitation contre la vie chère s'étend en province

Pour la première fois depuis huit ans, M. Nabih Berri, chef du mouvement Amal, se trouve au Liban sud, bastion de la communauté chiite. Il devait participer, le lundi 31 août, à plusieurs cérémonies à la mémoire de l'imam Moïssa Sadr, le fondateur d'Amal, disparu en 1978 en Libye, tandis que l'agitation contre la vie chère fait tache d'huile dans plusieurs villes de province.

BEYROUTH  
de notre correspondant

Une journée de manifestations, samedi, à Beyrouth. Salda et Rachaya : une journée de grève, lundi, à Beyrouth-Ouest, en mémoire de l'imam Moïssa Sadr, un appel à des sit-in pour mardi en secteur musulman : malgré une pause relative, l'agitation émeutière suscitée par la paupérisation accélérée d'une bonne moitié de la population libanaise n'est pas terminée.

D'autant que le secteur chrétien commence à s'associer timidement à la protestation tout en se démarquant de la violence. Il organise, ce lundi matin, une marche pacifique à Achrafieh.

Alors que la communauté chiite s'apprête à commémorer la fête de l'Achoura, propice à l'exaltation populaire, la semaine qui s'ouvre au Liban est pleine d'embûches.

Décidé à éviter que cette situation entraîne des développements imprévisibles, le premier ministre par intérim, M. Selim Hos, ne parvient ni à

■ Accrochages au Sud. — Des accrochages se sont déroulés samedi dans le sud du Liban, à la frontière de la zone de sécurité établie par Israël, entre soldats israéliens et miliciens de l'Armée du Liban Sud (ALS), créée et armée par Israël d'une part, et combattants chiites libanais, d'autre part. Le bilan de ces combats, près du village de Vateh, diffère selon les sources. Les israéliens affirment avoir tué quatre combattants libanais. Un officier de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) a pour sa part fait état de quatre morts dans le bombardement d'un poste tenu conjointement par les israéliens et l'ALS. Enfin, la Résistance nationale libanaise affirme avoir tué huit soldats israéliens dans une embuscade tendue dans la zone de sécurité israélienne. — (AFP-Reuter.)

## Sur le vif

## Mademoiselle Claude

Vous avez vu ce qui m'arrive ? Je me tire un mois... en fait un peu plus, tout le monde a le droit de prendre des vacances, et à mon retour qu'est-ce que je trouve ? Ma place est prise. Non, pas ici, pas en haut à droite, à la sortie du journal, pas du tout. À Matignon. Et par qui ? Par la propre fille de mon Jacquot. Elle s'appelle Claude, en plus, ça c'est lui ! Et elle y va de ses conseils, de ses angélismes, de ses admonestations. Marie-France Geraud, épouse du futur maire de Paris, c'était rien à côté ! Qu'est-ce qu'elle doit râler aussi, celle-là.

Surtout que l'autre n'y va pas de main morte : — Ecoute papa — parce qu'elle le tutoie, — si tu dégringoles dans les sondages, cherche pas. C'est rapport à ton look. Et à ta bande son. Ça fait ringard, tu peux pas savoir. Va falloir me rajouter tout ça. Tes costards, terminés, c'est plus marrant que les achetés, c'est moi ; tennnis, jean et sweats. Laisse-moi faire, je vais te décrocher un interview dans Podium et un passage à NRJ.

Et si ils me posent des questions, qu'est-ce que je réponds ?

— Que la musique sur l'ex-6, l'adore ça. C'est super, c'est

extra. Pas c'est « textra », attention, fais gaffe à tes fautes. Quant à Madonna, je vais essayer de te le récupérer. Sa tournée européenne est réglée depuis des mois au détail près, mais, bon, c'est pas parce que ni Maggie ni la reine de Hollande n'ont pensé à prendre le thé avec elle, que toi, tu peux pas. Ah ! dis donc, quand tu la remercieras pour son aide dans la lutte contre le SIDA, emploie pas ce mot-là.

— Laquelle ?

— Ah, ça veut dire SIDA en anglais. Elle croit que tu crois qu'elle l'a.

Naturellement ça n'a pas manqué ! Pauvre Jacquot, pauvre chéri, il est tellement tourné-boulé par tous ces pukahés en série, en cascade, qu'il en a oublié de changer de chaussettes le jour où il est allé faire le zigmor à Podium. Mes enfants n'ont pas raconté : parait que c'était d'une force ! Il avait un valetman aux oreilles et des mi-bas de fil noir dans ses baskets. Toute la France rigolait devant son écran de télé. La colère qu'elle a piquée, sa garce de fille : Puisque c'est comme ça, la petite culotte rose de Madonna, tu peux toujours te l'accrocher, tu l'auras pas. Ça t'apprendra !

CLAUDE SARRAUTE.

## TUNISIE : après la mort de six militants islamistes

## La Ligue des droits de l'homme demande l'ouverture d'une enquête

TUNIS  
de notre correspondant

La Ligue tunisienne des droits de l'homme a publié, dimanche 30 août, un communiqué exprimant sa « profonde préoccupation face à la dégradation de l'état des droits de l'homme et des libertés publiques en Tunisie au cours de l'année 1987, et plus particulièrement au cours des derniers mois ».

Le comité directeur de la Ligue, qui réunit toutes les sensibilités politiques du pays, indique qu'il a été saisi de plaintes confirmées par des avocats « faisant état de tortures subies par des prisonniers membres du Mouvement de la tendance islamique (MTI) » et qu'il dénonce « ces pratiques utilisées au nom de la défense de l'Etat de droit et que l'Etat de droit condamne ». Il

réclame à ce propos l'ouverture d'une enquête pour étudier « les circonstances des décès suspects » de six militants islamistes et d'un militant syndicaliste (1). « afin que toute la lumière soit faite sur ces affaires et que les responsabilités soient délimitées ».

La Ligue dénonce, d'autre part, « les violations de domicile à l'occasion des perquisitions collectives effectuées au cours de ces dernières semaines », « les arrestations abusives de parents des personnes recherchées » et « les atteintes à la liberté vestimentaire » (après l'interdiction du port de la tenue islamique faite aux fonctionnaires). Elle met aussi l'accent, sans toutefois se référer explicitement à la création des « comités de vigilance » du Parti socialiste destourien, sur la nécessité que « la responsabilité du

maintien de l'ordre » demeure « du ressort exclusif des agents de l'Etat ».

Après avoir souligné son attachement à la Constitution, au régime républicain, à l'Etat de droit et à une société moderne et tolérante, la Ligue rappelle, à la veille de la reprise du procès du MTI, que « le respect des lois, l'indépendance de la magistrature, la sérénité de la justice, ainsi que l'élargissement de l'espace des libertés sont les meilleurs garants de la pérennité du régime républicain ».

MICHEL DEURÉ.

(1) Il s'agit, selon le communiqué, de MM. Taoufik Marzouki, Abdessattar Trabelsi, Moncef Zarrouk, Khalil Ben Salah Khilfi, Anouar Ben Jaouad, Mohamed Ali Nefzi et Nabil Barkati.

## « Opération marée noire »

NOUMÉA  
de notre envoyé spécial

Dans les jours précédents, la rumeur avait transpiré : ce week-end, le FLNKS allait à la plage pour ce qu'il appelait lui-même « opération marée noire ». Dès le samedi matin 29 août, dans la salle opérationnelle du haut commissariat, on voyait des messieurs gravement penchés sur la carte baignoire de Nouméa, dressant des plans de bataille, étudiant soigneusement les accès et les issues. Samedi à midi, la plage de la baie des Citrons, la grande plage de Nouméa, était interdite à la circulation. Mais de Canacques point. Le sable demeurait blanc.

C'est à l'aube de dimanche qu'arrivent soudain, en petits groupes anodins, quelque trois cents baigneurs indépendantistes. Sur leurs talons se déploient les CRS qui rebouclent le quartier. Et les mains dans les poches, voici enfin de singuliers surveillants de baignade, parmi lesquels on reconnaît Claude Saran, président du Front calédonien (extrême droite), et une poignée de ses militants. « Nous, on restera là tant qu'ils resteront. Ils

ne nous chasseront pas. Ni d'ici, ni d'ailleurs. » « Il est anormal, renchérit une militante, que des gaminiers qui travaillent tous les jours ne puissent pas venir se baigner, alors que ces bédouins (geste circulaire), ils ne travaillent pas de la semaine. »

Mais attention ! les militants du Front calédonien trouvent parfaitement normal que des Canacques, le temps d'un dimanche, investissent la plage des Citrons. « S'ils venaient tous les dimanches, ce serait très bien. » C'est le dispositif policier — interdisant aux voitures mais pas aux piétons l'accès de la plage — qui suscite leur colère. « Alors si les Européens ne peuvent plus aller se baigner... »

Indifférents à ces débats, les Canacques entament leur diurne partie de volley-ball, tandis que s'installe le marchand de glaces qui, avec sa cariole, a réussi à faire fondre les CRS.

Vers 15 heures enfin, repli en bon ordre du commando-baignade qui, de chaque côté de la route, regagne sagement la banlieue de Montreuil. Le front de mer est pacifié.

D. S.

## BOURSE DE PARIS

## Matinée du 31 août

## Encourageante

La Bourse de Paris démarre cette semaine doucement à la hausse. Après avoir ouvert avec 0,06 %, la progression en matinée était de + 0,21 % en matinée.

Hausse de Bati Investissement (+ 3,07 %), de Prouvost (+ 2,97 %), Parisienne de Récompense (+ 2,82 %), Prêt à l'usage, Bail Equipement et Bis. Repli du Cétélem (- 3,77 %), de la SFIM, de Hachette et de OPFI Paribas.

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	488	490	488
Agache-Viel	547	547	550
Air Liquide (L)	708	708	701
Banque (Cib)	778	778	777
Bouygues	2226	2231	2231
Bouygues	1230	1230	1230
B.S.N.	5240	5240	5250
Carrefour	1287	1287	1287
Chausson S.A.	1887	1887	1887
Club Méditerranée	680	680	683
Esso (Ecl)	...	...	...
ELF-Australie	...	...	...
Emile	3942	3942	3942
La France-Capital	1523	1512	1548
Lyon, des Eaux	342	343	346 50
Midi (Cib)	...	...	...
Midi-Hennessy	2889	2889	2888
Navig. Maritimes	1128	1146	1138
Oréal (L)	...	...	...
Paroquet-Ricard	964	964	964
Pingpong S.A.	482 50	482 50	482 50
Saint-Gobain	778	778	778
Saurat	527	526	528
Thomson-C.S.F.	...	...	...
Toutat-C.F.P.	2089	2070	2085
Vallo	660	664	656

## PREPA H.E.C.

Bacheliers C et D.  
Classe spéciale pour bacheliers B.  
Taux confirmé de réussite depuis 11 ans.  
PREPARATION COMMERCIALE SUPERIEURE  
PCS  
48, rue de la Fédération  
75015 Paris  
Tél. : (1) 45 66 59 93

## ESAM

bacheliers + 2 langues  
breveté de droit européen avant 1992  
UN JOB ASSURÉ

assister un manager international  
Selon les entreprises, le recrutement sur 3 va concerner des assistants de direction trilingues, ainsi que des responsables, maîtrisant la micro-informatique et la bureautique, la communication dans l'entreprise en France et à l'étranger.

l'ESAM : une formation efficace  
30 mois (20 en France, 5 en Allemagne ou en Espagne, 5 en entreprise) conçus avec les entreprises et les meilleures écoles européennes, centrés sur le traitement des informations de gestion assisté par ordinateur, langues appliquées aux affaires, techniques de communication.

ECOLE SUPERIEURE D'ASSISTANTES DE MANAGEMENT

Bon à retourner à ESAM 63, av. de Villiers 75017 Paris - Tél. : 422720 69

M. (Mlle) \_\_\_\_\_ adresse : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_

bac présenté : \_\_\_\_\_ ☐ souhaite recevoir une documentation.

## Pour « propos racistes »

## Un député RPR du Rhône porte plainte contre le propriétaire d'une discothèque

Le professeur Jean-Michel Dubernard, député RPR du Rhône, et adjoint au maire du 6<sup>e</sup> arrondissement de Lyon, a porté plainte, le dimanche 30 août, pour « propos racistes » contre le propriétaire et les « videurs » d'une boîte de nuit de la ville qui avaient refusé l'entrée à ses enfants parce qu'ils étaient accompagnés d'une jeune femme.

Les trois enfants de M. Dubernard s'étaient rendus, samedi soir, à la discothèque L'Actuel, dans le quartier de la Part-Dieu, en compagnie de la fille d'un chirurgien d'Abidjan, en visite à Lyon. Les quatre jeunes gens ont été refoulés par les « videurs ».

Prévenu par ses enfants, M. Dubernard s'est rendu sur les lieux, où il a recueilli que des explications cossues de la part du propriétaire. Mais un employé a « trahi » les habitudes de l'établissement : « Ici, on ne reçoit ni les Arabes ni les Noirs. »

La loi « antiraciste » de juillet 1972 interdit notamment les discriminations dans l'offre d'un bien, d'un service, d'un emploi ou d'un logement. Elle punit, en outre, les injures racistes et la provocation à la haine raciale.

Le numéro de « Monde »

daté 30-31 août 1987

a été tiré à 473 471 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles

sur Minitel

36-15 + LEMONDE

A B C D E F G

(Publicité)  
MATH SUP - MATH SPÉ - BAC C.D.E. - DEUG A  
INSCRIPTIONS JUSQU'AU 28 SEPTEMBRE 1987  
Tél. (1) 64-09-27-69  
\* 73 % de réussite aux concours des écoles d'ingénieurs en 1987.  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE  
42, rue Bancel, 77000 MELUN

DERNIERS JOURS  
LIQUIDATION  
TOTALE  
AVANT TRAVAUX  
COUTURE HOMMES ET FEMMES  
BALMAIN, DIOR, LOUIS FERAUD, LAPIDUS,  
MAX MARA, Y.S.L., UNGARO,  
RABAI ENORMES  
Ouvert tous les jours de 10 h à 18 h,  
Dimanche inclus.  
PARIS 8<sup>e</sup> 4, RUE MARBEUF (1<sup>er</sup> ÉTAGE) M<sup>me</sup> ALMA-MARCAU

LA FRANCE  
EST-ELLE  
UN PAYS RICHE ?  
SCIENCE - VIE  
ECONOMIE  
SEPTEMBRE

هذه امة الاصل